

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°431

FEVRIER 2021

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **TURQUIE : LA MORT DE 14 PRISONNIERS TURCS EN IRAK SERT DE PRÉTEXTE À LA RELANCE DE LA RÉPRESSION INTÉRIEURE**
- **ROJAVA : LA TURQUIE COUPABLE DE CRIME CONTRE L'HUMANITÉ, DANS LE SILENCE INTERNATIONAL**
- **IRAK : DISCUSSIONS SUR LE BUDGET TOUJOURS EN COURS; TIRS DE ROQUETTES SANS PRÉCÉDENT SUR ERBIL**
- **IRAN : VAGUE D'ARRESTATIONS AU KURDISTAN, PLUS DE 150 PERSONNES INCARCÉRÉES DEPUIS JANVIER**

TURQUIE : LA MORT DE 14 PRISONNIERS TURCS EN IRAK SERT DE PRÉTEXTE À LA RELANCE DE LA RÉPRESSION INTÉRIEURE

La Turquie vit décidément un début d'année difficile. La crise économique a des conséquences sociales dramatiques, et au plan sanitaire, malgré tous les efforts de dissimulation du gouvernement AKP, l'épidémie du COVID-19 poursuit son extension de manière de plus en plus visible. Isolé à l'international, contesté à l'intérieur, le Président turc tente de regagner sa popularité à coups d'opérations militaires extérieures tout en intensifiant tenta-

tives de contrôle de la société civile et répression tous azimuts. Les provinces kurdes du pays sont les laissées-pour-compte aussi bien de la pandémie que de l'économie; selon les propres chiffres du ministère de la Santé, elles ont jusqu'à trois points de retard sur la moyenne nationale pour la vaccination... (*Ahval*)

Pour sauver son pouvoir, M. Erdoğan voulait flatter l'extrême-droite par un succès militaire tout en imposant le silence à ses opposants. Mais ses dernières

tentatives ont dérapé. Sa tentative début janvier pour contrôler l'université Boğazici (Université du Bosphore) a suscité un mouvement de résistance universitaire sans précédent depuis 2016, et le conflit de Boğazici est rapidement devenu dans tout le pays une bataille pour les libertés universitaires. Quant à l'opération militaire fétiche du Président turc au Kurdistan d'Irak, participant de sa politique régionale «néo-ottomane», elle s'est soldée mi-février par un fiasco catastrophique: la mort de treize prison-

niers turcs du PKK plus que probablement tués par les gaz de leurs propres compagnons d'armes dans la grotte où ils étaient retenus...

À Istanbul, la nomination autoritaire de Melih Bulu comme recteur de l'université Boğazici ne passe décidément pas. La seule «qualité» académique de ce membre de l'AKP, surtout connu pour son soutien à l'invasion d'Afrîn en 2018

(https://www.youtube.com/watch?v=JpanTG_bD1Y), est d'être soupçonné de plagiat dans ses travaux, dont sa thèse... Le 3 février, le corps enseignant de Boğazici a dénoncé sa nomination dans un communiqué révélateur: «Nous n'acceptons pas cette violation flagrante de l'autonomie, de la liberté scientifique et des valeurs démocratiques de notre université». C'est que Boğazici, l'une des universités publiques les plus anciennes et prestigieuses du pays, a une histoire de résistance à la dictature remontant aux années 90, quand elle avait réussi à empêcher la nomination d'un recteur et imposé le résultat d'une élection interne. Puis elle avait provoqué un scandale pour «haute trahison» en coorganisant un colloque sur la situation des Arméniens dans l'Empire ottoman d'avant 1915 (*Libération*)

La répression des étudiants qui refusaient le «recteur-*kayyum*» (administrateur nommé, en référence aux municipalités kurdes) a pourtant été féroce: bouclage de tout le quartier, tabassage et usage de gaz lacrymogènes et de balles de défense par la police. L'AKP et le MHP, son allié d'extrême-droite, ont hurlé au nouveau «Gezi» et au «défi terroriste». Le 1^{er} février, le campus s'est transformé en camp retranché, avec des tireurs d'élite déployés sur les toits des bâtiments. Plusieurs députés HDP,

dont Hüda Kaya, se sont vus interdire l'accès. 159 étudiants ont été arrêtés, dont 98 libérés le lendemain. Le ministre turc de l'intérieur, Süleyman Soyly, a tweeté: «Devrions-nous tolérer que les dégénérés LGBT insultent la sainte Kaaba et tentent d'occuper le rectorat? Certainement pas!». Son message a été supprimé par le réseau social pour insulte.

Les habitants du quartier de l'université, qui ont klaxonné et frappé des casseroles, mais aussi les avocats ou les artistes – les opposants en général – ont apporté leur soutien aux étudiants. Le 2, des enseignants se sont rassemblés sous les fenêtres de Bulu en criant «démission».

Aucun n'a voulu postuler pour devenir vice-recteur. Plus grave pour le pouvoir, les manifestations se sont étendues à Ankara, où 69 personnes ont été arrêtées. Le 3, après de nouveaux affrontements toujours émaillés de brutalités policières, le leader du MHP Devlet Bahçeli a traité les manifestants de «serpents venimeux, vandales et barbares» (*Duvar*). Ces déclarations, les propos homophobes et anti-LGBT d'Erdoğan, ainsi que les violences policières, n'ont fait que renforcer la détermination des protestataires.

Les États-Unis ont fait part de leur «préoccupation» à propos des arrestations d'étudiants et ont condamné la «rhétorique anti-LGBT» des autorités, tout comme plusieurs dirigeants de la Commission européenne et le Bureau des Droits de l'homme des Nations Unies. Le 4, le ministre turc des Affaires étrangères a sèchement rejeté ces critiques d'«affaires intérieures à la Turquie» qui «encouragent des actions illégales». Le 5, M. Erdoğan, reprenant l'attitude provocatrice qui lui vaut le soutien de l'extrême-droite, a ordonné la création de facultés

de droit et de communications à Boğazici, une manière de contourner les enseignants des départements existants, nommant dans le même temps onze recteurs d'universités dans tout le pays. En réponse, les étudiants de Boğazici ont fait connaître leurs revendications dans une lettre ouverte au Président, commençant par la phrase: «Vous n'êtes pas un sultan, et nous ne sommes pas vos sujets». Ils demandent la libération immédiate de toutes les personnes arrêtées, la démission de tous les administrateurs universitaires nommés, à commencer par Bulu, et la tenue d'élections universitaires démocratiques.

Après que M. Erdoğan a insulté publiquement l'économiste Ayşe Buğra, enseignante à Boğazici mais aussi épouse de l'activiste Osman Kavala, prisonnier politique depuis 2017, près de 140 économistes turcs ont signé un message commun pour défendre celle-ci, se déclarant «fiers et honorés» de l'avoir comme collègue. Le Président turc l'avait accusée d'être «parmi les provocateurs à l'Université Boğazici». Le 10, on comptait onze arrestations d'étudiants, dont quatre pour lesquels les charges n'étaient pas connues. Le 11, un étudiant a été à la fois assigné à résidence avec port d'un bracelet électronique et condamné à se présenter une fois par semaine au commissariat, deux ordres impossibles à respecter simultanément. Les étudiants rassemblés en soutien aux accusés devant le tribunal, transformé en véritable camp retranché, ont été frappés et incarcérés par la police. Les manifestations ont rassemblé enseignants, syndicalistes et membres d'associations de la société civile. Au moins 565 personnes ont été incarcérées (*Duvar*). Malgré cette violente répression, le mouvement s'est propagé à Ankara, Izmir et

Adana, et 147 intellectuels, dont le Prix Nobel de littérature Orhan Pamuk, ont publié une lettre de soutien aux étudiants. Au 11, on comptait plus de 600 arrestations depuis le début du mouvement le 4 janvier (*Le Monde*).

Simultanément, le pouvoir a aussi attaqué une autre institution académique prestigieuse d'Istanbul: l'université francophone de Galatasaray. Suite au refus récent de deux fédérations islamiques turques de France de signer la «Charte des principes pour l'islam de France» et aux tensions qui ont suivi, les enseignants français de l'université doivent maintenant obtenir un diplôme de maîtrise de la langue turque, une mesure en miroir de ce qui est demandé aux imams turcs en France... Il y a quelques mois, un éditorialiste du quotidien islamiste *Yeni Akit* se scandalisait: «On trouve treize lycées et une université francophone en Turquie, où l'on apprend la langue française et où l'on impose la culture française à notre jeunesse. Les agents de Macron viennent recruter des enfants issus de notre terre d'Anatolie pour en faire des admirateurs de la France. Il faut mettre fin à cet impérialisme éducatif» (*Courrier International*). Cette charge est à rapprocher de celle lancée le 5 février contre Boğazici par le chroniqueur Ömer Lekesiz dans le journal pro-AKP *Yeni Safak*: «Boğazici est la dernière forteresse de l'oligarchie intellectuelle pro-occidentale. Ni l'université ni l'État ne seront tranquilles tant que ce bastion ne sera pas détruit» (*Le Monde*). Ce sont les libertés académiques que vise clairement le pouvoir turc, et il ne sera en effet tranquille que lorsqu'elles auront été détruites. À noter que Galatasaray avait commencé à soutenir Boğazici...

Parallèlement, le pouvoir a pour-

suivi sa répression antikurde. Après l'arrestation de 30 participants d'un meeting à Batman le 29 janvier, durant la première semaine de février, deux responsables de jeunesse du HDP ont été condamnés à des peines de prison pour «direction d'une organisation terroriste» après deux semaines de détention préventive. Tandis qu'un tribunal de Diyarbakir condamnait un ancien responsable du DBP à six ans et trois mois de prison pour «appartenance à une organisation terroriste», à Ankara, un autre tribunal rejetait de nouveau la demande de libération de Selahattin Demirtaş par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), la qualifiant de «non contraignante»... (*WKI*) Puis en deux jours à peine, du 10 au 12, au moins 143 personnes, pour la plupart des jeunes partisans du HDP et des avocats, ont été placées en garde à vue à Istanbul, Adana, Bursa, Kocaeli, Gaziantep et dans d'autres provinces. Au moins 60 mandats d'arrêt ont été émis à Gaziantep (*Rojinfo*).

Au même moment, une vaste opération militaire était lancée dans la région du Mont Garê, au nord du Kurdistan irakien, avec 41 bombardiers, plusieurs dizaines d'hélicoptères, des drones, des milliers de soldats et des centaines de commandos aéroportés. Le but affiché: «nettoyer cette région des derniers résidus du PKK». Mais M. Erdoğan espérait surtout un double coup d'éclat politique: l'annonce triomphale de la libération de 13 prisonniers de guerre détenus par le PKK depuis 2015-2016 et la capture de plusieurs dirigeants de ce parti, morts ou vifs. En réalité, l'opération s'est terminée en un véritable fiasco. Malgré une préparation de quatre jours de bombardements intensifs par une quarantaine d'avions militaires, qui

ont surtout détruit plusieurs villages de la zone, la guérilla a conservé ses moyens, et les commandos turcs, isolés les uns des autres dans un difficile terrain accidenté, sont devenus des cibles. Au lieu de la «bonne nouvelle» attendue, le ministre de la Défense Hulusi Akar a dû annoncer la nuit du 12 la mort de trois soldats et surtout de «13 citoyens turcs civils exécutés par le PKK». Après ce résultat, les opérations dans la région ont été interrompues. Dans l'hystérie antikurde qui a suivi, on a appris que les soi-disant civils décédés étaient des militaires, des policiers et des membres du renseignement...

Arguant avoir toujours libéré ses prisonniers dans le passé, le PKK a réfuté toute exécution. Selon la guérilla, les commandos turcs ont utilisé massivement des gaz pour neutraliser les défenseurs d'une grotte qu'ils pensaient être le QG du commandement local du PKK. Mais quand ils sont ensuite entrés dans la grotte, ils y ont découvert les cadavres des 13 prisonniers turcs et de six gardiens du PKK morts asphyxiés. Pour camoufler ce désastre, ils ont tiré des balles dans la tête des morts... Si l'armée turque a annoncé 48 morts du PKK, le parti kurde a admis la perte de 15 combattants et revendiqué l'élimination d'une trentaine de soldats turcs.

Qui dit vrai ? Il faut remarquer que la Turquie s'est bien gardée d'autoriser une autopsie des 13 victimes, préférant les enterrer à la va-vite... De son côté, on sait que, depuis le début de sa guérilla en 1987, le PKK a libérés sains et saufs et sans aucune contrepartie près de 350 militaires et policiers turcs qu'il avait capturés, grâce à la médiation des ONG et des représentants politiques locaux. Il semble bien que la responsabilité politique du massacre doive être portée par le pouvoir turc – et la responsabilité militaire par la brutalité des méthodes de

l'état-major turc, qui depuis le début de ses opérations au Kurdistan d'Irak, ne cesse de démontrer son mépris pour la protection des vies civiles.

Mais cet affreux dénouement a permis, une fois de plus, à M. Erdoğan de détourner l'attention des problèmes de l'heure – et des protestations étudiantes – en excitant la haine antikurde. Le ministre de l'Intérieur, Suleyman Soyly, a donné le ton par un tweet hystérique: «Que cette nation et nos martyrs crachent à notre figure si nous ne capturons vivant Karayilan [l'un des commandants du PKK] et ne le dépeçons pas en mille morceaux!». Le prétexte était tout trouvé pour relancer la répression du HDP, dont 718 membres ont été arrêtés en une nuit dans une quarantaine de provinces. Leur crime: avoir mis en doute sur les réseaux sociaux la version officielle du massacre, avoir demandé une autopsie des victimes ou l'ouverture d'une enquête parlementaire...

Dès le 14 en effet, le HDP a exprimé ses condoléances aux familles des victimes dans un communiqué (<https://hdp.org.tr/en/hdp-central-executive-board-s-statement-on-the-deadly-conflict-in-gare/15065/>) où il rappelait avoir pris contact avec elles dès 2015 et tenté très tôt d'organiser des négociations pour obtenir une libération, comme cela avait pu être fait dans de nombreux cas antérieurs. Malheureusement, le gouvernement avait refusé de coopérer à cette entreprise «pour sauver la vie et assurer la liberté de ses propres fonctionnaires, perdus dans une opération militaire sans but ni objectif précis». Le communiqué concluait: «Le gouvernement n'est pas en mesure de demander des comptes à notre parti, au contraire, c'est le gouvernement

qui doit être tenu pour responsable devant les familles des captifs et le public». Enfin, le HDP appelait à un accès sur les lieux du drame pour permettre une enquête internationale indépendante, tout en demandant au PKK de libérer les prisonniers qu'il détenait encore, «leur vie ne [devant] pas être laissée à la merci du hasard dans ce conflit».

Le département d'État américain a à son tour exprimé des doutes quant à la version officielle d'Ankara, indiquant que «si les informations sur la mort de civils turcs aux mains du PKK [...] se confirment, nous condamnons ces actions dans les termes les plus forts», provoquant la convocation le 15 de l'ambassadeur américain à Ankara (AFP). Le président turc, mis en rage, a rejeté la responsabilité des morts sur le HDP et les États-Unis... (New-York Times)

Kemal Kiliçdaroğlu, le dirigeant du CHP (opposition kémaliste), a également mis en cause le Président turc pour avoir choisi la force plutôt que la négociation, déclarant: «Le responsable de la mort de nos 13 martyrs, c'est Recep Tayyip Erdoğan». Celui-ci a choisi le 18 de le poursuivre en justice. Et le 21, le bureau du procureur d'Ankara a ouvert une enquête contre la députée HDP d'Ağrı, Dirayet Dilan Taşdemir, pour «appartenance à une organisation terroriste»: elle se serait rendue dans la région de la grotte (AFP). Parallèlement, des procureurs turcs ont annoncé leur intention de demander, dans le cadre de l'enquête sur les manifestations pour Kobanê en octobre 2014, la levée de l'immunité parlementaire de neuf autres députés HDP, dont sa coprésidente Pervin Buldan (WKI). Outre celle-ci, sont visés par cette demande les députés Garo Paylan, Huda Kaya, Sezai Temelli, Pero Dundar, Fatma

Kurtulan, Serpil Kemalbay, et les vice-présidents du groupe parlementaire Meral Danis Bestas et Hakkı Saruhan Oluç. Le 22, le HDP a rendu compte d'une aggravation de la répression à son encontre, en donnant plusieurs exemples comme le passage à tabac le 12 de l'ancienne co-maire de Hakkari, Dilek Hatipoğlu: déshabillée de force à son arrivée à la prison de Van, elle a été battue au point d'être incapable d'assurer sa défense le 19 au tribunal... (HDP)

En fait, le 24, le Président du parlement, Mustafa Sentop, a annoncé que l'assemblée avait reçu la veille 33 demandes de levée d'immunité parlementaire, sans préciser de noms (AFP), et le lendemain, le ministère de la Justice a finalement demandé la levée de l'immunité de 25 députés de l'opposition, visés par des enquêtes judiciaires. Parmi eux, 20 élus du HDP sont accusés de soutien au «terrorisme» (Le Monde). Le 28, Hevidar Dinç, coprésidente du HDP de Nusaybin (Mardin), un membre des Jeunes du HDP et un membre d'une association culturelle kurde ont été arrêtés à Kızıltepe et Nusaybin (RojInfo). Simultanément, la police a arrêté à Diyarbakir et Istanbul une vingtaine de personnes, pour la plupart des membres du HDP (WKI).

Parallèlement, la persécution des journalistes s'est poursuivie. Les juges ont rendu le 15 une décision surprenante de condamnations avec sursis dans l'affaire du journal *Özgür Gundem* pour trois journalistes et l'avocate Eren Keskin, sa co-rédactrice en chef et coprésidente de l'Association des droits de l'homme İHD; mais les charges retenues provoquent l'inquiétude, puisqu'il s'agit de l'«appartenance à une organisation terroriste»... (SCF) Des actes

d'accusation ont aussi été dressés contre les journalistes de l'agence de presse féminine Jin News, Şehriban Abi et Nazan Sala, ainsi que contre la correspondante de l'Agence de presse Mezopotamya (MA) Zeynep Durgut, qui risquent de 13 à 15 ans de prison (*RojInfo*).

Le 16, l'ancien chef du service des renseignements de l'état-major, le général Ismail Hakki Pekin, a reconnu à demi-mot le rôle de la Turquie dans l'assassinat en 2013 des trois militantes kurdes de Paris, Sakine Cansız, Leyla Şaylemez et Fidan Doğan. Suite à la mort des 13 prisonniers turcs en Irak, il a appelé Ankara sur *CNN Türk* à cibler les militants kurdes en Europe, indiquant: «Nous devons faire quelque chose dans ce sens en Europe. *Cela a déjà été*

fait une fois à Paris» (*Kurdistan au Féminin*). Il y a de quoi s'inquiéter quand on sait à quel point le MIT (services secrets turcs), renforcé par Erdoğan l'été dernier, s'est montré actif en Europe ces derniers temps...

Les condamnations du pouvoir turc continuent à l'étranger. Le 10, le département d'État américain a demandé la libération immédiate d'Osman Kavala. À la mi-février, trois semaines après la transition aux États-Unis, ni le nouveau président américain ni son secrétaire d'État, Antony Blinken n'avaient encore pris contact avec leurs homologues turcs, le second qualifiant même la Turquie de «soi-disant partenaire stratégique»... À Washington, des membres du Congrès, démocrates comme républicains, demandent un dur-

cissement à l'égard d'Ankara (*Le Point*). En Europe, la Cour européenne des Droits de l'homme (CEDH) a demandé à la Turquie de présenter sa défense pour la détention provisoire de l'ex-coprésident du HDP Selahattin Demirtaş, toujours incarcéré depuis novembre 2016 malgré plusieurs décisions de la CEDH demandant sa libération. Mais la CEDH serait sans doute plus crédible dans ses demandes si elle montrait par ailleurs plus de rapidité dans ses jugements: le 11 février 2021, la CEDH a son verdict dans l'affaire de la condamnation de 10 membres du parti kurde HADEP, qui lui avait été soumise... en 2007. Après 14 ans de procédure, elle a condamné la Turquie à payer à chacun d'entre eux... 1.500 € de dédommagement (SCF).

ROJAVA :

LA TURQUIE COUPABLE DE CRIME CONTRE L'HUMANITÉ, DANS LE SILENCE INTERNATIONAL

La Turquie continue à utiliser ses mercenaires pour mener son nettoyage ethnique anti-kurde dans les territoires du Nord syrien qu'elle occupe en flagrante violation du droit international. Fin janvier déjà, l'organisation «Syriens pour la vérité et la justice» (STJ) avait publié plusieurs rapports effrayants sur les faits et gestes de ces factions sinistres, dont certains combattants sont d'anciens membres de Daech (<https://stj-sy.org/en/syria-237-persons-arrested-in-peace-spring-and-olive-branch-territories-in-november-and-december-2020/> et <https://stj-sy.org/en/877-arrested-and-forcibly-disappeared-across-afirin-region-in-2020/>). Ces djihadistes mènent leurs exactions en complète connaissance des forces d'occupation turques, qui les soutiennent en réprimant toute résis-

tance des habitants. Ainsi à Rajo, dans le canton d'Afrin, la station de train a été transformée en prison et en centre de torture pour les Kurdes refusant d'obéir aux forces d'occupation. Le 7 février, des sources fiables ont informé l'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme (OSDH) que des combattants de la «Brigade Samarqand» avaient mené des raids sur plusieurs maisons du village de Kafr Safra (Jendires) et arrêté cinq personnes pour des raisons inconnues. Le 22, l'OSDH a rapporté que police militaire installée par l'occupant turc avait arrêté deux civils d'Afrin, accusés d'avoir «été auparavant en relation avec l'Administration autonome». Enfin, un rapport de l'ONG *Human Rights Watch* (HRW), publié le 3, fait état du transfert illégal vers la Turquie d'au moins 63 citoyens syriens, arabes et kurdes, «arrêtés» en Syrie et

condamnés de manière abusive à des peines extrêmement sévères, allant pour au moins cinq d'entre eux jusqu'à la prison à vie sans possibilité de libération conditionnelle. Les charges retenues contre ces personnes jugées selon le Code pénal turc bien qu'arrêtées sur le territoire syrien, sont «atteinte à l'unité et à l'intégrité territoriale, [...] appartenance à une organisation terroriste et meurtre». Ankara les punit ainsi pour leurs liens présumés avec des groupes kurdes qui lui sont opposés. Condamnant ces transferts et qualifiant ces accusations de «douteuses» et «vagues», HRW a rappelé dans son communiqué que, en tant que «puissance occupante», la Turquie est [selon la convention de Genève] «tenue de respecter [...] le droit relatif à l'occupation, y compris l'interdiction de la détention arbitraire et du transfert de personnes vers son territoire».

Toujours selon HRW, au-delà des 63 transferts confirmés, des sources concordantes permettent d'estimer que près de 200 Syriens auraient pu subir le même sort et que les transferts se poursuivraient (AFP, *Duvar*).

Quant au nettoyage ethnique, considéré en droit international comme un crime contre l'humanité, il a commencé immédiatement après l'occupation et dure toujours dans tous les territoires contrôlés par l'armée turque et ses auxiliaires syriens, dont Afrin est le plus ancien. Dans un des derniers exemples en date, le 10, la chaîne kurde d'Irak *Rûdaw* a rapporté que les occupants avaient vidé de leurs habitants kurdes trois villages de la région d'Afrin, confisqué tous leurs biens, et détruit de nombreuses habitations. À la place des Kurdes expulsés, les occupants ont amené des Arabes originaires de Homs ou de la Ghouta de Damas. Sur l'un des trois villages, Şêxurza Jorîn, presque complètement détruit, c'est une base militaire turque qui a été installée, le cimetière du village, profané, ayant été arasé à la pelleuse. Les oliveraies et les outils agricoles de leurs propriétaires kurdes ont également été détruits ou pillés: l'objectif est clairement d'empêcher tout retour. Les civils kurdes qui s'opposent à ces confiscations sont kidnappés, torturés, exécutés. Dans le canton d'Afrin, peuplé avant l'invasion turque de plus de 85% de Kurdes de tradition laïque et progressiste, les Arabes et Turkmènes islamistes implantés par les occupants turcs sont devenus majoritaires.

Ce processus de nettoyage ethnique est complété par l'intégration économique et administrative à la Turquie de la région occupée: le drapeau turc flotte sur les bâtiments, les écoles enseignent en arabe et en turc,

les réseaux d'électricité et de téléphone ont été connectés à ceux de la Turquie. Les imams et prêcheurs des mosquées sont nommés et payés par la Direction turque des Affaires religieuses (Diyanet). La livre (lira) turque est devenue la monnaie d'échanges commerciaux. Les femmes ont disparu de l'espace public où les milices syriennes à la solde de l'armée turque font appliquer les règles de la charia islamique. La principale milice sévissant dans la région est *Ahrar al-Sharqiya*, formée en grande partie des anciens de Daech recyclés par les services turcs.

La Turquie use d'un double langage particulièrement cynique: d'une part, elle s'oppose à l'Administration autonome du Rojava (AANES) au nom de la défense de l'intégrité territoriale de la Syrie, mais d'autre part, dans les territoires qu'elle occupe, elle s'applique à créer un fait accompli en les repeuplant de ses partisans arabes et turcs pour que, le moment venu, ils se prononcent par referendum en faveur d'une annexion à la Turquie, comme cela s'est passé en 1939 dans le sandjak syrien d'Alexandrette (Iskenderun).

La confiscation des biens, la spoliation, les pillages, la torture, les assassinats des civils perpétrés depuis trois ans par les milices islamistes auxiliaires de l'armée turque sont des crimes de guerre caractérisés dont la responsabilité incombe à la puissance d'occupation qu'est la Turquie. Pourtant, lors de chacune des invasions turques et par la suite, la communauté internationale a détourné les yeux: à Afrin, comme les Kurdes refusaient le retour du régime, les Russes ont donné leur feu vert à Erdoğan pour lancer son opération «Rameau d'olivier», tandis que les Américains se désintéres-

saient du sort de leurs alliés dans ce territoire où ils n'étaient eux-mêmes quasiment pas présents. En octobre 2019, à l'Est de l'Euphrate, le président américain Donald Trump, après un entretien téléphonique avec Erdoğan, a abandonné les Kurdes à l'armée turque en annonçant le retrait des troupes américaines de la frontière. En particulier, le 7 octobre, les bases américaines de Tall Abyad et de Ras al-Aïn ont été évacuées, laissant ainsi le champ libre aux Turcs pour leur opération «Source de paix», lancée deux jours plus tard. Là encore, la Russie a exercé son chantage pour obtenir le retour du régime de Damas. Dans les deux cas, les Occidentaux (et particulièrement les Européens, divisés entre eux sur l'attitude à adopter) ont certes poussé de hauts cris face aux violations flagrantes du droit international par la Turquie, mais sans prendre de mesures politiques concrètes. Quant à l'OTAN, dont la Turquie est membre, supposée être une famille de démocraties attachées aux droits de l'homme, elle continue à garder le silence sur les crimes de son allié turc... Cette inaction générale face aux crimes turcs se perpétue aujourd'hui.

Par ailleurs, depuis les territoires qu'elle occupe, la Turquie lance régulièrement des tirs sur des régions administrées par l'AANES, notamment près de Manbij et de Aïn Issa. Début février, ces zones ont été de nouveau visées, de même que la ville chrétienne de Tall Tamr, sur l'autoroute M4, au Sud de Serê Kaniyê / Ras al-Ain. Le 8, le Conseil militaire de Manbij a annoncé avoir repoussé une attaque des supplétifs syriens (WKI). Près d'Afrin, les civils kurdes déplacés par l'occupation turque se sentent abandonnés par la communauté internatio-

nale. Terrorisés par les bombardements incessants qui ont visé les environs de Tall Rifaat entre le 7 et le 12 février, ils demandent comment il est possible qu'un membre de l'OTAN soutienne des extrémistes s'en prenant aux personnes déplacées et vise des civils par ses frappes aériennes. Très significativement, les déplacés yézidis semblent être particulièrement visés. Le 12, Nadine Maenza, commissaire à la Commission américaine pour la liberté religieuse internationale (USCIRF), a appelé dans un tweet «le gouvernement des États-Unis à faire pression sur la Turquie pour qu'elle cesse toutes ces opérations contre cette communauté vulnérable en Syrie et en Irak».

En fin de mois, les habitants et les ONG du Rojava ont de nouveau accusé la Turquie d'utiliser l'eau comme arme et moyen de pression. Ankara retient d'une part grâce à ses barrages une partie des eaux de l'Euphrate et d'autre part, ferme régulièrement le robinet de la station de traitement d'Al-Allouk, qui fournit de l'eau potable à au moins un demi-million de personnes dans le Nord-Est syrien. L'ONU a déjà demandé à plusieurs reprises à la Turquie de cesser ses rétentions d'eau (WKI).

Autre problème, les djihadistes de Daech qui, profitant des difficultés causées au Rojava par la pression turque, relèvent la tête et doivent de nouveau être fermement combattus avec l'aide de la coalition internationale. Parallèlement, la gestion des camps hébergeant d'ex-membres de l'organisation terroriste ou leurs familles se transforme de plus en plus en casse-tête pour l'AANES.

Début février, les Forces démocratiques syriennes (FDS) ont poursuivi leurs actions contre les cellules dormantes de Daech

dans le Nord-Est syrien. Elles ont annoncé avoir appréhendé trois djihadistes à Busarayh et dans le village de Diban (Deir Ezzor) (WKI). Le 5, elles ont lancé une importante opération dans cette même région, à la frontière avec l'Irak, dans des régions désertiques que les djihadistes utilisent comme sanctuaire. Plusieurs dizaines d'arrestations ont été effectuées, et un grand nombre d'armes et de munitions ont été saisis. Il s'agissait à la fois d'une réponse aux attaques dont la fréquence avait considérablement augmenté les semaines précédentes et de représailles après l'enlèvement et l'assassinat par décapitation le 22 janvier de deux femmes arabes, responsables politiques locales de l'AANES (*Kurdistan au féminin*). Notamment ont été capturés deux officiers supérieurs supervisant le mouvement des combattants djihadistes entre l'Irak et la Syrie. Un agent de Daech a également été capturé dans le camp d'al-Hol (WKI).

La deuxième semaine de février, en raison d'un accroissement des attaques terroristes dans la province de Deir Ezzor, les FDS ont dû accélérer leurs opérations anti-Daech. Elles ont annoncé deux arrestations dans l'Est de la province les 10 et 11. En fin de mois, de nombreuses attaques djihadistes ont encore frappé Deir Ezzor. Un homme de 80 ans a été assassiné à Sabha, une attaque attribuée à Daech, et deux autres personnes tuées à Shheel et Shaafah. Les FDS ont mené plusieurs raids dans la région et arrêté sept terroristes. Des djihadistes ont aussi affronté des militaires du régime près de Badiya al-Sham, dans des engagements qui auraient fait une douzaine de morts dans les deux camps (WKI).

Parallèlement, la situation au camp d'al-Hol a continué à se

dégrader. Ce camp, géré par l'AANES, accueille quelque 62.000 personnes, dont d'après l'ONU plus de 80% de femmes et d'enfants, et notamment environ 10.000 femmes étrangères et leurs enfants, des familles de jihadistes originaires d'Europe ou d'Asie. Depuis janvier, 14 personnes déjà y ont été assassinées (18 selon VOA), contre 35 durant tout 2020. Selon les déclarations à l'AFP de Cheikhmous Ahmed, responsable des déplacés pour l'AANES, il y a eu «trois décapitations», mais également des exécutions par balle à l'aide d'armes munies «de silencieux». Un rapport publié le 8 par le Centre d'information sur le Rojava, basé à Qamishli, fait quant à lui état de décapitations dans au moins la moitié des meurtres. Quels que soient les vrais chiffres, ils pointent vers «les cellules de [Daech] dans le camp», qui s'en prennent à «ceux qui coopèrent avec l'administration» pour «semer le chaos et la peur», a indiqué Ahmed. Un rapport publié par l'ONU début février avertit: «Des cas de radicalisation, de formation, de collecte de fonds et d'incitation à des opérations extérieures ont été signalés» [...] «Certains mineurs seraient endoctrinés et préparés pour devenir de futurs combattants ». Conséquence des attaques de la Turquie, le nombre de gardiens affectés au camp a baissé de 1.500 mi-2019 à 400 fin 2020... Le général McKenzie, du U.S. Central Command, prend cette menace très au sérieux: «Si la communauté internationale ne trouve pas le moyen de rapatrier ces enfants, de les réintégrer dans leur communauté d'origine et de soutenir les programmes de réconciliation locaux, nous assisterons à l'endoctrinement de la prochaine génération d'ISIS [Daech] lorsque ces enfants se radicaliseront», a-t-il averti le 8 lors d'une intervention au *Middle East Institute*. Plus de la moitié

des quelque 62.000 résidents d'al-Hol sont des enfants de moins de 12 ans (VOA). Le même jour, une vingtaine d'experts indépendants des Nations Unies ont exhorté dans un appel commun les 57 États dont des ressortissants sont détenus en Syrie à les rapatrier sans délai... (*news.un.org*)

Le 14, une source irakienne a indiqué à l'AFP que l'AANES avait transféré une centaine d'anciens combattants de Daech en Irak pour qu'ils y soient jugés. Ce transfert a été démenti par l'AANES, mais demeure probable. En effet, selon un rapport de l'ONU publié début février, les FDS détiennent encore quelque 1.600 Irakiens soupçonnés d'avoir combattu pour Daech. Par ailleurs, dans le cadre d'un effort continu visant à désengorger al-Hol et le rendre ainsi plus gérable, l'AANES a libéré le 23 un nouveau groupe de plus de 300 ressortissants syriens. Contrairement à la plupart des libérations récentes, il n'y a pas eu de parrainage de chefs de tribus arabes, mais les autorités ont mené une enquête pour vérifier que les personnes libérées ne représentaient aucune menace pour la sécurité (VOA). Enfin, le 27, un incendie provoqué par un poêle a causé la mort de deux enfants et d'une femme et fait une trentaine de blessés à al-Hol, selon Cheikhmous Ahmed, joint au téléphone par l'AFP.

Autre conflit subi par le Rojava ce mois-ci, celui avec le régime de Damas, qui perdure. Le 30 janvier, une manifestation pro-régime à Qamishli s'était soldée par un mort (un policier du régime) et trois blessés, tandis que chacun des deux camps mettait le siège sur des zones tenues par l'autre: les *Asayish* (sécurité kurde) avaient pris position autour du «Quartier de la sécurité» à Qamishli, les milices pro-

Assad autour de plusieurs villes tenues par les Kurdes dans la région de Shahba (Alep). En milieu de mois, malgré une médiation russe, les membres des «Forces de défense nationale», une milice pro-régime, ont ouvert le feu sur un point de contrôle des *Asayish* à Qamishli. Les FDS doutent d'ailleurs de la sincérité des Russes, qu'ils soupçonnent de collusion avec la Turquie pour les évincer... (WKI)

Par ailleurs, la cinquième session des pourparlers intersyriens, tenue à Genève en début de mois sous l'égide de l'ONU, n'a de nouveau enregistré aucune avancée significative, la délégation du régime s'opposant systématiquement aux propositions de l'opposition. L'AANES demeure exclue de ces rencontres en raison de l'opposition turque à sa présence. Elle a été exclue de même des discussions dites «d'Astana», dont la 15^e session a démarré le 16 février à Sotchi. Les États-Unis, qui ont dénié avoir reçu une invitation russe à y participer, ont par ailleurs mené le 26 en Syrie de nouvelles frappes aériennes, visant des positions de miliciens pro-iraniens près de Boukamal, près de la frontière irakienne. Plusieurs bâtiments ont été détruits et selon l'OSDH au moins 22 combattants de milices irakiennes pro-iraniennes *Hashd al-Shaabi* ont été tués. Le Président américain a indiqué qu'il s'agissait de représailles après les dernières attaques anti-américaines en Irak.

Dans ce contexte toujours aussi tendu, les discussions pour l'unité kurde entre les partis de l'AANES et l'opposition de l'ENKS (Conseil national kurde) revêtent une importance particulière. Début février, le commandant des FDS Mazloum Abdi a annoncé qu'elles allaient reprendre, «avec l'objectif de réussir»,

a-t-il ajouté. En milieu de mois, les FDS ont annoncé que les discussions avaient repris, dans un communiqué qui précisait qu'au vu des «progrès tangibles [réalisés] au cours des sessions précédentes», elles étaient optimistes pour la phase suivante (WKI). Il reste à voir si cet optimisme se prouvera justifié dans la suite, car en fin de mois, aucun nouveau communiqué n'avait été publié.

IRAK :

DISCUSSIONS SUR LE BUDGET TOUJOURS EN COURS; TIRS DE ROQUETTES SANS PRÉCÉDENT SUR ERBIL

es négociations entre Erbil et Bagdad se sont poursuivies tout le mois concernant le budget 2021, plus précisément sur la part devant en revenir au Gouvernement régional du Kurdistan (GRK). Bien qu'un accord de principe avec le gouvernement fédéral ait été obtenu en décembre dernier, des délégations du GRK se sont rendues régulièrement à Bagdad pour rencontrer différents partis politiques. En effet, certains des blocs chiites pro-iraniens ont pris une position particulièrement hostile au Kurdistan en demandant qu'il soit privé des droits que lui accorde la constitution de 2005. Critiquant les ventes indépendantes de pétrole du GRK, ils demandent un contrôle exclusif du pétrole par le gouvernement fédéral. En janvier, plus de 100 députés irakiens avaient même demandé dans une lettre commune que le projet de loi budgétaire de 2021 conditionne le budget du GRK à la remise de tout son pétrole à la SOMO, la société pétrolière d'État.

Après l'échec de premières discussions début février et une seconde tentative la semaine suivante, une troisième a pris place en milieu de mois, alors qu'on

attendait le vote du budget par le Parlement dans les jours suivants. Mais il n'a cessé d'être repoussé en raison des désaccords persistants entre partis, provoquant l'inquiétude des Kurdes que la part du budget destinée au GRK n'y soit pas incluse (*WKI*). Le 22, Jamal Kochar, un membre de la commission des finances du Parlement irakien, s'est plaint sur *Rûdaw* de ce que les partis chiites s'opposent à la part du

L Kurdistan, «mais sans officiellement proposer d'alternative». Il constatait cependant une évolution progressive: «Au début, tous les partis chiites s'opposaient à ce que la région du Kurdistan reçoive sa part et demandaient au GRK de remettre tout son pétrole, mais aujourd'hui, seules les factions de Nouri al-Maliki et quelques autres partis chiites insistent sur ce point». Il voyait trois sorties possibles au blocage en cours: 1- l'envoi quotidien à Bagdad par le GRK des 250.000 barils demandés, 2- la remise de la valeur de ces barils à la SOMO, et 3- la conservation par le GRK du pétrole nécessaire au paiement de ses dépenses de production pétrolière et à sa consommation intérieure, le reste étant envoyé à Bagdad. Il a indiqué préférer la première option.

En fin de mois, les discussions n'avaient pas abouti, et les députés irakiens n'étaient toujours pas parvenus à s'accorder sur un texte à soumettre au vote...

C'est dans ce contexte de relations tendues entre GRK et gouvernement fédéral que le ministre irakien de la Santé a annoncé le 1^{er} février la réception fin février de 2,5 à 3 millions de doses de vaccin anti-COVID. Ces doses *Pfizer-BioNTech*, *AstraZeneca-Oxford* et *Sinopharm* seront administrées en priorité au personnel soignant, aux forces de sécurité, aux personnes âgées et aux malades chroniques. Au Kurdistan, nombreux se sont interrogés, comme ce journaliste kurde écrivant sur le site libanais *Daraj*: «Bagdad donnera-t-il ou non à Erbil sa part de vaccins?». Sur le même site, un porte-parole

du ministère irakien de la Santé, Saïf Badr, tentait de rassurer: «Le Kurdistan aura sa part [...] en proportion de sa population, qui lui sera distribuée de la même façon que les médicaments et les équipements médicaux qu'il reçoit du ministère fédéral». Selon les derniers chiffres du ministère, l'Irak comptait alors plus de 620.000 contaminations et environ 13.000 décès sur 38 millions d'habitants (*Courrier International*). Le 22, le GRK a annoncé restreindre de nouveau les déplacements avec le reste du pays, après qu'Erbil a enregistré pour la première fois 19 cas du variant britannique du virus, accompagnant une remontée des contaminations. Alors que l'Irak décidait d'un nouveau couvre-feu partiel, le Kurdistan comptait à cette date 107.933 contaminations et 3.508 décès, pour 103.011 guérisons depuis le début de l'épidémie (*Rûdaw*).

À partir de mi-février, les négociations budgétaires comme la situation sanitaire ont été éclipsées par les violences qui se sont produites au Kurdistan. Il y a eu tout d'abord le 14 l'annonce de la mort dans une grotte de la région de Gare, à une cinquantaine de kilomètres de Dohouk, de treize prisonniers turcs du PKK lors d'une opération militaire de l'armée d'Ankara. Puis le lendemain soir, une quinzaine de roquettes ont été tirées sur l'aéroport international d'Erbil, visant une base aérienne où sont stationnées des troupes américaines. L'attaque a fait un mort, un prestataire civil étranger, et onze blessés, huit prestataires civils, un soldat américain et trois autres civils. Deux des roquettes, tombées sur des quartiers résidentiels de la périphérie de la ville, ont blessé cinq

civils, dont l'un est décédé le 22, portant le bilan à deux morts.

Déjà en début de mois, des sources du renseignement français indiquaient que les États-Unis, confrontés à des attaques régulières sur leurs bases dans le reste de l'Iraq, envisageaient de déplacer une partie de leurs forces au Kurdistan. L'attaque d'Erbil est un message indiquant à la nouvelle administration américaine que là non plus, elles ne seront pas en sécurité. Après l'attaque, des forces de sécurité ont été déployées autour de l'aéroport, dont le trafic a été interrompu toute la matinée du lendemain. Les tirs ont été largement condamnés, par le GRK bien sûr, le président et le Premier ministre irakiens, mais aussi par la représentante de l'ONU en Irak, puis, dans un communiqué conjoint, par les ministres des Affaires étrangères de France, d'Allemagne, d'Italie, du Royaume-Uni et des États-Unis. L'attaque a été revendiquée par un groupe se baptisant *Awliyaa al-Dam* (les «Gardiens du sang»). Des responsables irakiens de la sécurité ont indiqué à l'AFP qu'il devait s'agir d'un nom de façade dissimulant des factions pro-Iran connues qui veulent le départ du pays des forces de la coalition, mais l'Iran a «fermement démenti» être impliqué. Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), dirigeant cette région, a accusé des groupes proches des *Hashd al-Shaabi*.

La sécurité de la Région du Kurdistan est menacée: deux sources dans le domaine du renseignement ont précisé à l'AFP que les roquettes (de fabrication iranienne), avaient été tirées

depuis un camion à environ 10 km d'Erbil, donc depuis l'intérieur du Kurdistan. Des médias de propagande pro-iraniens ont été les premiers à annoncer l'attaque. Une enquête conjointe Bagdad-Erbil a été ouverte. Le 25, l'*US Air Force* a mené des frappes de représailles sur des milices irakiennes stationnées en Syrie.

Ces événements interviennent dans le contexte d'un accroissement important des tensions dans le Nord de l'Irak, où l'armée turque poursuit ses opérations anti-PKK. Notamment, la région du Sindjar et sa capitale, la ville du même nom, font de plus en plus figure de point focal stratégique. Ce lieu de vie ancestral de la minorité kurdophone des Yézidis a été en août 2014 envahi par Daech, qui a tenté d'accomplir un génocide contre ses habitants. Les survivants sont toujours en grande partie déplacés dans des camps. À présent, cette zone, par ailleurs disputée entre Bagdad et Erbil, fait l'objet de bombardements réguliers de l'aviation turque. Quelques jours avant les tirs de roquettes sur Erbil, plusieurs milices *Hashd al-Shaabi* avaient annoncé sur les réseaux sociaux s'y déployer pour s'opposer à une éventuelle invasion turque. Ankara exige de Bagdad l'expulsion des milices pro-PKK présentes sur place, dont certaines sont composées de Yézidis. D'autres ont intégré les pechmergas... Le 9 octobre dernier, un accord conclu entre Bagdad et Erbil donnait au gouvernement irakien la responsabilité de la sécurité du Sindjar, à charge pour lui de recruter une nouvelle force représentative de la population locale. Un des buts de l'accord était d'expulser les groupes de combattants affiliés au PKK. La mise en œuvre a commencé en novembre avec le déploiement d'environ 6.000 policiers fédéraux dans les parties du

Sindjar frontalières de la Syrie. Cependant, un commandant de la force des pechmergas yézidis *Ezidkhan* a déclaré à *Rûdaw* en janvier que plusieurs groupes armés étaient toujours présents au Sindjar...

Le 6 du mois, les dépouilles de 104 Yézidis victimes du génocide de Daech, et retrouvées dans plusieurs fosses communes du Sindjar, ont été ramenés dans le village de Kocho pour y être inhumées selon les rites de la communauté. Les victimes avaient d'abord été envoyées pour identification à Bagdad où un service commémoratif s'est tenu en début de mois. Y ont assisté des délégations du GRK et du gouvernement fédéral, ainsi que l'envoyée des Nations unies en Irak, Jeanine Hennis-Plasschaert, aux côtés du chef de l'UNITAD. Cette agence, créée en 2017 par le Conseil de sécurité de l'ONU à la demande du gouvernement irakien et soutenue par les États-Unis, a pour mandat de rassembler les preuves devant permettre de poursuivre les responsables du génocide de 2014. Le 7, le premier ministre du GRK Masrour Barzani a rencontré la lauréate yézidie du prix Nobel de la Paix Nadia Mourad, déjà reçue le 3 par le Président de la Région du Kurdistan Nechirvan Barzani. Outre les moyens d'assister l'UNITAD, ont aussi été discutés l'accord Bagdad-Erbil sur le Sindjar et la situation actuelle de cette région. Après la cérémonie à Kocho, Nadia Mourad a envoyé un tweet émouvant: «Après 6 ans, j'ai pu enterrer les restes de deux de mes frères. Ma communauté de Kocho a pu enterrer plus de cent de nos proches. Ce n'est que le début de la justice pour les Yazidis. Des milliers de familles attendent toujours l'identification et l'enterrement de leurs proches»...

En fin de mois, les tensions entre Turquie et Iran sont montées d'un cran après que l'ambassadeur iranien à Bagdad a accusé Ankara de violer la souveraineté de l'Irak et appelé la Turquie à retirer ses troupes d'Irak et à rester au large du Sindjar. Après une réponse acerbe du ministre de l'intérieur turc Suleyman Soyly, chacun des deux pays a convoqué l'ambassadeur de l'autre.

Les territoires disputés sont par ailleurs toujours le lieu d'activité privilégié des djihadistes de Daech, qui tirent parti du vide sécuritaire créé par l'opposition entre pechmergas et forces de sécurité irakiennes. Selon le ministère des pechmergas, une quinzaine d'attaques ont ainsi été recensées durant les trois dernières semaines de janvier. Début février, les forces de sécurité irakiennes ont arrêté à Kirkouk plusieurs terroristes, dont l'informaticien responsable d'un des sites web de l'organisation. Selon la chaîne kurde NRT, un accord conclu avec la médiation des États-Unis prévoit la formation à Kirkouk d'une force militaire conjointe irako-kurde devant remplacer la 61^e division irakienne pour assurer la sécurité de la province. Cependant, alors que la mise en place de ce plan se fait attendre, la situation sécuritaire continue à se détériorer. Si au moins deux djihadistes ont été arrêtés à Kirkouk la deuxième semaine du mois, un fermier kurde a été tué par des tireurs non identifiés à Daqouq le 17, et la coalition anti-Daech a dû lancer plusieurs frappes au sud de Kirkouk. Le 24, une attaque au mortier a blessé une dizaine de policiers irakiens à Daqouq, suscitant le 28 une opération de l'armée et des *Hashd al-Shaabi* le 28. Parallèlement, les partis kurdes de Kirkouk, après plusieurs rencontres depuis jan-

vier, sont parvenus à former une liste commune pour les prochaines élections régionales. La liste, dirigée par l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK), n'inclut pas le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK), absent de la province depuis sa reprise de contrôle par Bagdad le 16 octobre 2017 (WKI).

Au Kurdistan, la lourde condamnation le 16 de cinq journalistes

et militants à six ans de prison pour leur rôle dans les manifestations antigouvernementales de 2020 a provoqué une vague d'indignation. L'avocat des prévenus, Aso Hashem, a indiqué à l'AFP son intention de faire appel. Karwan Anwar, responsable d'un syndicat de médias à Souleimaniyeh a dénoncé ce verdict «très sévère»: «Nous sommes à la croisée des chemins, a-t-il déclaré à l'AFP. C'est la pre-

mière fois qu'un tribunal condamne à six ans de prison pour avoir simplement exprimé son opinion». Le Kurdistan irakien a longtemps été considéré comme un refuge sûr pour les journalistes et pour les militants malmenés ou menacés dans d'autres régions irakiennes, mais le Comité pour la protection des journalistes (CPJ) a jugé après ce verdict que ce n'était plus le cas...

IRAN :

VAGUE D'ARRESTATIONS AU KURDISTAN, PLUS DE 150 PERSONNES INCARCÉRÉES DEPUIS JANVIER

Durant ce mois, l'épidémie de coronavirus a selon l'opposition iranienne fait plus de 13.000 morts: le Conseil national de la résistance (CNRI) a en effet comptabilisé au 1^{er} février 209.700 décès depuis le début de l'épidémie, un chiffre monté en fin de mois à 223.100. Compilés par l'Organisation des Moujahidine du Peuple (OMPI) à partir de données publiques régionales, ces chiffres sont bien supérieurs aux données officielles, puisque le 28 février, l'Iran annonçait avoir dépassé les... 60.000 morts. Bien que ce nombre officiel de décès quotidiens se soit quelque peu stabilisé, repassant en-dessous des 100 par jour, le pouvoir se montrait pourtant inquiet de l'expansion du variant britannique, présent dans le pays depuis janvier...

Les premières vaccinations contre la COVID ont commencé le 9 à l'hôpital Imam Khomeiny de Téhéran avec des injections au personnel soignant, qui recevra les doses en premier. Il s'agit du vaccin russe *Sputnik-V*, dont l'Iran a acheté deux millions de doses, qui devaient arriver en trois lots durant ce mois. Le ministre de la Santé, Saïd

Namaki, a indiqué que l'Iran allait recevoir en février 4,2 millions de doses de vaccin *AstraZeneca* par le dispositif *Covax*, destiné à fournir des vaccins aux pays les plus défavorisés. Ces 6,2 millions de doses sont à comparer avec la population du pays, soit plus de 80 millions. Cependant, le CNRI a dénoncé le même jour les chiffres «scandaleux» du plan de vaccination annoncés à l'agence Tasnim par le président du comité scientifique du Centre de lutte contre le coronavirus (CNLC), Qanai: celui-ci a déclaré que la vaccination des personnes de moins de 55 ans (85% de la population) commencerait... l'hiver prochain. Quand aux prévisions à plus court terme, elles ne sont guère plus encourageantes. Selon le porte-parole du CNLC, Alireza Raissi, d'ici le 29 mars, 1,3 million de personnes seront vaccinées, soit 1,5 % de la population...

Pour les provinces kurdes du pays, quelques chiffres compilés par l'OMPI sont les suivants : au 6, on comptait depuis le début de l'épidémie 8.588 morts au Lorestan, 4.344 à Kermanschah, 3.652 au Kurdistan. Au 19, on était passé à 4.459 à Kermanshah et 3.772 au Kurdistan.

Le 27, le variant britannique du virus était présent dans au moins 16 provinces. Le porte-parole du CNLC déclarait sur la télévision nationale: «Le virus anglais ne se limite pas au Khouzistan. Au moins 187 cas ont été découverts dans 16 provinces et nous avons eu 20 morts».

Parallèlement, les assassinats par les forces de répression de porteurs kurdes transfrontaliers, les *kolbars*, se sont poursuivis. La première semaine du mois, deux d'entre eux ont été tués près de Baneh et de Sardasht. Six autres ont été blessés à Baneh et Marivan. Par ailleurs, selon des groupes kurdes locaux de défense des droits de l'homme, huit *Kolbars* ont été arrêtés près de Chaldiran avant d'être torturés et de se voir confisquer leur charge. Le 10, trois autres ont été blessés près de Baneh et le lendemain, un *kolbar* s'est tué dans une chute près de Servabad. Le 20, deux *kolbars* se sont noyés dans une rivière alors qu'ils fuyaient les gardes-frontières iraniens près de Sardasht. Un autre *Kolbar*, Ayoub Qadiri, est mort de froid à Baneh. Enfin, un dernier s'est blessé dans une chute alors qu'il fuyait les gardes-frontières iraniens près de Marivan (WKI).

Par ailleurs, la répression anti-kurde, déjà constante en temps ordinaire, a connu une intensification particulièrement brutale ce mois-ci. Déjà en janvier, le régime avait arrêté plus de cent personnes dans plusieurs villes du Kurdistan d'Iran: Şino (Oshnavieh), Bokan, Marivan, et Mahabad, dont l'écrivain Mustafa Alikhandaza. Fin février, le nombre de personnes arrêtées atteignait près de 150, dont un bon nombre entre les mains de l'*Etelaat* (Renseignement).

Le 3 février, 36 organisations de défense des Droits de l'homme ont lancé un appel commun à la communauté internationale pour la libération des détenus kurdes et appartenant à d'autres minorités en Iran (<https://www.iranhumanrights.org/2021/02/36-rights-groups-appeal-for-release-of-kurdish-detainees-and-other-minorities-in-iran/>). Dans le texte, les signataires dénoncent la vague d'arrestations en cours «visant des dizaines de personnes appartenant à la minorité kurde défavorisée d'Iran dans les provinces d'Alborz, de Kermanshah, du Kurdistan, de Téhéran et d'Azerbaïdjan occidental». Ils notent qu'aucune raison n'a été officiellement donnée pour ces arrestations, dont on peut craindre qu'elles visent des personnes ayant simplement exercé leurs droits. Celles-ci, souvent mises au secret, sont en danger d'être torturées ou maltraitées pour les forcer à signer des aveux fabriqués pouvant être utilisés contre elles dans des procès injustes...

Le texte dresse un état des arrestations, qui ont pris place dans 19 villes: «Selon les informations recueillies auprès de sources bien informées, depuis le 6 janvier 2021, au moins 96 personnes (88 hommes et 8 femmes) appartenant à la minorité kurde d'Iran, dont des militants de la société

civile, des défenseurs des droits des travailleurs, des écologistes, des écrivains, des étudiants et des militants politiques déjà précédemment emprisonnés, ainsi que des personnes sans antécédents connus de militantisme, ont été arrêtées par l'unité de renseignement des *pasdaran* (Gardiens de la révolution) ou par des agents du ministère du Renseignement, parfois de manière violente».

La plupart des arrestations sont de fait illégales, car effectuées sans qu'un mandat ait été présenté, et les familles qui ont demandé aux autorités judiciaires des informations sur leurs proches se sont entendues répondre que leurs bureaux n'avaient pas émis de mandats pour ces personnes et qu'elles n'avaient aucune information sur leur sort. Début février, environ la moitié des détenus, soit au moins 40 personnes, avaient fait l'objet d'une disparition forcée. Par la suite, certains d'entre eux ont pu brièvement téléphoner à leur famille, mais les autorités ont refusé de révéler les raisons de leur arrestation et ont interdit les communications ultérieures. Les prisonniers n'ont pas non plus accès à un avocat et les familles ont été menacées et averties de garder le silence.

Selon l'analyse des signataires de l'appel, la campagne de répression semble viser majoritairement des jeunes gens d'une vingtaine d'années actifs dans des cercles informels dédiés à la défense des droits des Kurdes d'Iran, des personnes seulement «coupables» de délit d'opinion. Ils rappellent que selon le Rapporteur spécial des Nations-Unies sur l'Iran (rapport du 18 juillet 2019), «Les prisonniers politiques kurdes accusés d'infractions à la sécurité nationale [...] représentent un nombre disproportionné de ceux qui ont été

condamnés à mort et exécutés», et appellent la communauté internationale à faire pression sur les autorités iraniennes pour obtenir entre autres choses la libération inconditionnelle des personnes arbitrairement emprisonnées, la fin de la campagne d'arrestations anti-kurdes, et jusqu'à la libération des personnes détenues, leur protection contre la torture et les autres mauvais traitements. Plus largement, le texte appelle à exiger que l'Iran ouvre une enquête indépendante sur les violations commises pour en amener les responsables devant la justice.

La campagne s'est cependant poursuivie avec de nouvelles arrestations dans tout le Kurdistan iranien, dans les villes de Sanandaj, Oshnavieh, Kamyaran, Mahabad, Baneh, Sardasht et Paveh, tandis qu'à Saqqez, un Kurde nommé Ahmad Mohammadi était condamné pour «espionnage» et «propagande pour les partis kurdes d'opposition». À Sanandaj, l'activiste kurde Faranak Jamshidi a reçu quatre ans de prison pour avoir protesté contre l'invasion turque du Rojava en octobre 2019. À partir du milieu du mois, certains détenus ont été transférés dans des prisons, notamment à Ouroumieh, après parfois plusieurs semaines d'interrogatoire par l'*Etelaat*, mais les arrestations se sont poursuivies jusqu'à la fin du mois: selon l'organisation *Hengaw* pour les droits de l'homme, quatre Kurdes de Marivan ont été arrêtés à Marivan par des agents de l'*Etelaat* le 28 (WKI).

Les condamnations également n'ont pas cessé: à Piranshahr, six peines de cinq ans de prison pour «coopération avec le PDKI, à Sanandaj, l'activiste écologique Farank Jamshiri a reçu quatre ans de prison pour «appartenance à un parti du Kurdistan opposé à l'État». La semaine suivante, l'ac-

tiviste kurde Hadi Roostami a été condamné à huit mois de prison et 60 coups de fouet pour «atteinte à la sécurité nationale». En fin de mois, l'activiste kurde Shanaz Sadeqi, condamnée à quinze ans de prison pour «appartenance au Parti de la liberté du Kurdistan», a vu sa peine réduite à cinq ans en appel.

Il est évidemment impossible de citer toutes les personnes arrêtées ou condamnées durant cette période. Mais le cas de Zahra Mohammadi mérite d'être de nouveau mentionné: en début de mois, au moment où se terminaient les célébrations de la Journée internationale de la langue maternelle, le Centre de coopération pour les partis kurdes iraniens (CCIK) a dénoncé la campagne du régime contre la langue kurde: «En Iran, le persan est la seule langue officiellement reconnue [...]. Toute activité liée à la langue est considérée comme un crime, les prisons de la République islamique étant remplies de personnes dont le seul crime était de défendre leur langue maternelle et leur culture». C'est précisément le cas de Mohammadi. Directrice de l'association culturelle *Nojin* et enseignante de kurde pour les enfants de Sanandadj, elle avait été arrêtée en mai 2019 et condamnée à dix ans de prison pour activités «contraires à la stabilité et la sécurité» de l'État. Le 14, sa peine a été réduite en appel à cinq ans. Elle a témoigné de son histoire pour la chaîne kurde d'Irak *Rûdaw*: après son recours contre sa première condamnation, la Cour d'appel avait demandé au ministère du renseignement de lui envoyer les

preuves contre elle. Au bout de plus de deux mois, le Renseignement n'avait pu fournir qu'une photo d'elle aux funérailles du poète kurde Jalal Malakshah, décédé en octobre... Malgré tout, elle n'a pas été acquittée. Qualifiant sur Instagram sa nouvelle peine de cinq ans d'«injustice totale», elle a indiqué vouloir faire de nouveau appel.

Parmi les nombreux prisonniers politiques kurdes d'Iran, mentionnons aussi Zeynab Jalalian, pour laquelle *Amnesty International* a lancé le 1^{er} février une «action urgente» (<https://www.amnesty.org/fr/documents/mde13/3605/2021/fr/>). Arrêtée en juin 2008, accusée de liens avec le PJAK, Jalalian est condamnée à mort dans un procès inique qui ne dure que quelques minutes. Puis sous pression internationale, sa peine est commuée en prison à perpétuité. Elle est maintenant incarcérée depuis plus de douze ans. Gravement malade, elle est délibérément privée de soins oculaires, ses gardiens espérant ainsi la forcer à faire des aveux filmés. «Cette privation intentionnelle de soins médicaux est à l'origine de douleurs et de souffrances aiguës, car Zeynab Jalalian a de graves problèmes de santé, notamment des troubles respiratoires depuis qu'elle a eu le COVID-19», précise *Amnesty*, qui appelle à demander sa libération au chef du judiciaire iranien, Ebrahim Raissi.

Enfin, terminons cette chronique très sombre sur une note plus positive, avec une nouvelle

concernant l'anthropologue irano-britannique Kameel Ahmady. Connu pour avoir mené des recherches sur les mutilations génitales féminines, Ahmady, qui vit en Angleterre, avait été arrêté lors d'une visite en Iran, avant d'être condamné à plus de neuf ans de prison (et à une amende de plus de 500.000 £) pour conspiration avec des «puissances étatiques hostiles». Il avait fait appel de sa condamnation et avait été remis en liberté sous caution dans l'attente de son nouveau procès. On a appris ce mois-ci qu'il s'est échappé à travers les montagnes du Kurdistan iranien, puis irakien, avant de réapparaître à Londres (*The Times*).

À l'étranger, la Belgique a sanctionné le terrorisme d'État de la République islamique: le diplomate iranien Assadollah Assadi a été condamné le 4 février à Anvers à vingt ans de prison pour avoir préparé un attentat à la bombe, déjoué de justesse, contre un rassemblement du Conseil national de la résistance iranienne (CNRI), opposition iranienne en exil, à Villepinte, près de Paris, en juin 2018. Trois complices belges d'origine iranienne ont eux été condamnés à des peines allant de quinze à dix-huit ans de prison, ainsi qu'à la déchéance de leur nationalité belge. En poste à Vienne au moment de son arrestation, Assadi n'a pu se prévaloir de son immunité diplomatique, le juge ayant considéré qu'elle ne pouvait le protéger contre des poursuites dans un pays où il n'était pas affecté pour une mission diplomatique.



January 22, 2021

Syria: 237 Persons Arrested in “Peace Spring” and “Olive Branch” Territories in November and December 2020

Only 104 persons were reportedly released, while the remaining 133 continue to be held incommunicado, among them 18 women, and 3 minors

In the territories of military operations code-named Peace Spring and Olive Branch, controlled chiefly by the factions of the opposition-affiliated Syrian National Army (SNA) and the Turkish military, arbitrary arrests, detentions, and forced disappearances continue to be carried out. Syrians for Truth and Justice (STJ) has documented no less than 237 arrest/detention cases in November and December 2020. At the time of reporting, early January 2021, only 104 persons were reportedly released. The remaining 133 are still detained incommunicado.

This report provides the toll of abuses reported above. It draws on information obtained from several sources and documented in STJ’s database. In addition to STJ’s network of field researchers, the sources include locals, eyewitnesses, and sources affiliated with the SNA services and factions.

1. Peace Spring territories: arrests in Ras al-Ayen/Serê Kaniyê and Tell Abiad

In Peace Spring territories, STJ documented six arrests, as perpetrated by the Military Police. In Ras al-Ayen/Serê Kaniyê, two men were arrested on charges of dealing with the Autonomous Administration. Other four were arrested on charges of arms possession in Tell Abiad, however. All six men remain held incommunicado.

On 9 November, Suleiman Muhammad was arrested at Mabrouka village on charges of dealing with the Autonomous Administration. On 9 November, Razzouq Nzailan



Second graduating class of the Afrin-based Police Force and General National Security (PFGNS). Taken in 2019. Photo credit: PFGNS’ Telegram account.

was arrested at Ras al-Ayen/Serê Kaniyê city on charges of dealing with the Autonomous Administration.

On 30 November, Issa al-Ibrahim was arrested at al-Qaysariya village in Tell Abiad on charges of arms possession.

On 30 November, Shawakh Muhammad al-Ibrahim was arrested at al-Qaysariya village in Tell Abiad on charges of arms possession.

On 30 November, Khaled Issa al-Ibrahim was arrested at al-Qaysariya village in Tell Abiad on charges of arms possession.

On 30 November, Khalil Issa al-Ibrahim was arrested at al-Qaysariya village in Tell Abiad on charges of arms possession.

2. Olive Branch territories: arrests in Afrin region

In Olive Branch territories, areas across Afrin region, STJ documented 231 cases of arrest, detention, and forced disappearance. The persons in-

volved were subjected to these abuses on various charges, most frequently for dealing with the Autonomous Administration or refusing to pay fine/royalties imposed by the de facto authorities in the region.

The reported arrests were carried out against four minors, 22 women, and 205 men. At the time of reporting, only 104 were released, the remaining 127, including 18 women and three minors, were still held incommunicado.

1. Arrests in Afrin district

In Afrin district, STJ documented the arrest of 55 persons, including two women and two minors, all perpetrated by the Military Police. Only 22 were reportedly released, while the 33 others, including the women and minors, continue to be detained incommunicado.

On 2 November, Muhammad Najjar was arrested at Marateh village and released later.

On 1 December, Azad Ismail was arrested at Midanki village on

charges of dealing with the Autonomous Administration. He remains held incommunicado.

On 3 December, Muhammad Hassan Sheikh Sadik was arrested at Maratah village. He remains held incommunicado.

On 4 December, Ghazalah Manman Salmo, 40, was arrested at Bosoufane village. She remains held incommunicado.

On 4 December, Salah Ibrahim Sheikh Abdo was arrested at Kerzayhel village. He remains held incommunicado.

On 3 December, Walid Hassan Abed was arrested at Maratah village and released later.

On 4 December, Arab Shahin Arabo was arrested at Bosoufane village and released later.

On 4 December, Izzedine Ibrahim was arrested at Bosoufane village and released later.

On 4 December, Junblatt Said Junaid was arrested at Bosoufane village and released later.

On 4 December, Gharib Mousa Nabo was arrested at Bosoufane village and released later.

On 4 December, Nabbo Ali Osso was arrested at Bosoufane village and released later.

On 4 December, Ramzi Fawzi Ahmad Alo was arrested at Bosoufane village and released later.

On 4 December, Jano Qassim Qassim was arrested at Bosoufane village and released later.

On 4 December, Khalil Ahmado was arrested at Bosoufane village and released later.

On 5 December, Ali Kazim Ali, 22, was arrested at Bosoufane village and released later.

On 5 December, Basil Mamed Hussain, 22, was arrested at Bosoufane village and released later.

On 5 December, Samer Mamed Hussain was arrested at Bosoufane village and released later.

On 5 December, Riyad Ali Jum'a was arrested at Bosoufane village and released later.

On 5 December, Ahmad Hindi Hindi was arrested at Bosoufane village and released later.

On 5 December, Raizan Ibrahim Arabo was arrested at Bosoufane village and released later.

On 5 December, Delbrin Arabo was arrested at Bosoufane village and released later.

On 5 December, Kurdistan Muhammad Barakat was arrested at Fāfirīn village and released later.

On 5 December, Idris Omar was arrested at Qara Tepe village and released later.

On 5 December, Salah Alo was arrested at Dikiyeh village and released later.

On 5 December, Khalil Zakariya was arrested at Qerneh village and released later.

On 5 December, Kaniwar Muhammad was arrested at Shirawa village and released later.

On 5 December, Adnan Rahim Jammo was arrested at Kafr Shīl village. He remains held incommunicado.

On 5 December, Fatima Muhammad Hounik, 50, was arrested at Kafr Shīl village. She remains held incommunicado.

On 5 December, Aliya Adnan Jammo, 13, was arrested at Kafr Shīl village. She remains held incommunicado.

On 5 December, Razkar Adnan Jammo was arrested at Kafr Shīl

village. He remains held incommunicado.

On 6 December, Muhammad Habash Hanno, 55, was arrested. He remains held incommunicado.

On 6 December, Muhammad Hussain Dahdo, 30, was arrested. He remains held incommunicado.

On 8 December, Hassan al-Jassem, 64, was arrested at Afrin city. He remains held incommunicado.

On 9 December, Omar Hassan Khelo was arrested at Ba'iyyeh village. He remains held incommunicado.

On 9 December, Moussa Ali was arrested at Ba'iyyeh village. He remains held incommunicado.

On 9 December, Nasser Omar was arrested at Ba'iyyeh village. He remains held incommunicado.

On 9 December, Hajji Ibrahim was arrested at Ba'iyyeh village. He remains held incommunicado.

On 9 December, Said Ahmad was arrested at Ba'iyyeh village. He remains held incommunicado.

On 9 December, Rowlat Said Ahmad was arrested at Ba'iyyeh village. He remains held incommunicado.

On 9 December, Ibrahim Moussa Ali was arrested at Ba'iyyeh village. He remains held incommunicado.

On 9 December, Jamal Bahri was arrested at Ba'iyyeh village. He remains held incommunicado.

On 9 December, Izzat Bahri was arrested at Ba'iyyeh village. He remains held incommunicado.

On 9 December, Ahmad Muhammad Mahmoud was arrested at Ba'iyyeh village. He remains held incommunicado.

On 9 December, Mahmoud Sabri Hamo was arrested at Ba'iyyeh village. He remains held incommunicado.

On 9 December, Muhammad Hassan Khalil was arrested at Ba'iyyeh village. He remains held incommunicado.

On 9 December, Marwan Hajji Osman was arrested at Ba'iyyeh

village. He remains held incommunicado.

On 9 December, Muhammad Mustafa Mamo was arrested at Ba'iyyeh village. He remains held incommunicado.

On 9 December, Mustafa Osman Mahmoud was arrested at Ba'iyyeh village. He remains held incommunicado.

On 15 December, Khoushnaf Qulaj, 30, was arrested at Ma'arrātā village on charges of trading with stolen cars. He remains held incommunicado.

On 17 December, Muhammad Ahmad Ibrahim, 25, was arrested at Ma'arrātā village. He remains held incommunicado.

On 20 December, Riyad Abu Ka'oud was arrested at Afrin city. He remains held incommunicado.

On 22 December, Salah Abdo was arrested at Kerzayhel village. He remains held incommunicado.

On 23 December, Walid Murad was arrested at Shikta/Şikatê village. He remains held incommunicado.

On 28 December, Abdulrahman Qaddi, 17, was arrested at A'en Darah village. He remains held incommunicado.

On 28 December, Firas al-Khalil was arrested at Afrin city on charges of dealing with the Autonomous Administration. He remains held incommunicado.

2. Arrests in Bulbul district

In Bulbul district, STJ documented six arrests, all perpetrated by the Military Police. While five were reportedly released, one person is still held incommunicado.

On 12 November, Muhammad Darwish was arrested at Bêkê village on charges of dealing with the Autonomous Administration and performing the mandatory duty of self-defense when the area was still controlled by the administration. He was released a few days later.

On 12 November, Ibrahim Muhammad Maho was arrested at Bêkê village on charges of dealing

with the Autonomous Administration and performing the mandatory duty of self-defense when the area was still controlled by the administration. He was subsequently released.

On 12 November, Khairuddin Muhammad Sheikh Mousa was arrested at Bêkê village on charges of dealing with the Autonomous Administration and performing the mandatory duty of self-defense when the area was still controlled by the administration. He was subsequently released.

On 12 November, Ahmad Muhammad Sheikh Mousa was arrested at Bêkê village on charges of dealing with the Autonomous Administration and performing the mandatory duty of self-defense when the area was still controlled by the administration. He was subsequently released.

On 12 November, Shiyar Muhammad Sheikh Mousa was arrested at Bêkê village on charges of dealing with the Autonomous Administration and performing the mandatory duty of self-defense when the area was still controlled by the administration. He was subsequently released.

On 20 December, Habash Araslan Habash was arrested at Bêkê village without clear charges. He remains held incommunicado.

3. Arrests in Rajo district

In Rajo district, STJ documented the arrest of 50 persons, including four women and two minors. Only 22 were released, but the rest are still held incommunicado, among them the women and the two minors. The Military Police perpetrated 45 of the said arrests, while Liwa al-Majd/al-Majd Brigade perpetrated a single arrest. In the case of the four other reported arrests/kidnappings, perpetrators continue to be unidentified.

A. Arrests by the Military Police

On 6 November, Mustafa Koleen Alo was arrested while crossing a checkpoint at the Katak intersection. Alo's arrest was meant to coerce his son into surrendering himself. He was subjected to severe beating in detention and released two weeks later in exchange for money.

On 22 November, Howkar Mustafa Koleen Alo was arrested on charges of performing the duty of self-defense when the Autonomous Administration was still in control of the area. He remains held incommunicado.

On 2 November, Omar Murad was arrested at Ba'dina village on charges of dealing with the Autonomous Administration. He remains held incommunicado.

On 2 November, Hussain Ahmad Ali was arrested at Ba'dina village on charges of dealing with the Autonomous Administration. He remains held incommunicado.

On 2 November, Muhammad Mustafa Gergi was arrested at Ba'dina village on charges of dealing with the Autonomous Administration. He remains held incommunicado.

On 8 November, Ass'ad Ibrahim Mannan was arrested at Ba'dina village without clear charges. He was subsequently released.

On 8 November, Adel Khalil Sido was arrested at Ba'dina village on charges of dealing with the Autonomous Administration. He was subsequently released.

On 8 November, Rif'at Khalil Habbo was arrested at Ba'dina village on charges of dealing with the Autonomous Administration. He was subsequently released.

On 8 November, Khalil Haider Ja'far was arrested at Ba'dina village without clear charges. He was subsequently released.

On 8 November, Rustum Mustafa Kakaj was arrested at Ba'dina village without clear charges. He was subsequently released.

On 8 November, Mustafa Muhammad Abish was arrested at Ba'dina village without clear charges. He was subsequently released.

On 8 November, Ahmad Aref Abish was arrested at Ba'dina village without clear charges. He was subsequently released.

On 8 November, Hassan Aref Osman was arrested at Ba'dina village without clear charges. He was subsequently released.

On 18 November, Hannan Mus-

tafa Sha'ban was arrested at Ba'dina village on charges of carrying a weapon. He remains held incommunicado.

On 18 November, Ahmad Ali Hourow was arrested at Ba'dina village on charges of carrying a weapon. He remains held incommunicado.

On 18 November, Luqman Omar Muhammad was arrested at Ba'dina village on charges of carrying a weapon. He remains held incommunicado.

On 18 November, Muhammad Khalil Sido was arrested at Ba'dina village on charges of carrying a weapon. He remains held incommunicado.

On 30 November, Khalil Muhammad Sha'ban was arrested at Ba'dina village on charges of carrying a weapon. He was subsequently released.

On 30 November, Rif'at Hussain Muhammad was arrested at Ba'dina village on charges of carrying a weapon. He remains held incommunicado.

On 30 November, Omar Bayram Alo was arrested at Ba'dina village on charges of carrying a weapon. He remains held incommunicado.

On 25 November, Ramadan Muhammad Ali Hajj was arrested at Ba'dina village on charges of carrying a weapon. He remains held incommunicado.

On 25 November, Ramzi Muhammad Ali was arrested at Amuda village on charges of carrying a weapon. He remains held incommunicado.

On 25 November, Ali Adnan Ali was arrested at Amuda village on charges of carrying a weapon. He remains held incommunicado.

On 11 November, Hanif Ibrahim Rotto was arrested at Ammaro village on charges of carrying a weapon. He was transferred to Afrin city, where he remains held incommunicado.

On 1 November, Muhyiddin Rashid Eibo was arrested at Quda village on charges of dealing with the Autonomous Administration. He was subsequently released.

On 22 November, Muhammad Ma'rouf Eibo was arrested at Quda village on charges of dealing with the Autonomous Administration. He was subsequently released.

On 1 November, Zakariya Haider Sheikh was arrested at Quda village on charges of dealing with the Autonomous Administration. He was subsequently released.

On 22 November, Muhammad Shaiban Haider Sheikho was arrested at Quda village on charges of dealing with the Autonomous Administration. He was subsequently released.

On 22 November, Rif'at Hassan Hajj Mousa was arrested at Quda village on charges of dealing with the Autonomous Administration. He was subsequently released.

On 22 November, Salah Hannan Osman was arrested at Quda village on charges of dealing with the Autonomous Administration. He was subsequently released.

On 22 November, Izzat Osman was arrested at Quda village on charges of dealing with the Autonomous Administration. He was subsequently released.

On 22 November, Ahmad Hajj Mousa was arrested at Quda village on charges of dealing with the Autonomous Administration. He was subsequently released.

On 22 November, Tawfik Muhammad Mousa was arrested at Quda village on charges of dealing with the Autonomous Administration. He was subsequently released.

On 22 November, Doughan Ahmad Suleiman was arrested at Quda village on charges of dealing with the Autonomous Administration. He was subsequently released.

On 1 December, Muhammad Sabri Suleiman was arrested at Ghouliya village and released later.

On 11 December, Saleh Hajj Hamad was arrested at Maydān Akbis village. He remains held incommunicado.

On 11 December, Muhammad Mustafa was arrested at Maydān

Akbis village. He remains held incommunicado.

On 11 December, Farouq Khalil Hamo was arrested at Maydān Akbis village. He remains held incommunicado.

On 11 December, Hussain Mustafa was arrested at Maydān Akbis village. He remains held incommunicado.

On 11 December, Imad Hassan bin Mousa was arrested at Maydān Akbis village. He remains held incommunicado.

On 21 December, Muhammad Ali was arrested at Kawanda village. He remains held incommunicado.

On 21 December, Imad Khalil was arrested at Kawanda village. He remains held incommunicado.

On 21 December, Fatima Muhammad Rushkileh, 16, was arrested at Mousakeh village. She remains held incommunicado.

On 21 December, Abdo Muhammad Rushkileh, 15, was arrested at Mousakeh village and released later.

On 23 December, Rashid Omar was arrested at Kawanda village. He remains held incommunicado.

B. Single arrest perpetrated by the Liwa al-Majd/al-Majd Brigade

On 2 November, Shahin Safar Sido was arrested at Koussa village and released later. However, on 7 November, Liwa al-Majd arrested him once again. He remains held incommunicado.

C. Arrests/kidnappings by unidentified perpetrators

On 24 November, Asiya Muhammad Jarou, 63, was kidnapped by unknown persons at the Kaziyah/Gazê village, reported a local source from Afrin. She remains held incommunicado.

On 24 November, Halima Mousa Jouliyah, 60, was kidnapped by unknown persons at the Kaziyah/Gazê village, reported a local source from Afrin. She remains held incommunicado.

On 24 November, Mawloudah Muhammad Jabo, 65, was kidnapped

by unknown persons at the Kaziyah/Gazê village, reported a local source from Afrin. She remains held incommunicado.

On 24 November, Kouli Nouri Rashid, 40, was kidnapped by unknown persons at the Kaziyah/Gazê village, reported a local source from Afrin. She remains held incommunicado.

4. Arrests in Shaykh al-Hadid district

In Shaykh al-Hadid district, STJ documented the arrest of 31 persons, including two women. One woman and 18 men were released, but the other 12 are still detained incommunicado.

On 28 November, Sufiyan Akram Nabo was arrested by the Military Police at Anqelee village. He remains held incommunicado.

On 28 November, Za'im Muhammad was arrested by the Military Police at Anqelee village. He remains held incommunicado.

On 29 November, Baker Jamil Rushoulik was kidnapped by unknown persons at Jaqla Wisttani village, reported a local source of the SNA. However, eyewitnesses recounted that Rushoulik was arrested by members of the Suleiman Shah Brigade (also known as al-Amshat), because, as the Mukhtar, he broke the orders of the brigade's commander Abu Amsha, which provided for collecting royalties from residents in exchange for harvesting olive trees. He remains held incommunicado.

On 29 November, Muhammad Abdeen Ahmad was arrested at Anqelee village. The SNA reported otherwise, saying he was kidnapped by unknown persons. He remains held incommunicado.

On 29 November, Josephine Sheikho Hamid was arrested. The SNA reported that she was kidnapped by unknown persons. However, eyewitnesses recounted that the Military Police arrested Josephine, together with her mother and sister, after her brother posted photographs of her divorcee, posing with personnel of the Syrian regime forces. The brother was arrested too, once he returned to the village. About the divorcee, Abdeen Omar Ahmad, he was al-

ready in the hold of the Military Police. Josephine was released on 3 December, added the eyewitnesses.

On 29 November, Nourhmeen Kilo was arrested, at odds with the account provided by a source of the SNA, saying she was kidnapped by unknown persons. Eyewitnesses recounted that the Military Police arrested Nour for reasons related to the case mentioned above.

On 29 November, Mikael Sheikho Hamid was arrested, at odds with the account provided by a source of the SNA, saying he was kidnapped by unknown persons. Eyewitnesses recounted that the Military Police arrested Mikael for reasons related to the case mentioned above. He remains held incommunicado.

On 1 December, Ibrahim Hassan Eliko, 32, was arrested at Anqelee village. He remains held incommunicado.

On 1 December, Dalil Rashid Eliko, 28, was arrested at Anqelee village. He remains held incommunicado.

On 1 December, Mahmoud Ahmad al-Omar was arrested at Anqelee village. He remains held incommunicado.

On 18 December, Abdo Jailo was arrested at Kara Mutlaq village. He remains held incommunicado.

On 23 December, Muhammad Muhammad Hussain was arrested at Erendê village. He remains held incommunicado.

On 23 December, Akid Rashid Hassan was arrested at Erendê village and released later.

On 23 December, Abdulrahman Khalil Mustafa was arrested at Erendê village and released later.

On 23 December, Ismail Muhammad Sido was arrested at Erendê village and released later.

On 23 December, Abdulhamid Hassoun was arrested at Erendê village and released later.

On 23 December, Ahmad Haider Hamo was arrested at Erendê village and released later.

On 23 December, Abdulrahman Hanif Hussain was arrested at Erendê village and released later.

On 23 December, Muhammad Abdulrahman Raslilo was arrested at Erendê village and released later.

On 23 December, Assad Alo was arrested at Mustakanly village and released later.

On 23 December, Zakariya Alo was arrested at Mustakanly village and released later.

On 23 December, Abdeen Hesso was arrested at Mustakanly village and released later.

On 23 December, Muhammad Hesso was arrested at Mustakanly village and released later.

On 23 December, Hawar Suleiman was arrested at Mustakanly village and released later.

On 24 December, Nashaat Hajj Ibrahim Sheikho was arrested at Mustakanly village and released later.

On 24 December, Sidki Hajj Ibrahim Sheikho was arrested at Shaykh al-Hadid village and released later.

On 24 December, Omar Haider Omar was arrested at Erendê village and released later.

On 25 December, Ismail Bajaq Bilal was arrested at Erendê village and released later.

On 26 December, Hamid Rashid Hassouro was arrested at Erendê village and released later.

On 27 December, Jihad Rashid Hassouro was arrested at Erendê village and released later.

On 28 December, Abdulrahman Hanif Hussain was arrested at Erendê village and released later.

5. Arrests in Jindires district

In Jindires district, STJ documented the arrest of 20 persons, including seven women. A woman and two men were released. The remaining 17 continue to be held incommunicado.

On 7 November, Abdulrahman Mustafa Ali was arrested by the

Liwa Samarkand/Samarkand Brigade at Kafr Safra village without clear charges. He remains held incommunicado.

On 22 November, Adib Mustafa Abbas was arrested by Ahrar al-Sharqiya (Free Men of the East) at Baflora village due to a dispute with the armed group over the royalties/fines the group has imposed on harvesting olive trees. He remains held incommunicado.

On 22 November, Aisha Hesso Hamid was arrested by Ahrar al-Sharqiya (Free Men of the East) at Baflora village due to a dispute with the armed group over the royalties/fines the group has imposed on harvesting olive trees. She remains held incommunicado.

On 22 November, Farida Hamo Hussain was arrested by Ahrar al-Sharqiya (Free Men of the East) at Baflora village due to a dispute with the armed group over the royalties/fines the group has imposed on harvesting olive trees. She remains held incommunicado.

On 22 November, Amina Hamidah Hannan was arrested by Ahrar al-Sharqiya (Free Men of the East) at Baflora village due to a dispute with the armed group over the royalties/fines the group has imposed on harvesting olive trees. She remains held incommunicado.

On 22 November, Shafiqah Issa Hamameh was arrested by Ahrar al-Sharqiya (Free Men of the East) at Baflora village due to a dispute with the armed group over the royalties/fines the group has imposed on harvesting olive trees. She remains held incommunicado.

On 25 November, Hussain Farid Hessain was arrested by the Liwa Samarkand/Samarkand Brigade at Jindires town without clear charges. He remains held incommunicado.

On 28 November, Khalil Hannan Khelo was arrested by the Liwa Samarkand/Samarkand Brigade at Kafr Safra village without clear charges. He was released three days later after paying the armed group a 1000 Turkish Liras (TL).

On 28 November, Jaiker Rasoul Shaikha was arrested by the Liwa Samarkand/Samarkand Brigade at Kafr Safra village without clear

charges. He was released three days later after paying the armed group a 1000 TL.

On 28 November, Hussain Suleiman Mawas was arrested by the Liwa Samarkand/Samarkand Brigade at Kafr Safra village without clear charges. He remains held incommunicado.

On 5 November, Farid Fawzi Hasan was arrested by the Civil Police at Qujūma village while at work in an olive oil mill. Arrested on the charges of dealing with the Autonomous Administration, he remains held incommunicado.

On 3 November, Ismail Hussain Hamo was arrested by the Military Police at Chobana/Çobana village. He remains held incommunicado.

On 3 November, Birivan Hesso was arrested by the Military Police at Chobana/Çobana village. She was subsequently released.

On 5 November, Bader Kouto was arrested by the Civil Police at Hamam village on charges of dealing with the Autonomous Administration. He remains held incommunicado.

On 6 December, Muhammad Hajj Youssef Bahar was arrested at Jindires town. He remains held incommunicado.

On 6 December, Khalidah Sheikh Murad was arrested at Jindires town. She remains held incommunicado.

On 6 December, Amina Abdo Murad was arrested at Jindires town. She remains held incommunicado.

On 6 December, Ahmad Hajj Koleen was arrested at Jindires town. He remains held incommunicado.

On 6 December, Ahmad Muhammad al-Sagheer was arrested at Jindires town. He remains held incommunicado.

On 12 December, Maher Abu al-Fowz was arrested at Jindires town. He remains held incommunicado.

6. Arrests in Maabatli district

In Maabatli district, STJ documented the arrest of 60 persons,

among them four women. Including two women, only 31 were released, with the rest still being detained incommunicado. The overwhelming majority of these arrests, 52 particularly, were perpetrated by the Military Police; the remaining eight, however, were perpetrated by the Levant Front/al-Jabha al-Shamiya.

A. Arrests perpetrated by the Military Police

On 2 November, Issmat Jano was arrested by the Military at Habo village. He remains held incommunicado.

On 11 November, Ali Ali Mustafa was arrested by the Military Police at Amrah village and released later.

On 11 November, Hannan Ali Mustafa was arrested by the Military Police at Amrah village and released later.

On 11 November, Mustafa Hanif Rotto was arrested by the Military Police at Amrah village and released later.

On 11 November, Hanif Ibrahim Rotto was arrested by the Military Police at Amrah village and released later.

On 11 November, Muhammad Youssef Jojo was arrested by the Military Police at Amrah village and released later.

On 20 November, Muhammad Hussain Youssef was arrested by the Military Police at Maabatli town on charges of dealing with the Autonomous Administration when it was still in control of the area. He remains held incommunicado.

On 20 November, Nouredine Hamid Jojo was arrested by the Military Police at Maabatli town on charges of dealing with the Autonomous Administration when it was still in control of the area. He remains held incommunicado.

On 20 November, Ramzi Hannan Aliko was arrested by the Military Police at Maabatli town on charges of dealing with the Autonomous Administration when it was still in control of the area. He remains held incommunicado.

On 20 November, Zuhair Mustafa

Sha'bo was arrested by the Military Police at Maabatli town on charges of dealing with the Autonomous Administration when it was still in control of the area. He remains held incommunicado.

On 20 November, Zuhair Hannan Aliko was arrested by the Military Police at Maabatli town. He remains held incommunicado.

On 23 November, Hamoudeh Hussain was arrested by the Military Police at Maabatli town. He remains held incommunicado.

On 28 November, Muhammad Shawqi Haider was arrested at Maabatli town, while applying for a logging authorization downtown. He remains held incommunicado.

On 19 December, Khalil Hussni Hamdo was arrested at Hisyah village. He remains held incommunicado.

On 19 December, Abdo Kanj Khamis was arrested at Hisyah village. He remains held incommunicado.

On 19 December, Bankin Aref Abdo was arrested at Hisyah village. He remains held incommunicado.

On 19 December, Na'ssan Sino was arrested at Shiteka village. He remains held incommunicado.

On 19 December, Khamkin Hamo was arrested at Shiteka village. He remains held incommunicado.

On 19 December, Kawadaban Bilal was arrested at Shiteka village. He remains held incommunicado.

On 19 December, Farhad Muhyiddin Muhammad was arrested at Shiteka village. He remains held incommunicado.

On 19 December, Khalil Hussni Hamdi was arrested at Mīrkān village. He remains held incommunicado.

On 19 December, Faysal Fouad Hamliko was arrested at Mīrkān village. He remains held incommunicado.

On 19 December, Na'ssan Sino was arrested at Mīrkān village. He remains held incommunicado.

On 19 December, Inayat Abish was arrested at Kantara village. She remains held incommunicado.

On 19 December, Heven Muhammad Hembasho was arrested at Maabatli town on charges of dealing with the Autonomous Administration. She was subsequently released.

On 19 December, Rahila Mukhtar was arrested at Maabatli town on charges of dealing with the Autonomous Administration. She was subsequently released.

On 19 December, Ahmad Hussain Mustafa was arrested at Maabatli town on charges of dealing with the Autonomous Administration. He was subsequently released.

On 19 December, Muhammad Hassan Hajji was arrested at Maabatli town on charges of dealing with the Autonomous Administration. He was subsequently released.

On 19 December, Ahmad Hassan Hajji was arrested at Maabatli town on charges of dealing with the Autonomous Administration. He was subsequently released.

On 19 December, Zuhair Sha'bo was arrested at Maabatli town on charges of dealing with the Autonomous Administration. He was subsequently released.

On 19 December, Kamiran Sha'bo was arrested at Maabatli town on charges of dealing with the Autonomous Administration. He was subsequently released.

On 19 December, Muhammad Ahmad al-Ibrahim was arrested at Maabatli town on charges of dealing with the Autonomous Administration. He was subsequently released.

On 19 December, Muhammad Ahmad al-Ibrahim was arrested at Maabatli town on charges of dealing with the Autonomous Administration. He was subsequently released.

On 19 December, Muhammad Yusef bin Aref was arrested at Maabatli town on charges of dealing with the Autonomous Administration. He was subsequently released.

On 19 December, Shiyar Aref Youssef was arrested at Maabatli town on charges of dealing with the Autonomous Administration. He was subsequently released.

On 19 December, Hamoudeh Aref Youssef was arrested at Maabatli town on charges of dealing with the Autonomous Administration. He was subsequently released.

On 19 December, Jaiker Hussain Youssef was arrested at Maabatli town on charges of dealing with the Autonomous Administration. He was subsequently released.

On 19 December, Muhammad Hussain Youssef was arrested at Maabatli town on charges of dealing with the Autonomous Administration. He was subsequently released.

On 19 December, Hannan Hajjiko was arrested at Maabatli town on charges of dealing with the Autonomous Administration. He was subsequently released.

On 19 December, Ali Hajjiko was arrested at Maabatli town on charges of dealing with the Autonomous Administration. He was subsequently released.

On 19 December, Shiyar Muhammad Hassoun was arrested at Maabatli town on charges of dealing with the Autonomous Administration. He was subsequently released.

On 19 December, Ibrahim Izzat Sha'bo was arrested at Maabatli town on charges of dealing with the Autonomous Administration. He was subsequently released.

On 19 December, Muhammad Aliko was arrested at Maabatli town on charges of dealing with the Autonomous Administration. He was subsequently released.

On 19 December, Muhammad Youssef Jojo was arrested at Maabatli town on charges of dealing with the Autonomous Administration. He was subsequently released.

On 19 December, Nouri Hamid Jojo was arrested at Maabatli town on charges of dealing with the Autonomous Administration. He was subsequently released.

On 19 December, Salah Mustafa Karbouz was arrested at Maabatli town on charges of dealing with the Autonomous Administration. He was subsequently released.

On 19 December, Abdo Jamal was arrested at Maabatli town on charges of dealing with the Autonomous Administration. He was subsequently released.

On 19 December, Salah Muhammad Qalander was arrested at Maabatli town on charges of dealing with the Autonomous Administration. He was subsequently released.

On 19 December, Shiyar Muhammad Hassoun was arrested at Maabatli town on charges of dealing with the Autonomous Administration. He was subsequently released.

On 25 December, Ammer Muhammad Hannan was arrested at Hisyah village. He remains held incommunicado.

On 25 December, Hussain Muhammad Hmaliko was arrested at Hisyah village. He remains held incommunicado.

On 25 December, Ghamkin Muhammad Hmaliko was arrested at Hisyah village. He remains held incommunicado.

B. Arrests perpetrated by the Levant Front/al-Jabha al-Shamiya

On 27 December, Lila Mahmoud Ja'far was arrested at Hisyah village for complicity in carrying out a string of bombings against members of the Levant Front/al-Jabha al-Shamiya. She remains held incommunicado.

On 27 December, Muhammad Amer Hesso was arrested at Hisyah village for complicity in carrying out a string of bombings against members of the Levant Front/al-Jabha al-Shamiya. He remains held incommunicado.

On 27 December, Suleiman Muhammad Rashad Hamo was arrested at Hisyah village for complicity in carrying out a string of bombings against members of the Levant Front/al-Jabha al-Shamiya. He remains held incommunicado.

On 27 December, Muhammad Rashad Khalil Nouri was arrested at Hisyah village for complicity in carrying out a string of bombings against members of the Levant Front/al-Jabha al-Shamiya. He remains held incommunicado.

On 27 December, Bahri Abdulkadir Aliko was arrested at Hisyah village for complicity in carrying out a string of bombings against members of the Levant Front/al-Jabha al-Shamiya. He remains held incommunicado.

On 27 December, Safqan Ahmad Mustafa was arrested at Hisyah village for complicity in carrying out a string of bombings against members of the Levant Front/al-Jabha al-Shamiya. He remains held incommunicado.

On 27 December, Abdo Kinj Khamis was arrested at Hisyah village for complicity in carrying out a string of bombings against members of the Levant Front/al-Jabha al-Shamiya. He remains held incommunicado.

On 27 December, Abdulkadir Wa'ou was arrested at Hisyah village for complicity in carrying out a string of bombings against members of the Levant Front/al-Jabha al-Shamiya. He remains held incommunicado.

7. Arrests in Sharran district

In Sharran district, STJ documented the arrest/forced disappearance of nine persons, including three women. Only one person was reportedly released; the rest, including the women, are still held incommunicado.

On 2 November, Khalil Najjar was arrested by members of the Sultan Murad Division at Metino village on charges of harvesting olives from orchards belonging to his paternal cousin, who is currently based in areas held by the Autonomous Administration. He was released two days later.

On 10 November, Basma Ziyad al-Mir and six of her family members were kidnapped by unknown persons at Sharran district, reported a source of the Military Police. The family is originally from Salamiyah, an area in Hama Province. There has been no additional information

as to the family's whereabouts.

On 10 November, Ammar Ali al-Mir and six of his family members were kidnapped by unknown persons at Sharran district, reported a source of the SNA. The family is originally from Salamiyah, an area in Hama Province. There has been no additional information as to the family's whereabouts.

On 10 November, Ramiz Ali al-Mir and six of his family members were kidnapped by unknown persons at Sharran district, reported a source of the SNA. The family is originally from Salamiyah, an area in Hama province. There has been no additional information as to the family's whereabouts.

On 10 November, Batoul Ali al-Mir and six of her family members were kidnapped by unknown persons at Sharran district, reported a source of the SNA. The family is originally from Salamiyah, an area in Hama province. There has been no additional information as to the family's whereabouts.

On 10 November, Julia Ali al-Mir and six of her family members were kidnapped by unknown persons at Sharran district, reported a source of the SNA. The family is originally from Salamiyah, an area in Hama province. There has been no additional information as to the family's whereabouts.

On 10 November, Rahim Ghazwan al-Mir and six of his family members were kidnapped by unknown persons at Sharran district, reported a source of the SNA. The family is originally from Salamiyah, an area in Hama province. There has been no additional information as to the family's whereabouts.

On 10 November, Ammar Ghazwan al-Mir and six of his family members were kidnapped by unknown persons at Sharran district, reported a source of the SNA. The family is originally from Salamiyah, an area in Hama province. There has been no additional information as to the family's whereabouts.

On 2 December, Muhammad Issa was arrested at Darwish district. He remains held incommunicado.

February 1 2021

Accusations against Boğaziçi University students changed while under detention to pave way for their arrest

The accusations against a group of Boğaziçi University students, who were detained after using a picture of Kaaba - a holy site for Muslims - with LGBT flags in an art exhibition, were changed then they were under police custody to pave the way for their arrest.

The students were initially detained for "insulting religious values," but the accusation was changed because it can't be punished with a prison sentence. The accusation, instead, was turned into "inciting the public to hatred and enmity," which can be punished with a prison term, the daily Cumhuriyet reported on Feb. 1.

Two students were arrested and two others were placed under house arrest after using a picture of Kaaba featuring LGBT flags in an exhibition on campus. The incident quickly



Boğaziçi University students are seen protesting in front of the rectorate building in this file photo.

turned into a lynching campaign against the students, as well as Turkey's LGBT community.

The exhibition was a part of the month-long protests against President Recep Tayyip Erdoğan's appointment of Melih Bulu, a long time ruling Justice and Development

Party (AKP) member, as a rector to the university.

Legal experts have slammed the move to change the charges to arrest students, saying that the charges are not in line with the act itself.

"You can't rule for imprisonment in crimes that have an upper level of sentence below

two years. No matter how gravely the crime is committed, an arrest ruling can't be issued over insulting religious values. So they ruled for their arrest on a different charge," Kerem Altıparmak told Cumhuriyet.

He also commented on the searches that were carried out in Boğaziçi University's LGBT+ Club, asking whether it was conducted in line with legal procedures.

"The Istanbul Governor's Office said that LGBTI flags were 'seized.' Is it a crime to have LGBT flags? Besides, how did the police carry out the searches? Who accompanied the search process? Was it done in line with legal procedures? We don't know these," Altıparmak said.

"Finally, as a legal expert, I don't see any crime in this case," he added.



February 01 2021

SDF chief signals resumption of intra-Kurdish dialogue

ERBIL (Kurdistan 24) – The Syrian Democratic Forces (SDF) Commander-in-Chief Mazloum Abdi on Sunday indicated in a tweet that the intra-Kurdish dialogue between Syrian Kurdish parties would resume in the coming days.

"Our goal is the success of the dialogue between the KNC (Kurdish National Council) and the PYNK (Kurdish National Unity Parties). The agreements we have reached so far are important and serve our people's interests," he stated in a tweet.

"It is the duty of everyone to prepare for the new stage of unity so that we can meet in a new phase in the coming days."

The PYD—affiliated with the PYNK and the leading component of the SDF, the Syrian

Democratic Council (SDC)—and the KNC, the two major factions among Syrian Kurdish parties, renewed negotiations in early November in efforts to stand together as a united front after Turkey's cross-border offensive in northern Syria in October 2019.

The KNC and the PYD-linked PYNK have previously held talks for at least seven months.

These talks were temporarily suspended due to the absence of US officials and the US elections in November but are expected to resume in February.

Amid suspended talks, tensions between the Syrian Kurdish parties increased in the media, especially after a senior PYD official harshly criticized the KNC-affiliated Rojava Peshmerga forces and suggested they could not return to northern Syria.

This led to an angry response among KNC officials, who argue that it is necessary for them to return in order to complete any Kurdish unity agreement in the city of Qamishlo.



Syrian Democratic Forces (SDF) Commander-in-Chief Mazloum Abdi (Photo: Kurdistan 24)

Read More: Tensions grow between Syrian Kurdish parties over return of Rojava Peshmerga

On January 24, the KNC criticized the alleged abduction of a pro-KNC media activist Fanar Mahmoud Tami—who disappeared on January 23—and the arrest of tutors for teaching the

Syrian regime curriculum by the Darbasiya Asayish earlier this month. The teachers were later released.

The KNC claimed it was an attempt by the PYD leadership to create obstacles for ongoing Kurdish unity talks.

The General Command of the Internal Security Forces in the Jazira

Region on January 25 denied involvement in Tami's alleged abduction.

Earlier this month, Democratic Left Party Secretary-General Salih Gheddo, a member of the leadership of the PYNK, told Kurdistan 24 he believes "the dialogue will restart after Joe Biden's inauguration."

"At this moment, we are discussing 'administrative' subjects on how the KNC will participate as a partner in the Self-Administration," Gheddo added.

"We have already completed the 'Kurdish Reference' [Supreme Body] subject, and we hope that during the next phase of the talks, we can reach an agreement on administrative roles and the KNC's involvement."

Editing by Khrush Najari



February 1 2021

Iraq: First female vice governor takes office

The Kurdish Iraqi governorate of Sulaymaniyah has seen its first female vice-governor assume her position.

On Sunday Laila Omar became the first woman to hold such a post across the country.

The appointment ceremony of the Patriotic Union of Kurdistan member was held in the presence of Governor Haval Abubakr and members of the Sulaymaniyah Provincial Council.

During the ceremony, Abubakr said: "For the first time [in Iraq] a woman has been appointed vice governor of Sulaymaniyah," adding that he wished "success in her mission." According to the Iraqi constitu-



Iraqi Parliament in session on 27 September 2017 [Murtadha Sudani/Anadolu Agency]

tion, the governor is the highest executive authority at the governorate's administrative border level, and he/she super-

vises all security forces operating in the province and official government institutions. Thus, two deputies are selected by

the provincial councils to provide assistance to the governor in managing the governorate's affairs.



February 1, 2020
By Karzan Sulaivany

Kurdish Canadian boxer extends unbeaten run, has eyes on championship belt

TORONTO (Kurdistan 24) – Kurdish boxer Mazlum Akdeniz, from Canada, stretched his unbeaten professional record to 12-0 with an impressive performance on Saturday in Colombia.

Akdeniz (12-0) defeated his Colombian opponent Jader Esquivia (2-7-1) via first-round knockout in a six-round bout in the northern city of San Antonio de Palmito in Sucre, Colombia.

Fans won't have to wait long to see the Kurdish boxer back in the ring. He told Kurdistan 24 after his fight that he will be back in the boxing ring in Colombia for an eight-round bout against an undisclosed opponent on Feb. 5.



Mazlum Akdeniz prepares for his fight against Jader Esquivia in Sucre, Colombia, Jan. 30, 2021. (Photo: Isaac Milian)

"I had a good opponent, but he pulled out of the fight," Akdeniz said, "so we are looking for another solid one."

Mazlum Akdeniz prepares for his fight against Jader Esquivia in Sucre, Colombia, Jan. 30, 2021. (Photo: Isaac Milian)

The 23-year-old also revealed he plans to fight for a championship belt this year. "I'm enjoying myself and training a lot right now," Akdeniz said.

The Kurdish athlete previously admitted that training has been tough amid the COVID-19 pandemic due to restrictions in place to curb the spread of the virus. Some cities around the world are currently under curfews, including Akdeniz' hometown of Montreal in Canada.

Despite this, he said he feels good and will "certainly fight for some titles" once the global pandemic is under control.

"We are back on track, and we are getting ready for the big fights."

Le Monde
diplomatique

1er Février 2021

Hommage au Rojava. Les combattants internationalistes témoignent

Au Rojava, région à majorité kurde du nord-ouest de la Syrie, un mouvement révolutionnaire tente depuis 2012 d'établir un pouvoir autonome, inspiré par le socialisme libertaire de Murray Bookchin et par le confédéralisme démocratique de M. Abdullah Öcalan, dirigeant — emprisonné en Turquie — du Parti des travailleurs du

Kurdistan (PKK). Témoignent ici vingt-deux internationalistes, dont trois femmes. Aux côtés des Unités de protection du peuple (YPG) et des Unités de protection des femmes (YPJ), liées au PKK, ils ont combattu l'Organisation de l'État islamique (OEI, ou Daech) entre 2014 et 2020, ou, après 2018, les forces d'invasion turques. Ils sont

originaires d'Amérique du Nord et d'Europe, avec nombre de Basques et de Catalans. Le livre, dédié à la mémoire des quarante-sept internationalistes morts au combat, a pour titre une référence à l'Hommage à la Catalogne de George Orwell : pour beaucoup, l'engagement antifasciste des Brigades internationales en Espagne

(1936-1938) est une référence essentielle. Les témoins parlent de la guerre mais insistent aussi sur le projet révolutionnaire du Rojava, où l'autoémancipation des femmes occupe une place centrale.

Michael Löwy



February 1 2021
By Khazan Jangiz

Nearly 80 arrested in Iran's Kurdish cities in less than one month: monitor

In less than a month, Iranian authorities have arrested nearly 80 people in Kurdish cities, a human rights watchdog reported. The arrests come as monitors have raised concern about a spike in arrests and executions of minorities in the Islamic Republic.

Two Kurds, Wahid Sheikh Mohammedi and Fardin Bayazidi, were arrested on unknown charges by Iranian security forces in the town of Oshnavieh on Sunday and taken to an unknown location, the Kurdistan Human Rights Network (KHRN) reported. At least 11 people have recently been arrested in Oshnavieh, West Azerbaijan province.

Security forces raided Mohammadi's house and arrested him, while they Bayazidi was picked up on the street.

In total, at least 78 people have been arrested in Kurdish cities since January 9 as part of a crackdown on activists, students, and teachers, according to data collected by KHRN. In one three-day period, 11 Kurdish students and activists were arrested across Iran.

Three Kurdish women activists were arrested in January and transferred to Iran's Revolutionary Guard Corps (IRGC) intelligence detention center in Urmia. Human rights organizations said they do not know why they were arrested, or if charges have been brought against them.

Human rights watchdogs have also documented tens of executions in late 2020 and into this year. Within one month, 26 people were executed, includ-

ing a woman, according to the Human Rights Activists News Agency (HRANA), an NGO that monitors human rights violations across Iran.

Nearly 30 Baluchis have been executed in the past two months.

Since the heightening of US-Iran tensions and the re-imposition of US sanctions on Iran in 2018, Iranian authorities have tightened the noose on labor activists, journalists, satirists, environmentalists, anti-death penalty campaigners, and researchers, detaining them in droves and sentencing some in trials whose fairness has been questioned.

Tens of thousands of people are held as political prisoners in Ira-

nian jails, for charges including advocating for democracy and promoting women's or workers' rights.

Ethnic minority groups, including Kurds and Azeris, are disproportionately detained and more harshly sentenced for acts of political dissidence, according to a July 2019 report from the United Nations Special Rapporteur on Human Rights in Iran.

In 2019, at least 2,000 people were arrested in Iran for joining armed Kurdish forces or for activism deemed suspicious, according to data provided to Rudaw by KHRN founder Rebin Rahmani. In 2020, at least 400 people were arrested.



2 Février, 2020
Avec Reuters et AFP

La police turque arrête 159 personnes après des manifestations étudiantes à Istanbul

La police turque a arrêté lundi 1er février 159 personnes lors de manifestations à Istanbul contre la nomination par le président Recep Tayyip Erdogan d'un nouveau recteur dans l'une des plus grandes universités du pays, ont annoncé les services du gouverneur d'Istanbul.

Les étudiants de l'université de

Bogazici ont commencé à manifester il y a presque un mois, déclarant que la nomination de Melih Bulu comme recteur n'était pas démocratique. Des enseignants de l'université ont aussi protesté lors de l'intronisation de Melih Bulu.

Des manifestants scandant des slogans comme "La police, dehors !" ou "Les universités

sont à nous !" ont affronté la police lundi.

Les services du gouverneur d'Istanbul ont déclaré dans un communiqué que 159 personnes avaient été arrêtées pour "ne pas avoir cessé de manifester malgré les mises en garde". Une enquête a été ouverte, ont-ils ajouté.

"Vandalisme"

L'arrestation des étudiants a provoqué un tollé chez les partis de l'opposition. Le hashtag "Nous n'allons pas baisser les yeux", en référence à une vidéo des policiers ordonnant aux manifestants de baisser leur regard, a été largement partagé sur les réseaux sociaux.

La manifestation et les arrestations qui ont suivi sont survenues quelques heures après une attaque virulente du président turc contre le mouvement LGBT en l'accusant de "vandalisme" et en déclarant que la jeunesse de son parti n'y adhérerait pas.

"Nous allons mener vers l'avenir non pas une jeunesse LGBT, mais une jeunesse digne de l'histoire glorieuse de cette nation", a déclaré Recep Tayyip Erdogan lors d'un discours à Ankara destiné aux cadres de son parti islam-conservateur AKP. "Vous ne faites pas partie de la jeunesse LGBT. Vous n'êtes pas de ces



Des étudiants traînés par la police à Istanbul, le 1er février 2021.
© Bulent Kilic, AFP

jeunes qui commettent des actes de vandalisme. Au contraire, vous êtes ceux qui réparez les cœurs brisés", a-t-il ajouté.

Le chef de l'État turc a tenu ces propos au surlendemain de l'arrestation de quatre étudiants accusés d'avoir accroché dans leur université un

tableau représentant un site sacré de l'islam orné de drapeaux arc-en-ciel, un symbole associé à la communauté LGBT. Les étudiants sont accusés d'"incitation à la haine". Deux d'entre eux ont été assignés à résidence et deux autres sont encore en détention.

La Turquie est l'un des rares pays musulmans où l'homosexualité n'est pas réprimée par la loi. En revanche, l'homophobie et la transphobie y sont répandues et les associations LGBT font régulièrement état d'agressions et de discriminations.

2 Février, 2021
Par Céline Pierre-Magnani

LA CROIX

Turquie : l'université du Bosphore, foyer de la contestation anti-Erdogan

Perchée sur les hauteurs de la forteresse de Rumeli Hisari, sur la rive européenne d'Istanbul, presque discrète dans son écrin de verdure, l'université du Bosphore a rarement connu un tel niveau de tension. Le 4 janvier, il est vrai, la nomination au poste de recteur de Melih Bulu, un proche du gouvernement, a mis le feu aux poudres.

Des milliers d'étudiants, de professeurs de l'établissement et d'anciens diplômés à travers le monde se sont mobilisés, aussi bien sur place que sur les réseaux sociaux sous le mot-dièse turc #AşağıBakmayacağız (#Le-BosphoreNeBaisseraPasLesYeux), pour dénoncer ce qu'ils perçoivent comme une mise sous tutelle de l'établissement. Tous réclament un retour à la pratique de l'élection du recteur par le corps profes-



Des étudiants manifestent devant l'université du Bosphore, à Istanbul, le 1er février. Murad Sezer/Reuters

so-ral. Des protestations que Devlet Bahçeli, leader du parti d'extrême droite MHP, allié du président Recep Tayyip Erdogan au sein de la coalition gouvernementale, a immédiatement qualifiées de « méthodes terroristes ».

La contestation prend une tournure nationale

Après quasiment un mois de contestation et de répression policière, 159 étudiants ont été placés en garde à vue, lundi 1er février. Avec la condamnation immédiate des leaders des partis d'opposition et la mobilisation de personnalités politiques de premier plan, les événements prennent une tournure nationale dont Recep

Tayyip Erdogan se serait bien passé.

Quatre personnes avaient déjà été arrêtées, vendredi 29 janvier, après l'affichage – en face du bureau du nouveau recteur – d'un drapeau arc-en-ciel, symbole LGBT, sur une photographie de la Kaaba, édifice cubique placé au cœur de l'esplanade de la Grande Mosquée de La Mecque. « Nous allons mener vers l'avenir non pas une jeunesse LGBT, mais une jeunesse digne de l'histoire glorieuse de cette nation », avait alors déclaré le président turc devant un parterre de cadres du parti AKP (Parti de la justice et du développement) à Ankara, tandis que son ministre de l'intérieur, Suleyman Soylu, se félicitait de l'interpellation de ces « pervers LGBT ».

Au-delà du choix d'un recteur, c'est contre une vision libérale

et plurielle de la société que se dressent le président et son gouvernement. Or, l'université anglophone du Bosphore, bâtie en 1863 par des philanthropes américains et devenue publique en 1971, est l'une des plus puissantes courroies de transmission de cette vision du monde dans le pays. Vivier de l'intelligentsia turque occidentalisée, elle s'est souvent illustrée comme fer de lance de contestations antigouvernementales et constitue le dernier bastion de la liberté d'expression et de la critique contre Erdogan.

Une portée symbolique pour tout le pays

« Désormais, ce n'est plus en fonction de la compétence,

mais de la fidélité au parti que les membres de l'équipe éducative seront sélectionnés, s'inquiète Zeynep Gambetti, professeure associée en sciences politiques, dans un entretien accordé au site d'information Gazete Duvar. On peut s'attendre à ce que les membres refusant de se ranger soient la cible de sanctions administratives, d'enquêtes, et que les activités étudiantes soient interdites. »

Cette nomination d'un membre du sérail au cœur d'un puissant laboratoire politique n'a rien de surprenant. Elle s'inscrit dans un continuum de mesures et de projets législatifs destinés à anéantir méticuleusement toutes les cellules contestataires : chambres professionnelles, as-

sociations et ONG, établissements universitaires...

Conscient du sentiment d'usure au sein de la population, obsédé par l'idée de perdre le pouvoir, le raïs n'a plus qu'une solution pour se maintenir au sommet de l'État et avoir une chance d'être réélu en 2023 : diviser l'opposition et étouffer toute critique. Devant cet aveu de faiblesse, partis politiques d'opposition et société civile, épuisés par la répression qui a suivi la tentative de coup d'État de juillet 2016 et la crise économique et sanitaire, peinent à trouver des ressources.

Une nouvelle réforme de la Constitution en projet
Lundi 1er février, le président

Erdogan s'est dit favorable à une nouvelle Constitution, moins de quatre ans après une précédente réforme qui a accru ses prérogatives. « Il est évident que la Turquie a besoin d'une nouvelle Constitution », a confirmé le lendemain son allié au sein de la coalition gouvernementale, Devlet Bahçeli (MHP, extrême droite). En décembre, ce dernier avait appelé à interdire le parti d'opposition pro-kurde HDP, « avec un amendement constitutionnel, s'il le faut ». L'opposition accuse Recep Tayyip Erdogan de vouloir « changer de sujet », au moment où la situation économique préoccupe les Turcs. Ce débat intervient à deux ans d'élections législatives et présidentielle qui s'annoncent difficiles pour lui.

Le Monde

2 Février 2020
avec AFP

En Turquie, Recep Tayyip Erdogan s'en prend au mouvement LGBT

Ces attaques surviennent trois jours après l'action d'étudiants qui avaient accroché dans leur université un tableau représentant un site sacré de l'islam orné de drapeaux arc-en-ciel, un geste qualifié par certains d'« incitation à la haine ».

Deux jours après l'arrestation de quatre étudiants accusés d'avoir accroché dans leur université un tableau représentant un site sacré de l'islam orné de drapeaux arc-en-ciel, Recep Tayyip Erdogan s'en est pris avec virulence, lundi 1er février, au mouvement LGBT. Le président turc l'a accusé de « vandalisme » et a déclaré que la jeunesse de son parti n'y adhérerait pas.

« Nous allons mener vers l'avenir non pas une jeunesse LGBT, mais une jeunesse digne de l'histoire glorieuse de cette nation », a déclaré M. Erdogan lors d'un discours à Ankara destiné aux cadres de son parti islamo-conservateur, l'AKP. « Vous ne faites pas



Recep Tayyip Erdogan, le 1er février 2021, à Ankara. ADEM ALTAN / AFP

partie de la jeunesse LGBT. Vous n'êtes pas de ces jeunes qui commettent des actes de vandalisme. Au contraire, vous êtes ceux qui réparent les cœurs brisés », a-t-il ajouté.

Ces propos surviennent donc au surlendemain de l'arrestation des quatre étudiants accusés d'« incitation à la haine ». Deux d'entre eux ont été assignés à résidence et deux

autres sont encore en détention. Les autorités affirment que ce tableau représentait de manière irrespectueuse la Kaaba, un édifice cubique datant du VIIe siècle au centre de la cour de la grande mosquée de la Mecque. Elle est le lieu le plus sacré de l'islam.

Le ministre de l'intérieur, Süleyman Soyulu, a provoqué un tollé samedi en déclarant dans un tweet, inaccessible en France, que « quatre détraqués LGBT » avaient été arrêtés.

La Turquie est l'un des rares pays musulmans où l'homosexualité n'est pas réprimée par la loi. En revanche, l'homophobie et la transphobie y sont répandues et les associations

LGBT font régulièrement état d'agressions et de discriminations.

Le tableau avait été accroché, vendredi 29 janvier, en face du bureau du recteur pro-Erdogan de la prestigieuse université du Bosphore, Melih Bulu, alors que plusieurs manifestations

ont eu lieu ces dernières semaines pour appeler à sa démission. La nomination de M. Bulu, une personnalité extérieure à l'université qui avait tenté en 2015 de briguer un mandat de député sous les couleurs du parti de M. Erdogan, a provoqué la consternation.

Quelques dizaines d'étudiants se sont de nouveau rassemblés lundi devant le campus, où plusieurs centaines de policiers avaient été déployés, pour protester contre le recteur et soutenir les étudiants arrêtés, d'après un reporter de l'Agence France-Presse. Au moins deux manifestants ont

été interpellés. Le collectif Solidarité avec Bogazici et un député d'opposition ont publié sur Twitter des vidéos montrant l'arrestation de dizaines d'étudiants emmenés dans des cars de police. Le président turc a accusé certains des manifestants d'être des « terroristes ».



NCRI

National Council of Resistance of Iran

Foreign Affairs Committee

2 Février 2021

Iran : Plus de 210.100 décès dus au coronavirus dans 480 villes

· Le vice-ministre de la santé du régime a annoncé une interdiction de voyager dans 18 villes au statut orange dans le nord du pays. Des restrictions similaires s'appliqueront à 124 villes au statut jaune. (Agence IRNA, 2 février 2021)

· Rohani : Nous espérons que le vaccin domestique COVID-19 arrivera sur le marché en été et que les gens pourront l'utiliser.

· Saïd Namaki, ministre de la Santé du régime : Nous ne disposerons pas de vaccin produit localement avant le milieu du printemps prochain. (Télévision d'État, 1er février 2021)

· Un député du parlement du régime : Il n'est pas loin le temps où la crise du vaccin COVID-19 va devenir une menace pour la sécurité nationale. (Agence de presse du Majlis, 2 février 2021)

· Alireza Zali, président du centre national de lutte contre le coronavirus (CNLC) à Téhéran: Les urgences des hôpitaux sont de plus en plus surpeuplées. Nous sommes peut-être à la veille d'une nouvelle épidémie à Téhéran.

(Quotidien Entekhab, 1er février 2021)

· La faculté de médecine d'Abadan : Le nombre de cas positifs dans le sud-ouest de la province de Khouzistan a doublé ces dernières 24 heures. Si

nombre de morts dans la province a atteint 3 517. Il y a 384 patients hospitalisés et 124 en soins intensifs. (Agence Mehr, 2 février 2021)

L'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran

ran 50.706, Khorassan-Razavi 14.155, Ispahan 13.375, Mazandaran 8632, Azerbaïdjan occidental 7743, Guilan 7501, Alborz 5368, Hamedan 4968, Kermanschah 4324, Yazd 3862, Kurdistan 3632, Ardebil 2607, Qazvine 2294, Zanjan 2265,



nous ne pouvons pas éteindre ces petits incendies, nous devons faire face à un pic important à la fin de l'hiver. (Didar News, 2 février 2021)

· La faculté de médecine d'Azerbaïdjan occidental : Le

(OMPI/MEK) a annoncé le 2 février 2021 que le nombre de décès dus au coronavirus dans 480 villes d'Iran s'élève à plus de 210.100.

Le bilan des morts dans les provinces est le suivant : Téhé-

Chaharmahal-Bakhtiari 1 685, et Kohgiluyeh-Boyer-Ahmad 1559.

Secrétariat du Conseil national de la Résistance iranienne

Inquiétudes. Les Kurdes d'Irak réclament leur part de vaccins à Bagdad

Malgré les assurances du ministère irakien de la Santé, les habitants du Kurdistan, échaudés par les relations complexes entre la région autonome et l'État central, doutent de la sincérité de ces promesses.

“De nombreuses interrogations agitent la rue kurde après la signature par l'Irak d'un accord avec la société Pfizer, portant sur l'achat de 1,5 million de doses de vaccins contre le Covid-19. Ces doses doivent être distribuées en priorité au personnel soignant, aux forces de sécurité, aux personnes âgées et aux personnes atteintes de maladies chroniques. Mais la question qui revient le plus souvent est : Bagdad va-t-il donner ou non à Erbil sa part de vaccins ?” écrit un journaliste

kurde irakien dans un article publié sur le site libanais **Daraj**.

“Cette interrogation, explique le journaliste, a pour toile de fond la crise politique entre la région autonome et le gouvernement fédéral à Bagdad, liée au pétrole, aux points de passage frontaliers et à d'autres dossiers épineux en suspens depuis des années.” Il rappelle à cet égard que *“la capitale irakienne a arrêté de verser au Kurdistan sa part du budget fédéral et de payer les salaires des fonctionnaires de la région autonome”*.

Les doutes des citoyens

Cité par *Daraj*, un porte-parole du ministère irakien de la Santé se dit étonné par ces interrogations. *“La distribution sera centralisée et assurée pour*

l'ensemble des régions selon leur population”, assure Saïf Badr.

Par conséquent, le Kurdistan aura sa part de doses de vaccin en proportion de sa population, qui lui sera distribuée de la même façon que les médicaments et les équipements médicaux qu'elle reçoit de la part du ministère fédéral.”

“Mais les citoyens de la région autonome ne croient pas aux promesses du ministère irakien de la Santé et à sa sincérité quant à la livraison de leur part de vaccins”, reprend le journaliste qui cite notamment un vendeur ambulancier de marrons à Erbil :

Il va se passer la même chose avec la livraison de vaccins par

Bagdad au Kurdistan qu'avec les salaires et le budget. Nous nous sommes habitués à être les victimes des conflits entre les pouvoirs kurde et irakien.”

Plusieurs fournisseurs

Lundi 1^{er} février, le ministre irakien de la Santé a annoncé que son pays allait recevoir entre 2,5 et 3 millions de doses de vaccin à la fin du mois. Bagdad a fait le choix de jouer sur plusieurs tableaux, concluant des accords avec Pfizer-BioNTech, mais aussi AstraZeneca-Oxford et Sinopharm.

Selon les derniers chiffres du ministère irakien de la Santé, l'Irak, pays de 38 millions d'habitants, a enregistré jusqu'ici plus de 620 000 contaminations au Covid-19 et environ 13.000 décès.

Ankara, Turkey-backed rebels 'illegally brought 63 Syrians to Turkey for prosecution'

Turkish authorities and Turkey-backed rebel group Syrian National Army illegally transported at least 63 Syrian nationals to Turkey in 2019 for prosecution on charges that could lead to life sentences, rights advocacy organization Human Rights Watch (HRW) reported on Feb. 3.

Ankara's engagement in human trafficking is in direct violation of Turkey's obligations under the Fourth Geneva Convention as an occupying power in northeast Syria, the organization noted. “Turkish authorities, as an occupy-

ing power, are required to respect people's rights under the law of occupation in northeastern Syria, including the prohibition on arbitrary detention and on the transfer of people to their territory,” said Michael Page, deputy Middle East director at HRW.

Ankara and the rebels arrested the Syrian nationals between October and December of 2019, after Turkey's "Operation Peace Spring" into northern Syria.

“The men, both Arabs and Kurds, were transferred to detention facil-

ities in Turkey, where prosecutorial authorities have charged them with offenses under the Turkish Penal Code, even though the alleged crimes took place in Syria,” the HRW reported.

The HRW reported obtaining 4,700 pages of Turkish law enforcement documents including records of the transfer, interrogation and indictment of the 63 Syrian nationals.

“Other evidence and published reports from other groups suggest that the actual number of Syrians

illegally transferred to Turkey could be almost 200,” the HRW noted, adding that the practice of arresting Syrian nationals is still ongoing. Turkish authorities and the Ankara-backed Syrian rebel group, the Syrian National Army, illegally transferred at least 63 Syrian nationals across the border to Turkey, rights defense group Human Rights Watch reported on Feb. 3. The men were reportedly trafficked to be prosecuted in Turkey, facing up to life in prison.

Le mouvement de protestation à l'université du Bosphore gagne de l'ampleur en Turquie

Depuis cinq semaines, des étudiants et professeurs manifestent contre la nomination, par le président Erdogan, de Melih Bulu, un fidèle du pouvoir, comme recteur de l'université.

La police turque a brutalement dispersé, mardi 2 février, des centaines d'étudiants rassemblés dans le quartier de Kadiköy, sur la rive asiatique d'Istanbul. Dans la soirée, 104 personnes ont été interpellées à Kadiköy mais aussi à Sariyer et Besiktas, deux quartiers de la rive européenne, où un dispositif policier avait été mis en place afin de filtrer les jeunes qui montaient sur les bateaux assurant la traversée du Bosphore pour rejoindre la rive asiatique.

Les manifestants réclamaient la démission de Melih Bulu, le nouveau recteur de l'université du Bosphore (« Bogazici », en turc), nommé à la tête de cet établissement prestigieux par le président Recep Tayyip Erdogan, au mépris des règles de cooptation, ainsi que la libération de leurs camarades emprisonnés ces derniers jours. « Les universités sont à nous ! », « Nous ne baisserons pas les yeux ! », scandaient les protestataires.

« Nous ne baisserons pas les yeux »

Ils ont été soutenus par les habitants du quartier, qui se sont mis à taper vigoureusement sur des casseroles et à klaxonner en signe d'adhésion au mouvement étudiant, auquel s'étaient joints des députés de l'opposition et des figures de la société civile. Des avocats, des artistes, des opposants ont aussi manifesté leur soutien en reprenant le hashtag #asagiabak-

mayacagiz, « Nous ne baisserons pas les yeux ». Cette phrase fait suite à la réaction d'un policier en civil qui, lors de la manifestation de lundi à Bogazici, avait enjoint à un étudiant de « baisser les yeux ».

Lire aussi Erdogan veut mettre au pas l'université du Bosphore, à Istanbul

Mardi, les forces antiémeute ont fait assaut de brutalité, allant jusqu'à traîner des manifestants à terre et à les frapper à coups de pied. Un peu plus tôt dans la journée, sur le campus de Bogazici, des dizaines d'enseignants s'étaient rassemblés sous les fenêtres du recteur aux cris de « démission » pour protester contre l'arrestation, survenue la veille, de 159 étudiants. Les enseignants boudent le recteur et aucun n'a postulé pour être son adjoint, le poste demeure vacant. Les protestations ont également gagné Ankara, la capitale, où la police a arrêté, mardi, 69 personnes parmi celles qui s'étaient rassemblées en signe de soutien aux étudiants d'Istanbul.

Voici plus d'un mois que des étudiants et des enseignants de Bogazici rejettent la nomination de Melih Bulu, un universitaire au profil académique médiocre mais dont la loyauté au pouvoir est sans faille puisqu'il est membre du Parti présidentiel de la justice et du développement (AKP). Le mouvement de protestation a pris de l'ampleur après l'arrestation, samedi 30 janvier, de quatre étudiants ac-

cusés d'avoir exposé sur le campus une affiche jugée insultante envers l'islam. L'affiche représentait la Kaaba, le site islamique le plus sacré en Arabie saoudite, ornée aux quatre coins de drapeaux arc-en-ciel, le symbole de la communauté LGBT.

Tweet insultant

« Devrions-nous tolérer que les dégénérés LGBT insultent la sainte Kaaba et tentent d'occuper le rectorat ? Bien sûr que non », a écrit le ministre turc de l'intérieur, Süleyman Soylu, sur son compte Twitter. Son tweet, jugé insultant, a ensuite été suspendu par le réseau social. La tension est montée d'un cran, lundi 1er février, sur le campus de l'université, transformé en camp retranché, avec des tireurs d'élite déployés sur les toits des bâtiments. Le président turc a ensuite jeté de l'huile sur le feu en assimilant les étudiants protestataires à des « vandales », tous affiliés au mouvement LGBT. Juste après son discours, la police a interpellé 159 étudiants, 98 ont été libérés mardi.

Hüda Kaya, députée du Parti démocratique des peuples (HDP, prokurde), qui était sur place, lundi, avec d'autres élus de son parti, a été empêchée de pénétrer sur le campus. Elle déplore la diabolisation des étudiants et des personnes LGBT. « Ils sont diabolisés parce qu'ils résistent. Pour consolider son électorat, le gouvernement islamico-conservateur décrit ces

jeunes comme des délinquants, ce qui est faux. En réalité, le gouvernement est désespéré, il ne sait que faire pour détourner l'attention des principaux problèmes, économiques surtout. Alors il brandit les valeurs "sacrées", la patrie, le drapeau, la religion... », explique la députée, qui porte le foulard. « J'ai bien connu, dans les années 1990, la stigmatisation par les autorités des femmes qui portaient le foulard. A cette époque, Bogazici était la seule université à accepter des jeunes filles voilées et voilà qu'aujourd'hui des policières en foulard attaquent les étudiants de cette université... »

Les quatre étudiants arrêtés samedi risquent des peines de prison pour « incitation à la haine », « dégradation de bien public » et, encore plus étonnant, pour « entrave aux libertés individuelles ». Deux d'entre eux ont été assignés à résidence, les deux autres sont toujours détenus. L'insulte « à la sainte Kaaba » ne peut être reconnue par le code pénal turc « qui ne reconnaît pas la notion de blasphème », précise Levent Piskin, avocat à Istanbul. La Turquie reste une république « laïque » selon la Constitution que le président Erdogan ambitionne d'ailleurs de modifier, ainsi qu'il l'a annoncé lundi. Un étudiant de Bogazici, qui souhaite garder l'anonymat, assure que les manifestations vont continuer. « Nous ne voulons pas de Bulu. D'ailleurs, à part Erdogan, personne ne veut de lui. »



February 3 2021
By Khazan Jangiz

Kurdistan Region president, Nadia Murad talk Yazidi remains retrieval, Shingal deal

ERBIL, Kurdistan Region — President Nechirvan Barzani received Yazidi activist and Nobel Peace Prize winner Nadia Murad in Erbil on Wednesday, with the retrieval of the remains of genocide victims from mass graves and the Shingal agreement between Erbil and Baghdad among the topics discussed, according to the Presidency office.

Barzani reaffirmed that the Kurdistan Region would continue its efforts to resolve difficulties affecting the Yazidi community and the district of Shingal, the ethnoreligious community's heartland, "which needs the cooperation of the international community, the Iraqi government and relative parties," read a Presidency statement.

Thousands of Yazidis were killed when the Islamic State (ISIS), which considers the ethnoreligious minority to be heretics, tore through Shingal and other parts of northern and western Iraq in 2014. The bodies of many of those killed still lie in mass graves.

More than six years later, mass graves containing the remains of Yazidi victims are still being found. The most recent exhumation took place in the Yazidi villages of Kocho and Solagh in October 2019.



Yazidi genocide survivor and activist Nadia Murad (left) meets President of the Kurdistan Region Nechirvan Barzani on February 3, 2021. Photo: Presidency office

Kocho, where Murad is from, is home to the largest number of Yazidi mass graves in the Shingal area. In Kocho alone, hundreds of men, adolescent boys, and older women were killed in August 2014, while more than 700 women and children were seized and taken to other ISIS-held areas.

As part of the exhumation process, around 20 mass graves have been exhumed in the Shingal area, the remains of those found sent to Baghdad for DNA analysis and identification.

Related: Yazidi mass grave exhumations: To lift then lay to rest

Murad was received on Tuesday by Iraqi president Barham

Salih along with a fixed salary and land, according to previously released details.

Introduced to parliament in April 2019, the bill has had two readings, but a special parliamentary committee was formed to amend the draft legislation after pushback.

Baghdad reached a deal with the Kurdistan Regional Government (KRG) over the governance and security of Shingal, which is disputed between the two governments, on October 9.

Salih discussed "the urgent need to overcome political and administrative obstacles that prevent justice for victims and families, as well as obstacles that prevent their return home", according to an Iraqi presidency statement.

Her meetings with the Iraqi and Kurdistan Region presidents come days after a bill in parliament that would offer reparations to survivors of the genocide failed to make the quorum needed to be voted on.

The Yazidi Female Survivors Bill, which has languished in parliament for nearly two years without a vote, guarantees job opportunities to survivors of the ISIS group by allocating them 2 percent of jobs in Iraq's public sector,

According to the agreement, security in the area is Baghdad's responsibility. The federal government will have to establish a new armed force recruited from the local population and expel fighters from the Kurdistan Workers' Party (PKK) and their affiliated groups, according to agreement details released in October.

Implementation of the agreement began in November with the deployment of some 6,000 federal police to parts of Shingal that border Syria.

However, a commander of Shingal's Ezidkhan Protection Force, part of the Peshmerga, told Rudaw English last month that several different armed groups remain in the area.

Erdoğan ally Bahçeli calls Boğaziçi University protesters 'terrorists, snakes, barbarians'

Turkish President Recep Tayyip Erdoğan and his ruling alliance partner Devlet Bahçeli targeted Boğaziçi University protesters as "terrorists," further increasing already heightened tensions in the country on Feb. 3. The leaders' statements came after two days of police brutality on demonstrators.

Turkish President Recep Tayyip Erdoğan and his ruling alliance partner Devlet Bahçeli explicitly targeted Boğaziçi University protesters as "terrorists" on Feb. 3.

Nationalist Movement Party (MHP) Bahçeli also referred to the demonstrators as "poisonous snakes, vandals and barbarians" that need to be dealt with in "whatever means necessary."

The leaders' harsh statements follow two days of police brutality on demonstrators.

The protests have been fueled by Erdoğan's appointment of a party member as rector to Boğaziçi University as well as homophobic rhetoric.

Hundreds were battered and detained in protests across Istanbul and Ankara on Feb. 2 and Feb. 3, and the students' cause spread to all parts of society in response to the police brutality ordered by the government.

"Are you students or are you terrorists who try to invade the rector's office? We will not allow this, our state will continue to do whatever is necessary," Erdoğan said during a meeting with provincial administrators on Feb. 3.

Erdoğan also echoed the state's recent homophobic rhetoric targeted at the students after days of Ankara's antagonization of Turkey's queer community for a student artwork that displayed the pride flag alongside an image of a sacred Islamic site.

"LGBT no such thing exists. This



Riot police detain a protestor during a gathering in solidarity with Bogaziçi University students in Istanbul's Kadikoy on Feb 2.

is a national and sentimental country, and will move forward with these values," Erdoğan said during his speech, reiterating the second part of his statement on social media later.

Although Bahçeli didn't explicitly address LGBT students in his speech, he said that "terrorists and students have been mixed in together" at the Boğaziçi protests.

"The situation's gravity can no longer be underestimated," Bahçeli said in a series of tweets on Feb. 3. "Supporting the events at Boğaziçi University is supporting terrorism at this point."

The MHP leader also claimed that 101 of the 108 protesters detained by police had no official connection to the university and that dozens among them were members of "DHKP-C," an acro-

nym used for the outlawed far-left Revolutionary People's Liberation Party-Front.

President Erdoğan previously brought the DHKP-C into the narrative surrounding Boğaziçi University when he called Canan Kaftancıoğlu, Istanbul provincial chairwoman of main opposition Republican People's Party (CHP), a DHKP-C militant for visiting the students in protest.

"Those they call youth or students are vandals, barbarians, and are hatefully bloodthirsty," Bahçeli said on Feb. 3. "Those who are backed by spies, cruel people and dark circles are not youth; they are poisonous snakes whose heads need to be crushed."

The MHP leader also echoed the president's rhetoric of the students invading the rector's office,

saying: "Taking the rectorial building under siege and attempting to invade the rector's office are crimes."

Bahçeli said that Bulu should absolutely not resign and voiced his support for Turkey's "hero police," who have been slammed nationwide for using plastic bullets and teargas on students the day before.

"We have the experience to differentiate students from terrorists. Those who act as pawns to Turkey's enemies should be left to burn in the hot coals of justice."

Both leaders also mentioned the 2013 Gezi Protests that snowballed into months-long nationwide anti-government demonstrations and said that Ankara would not allow the Boğaziçi protests to grow into another Gezi.

Turkey dismisses int'l criticism of its response to Boğaziçi protests

The Turkish Foreign Ministry on Feb. 4 dismissed international criticism of its response to the month-long protests at one of the country's top universities, warning that such criticism could encourage what it has called 'illegal acts.'

Students and academics from Istanbul's Boğaziçi University have been protesting President Recep Tayyip Erdoğan's appointment of Melih Bulu, an academic and former political candidate from the ruling Justice and Development Party (AKP), as rector of the school. "We warn certain circles [abroad] not to use language provoking groups that will resort to illegal means and encourage illegal actions," the ministry said without naming specific countries.

"It is nobody's place to intervene in Turkey's internal affairs," it said in a statement.

The United States on Feb. 3 said it was concerned by the detention of students and other demonstrators, and condemned what it said was anti-

LGBT rhetoric surrounding the protests.

Turkey's Interior Minister Süleyman Soylu referred to LGBT students as 'perverted,' while Erdoğan said on Feb. 3 there was "no such thing" as LGBT individuals.

The United Nations Human Rights Office also called for an end to excessive use of force against students and protesters, condemning the action in a tweet which referred to it as "the homophobic & transphobic comments by the officials."

"We call for prompt release of students & protestors arrested for participating in peaceful demonstrations, and urge the police to stop using excessive force. We condemn homophobic & transphobic comments by officials, inciting hatred & discrimination against LGBT people," it said.

The European Commission commented on the incident to the Euronews Turkish service, saying it is "seriously concerned about the negative de-

velopments continuing in Turkey."

Officials from the European Commission reportedly said that the Istanbul governor's ban on demonstrations where the Boğaziçi University campus is located is "a seriously worrisome situation" and goes against the Turkish officials' discourse regarding upcoming reforms.

European Commission officials reminded Turkey that the use of excessive police force against demonstrators is against the country's obligations as a member of the European Council.

Calling for the swift release of detained protestors, the European officials slammed Turkish officials' hate speech targeting LGBT individuals, saying, "The use of hate speech by top officials against LGBT students and the closure of an LGBT association is unacceptable during these events," the statement said.

Turkey rapporteur of the Euro-

pean Parliament Nacho Sanchez Amori similarly said that he was "very worried about the deteriorating situation of Boğaziçi protests."

"Government's answer so far: police violence, mass detentions, general terrorism accusations, #LGBTI targeting... Does this reflect the new positive agenda and the will of reforms?" he asked on his Twitter account.

"Democracy is about protecting & respecting minority or dissenting opinions, not imposing a unilateral, authoritarian concept of the (alleged) general will. Repression of criticism denotes lack of democratic arguments. Prestigious #BogaziciUniversity deserves better than this!" he further noted.

As for the United States, State Department spokesman Ned Price told reporters on Feb. 3: "We are concerned by detentions of students and other demonstrators and strongly condemn the anti-LGBTQIA rhetoric surrounding the demonstrations:»



3 Février, 2020

Par Etienne Balibar et Zeynep Gambetti

Sur le Bosphore, enseignants et étudiants en lutte pour la liberté

En nommant début janvier un proche du pouvoir au poste de recteur de la prestigieuse université du Bosphore, le président Erdogan n'a fait que confirmer sa mainmise sur l'enseignement supé-

rieur public turc. Un mouvement d'indignation s'est levé devant ce nouveau putsch universitaire. Aux premières heures de 2021, le président Recep Tayyip Erdogan a promulgué un décret nommant

d'autorité Melih Bulu recteur de la prestigieuse université du Bosphore (Bogazici) à Istanbul, provoquant l'indignation de ses professeurs et étudiants ainsi que de la plupart des médias turcs. Car Bulu n'a aucun

lien avec cette université, sauf le doctorat en gestion qu'il y a obtenu en 2003. En revanche, il est proche de l'AKP, le parti au pouvoir, pour lequel il a été candidat aux législatives de 2015.

Le communiqué, publié le 3 janvier par le corps enseignant de Bogazici, résume bien l'enjeu: «Pour la première fois depuis le régime militaire de 1980, un administrateur non élu et n'appartenant pas au corps enseignant de l'université a été nommé le 1er janvier 2021 à minuit comme recteur à Bogazici. Cette nomination s'inscrit dans la continuité des pratiques antidémocratiques qui vont s'aggravant sans cesse depuis 2016. Nous n'acceptons pas cette violation flagrante de l'autonomie, de la liberté scientifique et des valeurs démocratiques de notre université.»



Etudiants de l'Université de Bogazici lors de la manifestation à Istanbul, le mercredi 6 janvier 2021. Des centaines d'étudiants ont défilé pour dénoncer la nomination par le président turc Recep Tayyip Erdogan de Melih Bulu, (Photo Huseyin.AP)

En effet, la mainmise du pouvoir sur l'enseignement supérieur avait commencé sous la junte militaire. Auparavant quasi autonomes, les universités ont été mises sous contrôle par les généraux en vue de les «dépolitiser» et d'y imposer un cursus imprégné d'idéologie patriotique. Des milliers d'universitaires avaient alors été expulsés ou contraints à l'exil. La tutelle militaire a continué par le biais du Conseil de l'enseignement supérieur (YÖK). Mais en 1992, Bogazici a été la première à défier la procédure autoritaire de nomination des recteurs, organisant des élections internes dont le vainqueur a été proposé au YÖK comme seul candidat légitime. Mis au pied du mur, le gouvernement s'était vu contraint de légaliser la procédure électorale pour toutes les universités de Turquie.

Université publique et fonctionnant sur fonds publics, Bogazici a tout de même maintenu une culture démocratique, pluraliste, ouverte aux rencontres de diverses idéologies, ethnicités et orientations sexuelles parmi ses étudiants et enseignants. Toutes choses que les partis au pouvoir trouvent intolérables. Elle s'est attiré les foudres des nationalistes, des conservateurs ainsi que de républicains kémalistes, qui tous ont crié à la «haute trahison» lorsque Bogazici a coorganisé

un colloque sur la situation des Arméniens dans l'Empire ottoman d'avant 1915. Vilipendée par les médias populistes comme une université «élitiste», dont les enseignants sans contact avec le pays réel «se saoulent au whisky en face du Bosphore», elle n'en est pas moins devenue la première université de Turquie classée parmi les 500 meilleurs établissements d'enseignement supérieur dans le monde, en demeurant obstinément fidèle à ses principes.

Tout a basculé en 2016. Le putsch manqué a fourni au gouvernement le prétexte qu'il cherchait pour fermer des universités dans tout le pays, licencier des milliers d'universitaires, engager contre d'autres un train de poursuites judiciaires et administratives, et rétablir la pratique de nomination par décret des recteurs. Les élections à Bogazici, dont le vainqueur avait obtenu 80% des voix du corps enseignant, n'ont pas été prises en compte par Erdogan, qui a nommé un professeur n'ayant même pas posé sa candidature aux élections internes. Dans le climat de chaos et de peur suscité par le putsch et la déclaration de l'état d'urgence, la plupart des enseignants ont alors accepté ce compromis, malgré les fortes objections qu'il suscitait.

Ce n'était qu'un répit provisoire. Bien qu'acceptant de payer le prix pour éviter l'anéantissement complet de sa liberté, Bogazici a fini par subir le même sort que les autres. Seuls son prestige et ses relations scientifiques internationales lui avaient en partie permis d'éviter les purges (dont ont néanmoins été victimes deux signataires de la pétition des Universitaires pour la paix). Il est clair désormais que le régime de l'AKP n'a aucune considération ni pour la connaissance ni pour la pensée critique ou la liberté de chercher et d'enseigner. Une vingtaine d'universités sont dirigées par un membre actif de l'AKP. La tutelle militaire de 1980 a simplement été remplacée par une tutelle civile.

Les leçons de 2016 ont poussé les étudiants ainsi que le corps enseignant à s'insurger contre cet état de choses. Le slogan «Nous n'acceptons pas, nous ne renonçons pas!» est resté sur Twitter pendant deux jours. Plus étonnant, les médias se sont fait l'écho de la réprobation de l'opinion publique. Il se trouve qu'on peut faire valoir contre le recteur nommé des soupçons de plagiat dans sa thèse de doctorat et ses publications ultérieures. Il est aussi question des visées de groupes financiers proches de l'AKP sur le magnifique campus de Bogazici surplombant

le Bosphore. Dans une économie mise à genoux par la spéculation, à laquelle s'ajoute maintenant le Covid-19, le parti cherche frénétiquement de nouvelles possibilités d'investissements. Des fonds qataris seraient sur les rangs.

En réponse à la mobilisation, le gouvernement a instauré un blocus couvrant tout le quartier de l'université. Lundi 4 janvier, des milliers d'étudiants de Bogazici et d'autres universités se sont massés pour manifester devant l'entrée principale du campus, cadenassée par la police. Les étudiants ont été tabassés, et la police a utilisé contre eux du gaz lacrymogène et des balles de défense. Le lendemain, elle a forcé les portes de nombreux logements, plaçant 22 étudiants en garde à vue et leur infligeant des fouilles à nu. Les étudiants LGBTQ+ ont été humiliés et malmenés. Après que ce premier groupe a été finalement libéré le jeudi, trois autres ont été arrêtés à Ankara, lors d'une manifestation de soutien. Des blindés, des policiers anti-émeute et en civil ont occupé le campus tout au long de la semaine. Agitant le spectre d'un nouveau «Gezi» [mouvement prodémocratique à la suite des printemps arabes, ndlr], le président -Erdogan et son entourage, suivis par la presse progouvernementale, n'hésitent pas à qualifier le rejet du recteur de «défi terroriste».

Le combat pour l'autonomie de Bogazici est en train de se transformer en bataille pour les libertés universitaires en général. L'université turque en son entier y trouvera-t-elle un ressort pour résister à la mise au pas et regagner le terrain perdu depuis 2016? La réponse semble suspendue au sort de Bogazici. Elle peut aussi dépendre de la vigueur de notre soutien. Car, quoi qu'on en dise, le pouvoir d'Ankara doit en ces matières tenir compte de l'opinion internationale.

3 February 2021

Ankara, Turkey-backed rebels 'illegally brought 63 Syrians to Turkey for prosecution'

Turkish authorities and Turkey-backed rebel group Syrian National Army illegally transported at least 63 Syrian nationals to Turkey in 2019 for prosecution on charges that could lead to life sentences, rights advocacy organization Human Rights Watch (HRW) reported on Feb. 3.

Ankara's engagement in human trafficking is in direct violation of Turkey's obligations under the Fourth Geneva Convention as an occupying power in northeast Syria, the organization noted.

"Turkish authorities, as an occupying power, are required to respect people's rights under



the law of occupation in north-eastern Syria, including the prohibition on arbitrary detention and on the transfer of people to their territory," said Michael Page, deputy Middle East director at HRW.

Ankara and the rebels arrested

the Syrian nationals between October and December of 2019, after Turkey's "Operation Peace Spring" into northern Syria.

"The men, both Arabs and Kurds, were transferred to detention facilities in Turkey,

where prosecutorial authorities have charged them with offenses under the Turkish Penal Code, even though the alleged crimes took place in Syria," the HRW reported.

The HRW reported obtaining 4,700 pages of Turkish law enforcement documents including records of the transfer, interrogation and indictment of the 63 Syrian nationals.

"Other evidence and published reports from other groups suggest that the actual number of Syrians illegally transferred to Turkey could be almost 200," the HRW noted, adding that the practice of arresting Syrian nationals is still ongoing.

R  **J** **INFO**

February 4 2021

Amnesty International lance une action urgente pour la prisonnière politique kurde Zeynab Jalalian

Amnesty International a lancé une action urgente en faveur de la prisonnière politique kurde Zeynab Jalalian détenue par le régime iranien depuis plus de 12 ans. Victime de torture et gravement malade, Zeynab Jalalian est privée de tout traitement médical parce qu'elle refuse de se repentir.

Dénonçant les tortures infligées par des agents du ministère des renseignements iraniens à la prisonnière politique kurde Zeynab

Jalalian, Amnesty international a lancé un appel urgent pour la jeune femme qui purge une peine de prison à perpétuité. L'organisation de défense des droits humains précise que les autorités iraniennes refusent délibérément des soins de santé à Mme Jalalian dans le but de la contraindre à fournir des confessions filmées.

« Ce déni intentionnel de soins de santé lui cause de graves douleurs, d'autant plus qu'elle souffre de graves problèmes de

santé, y compris de troubles respiratoires post-covid », déclare Amnesty international qui appelle en conséquence à envoyer des lettres au chef de la justice iranienne, Ebrahim Raisi pour demander la libération de Zeynab Jalalian.

Seule femme condamnée à la perpétuité en Iran

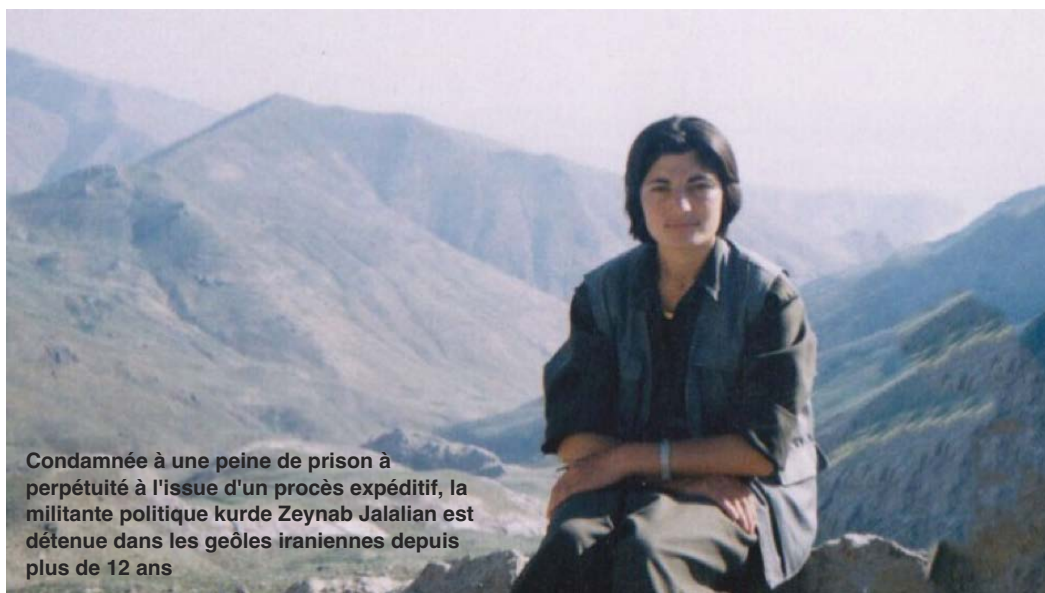
Née à Makou en 1982, Zeynab Jalalian a été arrêtée à Kermanshah au cours de l'été 2008, avant

d'être condamnée à mort en janvier 2009 par un tribunal révolutionnaire pour « inimitié contre Dieu ». La sentence était liée à l'appartenance de Jalalian au « Parti pour une vie libre au Kurdistan » (PJAK). Elle avait auparavant passé huit mois en détention provisoire dans un établissement du ministère du Renseignement. Elle n'a pas eu le droit à un avocat pendant son procès, qui n'a duré que quelques minutes. La condamnation à mort de Zeynab Jalalian a été commuée en réclu-

sion à perpétuité en novembre 2011. Elle est actuellement la seule prisonnière femme condamnée à une telle peine en Iran.

Covid-19 contracté lors de l'odyssée des transferts

Zeynab Jalalian a été transférée par le ministère des Renseignements dans diverses prisons du pays à quatre reprises en quelques mois, au cours de l'année écoulée. Ayant contracté le Covid-19 au cours d'un de ces transferts, elle souffre aujourd'hui d'un problème respiratoire. En outre, elle a été blessée par les chaînes mises aux poignets et aux chevilles pendant les transports et a été physiquement maltraitée par les forces de sécurité iraniennes. Elle souffre également d'autres problèmes de santé graves en raison des conditions de détention déplorables et des mauvais traitements, notamment des maladies cardiaques, intestinales et rénales, des paralysies et des infections dentaires et de la mâchoire. Suite à des coups répétés portés à la tête, sa vision est gravement altérée. À ce jour, Jalalian n'a reçu des soins médicaux en dehors de la prison qu'à une reprise, lorsqu'elle a été testée positive au COVID-19 en juin dernier.



Condamnée à une peine de prison à perpétuité à l'issue d'un procès expéditif, la militante politique kurde Zeynab Jalalian est détenue dans les geôles iraniennes depuis plus de 12 ans

La Famille de Jalalian victime de répression

Depuis novembre, Mme Jalalian est détenue dans une prison de la ville de Yazd, au centre de l'Iran, à environ 1 400 kilomètres du domicile de sa famille. Après son transfert, son père Ali Jalalian a été détenu pendant un jour à Makou et interrogé par les services de renseignement iraniens qui lui reprochaient d'avoir parlé à des organisations de défense des droits humains et à des médias étrangers de la situation de sa fille.

ONU: Jalalian condamnée pour

son engagement en faveur des droits des femmes kurdes

En avril 2016, le Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire a appelé l'Iran à libérer immédiatement Zeynab Jalalian, considérant qu'elle était détenue parce qu'elle avait exercé pacifiquement ses droits à la liberté d'expression et d'association à travers « ses activités de militante sociale et politique pour les droits des femmes kurdes » et « son implication dans l'activisme politique... avec l'aile non militante du PJAK ». Le Groupe de travail a déclaré qu'elle s'était vu refuser le droit à

un procès équitable et que son traitement constituait une violation de l'interdiction de la torture et des autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Il a souligné en outre que le refus des autorités de fournir des soins médicaux aux prisonniers constitue une torture si cette privation est intentionnelle et inflige « une douleur ou des souffrances graves » à des fins telles que punition, coercition ou intimidation, obtention d'une « confession » ou pour une quelconque raison fondée sur la discrimination de quelque forme qu'elle soit.



5 February 2021
By Dilan Sirwan

Body of Kurdish migrant who died on journey to France repatriated to Kurdistan Region

ERBIL, Kurdistan Region — The body of a Kurdish migrant who died trying to reach France in September was returned to the Kurdistan Region on Friday, the organization who repatriated his body told Rudaw.

The body of Bryar Bakhtiar, 34, was returned to his family in Said Sadiq on Friday from Italy by the Sulaimani-based Summit Foundation for Refugee and Displaced Affairs (Lutka).

Bakhtiar had travelled to Turkey and then illegally to Italy in Sep-

tember, but his family were not aware of his death for more than two months.

"He told us that he was in Turkey mid-September," his uncle, Zanyar Qadir told Rudaw English on Friday. "His accident happened on September 24, and we only found out over two months later when Italian police called us from his phone."

"Bryar and a friend of his had hidden themselves under a truck in Italy to cross the border illegally. His friend got off at his destination, but Bryar wanted to go further and

that is when his accident happened," Lutka's Hevar Jalal told Rudaw English. "The last time his family heard from him was on September 23."

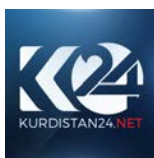
"We tried to find his whereabouts, but we failed because he did not have any form of identification on him," Jalal said.

Italian police called Bakhtiar's family from his phone in November to inform them of the accident.

"We contacted the Italian government and started preparing his paperwork, and returned him to his family today," Jalal added.

According to statistics released by Lutka on December 18, 34,000 people migrated to Europe from across Iraq last year. Of this number, 18 died and 17 went missing.

"Considering lockdown and travel halts during 2020 due to the spread of coronavirus, the amount of people who had migrated in the first and last few months of the year are higher in compare to previous years," read the report.



5 February 2021
By Wladimir van Wilgenburg

Dutch Kurdish filmmaker wins top photography award in Netherlands

ERBIL (Kurdistan 24) – Dutch Kurdish screenwriter and film director Beri Shalmashi and documentary film researcher Lyangelo Vasquez have won the top Dutch photography award Zilveren Camera (Silver Camera) 2020 in the Story Telling category for an interactive documentary about Kurdish refugees who fled Iran.

The online documentary 'Big Village' tells the story of Iranian Kurdish refugees living in a village called Gewredê in the Kurdistan Region of Iraq, where Shalmashi spent the first years of her childhood.

Vasquez co-directed the documentary.

"Thankful to everyone who helped us recreate this significant time in Kurdish (and in my personal) history, thank you for your trust, belief and the love you have all given to this," Shalmashi, said in a tweet on Monday after she heard of the nomination.

The jury's verdict was unanimous: "Everything about this project is right: the journalistic story and the amazing interface, which makes very good use of the kaleidoscopic narrative



Beri Shalmashi with her father in Gewrede (Photo: Beri Shalmashi)

form," said Sara Kolster, an interactive director who specializes in digital storytelling, and this year's Jury Chairwoman for the Prize for Story Telling.

"The story of Big Village takes place in a place and time that only remains in memory. In an immersive 360° illustrated environment, the village of Gewredê and its old inhabitants are brought to life by means of archive material and interviews."

"You will be drawn into their personal stories and gain insight into the underlying political conflict that caused a large community of Kurds to now

live in diaspora. The story is told in a personal and innovative way. There is a good balance between illustrations, photography, video, archive material and design. The whole can be viewed online and is told in doses by a few main characters. They take you to a world that everyone should know existed," she concluded.

After receiving the prize, Shalmashi expressed her elation with the unanimous jury verdict in a tweet. "I am so happy to be understood in what you are trying to make. So proud of team BigVillageStory," she wrote on Thursday.

The prize includes a cash award of €5,000.

Although she was born in France and raised in the Netherlands, Shalmashi's family has Iranian-Kurdish heritage. She graduated from the Netherlands Film Academy in Amsterdam as a script writer and director. She also completed a master's degree in directing at the Utrecht School of Arts.

Shalmashi moved to the Kurdistan Region in 2012 to teach at Salahaddin University-Erbil and work on directing new films. However, in the aftermath of the ISIS attack on the Region in August 201, life dramatically changed. She decided to return to Amsterdam in 2015 during the ongoing war.

In 2018 she released the short film "Shouted from the rooftops," filmed in the Kurdistan Region.

In addition to her work as a movie director, she is a columnist for the Dutch Volkskrant newspaper, where she writes about various topics, including the Kurdish question.

Editing by Joanne Stocker-Kelly



February 6 2021

Iran : plus de 211.500 décès dus au coronavirus dans 480 villes

· Iraj Harirchi, vice-ministre de la santé : Les villes en orange sont passées de 18 à 36, les villes en jaune de 130 à 178 et les villes en bleu à faible risque de 300 à 234 villes. La situation à Kish, Qeshm et Hormoz est orange et le virus est à la hausse. (Agence Irna, 4 février 2021)

· Farhadi, directeur du centre de santé du ministère de la Santé : La prévalence du Covid-19 est évidente dans au moins trois pro-

vinces : Téhéran, Yazd et Hormozgan. (Agence Irna, 5 février 2021)

· Le directeur du centre de santé de la province de Khouzistan : Ce qui nous inquiète, c'est que le nombre de patients et d'hospitalisations a augmenté de 68%. (Tabnak, 5 février 2021)

· Télévision officielle, 4 février 2021 : Le nombre quotidien de cas positifs et d'hospitalisations dans le Khorassan-Razavi est passé de

1100 à 2200, ce qui est une alarme.

· Agence Fars, 4 février 2021 : Dans le Mazandaran, le nombre de patients par jour est toujours de trois chiffres et le nombre de patients hospitalisés est de quatre chiffres.

L'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI/MEK) a annoncé ce 5 février 2021, que le nombre de victimes dus au coro-

navirus dans 480 villes d'Iran est supérieur à 211.500.

Le bilan des morts dans les provinces est le suivant : Téhéran 50.956, Khorassan-Razavi 14.225, Ispahan 13.485, Khouzistan 10.520, Mazandaran 8757, Lorestan 8588, Azerbaïdjan oriental 8048, Fars 6387, Alborz 5388, Hamadan 4993, Kerman 4699, Kermandah 4344, Markazi 4278, Semnan 3155 et Kurdistan 3652.



6 February 2021
By Nurcan Baysal

Diyarbakır's Sur: where our 7,000 year-old home is up for sale

The neighbourhood of Sur in Turkey's predominantly Kurdish southeastern province of Diyarbakır is our home of 7,000 years.

The ancient neighbourhood, which once flourished as a popular tourism destination in the heart of the Kurdish capital of Amed, and is a UNESCO World Heritage Site, has been through hell over the last six years.

Destroyed in the conflict between the Kurdistan Workers' Party (PKK) and the Turkish military, faced with years of curfews, forced evictions, demolitions and most recently what is being called an urban transformation project, Sur today is a source of grief for myself and other local residents.

An advertisement featured in Turkish media last week on "touristic villas" in Sur, touted luxury homes in the six neighbourhoods of Sur, ranging between 600,000 and one million liras (\$83,000-\$139,700).

"Where history and luxury intertwine," the advertisement said.

It might be useful to take a trip into recent history for those who don't know the story of the land these premium luxury villas have been built on.

It all began back in August of 2015, when clashes broke out in the region following the collapse of peace talks between the PKK and the Turkish government, ending a two-year ceasefire in a conflict that has killed more than 40,000 people.

The peace talks came to an end when a group allegedly linked to the PKK carried out

an attack, killing two policemen in July 2015. A string of injustices against Turkey's Kurdish community, which makes up roughly 15 percent of the country's population, followed thereafter.

At the heart of the clashes was the historic neighbourhood of Sur.

The following month, the first curfew was declared in Sur. Initially these curfews were only a few days long. Residents would not leave their homes during these times as clashes intensified and ditches and barricades grew larger. Curfews lasted until Nov. 2015, ranging between three to five days at a time.

There were lives lost during every interval of the restrictions, but Sur did not undergo an entire destruction, nor did the people of Sur abandon the neighbourhood. After the murder of prominent human rights lawyer Tahir Elçi at the foot of the historic minarets on Nov. 28, 2015, a fifth curfew was put into effect on Dec. 2. That is when military operations began and the entire town was buried under a sphere of smoke and sound. The curfew ended on Dec. 11 for a period of 17 hours. That is when thousands of Sur residents abandoned the neighbourhood with whatever they could take with them.

The 100-day military operations ended on March 9, 2016 at 4 p.m. local time, leaving behind around 100 dead (the precise number of victims remains unknown to this day) and extensive damage to the city.

When we look at the report prepared by the Sur municipality on the destruction, which fea-

tures satellite images from March 2016, we see that the neighbourhood was still in a restorable state. But that was not the route that was taken. Instead, bulldozers and trucks entered the neighbourhood and began destroying the thousands of years of history it was home to. The homes, lives, memories and even dead bodies of the residents of the six neighbourhoods were dumped into the Dicle Valley as rubbish.

Then with a decision passed by the cabinet in March 2016, Sur was expropriated. And small amounts of money were given to residents in neighbourhoods with restrictions in exchange for their homes. Those who refused went to court and, as expected, nothing became of their cases.

The buildings in this neighbourhood were destroyed, a total of 3569 of them to be exact, turning the area in an abandoned field, atop which freakish villas began to be constructed. Meanwhile, the Sur Protection Plan to preserve the area was violated, with large boulevards laid out in areas flagged as protected.

Throughout this whole process a curfew continued in a neighbourhood that is effectively uninhabited. The restrictions in the present day ghost town continue to this very day.

But the demolition did not end there. In the summer of 2017, the historic Alipaşa neighbourhood, which was not caught up in the clashes, was also destroyed in the name of urban transformation. Within a few months, the neighbourhood of thousands of years vanished. More strange villas were built

atop the land there, too.

By 2018, there was construction everywhere in Sur. The "renewal project" first began on main streets before expanding into what is known as the Çarşıya Şewîti. All shops were given a wood and basalt facade, becoming replicas of each other. And people continued to live under the restrictions.

There has been a slow revival in Sur over the past few years as we have managed to live through the demolition and new neighbourhood erected around us. We sat in cafes, looking at the section of the city that has been closed off under construction, pretending as though we still lived freely in the same place we called home.

But over time, restrictions and destruction have become a part of our lives. Youth continue to spray paint graffiti on the walls of Sur and new cafes continue to open. Sur has become a place where restrictive measures and life intertwine, where abject poverty is face to face with posh cafes. One side of a street in Sur has a Starbucks and the other is under curfew.

But no matter how hard to try to turn a blind eye to it, the truth is that we have lost our home of 7,000 years. We have lost Diyarbakır, Amed and the heart of Dikranagerd.

And I would like to tell the people looking to purchase these luxury homes resting on our land that they will never benefit from living here, because the residences came at the price of blood, sweat and tears and suffering of its residents.



06-02-2021

Turkey's Kurdish majority provinces lagging in COVID-19 vaccination

The residents of 10 provinces located in the Kurdish majority east and southeast of Turkey are receiving fewer COVID-19 vaccinations than the rest of the country, T24 news site reported on Saturday.

Kurdish-majority provinces are up to three percentage points behind the rest of the country in terms of receiving the vaccination for the deadly virus, T24 said, citing the Health Ministry.

While the average vaccination rate is 4.01 percent in Turkey's cities, the province of Hakkari registered a 1.27 percent vac-



ination rate, followed by Ağrı with 1.34 percent, Şırnak with 1.46 percent, Siirt with 1.67 percent.

The province of Şanlıurfa measured a 1.76 percent vaccination rate while, Mardin and

Muş both registered 1.77 percent.

In the southeastern province of Diyarbakır 2.64 percent of the population have gotten the vaccine.

In Turkey's most populous city of Istanbul, only 3.63 percent of the city population has been vaccinated so far, T24 said.

Turkey began a mass vaccination of health workers against COVID-19 on Jan. 14, after the authorities approved the emergency use of the Chinese CoronaVac vaccine. Over 2.5 million people in the country of some 83 million people have been vaccinated to date.

T24 shared a map of vaccination campaign based on the official figures for daily vaccination announced by the Ministry of Health.



Saturday February 06 2021

Erdoğan orders law and communications faculties to be opened at Boğaziçi University

In an overnight presidential decree, Erdoğan has ordered the establishment of law and communications faculties at Istanbul's Boğaziçi University, which has been at the center of protests after Erdoğan appointed an academic with ties to the ruling party as rector. Meanwhile, Boğaziçi University students penned an open letter addressing Erdoğan, saying: "Do not mistake us for those who obey you unconditionally. You are not a sultan, and we are not your subjects."

Turkish President Recep Tayyip Erdoğan has issued a presidential order that ordered the establishment of law and communications faculties at Istanbul's Boğaziçi University, which has been at the center of protests for over a month now.

The Feb. 5-dated decree also

ordered the establishment of 14 faculties at 12 other universities.

Boğaziçi students and academics have been protesting since January over Erdoğan's appointment of a politically-affiliated rector to the university.

The new rector Melih Bulu wel-

comed Erdoğan's new presidential decree, writing on Twitter: "I believe that the Communications and Law Faculties which have been established with our President's signature will contribute different perspectives and richnesses to Boğaziçi."

In a separate presidential de-

creed on Feb. 5, Erdoğan also appointed rectors to 11 universities across Turkey.

Yaman Akdeniz, a prominent Turkish academic and cyber-rights expert, also commented on Erdoğan's move saying that Boğaziçi University's new two faculties will serve the purpose of being "a Trojan horse."

“The necessary cadre to legitimize the rector will be given through these faculties. The new people will be appointed as vice-rectors and faculty deans deemed to be 'neglecting their duties,’” he wrote on Twitter.

Students address Erdoğan in open letter: You are not sultan, we are not your subjects

Meanwhile, Boğaziçi University students penned an open letter addressing Erdoğan, saying: “Do not mistake us for those who obey you unconditionally. You are not a sultan, and we are not your subjects.”

The open letter was shared by Boğaziçi Solidarity platform, explaining why the month-long protests have been going on and listing the students' demands.



A student on a bicycle waits to enter to the campus as riot police stand guard in front of the Boğaziçi University during a protest.

“These are our demands:

o All our friends who have been arrested or detained in this period must be released immediately!

o All campaigns to defame and disenfranchise our

LGBTI+ friends and all other targeted groups must end!

o All government-appointed trustees, starting with Melih Bulu, who instigated all these arrests, detentions, scapegoating campaigns, and threats, must resign!

o In universities, democratic rectorate elections must be held with the participation of all constituents of the university!”

“As long as Melih Bulu sits on that seat, we will continue our protest by strengthening our struggle, with all those who join the resistance. Whether or not you do what must be done is your own business. We stand with those who are robbed of their democratic rights and freedoms.

With hopes that you realize that you cannot silence the oppressed of these lands by shouting and threatening from arenas and podiums,” the letter ended as saying.



12/02/2021

La répression du régime iranien vise les femmes kurdes

La vague récente d'arrestations contre la société civile kurde en Iran touche durement les femmes. Plusieurs femmes arrêtées en janvier continuent d'être interrogées dans les prisons des gardiens de la révolution.

La vague d'arrestations qui frappe depuis janvier la société civile kurde au Rojhilat (Est-Kurdistan, Iran) touche également plusieurs femmes. Au moins six des douze militantes arrêtées depuis le début de l'année, parmi une centaine de personnes, se trouvent toujours dans des camps d'internement et des prisons gérés par les Corps des Gardiens de la révolution islamique (GRI), a rapporté le Réseau des droits de l'homme du Kurdistan (KHRN).

Azimeh Naseri a été arrêtée à Bokan le 9 janvier, selon le KHRN. Une fois son interrogatoire terminé, elle a été trans-



Une douzaine de femmes ont été arrêtées au cours de la vague de répression récente menée par le régime iranien contre la société civile kurde. Certaines sont encore détenues dans les prisons des Gardiens de la révolution

férée à la division des femmes de la prison centrale d'Ûrmiye le 3 février. Elle serait accusée de "collaboration avec un parti d'opposition kurde".

Originaires respectivement de Sîné et de Mahabad, Asrin Mohammadi et Darya Talebani ont également été arrêtées le 9 janvier par les services secrets iraniens. Elles sont toujours interrogées par les Gardiens de la Révolution à Ûrmiye. Les deux militantes n'ont eu droit qu'à un court appel téléphonique avec leurs proches de-

puis leur arrestation. On ne sait rien de leur situation actuelle, a déclaré le KHRN.

Enlevées à Bokan le 19 janvier, Rozhin Mohammadpour et Fariba Ahmadi sont également détenues à Ûrmiye. Leurs familles se voient refuser tout contact.

Depuis son arrestation le 2 février, aucune information n'a été donnée sur le lieu où se trouve Roya Jalali, militante écologiste à Sîné et membre de l'organisation "Green Kur-

distan Society". Selon ses proches, Jalali souffre de sclérose en plaques. Sa famille est extrêmement préoccupée par son état de santé, car elle n'a pas eu accès à un traitement médical.

Des musiciennes interrogées et libérées sous caution

Cinq membres du groupe de musique kurde Gelaris ont été convoquées par la "police morale" à Kirmaşan. Elles ont été libérées sous caution après avoir été interrogées.

Interrogée elle aussi par les gardiens de la révolution dans le cadre de la vague d'arrestations, La poète Arezoo Mostafaei, 17 ans, a, quant à elle, été libérée au bout de trois jours.

La pression de l'État iranien et les arrestations de militants kurdes se poursuivent. La militante écologiste Faranak Jamshidi, membre de la Société du Kurdistan vert, a été condamnée à 4 ans de prison pour "appartenance à un parti d'opposition kurde".

Kurdistan au féminin

06/02/2021

Le Kurdistan à travers le regard féminin

SYRIE. Les forces arabo-kurdes lancent une opération anti-EI à la frontière irakienne

SYRIE / ROJAVA – Les Forces démocratiques syriennes (FDS) ont lancé une opération à grande échelle contre les djihadistes de l'État islamique (EI) dans la région de Deir ez-Zor suite à l'intensification des attaques terroristes et assassinats ciblés commis par les cellules dormantes de l'EI. La zone d'opération comprend le désert de Deir ez-Zor et d'autres régions de la zone frontalière entre la Syrie et l'Irak.

L'offensive, qui implique également les forces kurdes YPG / YPJ et les Asayish (Forces de sécurité intérieure), est en cours depuis un peu moins de 24 heures. Des dizaines d'arrestations ont déjà été effectuées lors de raids sur des points de contrôle et des points de rencontre de personnes attribuées à l'Etat islamique. En outre, un grand nombre d'armes et de munitions ont été saisis.



« Cette opération doit être comprise comme un acte de représailles pour le meurtre de deux femmes révolutionnaires », ont déclaré les FDS. Il s'agit de deux femmes politiques arabes locales, Sada al-Harmoush et Hind al-Khedr, qui travaillaient pour l'administration autonome et ont été enlevées et exécutées par des mercenaires de l'Etat islamique dans la ville d'Al-Dashisha, au sud de Heskê, le 22 janvier.

DAECH se réorganise

L'Etat islamique reste très actif en Syrie et en Irak. À l'été 2014, l'organisation terroriste a envahi de grandes parties de l'Irak et de la Syrie et les a placées sous son contrôle. Au-delà des frontières de l'État, son chef Abu Bakr al-Baghdadi, tué en octobre 2019, a proclamé un califat – avec lui-même à sa tête. D'innombrables personnes ont été assassinées de manière bestiale, et quelque 10 000 ont été

victimes du génocide dans la seule zone d'implantation yézidie de Shengal (Sinjar). L'Irak a déclaré prématurément sa victoire sur l'Etat islamique à la fin de 2017, et dans la Syrie voisine, le régime territorial de la milice a pris fin au printemps 2019.

Même si des milliers de jihadistes de l'Etat islamique ont été arrêtés depuis lors, des structures souterraines se sont formées en Irak et en Syrie. Dans des régions telles que Deir ez-Zor, Raqqa et Hama en Syrie et Kirkouk, Bagdad et Anbar en Irak, ces réseaux continuent de mener des attaques. La fréquence de ces attaques a considérablement augmenté ces dernières semaines.

FRANCE. Unitat catalana demande l'asile pour un Kurde menacé d'expulsion vers la Turquie

Le parti politique catalan, Unitat catalana demande aux autorités françaises d'accorder l'asile politique à Huseyin, un réfugié kurde menacé d'expulsion vers la Turquie.

Huseyin, un Kurde du Kurdistan

du Nord avait déserté l'armée turque pour rejoindre les forces kurdes du Rojava pour combattre DAECH. Par la suite, il s'est réfugié en France pour échapper à la prison en Turquie, mais sa demande d'asile a été rejete

et il a reçu l'ordre de quitter la France.

Après ses refus répétés pour ne pas faire le teste du COVID19 préalable à son expulsion vers la Turquie, le jeune Kurde a été condamné à 3 mois de prison à Perpignan.

« Le président d'Unitat catalana, Jaume Pol, plaide pour la libération et l'attribution de l'asile politique au combattant kurde », déclare Joan-Miquel Touron, un militant d'Unitat catalana particulièrement sensible au dossier.



06-/02/2021

Shengal: Le village de Koço enterre 104 victimes des massacres de l'EI

Dans le village de Koço, à Shengal (Sinjar), 104 personnes massacrées par l'État islamique en 2014 sont enterrées aujourd'hui selon les rites yézidis.

Ensevelis jusque-là dans des fosses communes, leurs corps n'ont été identifiés que récemment.

À Koço, un village yézidi de la région de Shengal au Sud-Kurdistan (Irak), 104 victimes du génocide perpétré par l'organisation djihadiste État islamique (EI) en août 2014 sont enterrées ce samedi selon la tradition yézidie. Leurs corps qui se trouvaient jusque-là dans des fosses communes ont été identifiés à la suite d'analyses d'ADN. La cérémonie d'aujourd'hui a été précédée jeudi par une commémoration nationale à Bagdad.



Les corps de 104 victimes des massacres perpétrés par l'EI dans le village de Koço, à Shengal, en août 2014, sont enterrés aujourd'hui selon les rites yézidis

Le village yézidi de Koço a été presque entièrement détruit par l'EI en 2014. Plus de 1 800 personnes vivaient dans le village au moment de l'invasion de Shengal par l'organisation terroriste le 3 août 2014. Le 15 août, près de 600 hommes et garçons ont été exécutés par les djihadistes parce qu'ils refusaient de se convertir à l'Islam. Quelque 700 femmes et 300 enfants ont par ailleurs été

enlevés dans le village ; les femmes et les filles ont été soumises à l'esclavage sexuel tandis que les garçons ont été recrutés comme enfants soldats dans les rangs de l'EI. Quelques-un.es se sont échappé.es, d'autres ont été sauvé.es par les Forces démocratiques syriennes (FDS), les Forces de défense du peuple (HPG) et la coalition internationale anti-EI. Mais près de 400

personnes du village de Koço sont toujours portées disparues aujourd'hui.

Au moins 200 fosses communes à Shengal

Dans la région de Shengal, il existe au moins 200 fosses communes dans lesquelles sont enterrées quelque 12 000 personnes. Rien qu'à Koço, dix-sept charniers de ce type

étaient identifiés à la fin de l'année 2020. Le premier a été ouvert en mars 2019. Les exhumations y sont effectuées par l'équipe d'enquêteurs de l'ONU chargée d'amener Daesh à répondre de ses crimes (UNITAD), sous la direction de Karim Asad Ahmad Khan, un juriste britannique spécialisé dans la protection internationale des droits humains.



07/02/2021

Erdogan's pan-Turkism threatening regional stability, says analyst

Turkey is looking to exploit its alliance with Azerbaijan to strengthen its foothold in the region as part of a neo-Ottoman strategy that merges the Turkic states of Central Asia into an uninterrupted logistics space with common armed forces, Libyan journalist Alaeddin Saleh wrote on Saturday.

The Kurds of northern Syria and the Armenians in Nagorno-Karabakh last year “experienced the plight of Turkic nationalism,” Saleh wrote in *Modern Diplomacy*, stressing that Turkish President Recep Tayyip Erdoğan’s foreign policy is looking for Turkey regain its former grandeur.

Several military incursions have

given Turkey control of parts of northern Syria, including the predominantly Kurdish region Afrin, as well as territory running from Azaz to Al-Bab and Jarablus. In these formerly Kurdish-held regions, Turkey-backed forces have been accused of committing rights violations and war crimes.

Turkey also threw its full support behind Azerbaijan in a bloody six-week war in Nagorno-Karabakh last year, after which a peace agreement brokered by Moscow was signed by the leaders of Azerbaijan and Armenia. Supplied, trained, and supported by the Turkish army, Azerbaijan emerged as the clear winner of the conflict.

“The disintegration processes in

Europe and the diminishing role of world powers, which had previously prevented Ottoman ambitions from transcending national borders,” Saleh said, “gave Turkey a green light for geopolitical revenge.”

But Ankara has opted for dubious methods in attaining its goals, he wrote, including the “proliferation of political Islam and encouragement of separatist sentiments in countries with Turkic minorities.”

While pan-Turkism precedes Erdoğan, the Turkish leader is the first leader in country’s modern history to vigorously implement it in the most radical fashion, according to the analyst.

Saleh said “ethnic cleansing, assassination and abduction of Kurdish entrepreneurs and landowners with the purpose of subsequent redistribution of their property among the Turkey-backed factions are rife in the occupied territories” of northern Syria.

Meanwhile, in Karabakh, Azerbaijan’s victory was “strategically important in terms of Turkey gaining direct access to the Caspian Sea and the Central Asian region via Nakhichevan Autonomous Region, Nagorno-Karabakh, and the main lands of Azerbaijan for further expansion into the Turkic countries,” he said.

Kurdistan au féminin

07/02/2021

Le Kurdistan à travers le regard féminin

Il y a 5 ans, l'armée turque a brûlé vif près de 180 civils kurdes à Cizre

TURQUIE / BAKUR – Au moins 288 personnes ont perdu la vie pendant le siège de la ville kurde de Cizre par l’armée turque en 2015-2016. Le point culminant de ce crime de masse fut le massacre de 80 civils brûlés vifs par l’armée turque dans les sous-sols de deux immeubles de Cizre où ils s’étaient réfugiés dans l’attente des secours, les 7 et 10 février. Les corps d’au moins 14 autres civils de Cizre tués lors de ces massacres n’ont toujours pas été retrouvés 5 ans après ces crimes de guerre restés impunis.

Au moins 288 personnes ont perdu la vie pendant le couvre-

feu de 79 jours imposé par le gouvernement turc sur la ville kurde de Cizre, du 14 décembre 2015 au 2 mars 2016. Beaucoup ont été tuées par les forces de sécurité, tandis que d’autres, blessées ou malades, ont perdu la vie car l’armée turque a empêché l’arrivée des secours, condamnant à la mort tous les civils restés à Cizre pour leur faire payer leur refus de quitter la ville.

La ville de Cizre, dans la province de Sîrnak, est l’un des 49 districts du Nord-Kurdistan assiégés par l’armée turque à cette époque. Ses 131 000 habitants ont été encerclés, électricité, internet et téléphone ont

été coupés. Les enseignants et les fonctionnaires ont été mis en congé pour une durée indéterminée avant le début du couvre-feu. Des chars et des obusiers ont été déployés sur les hauteurs de la ville, d’où des tirs étaient effectués sur les quartiers de Cudi, Nur, Sur et Yafes.

Les habitants de la ville n’étaient plus autorisés à subvenir à leurs besoins quotidiens. Les gens qui sortaient de chez eux pour aller chercher de l’eau étaient ciblés et abattus par les snipers du régime. Au 20e jour du siège, il y avait environ 120 000 personnes dans la ville. Dans les

jours qui ont suivi, les habitants ont été chassés de chez eux et les maisons sont devenues un champ de bataille pour les militaires.

Les sous-sols de la mort

Selon les rapports des organisations des droits humains, au moins 177 personnes ont été brûlées ou abattues par les forces de sécurité dans les « sous-sols de la mort de Cizre ». Au total, au moins 288 personnes sont mortes. Celles et ceux qui s’étaient réfugiés dans les sous-sol ont été brûlés vifs par les militaires ou abattus avant d’être brûlés avec de l’essence. Les corps

de 14 personnes tuées dans les caves de la mort de Cizre n'ont toujours pas été retrouvés. Sept d'entre eux auraient été enterrés dans des fosses communes en dehors de Cizre.

Plus de 110 000 civils ont été chassés de leurs foyers

Les dégâts les plus importants ont eu lieu dans les quartiers de Cudi, Yafes, Sur et Nur. 80 % de ces zones ont été rasées. 500 bâtiments ont été complètement détruits et 2 000 maisons ont été gravement endommagées. Au bout de 20 jours, 110 000 personnes ont été expulsées de force de la ville. Après le couvre-feu, 500 autres maisons ont été démolies par l'agence nationale de construction TOKI. Les anciens bâtiments ont été détruits



et 6 500 appartements ont été construits dans des bâtiments préfabriqués contrôlés par les militaires.

Les enquêtes sur 121 décès sont au point mort

Bien que cinq années se soient écoulées depuis les massacres de Cizre, l'enquête sur la mort de 121 civils est restée au point mort. 83 des procédures ont été classées sans suite. Sur ces 83 affaires,

51 ont été portées devant la Cour constitutionnelle turque. Quatre autres procédures ont été suspendues, tandis que 34 dossiers ont été jugés irrecevables pour incompétence.

Le Parisien

08/02/2021
Par M.-L.W. avec AFP

Syrie : au moins 14 morts dont trois par décapitation dans le camp d'al-Hol depuis début janvier

L'ONU tire la sonnette d'alarme sur « un environnement sécuritaire de plus en plus intenable » dans ce camp où femmes et enfants sont traités comme de « sous-êtres humains ».

Par M.-L.W. avec AFP Le 8 février 2021 à 19h59

Au moins 14 personnes ont été tuées depuis début 2021 dans le camp d'al-Hol, dans le nord-est de la Syrie, qui abrite notamment des familles de djihadistes du groupe Etat islamique (EI ou Daech). Trois des victimes sont mortes par décapitation, précise le responsable local qui révèle cette hécatombe.

« Jusqu'ici, 14 personnes ont été tuées dans le camp d'al-Hol depuis début 2021 », indique ce dernier, Cheikhmous Ahmed, responsable au sein de l'Administration semi-autonome kurde en charge des déplacés. Outre «



Le camp d'al-Hol en Syrie accueille quelque 62 000 personnes, dont plus de 80 % sont des femmes et des enfants d'après l'ONU. AFP/Delil SOULEIMAN.

trois décapitations », il fait état d'exécutions par balle à l'aide d'armes munies « de silencieux ».

Parmi les victimes, tous des résidents du camp, figurent dix Irakiens et quatre Syriens, précise le responsable, qui pointe « les

cellules de l'EI dans le camp ». Celles-ci prennent pour cible « ceux qui coopèrent avec l'administration », dans l'objectif de « semer le chaos et la peur », explique Cheikhmous Ahmed.

62000 personnes de 57 pays

Les Nations unies ont maintes fois mis en garde contre des menaces sécuritaires dans ce camp tenu par les forces kurdes, qui accueille quelque 62 000 personnes de 57 pays, dont plus de 80 % sont des femmes et des enfants selon l'ONU. L'épouse du djihadiste français Walid Othmani a priori décédé, Souad Benalia, née en 1984 à Roanne (Loire), s'en était échappée en janvier.

D'autres Françaises avaient réussi également à s'enfuir. Peut-être même Hayat Boumediene, compagne d'Amedy Coulibaly, l'auteur de la prise d'otages meurtrière de l'Hyper Cacher de la porte des Vincennes en 2015. Outre des Syriens et des Irakiens qui ont fui les combats ayant mis fin à l'autoproclamé « califat » de l'EI en 2019, le camp abrite des milliers de femmes étrangères et leurs

enfants - des familles de djihadistes originaires notamment d'Europe ou d'Asie.

Une source humanitaire avait récemment évoqué des tensions tribales à l'origine de certains meurtres. Fin janvier, l'ONU avait rapporté 12 meurtres à Al-Hol, tirant la sonnette d'alarme sur « un environnement sécuritaire de plus en plus intenable ».

Un camp perçu « comme le dernier vestige du califat »
« Des cas de radicalisation, de formation, de collecte de fonds

et d'incitation à des opérations extérieures ont été signalés », a prévenu l'ONU début février dans un nouveau rapport sur l'EI et Al-Qaïda.

« Certains détenus perçoivent al-Hol comme le dernier vestige du califat », souligne le rapport, selon lequel environ 10 000 femmes et enfants étrangers vivent dans une annexe qui leur est réservée.

LIRE AUSSI > Syrie : la France donne un million d'euros pour des camps de déplacés

« Certains mineurs seraient endoctrinés et préparés pour devenir de futurs combattants (de Daech NDLR) », avertit le rapport. « Le nombre de gardiens a baissé de 1 500 à la mi-2019 à 400 à la fin de 2020 ». Les autorités kurdes appellent régulièrement les pays concernés à rapatrier femmes et enfants.

Cependant, la plupart des pays, notamment européens, rechignent à reprendre leurs citoyens. Certains, dont la France, ont rapatrié un nombre limité d'en-

fants orphelins de djihadistes.

« Ces enfants et ces femmes vivent dans ce qu'on peut seulement décrire comme des conditions horribles de sous-être humains. Et nous faisons part de nos préoccupations selon lesquelles le seuil des tortures, des traitements inhumains et dégradants d'après le droit international a pu avoir été atteint dans ces camps », selon une experte des Nations unies, appelant les pays dont ils sont ressortissants à les rapatrier au plus vite.

The
New York
Times

By Jane Arraf
Feb. 6, 2021

In Beleaguered Babylon, Doing Battle Against Time, Water and Modern Civilization

The ancient city of Babylon is a World Heritage Site, but it faces threats old and new. As some of its walls crumble, preservationists are fighting to preserve the past.

BABYLON, Iraq — Ammar al-Taei, an Iraqi archaeologist, picked up a clay panel fallen from one of the ancient walls of Babylon. Paw prints of a dog that wandered onto the drying clay more than 2,000 years ago obscure part of the cuneiform inscription — a reminder that these ruins were once a living city.

“This is the heritage of Iraq, and we need to save it,” said Mr. al-Taei, 29.

As part of a new generation of archaeologists, Mr. al-Taei works for the Iraqi government on a World Monuments Fund project aimed at stemming the damage to one of the world's best known — yet least understood — archaeological sites.

After years of Iraqi effort, Babylon was inscribed two years ago as a UNESCO World Heritage Site, recognizing the exceptional universal cultural value of what was considered the most dazzling metropolis in the ancient world.



A replica of the Ishtar Gate built in the 1950s, when Iraq first started developing the remains of Babylon as a tourist site. Abdullah Dhiaa-Abdeen for The New York Times

But you have to use your imagination.

A century ago, German archaeologists carted off the most significant parts of the city. A reconstructed Ishtar Gate using many of the original glazed tiles is a centerpiece of Berlin's Pergamon Museum. Other pieces of Babylon's walls were sold off to other institutions, including the Metro-

politan Museum in New York.

Now, Babylon, like many of Iraq's archaeological sites, has fallen into disrepair. The elements and damaging reconstruction have left walls crumbling, and construction and fuel pipelines threaten vast areas of the huge, largely unexcavated city.

UNESCO World

Heritage site

Still, Iraqis — though preoccupied with the country's precarious security situation and pressing political and financial problems — feel a deep connection here.

I first saw Babylon in the 1990s. Then, in a country under Saddam Hussein's iron grip, the most joyous part of visiting was seeing families free of their worries for a few hours. Past a Disneyesque recreation of the Ishtar Gate you could choose a postcard from a rotating metal rack and post it in the metal mailbox.

Now, that mailbox is rusting and abandoned, and police guarding the site have taken over the souvenir shop.

After years of conflict, although not violence-free, Iraq is safe enough for younger Iraqis who have never seen most of their own country to come to Babylon.

On a recent weekend, Ahmed Juwad and his college friends

stopped to take selfies as they strolled down the processional way, where Babylonian kings paraded statues of their gods and goddesses.

“The antiquities are beautiful,” said Mr. Juwad, 23, an art student. “They comfort my soul.”

Like many Iraqis, he feels Babylon’s past is not just ancient history but his history.

A visitor now to the site about 50 miles south of Baghdad sees a mostly reconstructed outline of a small part of the city including the walls that once supported the Ishtar Gate.

For hundreds of years until the mid-1900s, Babylon suffered the ignominy of surrounding townspeople dismantling its walls to cart away the ancient bricks for their own building projects.

The 4,000-year-old city, mentioned hundreds of times in the Bible, became the capitol of the ancient Babylonian empire and was considered the largest city in the world. The Code of Hammurabi, one of the earliest recorded laws and punishment, came from Babylon. So did advances in astronomy and other sciences.

The Babylonian empire fell in 539 B.C.E. to the Persian Empire and two centuries later to Alexander the Great, who died there. His empire collapsed and Babylon was eventually abandoned.

An overview of the ancient city. Abdullah Dhiaa Al-deen for The New York Times

Some of the walls, with their 2,500-year-old clay reliefs of dragons and bulls associated with the gods still stand. But many of the bricks are crumbling, and as the water table rises, entire walls are in danger of falling. Historical preservationists estimate it would cost tens of millions of dollars simply to install a system to keep water from seeping in.

“The bricks in this area are repeatedly being exposed to water, dryness, and rising salts, and then they collapse,” said Jeff Allen, a historical preservationist who has led the World Monument Fund

project here since 2009.

Eroded by dried salt from the water, some of the sun-baked bricks literally crumble to the touch.

Jeff Allen has been working on the Babylon site since 2009. The 2,500-year-old dragon relief behind him is related to Marduk, the patron deity of Babylon. Abdullah Dhiaa Al-deen for The New York Times

But as has so often been the case for Babylon over the years, the biggest threats to the fragile site are human-made.

Inside Babylon’s outer city walls, Iraq’s oil ministry is building a metering station for one of the three pipelines that have been laid in recent years. Private homes have been multiplying within the perimeter of the site.

While Iraqi officials went to great lengths to protect the site while vying for the coveted World Heritage Site designation, those efforts appear to have since eased.

“It’s a sense of pride to have Babylon a World Heritage Site, and during that process the state board for heritage was able to get people to behave better,” Mr. Allen said. Now, he said, it’s difficult to stop even clearly illegal building.

After the invasion of Iraq in 2003, U.S. military contractors built a base on the site, digging trenches, driving armored vehicles on the fragile streets and filling sandbags with dirt mixed with pottery and bone shards. All that caused significant damage, a British Museum report found.

But they were hardly the first encroachment.

In the 1920s, the British ran train tracks through the archaeological site as part of a Baghdad to Basra railway. Later, Iraq built an adjacent highway.

Saddam Hussein, who saw himself as the successor to King Nebuchadnezzar, in the 1980s built a large palace overlooking the excavated remains. He also ordered parts of Babylon reconstructed, leading to most of the



An Iraqi worker chiseling out modern concrete that was used in Babylon between the ancient brick and is now damaging it. Abdullah Dhiaa Al-deen for The New York Times

current conservation problems.

The restoration installed heavier modern bricks atop the ancient original ones. Cement floors trapped water while a cement roof on one of the ancient temples pushed down the entire structure.

An Iraqi conservation worker removing a layer of modern clay from a wall of the Ninmakh Temple in Babylon, revealing some of the original 2,500-year-old brick. Abdullah Dhiaa Al-deen for The New York Times

“There was a period in the ‘70s and ‘80s when it was customary to use cement,” said Josephine D’Ilario, an Italian earthen architecture specialist working on the site. Now, she said, “we see that after decades the cement is damaging things.”

After a yearlong delay because of the pandemic, the World Monuments Fund team is back in Babylon, deciding how best to address the damage in places where trying to chisel out the concrete could do still more harm.

The nonprofit fund’s Future of Babylon project, financed partly by the United States State Department, has shored up walls in danger of falling and stabilized the iconic Lion of Babylon statue. It is also training Iraqi conservation technicians and advising on site management.

For a city that has figured so large in the world’s imagination, remarkably little is known for certain about Babylon.

No archaeological evidence has uncovered the Hanging Gardens of Babylon, reputed to be one of the Seven Wonders of the Ancient World. The location of the ziggurat said to have been the Tower of Babel described in the Old Testament has also never been established.

Much of the problem is that most of the four-mile-square city has never been excavated or even surveyed.

Iraqi university students on their first visit to Babylon. On weekends the site is filled with Iraqi tourists from all over the country. Abdullah Dhiaa Al-deen for The New York Times

“It is only some large and well-known buildings that are excavated,” said Olof Pedersen, professor emeritus in Assyriology at Sweden’s Uppsala University and a consultant to the World Monuments Fund. “Most of the city we don’t know very much about.”

Because King Nebuchadnezzar built palaces and temples on top of previous ones, there are entire layers of the city underground, and underwater.

“We can only guess how deep it could be,” said Dr. Pedersen, one of the world’s leading experts on the archaeology of Babylon.

As to what knowledge or treasures might be down there, he said, “it’s a very simple answer — no one knows.”

140 economists release message of support for Prof Ayşe Buğra after Erdoğan's insults

Some 140 prominent Turkish economists have released a message of support for Prof. Ayşe Buğra, saying they “feel honored and proud” to be her colleague. The joint statement came after Buğra was targeted by President Erdoğan last week.

Some 140 prominent Turkish economists have released a message of support for Prof. Ayşe Buğra, after the academic was targeted by President Recep Tayyip Erdoğan last week.

“Dear Ayşe Buğra, we feel honored and proud to be your colleagues. We send our wishes of friendship and solidarity,” read the joint message released by the economists.

Among the signatories of the message are Daron Acemoğlu, Ahmet Insel, Nesrin Nas, Korkut Boratav and Ümit Özlale.



Prof. Ayşe Buğra and her husband renowned activist Osman Kavala were targeted by Erdoğan last week.

Buğra is a professor of political economy at Istanbul's Boğaziçi University, which has been at the center of protests for over a month now

after Erdoğan appointed an academic with ties to the ruling party as rector.

Erdoğan last week insulted

both Buğra and her husband renowned activist Osman Kavala when he was commenting on the ongoing Boğaziçi University protests.

“The wife of Osman Kavala is a woman who is among the provocateurs at Boğaziçi University,” Erdoğan said on Feb. 5.

Following Erdoğan's remarks, Buğra said that she was “deeply shaken” and that calling her a “provocateur” is disrespectful towards the students. “The word is so horrible that it's disrespectful towards the students,” Buğra told daily Sözcü on Feb. 7.

Élection de Joe Biden et contestations internes, les nouvelles épreuves du président Erdoğan

Recep Tayyip Erdoğan traverse une mauvaise passe. L'élection de Joe Biden à la présidence des États-Unis annonce un durcissement des relations américano-turques. Et sur le plan interne, le président turc se trouve de plus en plus isolé, avec comme seul allié les redoutables « Loups gris » du Parti d'action nationaliste (MHP). Alors que les élections se profilent en 2023, Erdoğan semble en difficulté et fait feu de tout bois.

L'horizon s'obscurcit pour Recep Tayyip Erdoğan, à la fois sur le plan de ses relations avec les États-Unis, mais aussi sur plusieurs fronts intérieurs et régionaux. Avec l'arrivée de

Joe Biden à la Maison-Blanche, le président turc peut craindre que la politique américaine au Proche-Orient soit beaucoup plus dure pour Ankara que celle de Donald

Trump. Une des premières mesures prises par le président américain a été de nommer Brett McGurk conseiller de la Maison-Blanche pour le Moyen-Orient. En 2015,

McGurk supervise la coalition militaire internationale en Syrie. Il démissionne de son poste en 2018, après la décision de Donald Trump de retirer les troupes américaines de

Syrie, laissant l'armée turque attaquer les Kurdes syriens. Son retour au premier plan ne plaît pas à tout le monde à Ankara.

Le journaliste Ragip Duran, ancien correspondant de la BBC, de l'AFP et de Libération estime, comme la plupart des analystes, que « le parti au pouvoir en Turquie, l'AKP [Parti de la justice et du développement] n'était pas du tout content de la victoire de Biden. D'ailleurs, Erdoğan a été l'un des derniers à lui envoyer un message de félicitations. De plus, la nomination de Brett McGurk comme coordinateur pour le Moyen-Orient a été reçue comme une claque par les médias turcs gouvernementaux et par l'AKP ». Pour ce reporter qui a fait de la prison dans les années 1990 pour la simple publication d'un article, les raisons du mécontentement d'Erdoğan sont multiples. « Il y avait une relation commerciale entre la famille de Trump et celle d'Erdoğan. Trump a des intérêts économiques personnels en Turquie, avec deux énormes buildings à Istanbul. Erdoğan craint aussi que le président Biden ne le laisse pas mener des opérations militaires en Syrie, en Irak, en Libye ou dans le Haut-Karabagh. Antony Blinken, le nouveau secrétaire d'État, a déjà déclaré dans un message clair et net que Washington sera du côté des Chypriotes, des Grecs et des Kurdes ».

Un autre journaliste, Fehim Taştekin ajoute que « la Turquie est membre de l'OTAN, ce qui détermine toute sa politique. Il peut y avoir des conflits temporaires et des petits jeux d'influence, mais en fin de compte, cette alliance avec les États-Unis au sein de l'OTAN reste déterminante. C'est la raison pour laquelle Erdoğan fait les yeux doux à Biden, mais tout ça sonne très faux ». Taştekin collabore à Al-Monitor ; il a aussi travaillé pour des journaux comme Radikal et Hurriyet, et à la principale télévision d'opposition IMC, aujourd'hui fermée par Erdoğan.

Comme la plupart de nos interlocuteurs, il a quitté la Turquie pour pouvoir poursuivre son travail. « Sans l'autorisation de la Russie, Erdoğan n'aurait jamais pu entrer en Syrie, poursuit-il. Ce sont des opérations contre les Kurdes, pas contre l'État islamique. L'objectif stratégique est d'empêcher les Kurdes de réaliser un corridor entre Qamishli, Kobané et Afrin. Mais Erdoğan ne laissera pas tomber les États-Unis en faveur de la Russie. Le calcul d'Erdoğan est simple : s'il peut améliorer un peu la relation entre la Turquie et la Russie, il peut faire du chantage sur les États-Unis et l'Union européenne en raison de l'importance géostratégique turque ».

Le partenariat entre les États-Unis et les Kurdes en Syrie avait rendu Erdoğan furieux et il avait commencé à jouer la Russie contre les États-Unis. Après avoir flirté avec Moscou pour un soutien à ses interventions turques en Syrie et pour l'achat des missiles S-400, il a besoin d'un rééquilibrage dans ses relations avec ces deux superpuissances. Le président turc fait donc désormais les yeux doux aux Occidentaux.



Istanbul, 2 février 2021. Manifestation étudiante contre la nomination par le président turc d'un membre de son parti à la tête de l'université du Bosphore © Bulent Kilic/AFP

À la recherche d'hypothétiques alliés

Erdoğan est aussi en difficulté sur la scène politique intérieure. Pour l'instant, il n'a qu'un allié, le Parti d'action nationaliste (MHP), un parti d'extrême droite. Depuis plus d'un an tous les sondages annon-

cent que l'AKP et le MHP obtiendraient moins de 50 % des voix. « C'est pourquoi Erdoğan est à la recherche de nouveaux alliés, mais ça risque d'être compliqué, parce que l'animosité avec les principaux partis d'opposition reste très vive, explique Ragip Duran. Erdoğan a fait un pas envers son ancien parti Saadet partisi [Parti de la Félicité], mais qui n'obtient que 0,7 % des intentions de vote. Il ne peut plus s'entendre avec les Kurdes du HDP [Parti démocratique des peuples], ni avec le principal parti de l'opposition CHP [Parti républicain du peuple], ni avec une importante scission du MHP, le İYİ Partisi [le Bon parti] de Meral Akşener qui totalise environ 10 % d'intentions de vote ».

Le MHP a une longue tradition antireligieuse et ultranationaliste. Quand il s'allie avec les islamo-conservateurs de l'AKP, un courant fait scission et crée le İYİ Partisi. D'autre part, Erdoğan doit faire face à des défections importantes dans son propre parti AKP. L'ancien premier ministre Ahmet Davutoğlu et l'ancien ministre de l'économie Ali Babacan ont fondé deux partis opposés à

l'AKP qui lui feront certainement perdre des voix. « Le front antigouvernemental devient majoritaire dans les sondages, complète Ragip Duran. Erdoğan est condamné à s'entendre avec son allié d'extrême droite et à essayer de diviser l'opposition. Un atout quand même pour lui : il est en bons

termes avec l'État profond, c'est-à-dire l'ancienne clique dirigeante de l'armée, qui est antiaméricaine, plutôt pro-russe et pro-chinoise ».

Face à la confrérie Gülen

Mais ce n'est pas la première fois qu'Erdoğan se trouve en difficulté, et il a la réputation de s'en sortir en jouant les uns contre les autres. Dans les années 1990, après la chute de l'Union soviétique, l'Union européenne (UE) amorce un processus d'élargissement. La Turquie, qui fait déjà partie du Conseil de l'Europe et de l'OTAN, est candidate à l'adhésion. L'UE pose comme condition principale une réforme libérale économique et politique, les fameux « critères de Copenhague ». La Turquie est le seul pays de l'OTAN dont le ministre de la défense doit demander l'autorisation au chef d'état-major de l'armée avant de voter une résolution. Or, et c'est un bouleversement dans ce pays, la proposition européenne impliquait que les organes de l'armée devaient désormais être subordonnées aux institutions politiques.

Recep Tayyip Erdoğan, qui commence sa carrière comme maire d'Istanbul en 1994 pour le parti Refah, devenu l'AKP en 2001, est d'abord marginalisé par l'État républicain et laïc. Issu d'un coup d'État en 1980 (le troisième en vingt ans), le conseil de sécurité nationale, un organe de l'armée, dicte la loi. Quand Erdoğan devient premier ministre en 2003, il continue de prôner une intégration de la Turquie dans l'Union européenne en acceptant de diminuer le poids de l'armée dans la vie politique. Il a alors besoin d'alliés pour briser son isolement politique. « En accédant au pouvoir gouvernemental en 2002, le parti d'Erdoğan manque cruellement de personnel pour faire fonctionner l'État, explique Fehim Taştekin. Il se tourne vers la confrérie Gülen pour y remédier ».

Exilé aux États-Unis depuis

1999, Fethullah Gülen est le « parrain » de cette confrérie qui s'est fortement développée dans les années 1970 et surtout 1980. Influente dans les médias, elle est composée d'un réseau d'associations locales, de clubs patronaux, d'établissements scolaires. Dans les années 1980, la confrérie Gülen prend des positions dans l'armée turque. Avec l'accession de l'AKP au pouvoir, elle prospère et ses officiers avancent dans l'appareil militaire. Erdoğan fait appel à des cadres gülenistes pour remplacer les fonctionnaires kémalistes dans la police ou la justice, mais aussi dans l'armée, la diplomatie et les médias.

Mais avec une armée dont le poids s'est érodé, la principale menace pour le pouvoir d'Erdoğan vient désormais de la confrérie, qui essaie de contrôler l'État au détriment de l'AKP d'Erdoğan. Le début de la rupture apparaît en 2009 quand Erdoğan découvre des fichiers secrets de lui et de sa famille fabriqués par Gülen. Des scandales de famille éclatent au grand jour.

Pour Ahmet Insel, professeur émérite de l'Université de Galatasaray à Istanbul, « la confrontation est devenue ouverte quand les juges gülenistes lancent en février 2012 des mandats d'arrêt contre le directeur et quelques dirigeants des services secrets pour « intelligence avec une organisation terroriste » et révélèrent des pourparlers conduits à Oslo entre les cadres du PKK et le service secret turc. Erdoğan a empêché ces arrestations in extremis en faisant décréter une autorisation spéciale du premier ministre pour toute enquête contre les membres des services secrets. Il commence alors à épurer la police et la justice des membres gülenistes. En 2013, Erdoğan amnistie les généraux laïcs ». « La guerre est

déclarée contre Gülen et la répression à grande échelle commence », ajoute Fehim Taştekin.

Jeu de dupes face aux Kurdes

Un point plus important de discordance entre Gülen et Erdoğan concerne les Kurdes. En 2006, Erdoğan entame des négociations directes avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Gülen est farouchement contre ces pourparlers. Erdoğan les poursuit néanmoins pour plaire à l'UE, et surtout pour avoir un point d'appui électoral pour ses ambitions présidentielles. Les voix kurdes représentent autour de 15 % de l'électorat. Mais selon Adem Uzun, un des principaux négociateurs kurdes, ces pourparlers ne sont jamais allés au fond des choses.

« Le processus de paix commence avec la "navette diplomatique" en 2006, se souvient Adem Uzun. Cela a pris trois ans avant de se trouver en 2009 directement en face de membres des services de sécurité turcs, soutenus par leur gouvernement et par Recep Tayyip Erdoğan lui-même. Entre 2009 et juin 2011, plusieurs réunions ont eu lieu en Europe. Du côté turc, on promettait beaucoup de choses sans jamais les concrétiser. On s'est rendu compte qu'Ankara gagnait du temps, tout en accélérant la construction de gigantesques casernes dans la région kurde. En 2011, Erdoğan déclare à la télévision : "Si j'avais été premier ministre en 1999, je l'aurais exécuté". Erdoğan rompt le dialogue et récupère la vieille chanson nationaliste sur la Turquie : une seule nation, un seul drapeau, une seule langue ».

Après une interruption, les négociations entre l'État turc et le PKK reprennent en janvier 2013, mais trois femmes

kurdes responsables sont assassinées à Paris. Pour Adem Uzun, « C'était une tentative de sabotage du processus de paix par l'État profond turc ». Entretemps, la guerre en Syrie avait éclaté.

Coup d'État, le tournant

« Quand les gülenistes exposent le contenu des pourparlers État turc-PKK dans la presse, ils boycottent une éventuelle issue, explique Fehim Taştekin. Dans la même période, le Rojava en Syrie devient une réalité avec la victoire des Kurdes à Kobané. En 2013, Erdoğan essaie de convaincre Öcalan d'arrêter le projet d'autonomie du Rojava en Syrie, en échange de quelques droits linguistiques pour les Kurdes en Turquie. Öcalan le rejette en disant : "Le Rojava est ma ligne rouge." Erdoğan lui répond : "Pour moi aussi, c'est la ligne rouge, elle devrait être détruite" ».

Quand le dirigeant charismatique et candidat présidentiel pour le HDP, Selahattin Demirtaş dit publiquement à Erdoğan : « Nous ne vous permettons pas de devenir président », au printemps 2015, le fragile processus de paix est mort-né. Erdoğan quitte toutes les tables de négociation avec le mouvement kurde et se tourne vers l'extrême droite : le MHP.

« Le partenariat AKP-MHP est basé sur deux points majeurs : écraser les gülenistes et les Kurdes, ajoute Fehim Taştekin. Le coup d'État des gülenistes en 2016 était un signe de désespoir. Erdoğan avait fiché 8 000 gülenistes dans l'armée et se préparait à les limoger ou à les emprisonner. Dans ces circonstances, si tu as une arme, tu l'utilises. Et c'est ce qui s'est passé. Donc, d'abord Erdoğan avait besoin des gülenistes contre l'armée, ensuite, il avait besoin des Kurdes contre les gülenistes, et quand ça ne

fonctionnait pas, il se tournait vers l'extrême droite pour s'assurer un régime présidentiel autoritaire ».

La répression fait des ravages dans le mouvement güleniste et dans toute l'opposition, qu'elle soit kurde, de gauche, associative, arménienne ou autre. Plus de 50 000 arrestations, dont des députés, et le licenciement de plus de 100 000 employés du secteur public, un exode de journalistes, politiques, chercheurs... Du jamais vu. Plus de cinquante maires kurdes démocratiquement élus sur la liste HDP ont été révoqués et remplacés par des fidèles d'Erdoğan. Le HDP risque d'être interdit et la plupart de ses dirigeants se trouvent déjà en prison. Celles et ceux qui continuent à militer sont désormais confrontés à des mises en accusation pour des prétextes étonnants, comme avoir organisé en Turquie des marches de solidarité avec Kobané en 2014 contre l'organisation de l'État islamique (OEI).

Dernière épisode : Erdoğan vient de remplacer le recteur de l'université du Bosphore à Istanbul par un membre conservateur de son parti. Les manifestations des étudiants sont réprimées à coups de matraque, et le ministre de l'intérieur s'en est pris au mouvement LGBT, partie très active dans la protestation, en les qualifiant de « détractés du LGBT ». « Nous allons mener vers l'avenir, non pas une jeunesse LGBT, mais une jeunesse digne de l'histoire glorieuse de cette nation », a ajouté Erdoğan le 1er février 2021 au cours d'un discours au ton menaçant. Tous les opposants démocrates attendent maintenant avec impatience la chute d'un régime dont les tendances autoritaires sont désormais largement contestées.

British-Iranian academic crosses mountains to flee Iran jail sentence

A British-Iranian academic sentenced to more than nine years in jail in Iran for conspiring with “hostile state powers” has escaped through the mountains of the Kurdish north and come to London.

Kameel Ahmady, a social anthropologist who researched female genital mutilation, escaped from Iran in December while on bail pending his appeal against his sentence. In



Kameel Ahmady, left, said he had to get to London for the sake of his child

addition to his jail sentence, he was fined more than £500,000.

Ahmady, who is Kurdish, said he had struggled with the decision to escape for a long time before concluding he had little chance of winning his appeal. It was rejected in absentia by the court on Monday but until he broke cover today, Ahmady said he did not know whether Iranian authorities were aware of his escape.



Feb. 10, 2021

One more student arrested over Boğaziçi University protests

A Turkish court on Feb. 10 jailed one more student for taking part in the Boğaziçi University protests, which began last month over President Recep Tayyip Erdoğan’s appointment of a rector to the university. With the arrest of Koral Hacibeyoğlu, the number of university students who have been jailed so far over the protests rose to 11.

One more university student has been jailed in connection with Boğaziçi University protests, bringing the total number of arrested in the protests to 11.

Istanbul Bilgi University student Hasan Koral Hacibeyoğlu was arrested on Feb. 10, Mezopotamya news agency reported.

Hacibeyoğlu was initially kept under police custody for six days and then released. However, he was detained upon a new decision, eventually lead-



Istanbul Bilgi University student Hasan Koral Hacibeyoğlu is seen in this photo.

ing to a formal arrest by a court on Feb. 10.

For over a month now, students, faculty members and

alumni of Boğaziçi University have been protesting President Recep Tayyip Erdoğan’s appointment of rector Melih Bulu, demanding an election to choose a rector from the university’s own faculty.

Bulu is a former political candidate from Erdoğan’s ruling Justice and Development Party (AKP).

Erdoğan has accused protesting students of being “terrorists,” while Interior Minister Süleyman Soylu referred to them as “LGBT deviants.”

L'écologie, un enjeu de survie pour les Kurdes

La guerre anti-kurde menée par les États colonialistes du Kurdistan ne se limite pas à l'élimination physique des Kurdes ou à leur assimilation forcée, elle implique également la destruction de leurs nature, patrimoine et culture. La disparition de la ville antique d'Hasankeyf ou les dizaines de barrages construits sur les rives d'Euphrate, du Tigre, de Munzur... ne sont que quelques uns des innombrables projets écocides ayant pour but l'éradication des Kurdes.

Anouk Colombani et Loez reviennent sur cette guerre écologique qui a lieu au Kurdistan à travers leur article publié sur le site RITIMO.

« L'écologie est un champ de lutte important pour les mouve-



Les oiseaux endeuillés d'Hasankeyf.

ments kurdes, et constitue l'un des piliers du confédéralisme démocratique. Cette écologie est liée à la ruralité qui a longtemps défini les Kurdes. Au début des années 1980, il s'agit

encore majoritairement d'une population rurale qui vit principalement d'une agriculture de subsistance et qui est géographiquement et politiquement excentrée à l'intérieur des

pays dans lesquels ils et elles vivent. En premier lieu parce que cette population se trouve le long des frontières mais que ces frontières sont des montagnes, peu utiles à ces États. Par ailleurs, cette ruralité équivaut à des régions au développement très faible : routes, services publics... y sont souvent absents. On peut dire que les Kurdes sont à la périphérie des États dans lesquels ils et elles vivent. Cette situation a permis une gestion coloniale de ces territoires qui a aggravé la situation des Kurdes. Les États se sont accaparés les richesses tout en détruisant les modes de vie des humains, sans pour autant offrir des existences de meilleures qualités. »

Vous pouvez lire la totalité de l'article [ici](#).

Boğaziçi University protester sentenced to both house arrest and probation

A Turkish court has created mystery by ordering a Boğaziçi University student to check in at the police station once a week while also putting him under house arrest, two requirements that are impossible to fulfill simultaneously. "If he leaves the house, his ankle bracelet will go off, and if he doesn't leave his house, he can't report to the police station. It's highly likely that he gets arrested for one of the two

One student who was detained for protesting the president's appointment to Boğaziçi University was sentenced to both house arrest and probation on Feb. 11, creating a self-conflicting set of requirements for the student.

Boğaziçi University students have been protesting President

Recep Tayyip Erdoğan's appointment of a party member as rector of their school for over a month now, despite hundreds of detentions, violent rhetoric targeting them and police brutality they've been subject to.

The student, identified only as H.S., will be required to report to the police station as part of his

probation requirements, which will result in the violation of his house arrest requirements, attorney Abdullah Bişaroğlu from the Association of Lawyers for Freedom (ÖHD) said.

"If he leaves the house, his ankle bracelet will go off, and if he doesn't leave his house, he can't report to the police station.

It's highly likely that he gets arrested for one of the two," Bişaroğlu said.

The prosecutor's office failed to reveal the cause of arrest for four of the eleven students, the attorney added. Murat Can Demirci, Anıl Karakuş, Ömer Sengel and Necmettin Erdem

don't know why they are imprisoned.

Five students who were detained in home raids in the early hours of Feb. 10 for writing on walls on Istanbul streets were dispatched to Çağlayan Courthouse on Feb. 11, as the downtown Istanbul building remained almost entirely under a police barricade.

Students who gathered outside the courthouse to show solidarity with the detainees were battered and detained by police once again. The police did not allow the students to wait outside the courthouse.

Meanwhile, in Istanbul's Beyazit Square, a group of professors from Istanbul University who wanted to read a press statement in support of the Boğaziçi community were forcefully dispersed by police.



Two students' ankle monitors are seen with personal modifications, a number 11 for the 11 Boğaziçi arrests and a rainbow flag to show solidarity with the LGBT community.

The Istanbul University professors resorted to reading their press statement while walking, joining dozens of schools, non-governmental organizations and professional organizations who voiced support for the Boğaziçi community.

Hundreds of journalists also released a statement condemning the police brutality experienced

by not just the protesters, but also members of the press.

"We will be witnesses to these times, and history will be the judge. We will always stand by those defending the truth against those trying to manipulate it with force. We don't bow down, we know journalism is not a crime," read the statement

signed by more than 170 journalists.

On the Boğaziçi campus, academics continued their daily peaceful protest by standing in front of the rector's office with their backs against it, urging the appointed party member Melih Bulu to resign immediately.

One academic was photographed holding a cat during the demonstration, displaying the feline-friendly attitude the Boğaziçi community is known for, possibly a result of the cats' choice to heavily populate the green campus.

Turkish police have detained at least 565 protesters during the Boğaziçi demonstrations as of Feb. 11. Some 25 protesters have been so far sentenced to house arrest and 11 have been jailed.

Le Monde

11-02-2021
Le Monde par Marie Jégo

En Turquie, la colère d'une jeunesse qui n'a rien connu d'autre qu'Erdogan

La contestation, partie d'Istanbul, est portée par une jeunesse désenchantée, qui ne voit plus ce que le parti au pouvoir peut lui offrir.

Analyse. En dépit de la répression, la contestation des étudiants ne faiblit pas en Turquie. Parti de l'université du Bosphore (« Bogazici », en turc), à Istanbul, le mouvement a gagné Ankara, Izmir et Adana. A Istanbul comme à Ankara, des professeurs ont manifesté, revêtus de leur toge, sur les pelouses des campus, tandis que 147 intellectuels turcs, dont le Prix Nobel de littérature Orhan Pamuk, ont publié une lettre de soutien aux étudiants.

La nomination d'un nouveau recteur à Bogazici, un établissement public parmi les plus

prestigieux, par le président Recep Tayyip Erdogan, a mis le feu aux poudres. Une partie des étudiants et des professeurs dénoncent une procédure non démocratique et contestent la légitimité du recteur parachuté, Melih Bulu, un universitaire falot mais loyal, puisqu'il est un militant du parti présidentiel de la justice et du développement (AKP, islam-conservateur), au pouvoir depuis 2002. Les protestataires réclament sa démission. « Bulu ! Hormis Erdogan, personne ne veut de toi ici », clamait l'une des pancartes brandies par les manifestants.

Le droit de chaque université à élire son recteur est mis en avant.

« Des serpents venimeux »

Car depuis le coup d'Etat raté du 15 juillet 2016, le processus de sélection des recteurs, qui s'était à peu près toujours fait en cooptation avec les conseils d'université, a été aboli. Désormais, les nominations sont du ressort exclusif du président Erdogan, qui a nommé 27 recteurs au cours de l'année 2020 et 12 pour les deux premiers mois de 2021.

La riposte des autorités au mouvement étudiant a été cinglante. Plus de 600 personnes ont été arrêtées à travers le pays depuis le 4 janvier, jour où les protestations, plutôt pacifiques, ont commencé. Selon le ministère turc de l'intérieur, 498 des interpellés ont été relâchés. Les autres sont sous contrôle judiciaire, en détention préventive ou en garde à vue.

Les autorités turques ont leur interprétation de ce qui se passe sur les campus. Les étudiants contestataires sont des « terroristes » et des « vandales », selon le président Er-

dogan, des « déviants LGBT », d'après le ministre de l'intérieur, Süleyman Soyulu, « des serpents venimeux à qui il convient d'écraser la tête », comme l'a écrit sur son compte Twitter Devlet Bahçeli, le chef du Parti d'action nationaliste (MHP, extrême droite), partenaire de coalition de l'AKP.

Les médias progouvernement ne sont pas en reste. « Bogazici est la dernière forteresse de l'oligarchie intellectuelle pro-occidentale. Ni l'université ni l'Etat ne seront à l'aise tant que ce bastion ne sera pas détruit », écrivait Ömer Lekesiz, un chroniqueur du quotidien Yeni Safak, dans l'édition du 5 février.

L'éradication, l'insulte et la haine sont tout ce que le gouvernement islamo-conservateur, au pouvoir depuis près de deux décennies, semble en mesure de proposer à sa jeunesse désenchantée. Alp, 21 ans, qui a participé aux manifs sur le campus de Bogazici, où il fait ses études, y voit « une perte de contact des dirigeants avec la réalité ». « On veut des élections démocratiques à

l'université, c'est trop demander ? Le gouvernement nous répond par des arrestations et des perquisitions sur le campus, la dissolution de notre club LGBT... »

Ada, 20 ans, étudiante à l'université Galatasaray, à Istanbul, a suivi de près les manifestations à Bogazici. Elle connaît les attentes de ses camarades. « La plupart des jeunes autour de moi sont insatisfaits. Ils ne voient pas leur avenir en Turquie, car la situation économique est mauvaise. Il n'y a pas de perspective de carrière, pas de liberté non plus », raconte-t-elle. Or, les jeunes diplômés, « des gens qualifiés et ouverts d'esprit, attachent de l'importance à la liberté, ce qui n'est pas le cas de tous en Turquie, où la population est, dans l'ensemble, attachée aux valeurs conservatrices ».

76 % des jeunes souhaitent émigrer

La soif de liberté est l'une des raisons qui poussent les jeunes à vouloir s'expatrier. Selon une enquête, réalisée en septembre 2020 par le centre

d'études de l'opinion publique Avrasya, sur un échantillon de 8 000 personnes, 76 % des jeunes interrogés disent souhaiter quitter le pays. Touchée de plein fouet par le chômage – 27 %, contre 12,9 % pour la moyenne nationale –, la génération Z, soit les jeunes qui n'ont rien connu d'autre que le règne sans partage du président Erdogan, estime que lui et son parti n'ont plus rien à offrir.

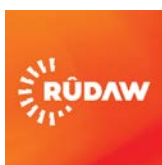
Ada et Alp, eux non plus, ne voient pas leur avenir en Turquie. L'extrême polarisation de la société – Turcs contre Kurdes, sunnites contre alévis, progressistes contre conservateurs, laïcs contre religieux – les désespère. D'autant que le discours de haine est monté d'un cran avec la diabolisation par les autorités des personnes LGBT, présentées comme le fer de lance de la contestation.

Le numéro un turc a reconnu récemment que la génération montante n'était guère réceptive à ses messages. « La génération Z ne sait pas dans quel état se trouvaient nos patients dans nos hôpitaux pu-

blics lorsque [l'opposition] était aux commandes, a-t-il déclaré devant les militants de son parti. A nos jeunes qui n'ont pas vécu dans l'ancienne Turquie, (...) nous avons du mal à dire l'importance de nos réalisations. »

La contestation des étudiants met à mal ses espoirs de réélection. Car d'ici à juin 2023, date du prochain scrutin, présidentiel et législatif, 5 millions de « primo-votants » seront appelés à mettre leur bulletin dans l'urne.

Selon les politologues, un tiers d'entre eux seulement s'apprête à voter en faveur de l'AKP et de son « reis » (« le chef », l'un des surnoms de M. Erdogan). « Nos jeunes sont mécontents de la façon dont le pays est gouverné. Ils pensent à leur avenir, or les dirigeants à la mentalité rétrograde leur proposent de regarder vers le passé », résume Canan Kaptancıoglu, la chef du Parti républicain du peuple (CHP, opposition) pour la ville d'Istanbul.



11-02-2021
Holly Johnston

Turkey lashes out at US over calls to 'immediately' release Kavala

ERBIL, Kurdistan Region — Ankara lashed out at the US on Thursday over Washington's calls for the "immediate" release of jailed philanthropist Osman Kavala, imprisoned since 2017.

The US State Department on Wednesday called on Ankara to "immediately" release Kavala, whose continued detention has also drawn condemnation from major human rights organisations.

"The specious charges against Kavala, his ongoing detention, and the continuing delays in the conclusion of his trial, including through the merger of cases against him, undermine respect for the rule of law and democracy," it said.

Judicial procedures against Kavala are "ongoing" and "must be respected," said Turkey's foreign ministry spokesperson Hami Aksoy on Thursday, who

blasted Washington's statement as "inconsistent with the rule of law."

A Turkish court ordered the release of Kavala, 63, in February 2020, after acquitting him on charges linked to the 2013 protests against Erdogan sparked by a plan to redevelop Istanbul's Gezi Park.

But before he could leave jail, Kavala was placed under arrest

again hours later on separate charges of attempting to overthrow the constitutional order in the failed 2016 coup against Erdogan.

His freedom had been "usurped" by fictitious charges that have kept him in jail without a conviction for more than three years, AFP reported Kavala telling a judge last week.

European rights court delivers verdict in Kurdish politicians' case after 14 years

The European Court of Human Rights (ECtHR) has delivered its verdict in the case of 10 politicians from the now-closed People's Democracy Party (HADEP) 14 years after the case was brought before it.

According to the Mezopotamya News Agency (MA), the court said Turkey had violated the plaintiffs' right to freedom of assembly and association (Article 11 of the European Convention on Human Rights) and ordered the Turkish government to pay each of them €1,500 in non-pecuniary damages.

The 10 politicians were accused of violating the law on meetings and demonstrations for attempting to make a press statement about an alleged enforced disappearance case from 2001. After legal proceedings that lasted for six years, they were sentenced to one year, three months' imprisonment. The case was taken to



European Court of Human Rights

the ECtHR in 2007.

The plaintiffs included Siirt provincial HADEP chair Ahmet Konuk, district chair Abdurrahman Taşçı and eight other politicians.

Speaking to MA, their lawyer Reyhan Yalçındağ criticized the ECtHR, saying, "Justice

delayed is justice denied." She said not much had changed in Turkey in the 20 years since the incident in terms of how the Kurdish political movement is treated.

"After 20 years, instead of improvements, we see continuing violations of the convention's articles regarding freedom of

association and freedom expression," Yalçındağ said. "Elected mayors are removed and replaced with caretakers, and lawmakers, mayors and party executives are arrested for exercising their rights protected by those articles."

According to the Ministry of Interior, Ankara has ousted a total of 151 elected mayors from office on accusations of terrorism in the last six years, almost all from the Peoples' Democratic Party (HDP), a left-wing party with majority Kurdish support, replacing them with government-appointed bureaucrats. According to Interior Minister Süleyman Soylu, during the last two mayoral terms — 2014-2019 and 2019 onwards — 73 of the 151 mayors removed from office were sentenced to a total of 778 years in prison.

Take a second to support SCF on Patreon!

More than 100 detained in latest crackdown on Kurdish activists in Iran

More than 100 Kurdish human rights campaigners, environmentalists and civil activists have been detained in Iran since Jan. 9, in the latest wave of crackdown targeting Kurds. Kurdish women's rights activist Ferzane Celalî told Gazete Duvar that families do not have any information as to where their children are being held and are being prevented from contacting the media and UN. The charges against the detainees are unknown.

More than 100 Kurdish citizens have detained in various cities of Iran since Jan. 9, in the latest chapter of repression against the

country's Kurdish population.

Several families do not even know where their children are currently held, with authorities re-

fusing to give them information in this regard.

Mostafa Ilkhanizadeh, a Kurdish writer and the head of the Cultural and Educational Institute in

the city of Bukan, was also among the detained. Ilkhanizadeh was released after a three-day-long detention period, local reports said.

Kurdish women's rights activist Ferzane Celalî, who is living in Istanbul, said that only 11 of the detained have been so far released. She said that the rest of the detainees are allowed to talk to their families only if they speak in Persian with them.

Only one of the detainees has been sent to the Urmia prison in northwestern Iran and the rest are being held in the detention centers of the Iranian Revolutionary Guards and intelligence services, Celalî said.

"Several families do not have any information as to where their children are being held. Officials are threatening and insulting families who ask about their children's whereabouts. Also,



Kurdish activist Ferzane Celalî

families are being prevented from contacting the media and United Nations," Celalî said.

The pressure from the Iranian security agencies on the Glaris women's music band in Kermanshah has also increased, as all members of the band have been summoned or Iranian Security Police offices.

The 17-year-old poet from Marivan, Arezoo Mostafaei, was also detained, and after spending three days under interrogation, he was released on bail, Celalî noted.

Iranian authorities extended the detention period of 25 activists for another 30 days, she said.

"Authorities have not yet launched an investigation into the detainees or imposed a penalty on them. Families and civil so-

ciety organizations are becoming more worried about the detainees because officials of the Islamic Republic of Iran are pressuring them to give false statements or cast aspersion on somebody while exposing them to torture," Celalî said, lamenting that several media outlets of Iran are silent in the face of these detentions.

There are around 12 million Kurds in Iran, forming about 17 percent of the population.

While Kurdish culture is allowed and the language is used in some broadcasts, the Kurdish population is known to suffer from deep-rooted discrimination.



FEB. 12, 2021
By SETH J. FRANTZMAN FEBRUARY

Displaced Syrians near Afrin say Turkish airstrikes terrorize civilians

Turkish airstrikes and continued attacks by Turkish-backed extremist groups in northern Syria have left civilians feeling helpless and abandoned by the international community. Shelling was reported this week in areas near Tel Rifaat, in villages called Ain Daqnah and Maraana, which are a dozen kilometers north of Aleppo.

The area has many displaced people, including Kurdish and Yazidi minorities, who fled Afrin when Turkey invaded northern Syria in January 2018. Around 160,000 Kurds and minorities were ethnically cleansed by Turkey and Turkish-backed groups in Afrin and many fled to areas near Aleppo. Turkish-backed extremists often shell the displaced people to terrorize them, taking out their aggression on the helpless locals because Turkey has signed a deal with Russia and has ordered the extremists it backs not to fight the Syrian regime.

Ankara's agenda in northern Syria is only to fight Kurds, and it has launched several operations against Kurdish groups, claiming there are "terrorists" among them. There is no evidence that people living in areas being shelled have carried out any attacks against Turkey.

On February 12, Nadine Maenza, a commissioner at the United States Commission on International Religious Freedom (USCIRF), said that "thousands of Yazidi IDPs who fled Afrin and now reside near Aleppo are currently under airstrikes by Turkey. We call on the United States Government to pressure Turkey to cease all such operations against this vulnerable community in Syria and Iraq." Turkish airstrikes and raids have also targeted Yazidi areas in Sinjar in Iraq. USCIRF is an independent, bipartisan government agency with a mandate to make recommendations to the Pres-

ident, Congress and the Secretary of State. Maenza has worked tirelessly to raise awareness about the plight of religious minorities in Syria and other areas around the region and the world.

North Press Agency in Syria initially reported the bombardment near Tel Rifaat on February 7. It appears to have continued over the last several days. To understand what is happening in Tel Rifaat is to see it as a microcosm of the complexities of the Syrian civil war. Kurdish groups in Afrin were mostly left in peace during the war as Syrian rebels fought the Syrian regime. However, over time, the fragmented rebels became co-opted by religious extremists, such as Ahrar al-Sham and Hayat Tahrir al-Sham. Turkey sought to co-opt the rebels once again into its own armed proxies, leading first with Fayaq Sham and other groups and then creating an umbrella

group called the Syrian National Army. It wanted the rebels to fight the Kurdish People's Protection Units (YPG). The US was backing the Syrian Democratic Forces, which included YPG elements. In 2016, Turkey invaded an area near Manbij, using its Syrian rebel groups, who it urged to fight the Kurds. In 2018, angered by Washington's support of the SDF, who defeated ISIS in Raqqa, Turkey decided to invade Afrin. Later it also invaded Tel Abyad, sending Syrian rebel groups to kill unarmed civilians such as Hevrin Khalaf. In Afrin, Turkish-backed groups have kidnapped dozens of women and targeted Kurds and minorities. The kidnapped women are kept in secret prisons and many report abuses.

Tel Rifaat became a kind of orphan of the Afrin conflict, cut off from the SDF and nominally under the Syrian regime. Russia and Turkey brokered a deal in

2018, in neighboring Idlib and create a buffer zone. Russia had agreed to Turkey's invasion of Afrin, hoping to leverage it to sell Turkey more S-400s. Russia's goal was to give Turkey part of Syria in exchange for Turkey not mobilizing Syrians against the regime, but instead Russia, Turkey and Iran could cooperate against the US in eastern Syria. The US inadvertently aided this Turkish policy during the Trump administration, but US commanders were able to prevent a total US withdrawal. Meanwhile Kurds who had fled to Tel Rifaat had to continue to live under Turkish bombardment. Since Turkey couldn't shell US forces and had been frustrated in attempts to threaten Greece, and agreed to a deal with Russia over Libya and Azerbaijan, all that was left for Turkey to do to distract Syrian rebels it was supporting was get them to fight in Tel Rifaat. Turkey uses these bombardments like a pressure



A Turkey-backed Syrian rebel fighter walks next to a wall where is depicted the jailed Kurdistan Workers Party (PKK) leader Abdullah Ocalan, in the border town of Tal Abyad. (photo credit: REUTERS)

release valve, every month or two it encourages Turkish-backed Syrians to threaten Tel Rifaat or Ayn Issa near Tel Tamr, while Turkey launched airstrikes, drone strikes or operations in Syria and Iraq. Turkey then claims it is "neutralizing terrorists" in Syria,

even though it is mostly shelling civilians.

According to locals, the shelling is just the latest targeting of civilians. On January 23, a local said that two children and two adults were killed by artillery fire. They call this a mas-

sacre. "They are targeting all civilians displaced from Afrin," said one local. Maenza tweeted a comment by Mustafa Nabu, a Yazidi leader, who said that "we are being bombed on a daily basis by the Turkish state, our children hear everyday the sounds of shelling around us."

The lack of international coverage makes people feel they have been forgotten. That a member of NATO is backing extremists who target displaced people and also carries out airstrikes amidst a civilian population is shocking, they say. With a new US administration in Washington that is focused on human rights and has pressured Saudi Arabia to end offensive operations in Yemen, it is possible that Ankara may be pressured to stop the airstrikes, which so far have had impunity.

Le Monde

Par Ghazal Golshiri
Publié le 12 février 2021

En Iran, l'art de la débrouille au temps des sanctions économiques

RÉCIT - Le retour de l'embargo américain en 2018 a fait fuir les entreprises étrangères, compliqué les échanges, mais forcé l'économie iranienne à s'adapter.

Quand l'Iranienne Sara (un pseudonyme) décide de lancer sa propre ligne de vêtements à Téhéran, au printemps 2018, c'est comme si les lignes de force de la géopolitique mondiale se conjuguèrent pour faire échouer son « *rêve de toujours* ». Le moment ne pouvait pas être, a priori, plus mal choisi. A peine quitte-t-elle le poste de graphiste qu'elle occupe alors dans une agence de communication que le président américain de l'époque, Donald Trump, met ses menaces à exécution en claquant la porte, le 8 mai, de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien.



Sur un panneau à l'effigie du Guide suprême, Ali Khamenei, est écrit : « 1397 [2018], année de soutien aux produits iraniens », à Parand, en 2019. HASHEM SHAKERI

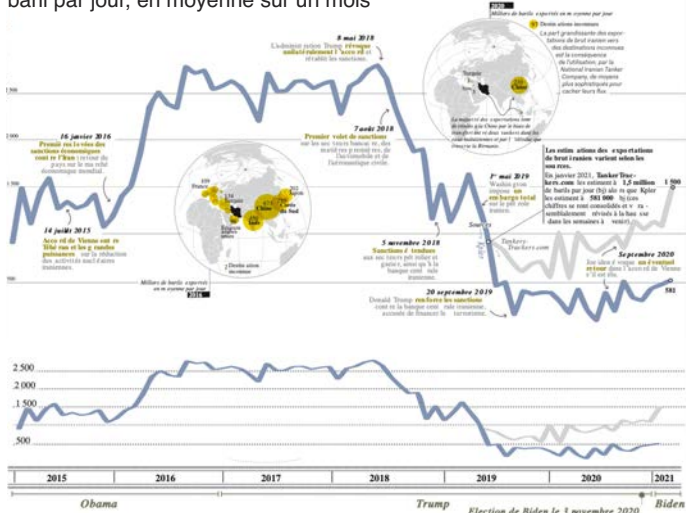
Le rétablissement par Washington des sanctions contre l'Iran – les plus strictes depuis la révolution islamique de 1979 –, dès le mois d'août, précipite

l'économie du pays dans une spirale récessionniste. La monnaie nationale, le rial, entame une plongée vertigineuse face au dollar, déclenchant des

troubles sociaux et la panique générale. A la fin de l'été 2018, le billet vert s'échange à 250 000 rials au marché noir, contre 37 500 au printemps – une dégringolade de 85 % de la valeur du rial.

« A l'époque, j'étais en vacances en Italie et je calculais le prix de toute chose en rial, même celui d'une bouteille d'eau, avec une angoisse terrible, se souvient Sara. A mon retour en Iran, j'ai malgré tout maintenu mon projet de prêt-à-porter. J'ai pensé que la pénurie des produits étrangers qui s'annonçait créerait un marché, une clientèle avide de biens de consommation. Deux

Exportation du pétrole iranien, en milliers de baril par jour, en moyenne sur un mois



Infographie Le Monde : Flavie Holzinger, Delphine Papin et Floriane Picard

Sources : Kpler ; FMI ; OMS ; Johns Hopkins University ; Bonbast ; Le Monde

ans et demi plus tard, je peux dire que j'ai gagné mon pari ! »

Des sanctions américaines qui ont coupé l'Iran du monde

Aujourd'hui, la jeune femme de 33 ans compte 40 000 abonnés sur sa page Instagram (l'espace favori des entrepreneurs iraniens), où elle met en scène de belles Iraniennes aux épaules et aux cheveux dénudés, arborant manteaux, décolletés, jupes et pantalons aux couleurs vives de sa création. Son entreprise a même engrangé des bénéfices. Désormais, dans son atelier à Téhéran, huit employés s'activent autour d'elle, alors qu'ils n'étaient que deux à l'origine.

Pour réduire sa dépendance aux importations, la créatrice préfère les tissus filés en Iran, notamment en laine peignée produite dans la ville industrielle de Qazvin (centre). « *Beaucoup de clients me disent que les marques étrangères qu'ils achetaient avant sont devenues inabordable aujourd'hui, tandis que la mienne reste accessible* », explique-t-elle.

Quête d'autosuffisance

Des enseignes occidentales,

telles que Zara, Mango ou L'Oréal, avaient envahi les vitrines des centres commerciaux dans la foulée de l'accord sur la réduction des activités nucléaires iraniennes (JCPOA) conclu, en juillet 2015, entre Téhéran et les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies (Etats-Unis, Chine, Russie, Royaume-Uni et France) et l'Allemagne.

Cette brève embellie économique, suscitée par la levée partielle de l'embargo international en janvier 2016, avait aussi marqué le retour en Iran de géants industriels comme Siemens, Volkswagen, Samsung, ou encore les français Total, PSA Peugeot-Citroën et Renault. Les exportations de brut iranien ont même atteint 2,5 millions de barils par jour en avril 2018 (contre un peu moins d'un million de barils par jour, fin 2015), permettant de faire rentrer les devises indispensables à l'achat de marchandises importées. Mais, avec le retour des sanctions, un mois plus tard, les produits étrangers furent les premiers à disparaître des rayons.

La stratégie de « pression maximale » menée par Donald Trump en Iran pour asphyxier son économie – à l'image de l'embargo pétrolier imposé au

Venezuela de Nicolas Maduro, en 2019, ou des restrictions drastiques visant la Corée du Nord – n'a que partiellement abouti. Après une contraction du produit intérieur brut (PIB) iranien de 6,5 % en 2019 et de 5 % l'année suivante, le Fonds monétaire international prévoit une croissance de 3,2 % pour 2021, malgré une inflation de 30 % et un taux de chômage de 12,4 %. Une quasi-performance dans le contexte de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19. La Banque mondiale avance des chiffres similaires. Et leurs prévisions ne prenaient pas en compte l'arrivée du démocrate Joe Biden à la Maison Blanche, le 20 janvier.

Si Téhéran – qui s'est affranchi des contraintes du JCPOA depuis le retrait américain, avec la reprise de son processus d'enrichissement d'uranium à 20 % – revient à un respect strict de l'accord, Washington l'y rejoindrait, marquant le point de départ de nouvelles négociations ayant l'ambition d'élargir l'accord à d'autres enjeux – notamment le programme balistique iranien. Fin janvier, le président Biden a nommé Robert Malley, ancien conseiller de Barack Obama et un des architectes de l'accord de 2015, comme envoyé spécial pour l'Iran.

Cette résilience de l'économie iranienne s'explique en partie par les mesures adoptées par le gouvernement du président Hassan Rohani après le coup de force de Donald Trump. Anticipant la baisse de ses exportations pétrolières, l'Etat a très rapidement interdit, dès juin 2018, l'importation de milliers de biens de consommation, dont des aliments, des vêtements, des voitures et des produits d'hygiène. Le régime a également mis fin à sa politique interventionniste sur le marché noir, laissant flamber les devises étrangères.

Si cette mesure a vidé le portefeuille des classes moyennes et inférieures, et ruiné les commerçants des bazars, elle

a permis aux producteurs locaux de s'imposer face à leurs concurrents étrangers, dont les marchandises sont devenues hors de prix. Profitant d'un marché de 83 millions de consommateurs, le « fabriqué en Iran » a donc pu se développer. Des petites et moyennes entreprises ont vu le jour, et parfois même prospéré.

Le cas de Sara n'est pas isolé. Jouets, cosmétiques, nettoyants et matériaux de construction sont désormais produits en Iran par des entreprises locales. « *Avant les sanctions, il y avait par exemple dix entreprises de production de détergents. Il y en a 170 aujourd'hui* », note Cyrus Razaghi, président du cabinet de conseil Ara Enterprise, joint par téléphone à Téhéran.

Depuis la révolution de 1979, les mesures restrictives ont contraint l'économie iranienne à être « autosuffisante à près de 80 % », même si, relativise-t-il, « la qualité des produits n'est pas toujours satisfaisante, en particulier dans l'automobile, où des pièces détachées et certaines technologies manquent ». La grosse difficulté, poursuit-il, « *c'est la pénurie de produits tels que les médicaments de chimiothérapie ou les ordinateurs. Mais, globalement, les affaires tournent* ».

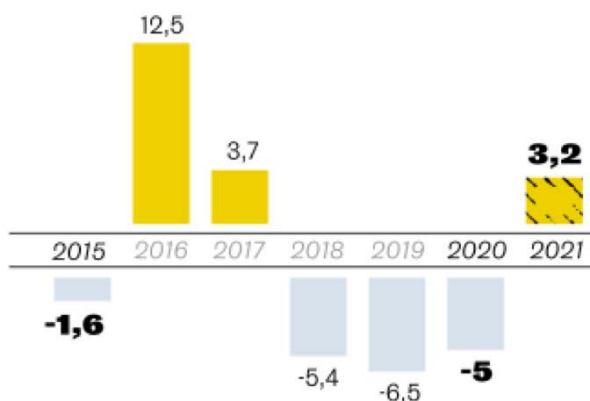
Dans ce contexte de bouleversements économiques, avec un PIB pétrolier en baisse de 38,7 % entre mars 2019 et mars 2020, les gardiens de la révolution – l'armée idéologique du pays – ont fait un retour en force en accaparant les grands projets-clés : infrastructures, télécommunications, énergie.

Leurs activités économiques, développées après la guerre Iran-Irak (1980-1988), s'étaient renforcées sous la présidence de l'ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad (2005-2013). Son successeur, « *Hassan Rohani, a tenté de réduire leur influence en les obligeant, par exemple, à*

Une économie asphyxiée

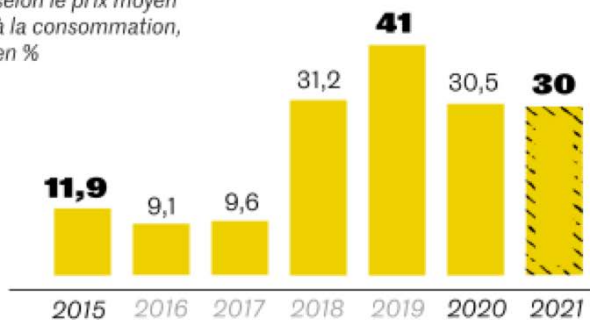
Trois années de récession

Croissance du PIB en %



Une inflation préoccupante

Taux d'inflation, selon le prix moyen à la consommation, en %



Infographie Le Monde

payer des impôts, explique un analyste iranien sous le couvert de l'anonymat. Mais la politique de "pression maximale" de Trump et le départ des sociétés étrangères ont ruiné ses efforts. Les gardiens détiennent aujourd'hui un quasi-monopole dans de nombreux domaines et forment une entité avec laquelle le secteur privé ne peut rivaliser ».

Les gardiens de la révolution ont ainsi repris aux côtés de la compagnie nationale Petropars, en 2019, le projet de développement de South Pars dans le golfe Persique. Une montée en puissance concrétisée après que le géant français Total, suivi de la China National Petroleum Corp., a renoncé à exploiter cet immense champ gazier, sous la menace de lourdes pénalités américaines. « Les gardiens ne sont pas aussi efficaces que les en-

treprises étrangères dans ces projets, et il y a eu des cas de corruption. Mais, pour l'instant, ils se débrouillent », explique un économiste iranien qui préfère rester anonyme.

Bon gré mal gré, la capacité de raffinage de pétrole est aujourd'hui « 30 % environ plus élevée qu'il y a dix ans. L'Iran est devenu exportateur net d'essence », constate David Jalilvand, chercheur associé à l'Oxford Institute for Energy Studies et spécialiste de l'Iran au centre de recherche Orient Matters, à Berlin.

Dans sa quête d'autosuffisance, l'Iran, qui possède les deuxièmes réserves mondiales de gaz naturel, utilise désormais cette ressource pour produire son électricité. Celle-ci sert notamment à la fabrication de produits à forte intensité énergétique, dont

l'aluminium, le ciment et l'acier. « Dans le contexte des sanctions, l'utilisation de son pétrole et de son gaz diminue la dépendance de l'Iran, analyse M. Jalilvand. Ces productions créent aussi des emplois et permettent au pays d'exporter des produits à valeur ajoutée. »

Selon la Banque mondiale, le PIB non pétrolier a ainsi augmenté de 1,1 % entre mars 2019 et mars 2020 (soit pendant l'année civile iranienne 1398), en raison notamment de la hausse des exportations de produits pétrochimiques (plastique) et de produits industriels (tubes, robinets, pompes). L'Iran a aussi encouragé les exportations agricoles (safran, fruits secs, pistaches) en réduisant la consommation intérieure. Selon l'Organisation iranienne de développement du commerce, les exportations agricoles et alimentaires ont augmenté de 13 % entre mars et septembre 2020, pour atteindre 2,6 milliards de dollars (2,1 milliards d'euros).

Crevettes et pétrole

Aujourd'hui, les principaux acheteurs sont la Chine, les Emirats arabes unis, la Turquie, l'Irak, et l'Afghanistan – tous frontaliers de l'Iran sauf le premier. « Entre l'Iran et ses voisins, malgré les sanctions, le transfert de marchandises et de devises, en camion, par voie terrestre, ne rencontre pas d'obstacles majeurs », explique Bijan Khajepour, directeur associé chez Eurasian Nexus Partners, une société internationale de conseil stratégique basée à Vienne. La différence culturelle est aussi moins importante entre ces pays : une marchandise iranienne se vend plus facilement en Afghanistan qu'en Europe. »

Des producteurs iraniens dont les marchandises (notamment alimentaires) ne sont pas concernées par les sanctions

relèvent le défi d'exporter en Europe. Reza (un pseudonyme), par exemple, éleveur de crevettes dans les eaux turquoises du golfe Persique, a obtenu les autorisations nécessaires après un long processus bureaucratique. « Dans notre secteur, la demande augmente de manière spectaculaire : en 2018, on produisait entre 6 millions et 7 millions de tonnes de crevettes, contre 36 millions aujourd'hui, se réjouit l'Iranien, joint par téléphone à Téhéran. En ce qui me concerne, j'exporte 70 % de mes productions en Europe (Belgique, France, Italie) et en Russie. Mes crevettes, complètement bio, sont très appréciées ! » Leur faible coût de production les rend attractives à l'international.

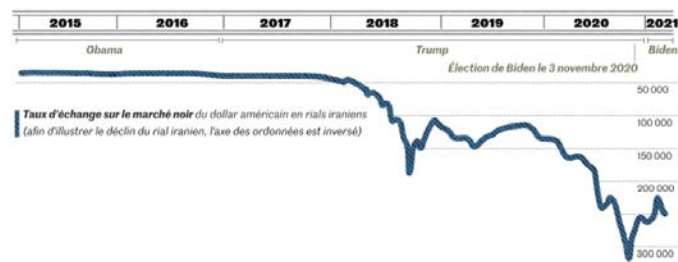
Reza n'utilise que des produits iraniens dans son élevage. Ses exportations rapportent des devises en euros, devenues rares en ces temps de sanctions, et lui ont permis d'agrandir son affaire. « Nous n'étions que deux au départ dans les bureaux ; maintenant, nous sommes quinze ! Et notre usine est passée de 40 à 180 ouvriers. Un vrai bonheur », dit fièrement l'entrepreneur iranien.

Secteur plus stratégique et plus sensible que les crevettes, le pétrole trouve lui aussi des débouchés. Si les sanctions ont eu pour effet de diminuer drastiquement les exportations de brut, Téhéran aurait néanmoins écoulé en janvier 2021 entre 514 000 barils par jour, selon les experts de Kpler, et 1,5 million de barils par jour, selon la société américaine TankerTrackers, qui utilise des images satellites pour suivre les livraisons. Le ministère iranien du pétrole ne publie plus ses résultats.

Toutes les ruses sont bonnes pour contourner les interdits américains, comme faire transiter une partie du brut destiné à la Chine par la Malaisie. L'Iran mélange aussi sa production avec celle de l'Irak, qui est ensuite vendue

comme « pétrole irakien ». « La vente du pétrole irakien a soudain grimpé de 250 000 barils par jour [en septembre 2018], note Bijan Khajepour, d'Eurasian Nexus Partners. Il est très facile de faire passer le pétrole iranien depuis le Khouzistan [province du sud-ouest iranien] vers le port irakien voisin de Bassora. D'autant que les deux pays entretiennent de très bonnes relations. »

Les acheteurs négociant des prix bas en raison des risques encourus, il est difficile de savoir combien rapportent ces ventes. Et quelles sommes rentrent effectivement dans les caisses iraniennes. Les banques sont réticentes à traiter avec Téhéran de peur d'être épinglées par Washington. Les transactions ne se traduisent pas forcément en devises. L'Iran échange par exemple avec la Chine son pétrole contre des marchandises (téléphones portables, médicaments). Cette pratique, déjà éprouvée sous la présidence



d'Ahmadinejad, a repris de la vigueur depuis 2018.

Pour surmonter l'obstacle des transactions bancaires, les autorités iraniennes ont aussi mis en place l'interface Nima, sur laquelle sont enregistrés exportateurs, importateurs, marchandises autorisées à la vente et valeur des échanges. Ce système bien rodé permet à l'Etat de contrôler les échanges, sans pour autant obliger les exportateurs à rapatrier leurs devises dans le pays. L'argent est donc disponible à l'étranger afin de faciliter les paiements des importations.

Mépris de la population

L'Iran a ainsi pu résister, du

moins pour le moment, aux pressions économiques et politiques. « Dans les circonstances actuelles, l'économie iranienne ne va pas s'écrouler. Pour autant, elle ne répond guère aux besoins de la population en matière d'emploi », explique Bijan Khajepour. Le développement de certains secteurs, dont celui de l'énergie, dépend fortement des investissements étrangers et de technologies de pointe dont est privé l'Iran à cause de son isolement.

« Pour que le problème du chômage soit résolu, il faudrait une croissance de 8 % à 10 %, ce qui n'est pas envisageable avec les sanctions », poursuit Bijan Khajepour. La crise éco-

nomique, la corruption des dirigeants, le chômage des jeunes et la pauvreté ont été les déclencheurs des grandes manifestations qui ont récemment secoué le pays – notamment celles de novembre 2019, dont la répression a fait au moins 300 morts –, avant que les revendications ne prennent un tour politique.

L'Iran est-il prêt aujourd'hui à accepter de renégocier avec les Etats-Unis un retour à l'accord sur le nucléaire, avec l'objectif de voir, à un horizon encore incertain, une levée des sanctions ? Ou choisira-t-il de conserver le statu quo ? Un statu quo, au nom de la « résistance à l'Occident » chère au Guide suprême, Ali Khamenei, au profit des gardiens de la révolution et du sérail, et au mépris de la population qui endure au quotidien les conséquences des sanctions et des choix politiques de ses dirigeants.



Par Ludwig Gallet
Le 12 février 2021

Fillette kurde tuée par balle en 2018 : un an de prison avec sursis pour le policier belge

L'homme risquait une peine de deux ans d'emprisonnement dans le cadre de l'enquête sur la mort de Mawda en 2018. Il avait tiré sur une camionnette de migrants, touchant mortellement la petite fille.

Le drame avait suscité une vive émotion en Belgique. Un policier a été condamné vendredi, à Mons, à un an de prison avec sursis pour avoir tiré sur une camionnette de migrants tuant involontairement une fillette kurde de deux ans, lors d'une course-poursuite sur une autoroute en 2018. C'est la peine qu'avait réclamée le parquet contre Victor-Manuel Jacinto Goncalves, 48 ans, reconnu

coupable d'« homicide involontaire par défaut de prévoyance ou de précaution ».

Il encourait jusqu'à deux ans de prison ferme mais le tribunal correctionnel a tenu compte de « l'absence d'antécédents judiciaires et des regrets sincères qu'il a exprimés », selon le jugement. Lors du procès, fin novembre, la représentante du parquet avait relevé l'absence d'éléments

prouvant que le policier aurait « délibérément voulu porter atteinte à la vie d'autrui ». Cette condamnation est « une grande déception », « on va réfléchir à faire appel », a réagi Me Laurent Kennes, l'avocat du policier.

« Si j'avais su qu'il y avait un enfant »

Le drame a pour toile de fond le trafic de migrants dans le triangle Paris-Bruxelles-Lon-

dres et la politique du gouvernement belge jugée trop « répressive » par les associations qui les défendent. Dans la nuit du 16 au 17 mai 2018, sur une autoroute de Wallonie, au sud de Bruxelles, une camionnette remplie de migrants pris en charge en France, à Grande-Synthe (Nord), accélère pour échapper à une voiture de police qui veut l'intercepter. Face à ce refus d'obtempérer, l'un des policiers sort son arme par

la fenêtre. Il vise le « pneu avant gauche » en doublant, selon ses explications pendant l'enquête, mais un brusque coup de volant de son collègue dévie son tir.

Contre le policier, le tribunal le condamne à 1 an de prison avec sursis et 400€ d'amende ainsi qu'une mise à l'épreuve de 3 ans #Mawda

— Mel Saint-Surge (@MelJoris) February 12, 2021

À l'intérieur de la camionnette, Mawda, installée derrière le chauffeur, est touchée d'une balle qui lui traverse la tête. Elle décède dans l'ambulance. Le policier auteur du tir a rapidement reconnu son geste. Mais, a-t-il affirmé au procès, « si j'avais su qu'il y avait un enfant (à bord du véhicule pris en chasse), jamais j'aurais sorti mon arme ».

Dans ses motivations le tribunal a toutefois considéré sa faute « établie sans aucun doute ». « L'objectif qui était de stopper la camionnette pouvait être atteint par d'autres moyens tels que la mise en



Selma Benkhelifa, l'avocate des parents de Mawda à la sortie de l'audience ce vendredi en Belgique. AFP/KENZO TRIBOUILLARD

place d'un barrage », a-t-il fait valoir. Choisir de tirer, même en visant un pneu, revenait à « mettre gravement en danger les occupants de la camionnette voire les autres usagers de la route ».

Une relaxe

Inculpé au bout d'un an et demi et laissé libre par le juge d'instruction, Victor-Manuel Jacinto Goncalves était jugé avec deux Kurdes d'Irak faisant partie du groupe de migrants et soupçonnés d'avoir provoqué la course-poursuite. L'un d'eux,

Jargew Del, 21 ans, a été condamné à quatre ans de prison ferme en tant que chauffeur. Son ADN avait été identifié sur le volant, le levier de vitesse, et sur un mégot retrouvé à l'avant de la camionnette. L'accusation avait réclamé dix ans ferme à son encontre. Il dispose comme le policier de trente jours pour faire appel du jugement.

L'autre, Rasol Dilman Ahmed, 28 ans, soupçonné d'avoir convoyé les migrants, a été relaxé faute de preuves. Le parquet avait requis sept ans

de prison ferme. Me Selma Benkhelifa, [avocate des parents de Mawda](#), s'était étonnée de la « disproportion » entre ces réquisitions et celle visant le policier, voyant dans les deux jeunes Kurdes les « boucs émissaires » du dossier. Ayant fui l'Irak en 2015, à moins de 25 ans, les parents de Mawda sont arrivés en Europe en traversant la Méditerranée. Au moment du drame, ils cherchaient un passage vers l'Angleterre depuis les environs de Calais en France.

Leur fillette a été enterrée à Bruxelles en juillet 2018, et le couple bénéficiait depuis février 2019 d'un droit de séjour temporaire en Belgique pour des raisons humanitaires. Leur situation est désormais régularisée « de manière définitive », a annoncé vendredi à la radio publique le secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration, Sammy Mahdi, soulignant avoir usé de son « pouvoir discrétionnaire ». « C'était normal pour qu'ils puissent vivre leur deuil de manière apaisée », a-t-il justifié.

The Guardian

FEB. 12 2021

Belgian police officer sentenced over killing of girl during pursuit

Police officer fired shot that killed Kurdish girl Mawda Shawri during high-speed chase of suspected people-smugglers

A Belgian court has handed a one-year suspended prison sentence to a police officer who fired the shot that killed a two-year-old girl during a high-speed chase of suspected people-smugglers.

The court in the southern Belgian city of Mons ruled that the

officer's account of an accidental shooting was credible but also found he had a share of responsibility for the Kurdish child's death.

According to local media, the van's driver was sentenced to four years in prison and another alleged smuggler was acquitted. The smugglers were

trying to reach Britain during the pursuit.

In May 2018 police wanted to check on a suspicious van making its way through Belgium and began a pursuit when the driver tried to evade them. Police shot at the van during the chase, striking Mawda Shawri in the head.

She later died of her injuries.

Belgian authorities said pursuing officers shot at the car to try to stop it and had no intention of targeting the people inside. The officer who took the shot said he tried to puncture the vehicle's left front tyre and force it to come to a stop. In all, 30 people were in the van, in-

cluding Mawda's brother and parents.

The officer said he fired his weapon after the van swerved in the direction of the police car. The court said using a gun to puncture a tyre was a disproportionate use of force that put the van's passengers, as well as other road users, in danger.

Mawda's death has become a symbol for many Belgians of the injustice that confronts migrants and refugees fleeing their homelands to seek a better life in Europe. Protesters gathered outside the courthouse on Friday to support Mawda's family.

Earlier on Friday, Belgium's mi-



The parents of Mawda Shawri sit behind lawyers in the court in Mons, Belgium. Photograph: Benoit Doppagne /Belga/ AFP/ Getty Images

gration minister, Sammy Mahdi, told the local broadcaster RTBF that Mawda's parents had been granted permission to remain in Belgium indefinitely and would no longer need to annually renew a temporary residence permit.

Le Point

13/02/2021
avec (AFP) Washington - © 2021 AFP

Les relations avec la Turquie d'emblée tendues sous Biden

En dent de scie pendant l'ère Trump, les relations entre les Etats-Unis et la Turquie apparaissent déjà tendues sous la présidence de Joe Biden. Et le bras de fer entre les deux pays pourtant alliés pourrait encore se durcir.

Si l'ordre dans lequel le nouveau président américain appelle ses homologues est un miroir de l'état des liens bilatéraux, Recep Tayyip Erdogan a du souci à se faire: plus de trois semaines après son entrée à la Maison Blanche, toujours pas de coup de fil.

Et le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken n'a pas non plus contacté son homologue Mevlut Cavusoglu.

Le dialogue entre Washington et Ankara n'était certes pas au beau fixe ces quatre dernières années, jalonnées de crises aussi vives qu'inédites.



En dent de scie pendant l'ère Trump, les relations entre les Etats-Unis et la Turquie apparaissent déjà tendues sous la présidence de Joe Biden.

Mais Donald Trump et Recep Tayyip Erdogan "avaient une relation personnelle chaleureuse", rappelle le chercheur Steven Cook, du cercle de réflexion Council on Foreign Relations. Une "amitié" que les démocrates n'ont cessé de reprocher au milliardaire républicain -- et qui faisait grincer des dents

jusque dans les rangs conservateurs.

L'ex-président a donc "protégé la Turquie de nombreuses mesures punitives potentielles", souligne le chercheur Galip Dalay dans un article du think tank Brookings Institution.

Ainsi, lorsqu'il s'est résolu, en fin de mandat, à sanctionner la Turquie pour l'acquisition de missiles russes S-400, comme l'y oblige la loi américaine, mais après avoir longtemps résisté, il l'a fait à minima.

"Soi-disant partenaire"

Antony Blinken a lui séduit plusieurs sénateurs républicains lors de son audition parlementaire de nomination comme secrétaire d'Etat en parlant de la Turquie comme d'un "soi-disant partenaire stratégique" qui "par de nombreux aspects ne se comporte pas comme un allié".

A droite comme à gauche, les membres du Congrès réclament en effet une ligne plus dure.

Cinquante-quatre sénateurs américains, toutes tendances confondues, ont écrit cette semaine au président Biden pour l'exhorter à hausser le ton face à son homologue en matière de droits humains.

Depuis trois semaines, le département d'Etat a déjà multiplié les avertissements très fermes à l'égard du pouvoir turc, critiqué pour ses attaques verbales contre les minorités sexuelles ou le maintien en détention du mécène Osman Kavala pour des motifs "spécieux".

La diplomatie américaine a aussi pris soin de démentir par communiqué toute "implication" dans le putsch raté de 2016 en Turquie, qui a déclenché une vague de répression sans précédent contre la société civile.

Pour Steven Cook, "c'est un changement bienvenu". "La Turquie mène une répression et le silence américain à cet égard était remarquable", estime-t-il.

S'il pense qu'une amélioration des relations n'est pas à exclure, "il ne faut pas avoir trop d'attentes". "La Turquie et les Etats-Unis ont des intérêts différents et ne partagent pas les mêmes valeurs", constate-t-il. "Les deux pays peuvent travailler ensemble sur certains dossiers, mais il n'y a plus rien qui les lie vraiment."

Les sujets de friction demeurent en effet très nombreux.

"Approche réaliste"

Au-delà de la nature même du

pouvoir du président Erdogan - qualifié par le passé d'"autocrate" par Joe Biden --, le sort des combattants kurdes en Syrie, alliés de Washington dans la lutte antijihadistes mais qualifiés de "terroristes" par Ankara, reste en suspens.

La crise turco-grecque en Méditerranée orientale a encore envenimé les relations entre la Turquie et le reste de l'Otan.

Les poursuites pénales américaines contre Halkbank, une des plus grandes banques de Turquie, pour violation des sanctions contre l'Iran, restent aussi un obstacle à une embellie -- d'autant plus que Joe Biden, lorsqu'il était vice-président de Barack Obama, avait opposé une fin de non recevoir à Recep Tayyip Erdogan qui souhaitait un classement du dossier, là où Donald Trump, selon plusieurs témoignages, s'était montré plus avenant.

Mais le dossier stratégique le plus pressant reste celui du sys-

tème de défense russe S-400.

Ankara, qui dit vouloir améliorer les relations, a suggéré être disposée, dans le cadre d'une négociation, à ne pas rendre opérationnels ces missiles controversés.

"Les S-400 menacent la sécurité de la technologie de l'Otan", a balayé la diplomatie américaine.

Pour Gönül Tol, du Middle East Institute à Washington, "c'est un sujet difficile à résoudre" car "le président Erdogan peut difficilement faire marche arrière" sans perdre la face.

"Mais s'il le fait, je pense que le gouvernement américain se montrera beaucoup moins rancunier, et aura une approche réaliste", estime-t-elle. Certains, auprès de Joe Biden, pourraient selon elle le pousser à adopter une position "plus souple" s'ils arrivent à "coopérer avec la Turquie sur les sujets qui comptent pour la sécurité nationale".



13/02/2021

HDP : 143 personnes arrêtées en deux jours

Une grande vague de répression est en cours contre le Parti démocratique des Peuples (HDP). Au cours des deux derniers jours, 143 personnes ont été arrêtées en Turquie, pour la plupart des jeunes et des avocats.

Au cours des deux derniers jours, au moins 143 personnes, pour la plupart des jeunes partisans du HDP, ont été placées en garde à vue à Istanbul, Adana, Bursa, Kocaeli, Antep et dans d'autres provinces, a annoncé Ümit Dede, porte-parole adjoint du Comité des droits humains du Parti démocratique des Peuples (HDP).

M. Dede a critiqué les informations diffusées par les médias pro-étatiques : « Les médias gouvernementaux agissent comme le pouvoir judiciaire et mettent en première page les arrestations d'activistes poli-

tiques en titrant '21 terroristes arrêtés' ».

Le responsable du HDP a déclaré que la coalition AKP/MHP avait le dos au mur et utilisait des méthodes fascistes pour intimider les politiciens du HDP, les étudiants, les journalistes, les militants politiques et les institutions démocratiques. « La vague d'arrestations contre notre parti et les institutions démocratiques ne peut en aucun cas être justifiée par des arguments juridiques », a souligné M. Dede.

A Gaziantep, 60 mandats d'arrêt ont été émis par le procu-

reur contre des membres du conseil d'administration du HDP et des militants de diverses associations kurdes interdites par décret à la suite de la tentative de coup d'État de 2016 : l'Association de solidarité et d'aide au Rojava, l'Association des juristes libertaires (ÖHD), l'Association de solidarité des proches de disparus (MEYA-DER), le Centre culturel de Mésopotamie (NÇM) et le Centre de la langue kurde (Kurdi-Der).

Plusieurs raids ont abouti à au moins 22 arrestations. Parmi les personnes arrêtées, figurent Ethem Ünal, coprésident

local du HDP à Gaziantep, et les avocats Berivan Özpolat et Alaadin Aslan.

M. Dede a souligné que l'assistance juridique aux militants de l'opposition était de plus en plus criminalisée : « Le gouvernement la perçoit comme une menace pour ses intérêts et son existence lorsque les droits et les libertés sont défendus légalement ».

Le HDP a demandé l'arrêt immédiat de la persécution des avocats et la libération de toutes les personnes détenues.

Les Kurdes en Syrie ont remis 100 jihadistes à l'Irak

Les forces kurdes en Syrie ont remis une centaine de combattants irakiens du groupe jihadiste Etat islamique (EI) à Bagdad, a indiqué dimanche une source sécuritaire irakienne haut placée. Ces combattants remis au cours de la semaine écoulée à Bagdad vont être traduits en justice, a précisé à l'AFP cette source qui a requis l'anonymat.

Dans le nord-est de la Syrie, pays en guerre voisin de l'Irak, un responsable de l'administration autonome kurde, interrogé par l'AFP, a démenti ces informations, affirmant qu'"aucun" Irakien n'avait été livré aux autorités de Bagdad.

L'administration kurde syrienne qui contrôle de vastes pans dans le nord-est du territoire syrien, se montre parfois réticente à communiquer sur certains dossiers en lien avec les combattants de l'EI ou



djihadistes, 14 janvier 2020. Photo AFP/ Delil Souleiman

leurs familles retenus par les forces kurdes dans des prisons ou dans des camps en Syrie.

Début 2019, les Forces démocratiques syrienne (FDS), alliance de combattants kurdes et arabes qui a mené la lutte contre l'EI avec le soutien d'une coalition internationale menée par Washington, avaient remis à Bagdad envi-

ron 900 Irakiens, la plupart capturés alors qu'ils essayaient de fuir les derniers bastions de l'EI en Syrie, selon des sources judiciaires irakiennes.

Après avoir occupé de 2014 à 2017 de vastes territoires en Syrie et en Irak, l'EI a enchaîné les revers. Fin 2017, l'Irak a annoncé la "victoire" après

avoir chassé l'EI de tous les bastions urbains. En mars 2019, l'EI a perdu tous ses fiefs en Syrie.

Quelque 1.600 Irakiens soupçonnés d'avoir combattu pour l'EI sont encore détenus par les FDS, selon un rapport de l'ONU publié début février. Des centaines de civils sont aussi retenus dans des camps de déplacés comme celui d'El-Hol, qui abrite plus de 60.000 personnes, dont la moitié seraient des Irakiens. L'Irak a déjà poursuivi en justice des milliers de ses ressortissants pour appartenance à l'EI, crime passible de la peine de mort selon une loi antiterroriste. Des centaines ont été condamnés à la peine capitale mais peu de ces sentences ont été appliquées, l'administration pénitentiaire devant obtenir un ordre ratifié par la présidence pour les exécuter.



14/02/2021
By Dilan Sirwan

Iran reduces prison sentence of Kurdish language teacher to 5 years

ERBIL, Kurdistan Region — An Iranian court of appeal has reduced by half the jail time for a Kurdish language teacher and civil rights activist charged with working against the "stability and security" of the state in a case that has drawn international condemnation. The ruling comes as Iran is under fire for a rash of arrests in the Kurdish northwest of the country.

Zahra Mohammadi was sentenced to five years in prison by a Sanandaj court of appeal this week, Kurdistan Human Rights Network (KHRN) reported on Saturday. Arrested in May 2019, she had first been sentenced to 10 years in jail.

Mohammadi is director of the Nojin Cultural Association, an organization whose work includes teaching Kurdish lan-

guage and literature. At the time of her arrest, the association was teaching Kurdish to hundreds of children in and around Sanandaj, in Iran's western Kurdistan province.

She was initially accused of having links to two armed Kurdish groups, Komal and the Democratic Party of Iranian Kurdistan (KDPI). Those charges were later dropped

and she was convicted of "establishing a committee and group that is against the stability and security of the system," Idris Minbari, a member of Nojin told Rudaw English in July.

Mohammadi was released on bail in December 2019 after her case gained worldwide attention and the support of Amnesty International. She

“has been accused of co-operating with Kurdish opposition groups and charged with national security offences for her peaceful activities empowering members of Iran’s marginalized Kurdish community, including through teaching the Kurdish language,” Amnesty International wrote in their appeal for her release.

In a post on her personal Instagram account on Saturday, Mohammadi said, “the 5 year sentence by appeal court without evidence, reason, and with no consideration to the truth is utter injustice.”

Nojin Cultural Association called the court’s ruling “a clear manifestation of an anti-Kurdish dominant discourse” from the institutions of the state.

Since the heightening of US-Iran tensions and re-imposition of US sanctions in 2018, Iranian authorities have tightened the noose on labor activists, journalists, satirists, environmentalists, anti-death penalty



Kurdish language teacher and civil rights activist Zahra Mohammadi has been sentenced to five years in jail in Iran. Photo: KHRN"

campaigners, and researchers, detaining them in droves and sentencing some in trials whose fairness has been questioned.

Tens of thousands of people

are held as political prisoners in Iranian jails, for charges including advocating for democracy and promoting women's or workers' rights.

Ethnic minority groups, includ-

ing Kurds and Azeris, are disproportionately detained and more harshly sentenced for acts of political dissidence, according to a July 2019 report from the United Nations Special Rapporteur on Human Rights in Iran.

Earlier this month, Amnesty International said Kurdish activist Zeynab Jalalian was being denied access to healthcare in prison.

In 2019, at least 2,000 people were arrested in Iran for joining armed Kurdish forces or for activism deemed suspicious, according to data provided to Rudaw by KHRN founder Rebin Rahmani. In 2020, at least 400 people were arrested, Rahmani said.

Since the beginning of 2021, at least 128 people have been arrested in Iran’s Kurdish-majority areas, Arsalan Yarahmedi, director of the Hengaw Organization for Human Rights, told Rudaw English on Sunday.



15 February 2021

Iraqi armed group vows more attacks on ‘American occupation’

Civilian contractor killed, nine wounded including Americans in major rocket strike on US-led coalition base in Erbil.

A volley of rockets targeting a US airbase in Iraq’s Kurdish region killed a foreign civilian contractor and wounded nine others including Americans in the worst attack in a year on the US-led military coalition.

The rockets were launched late on Monday from an area south of the main city Erbil near the border with Kirkuk province and also fell on some residential areas close to the

airport, officials said on condition of anonymity.

The barrage was the first time in nearly two months that Western military or diplomatic installations were targeted in Iraq after a string of similar incidents last year.

The rare attack on Erbil was claimed by a little known Shia group calling itself Awliyaa al-Dam, or Guardians of Blood.

About a dozen such groups

have cropped up in the past year claiming rocket attacks, but US and Iraqi security officials say they are front groups for prominent pro-Iran factions including Kataib Hezbollah and Asaib Ahl al-Haq.

“The American occupation will not be safe from our strikes in any inch of the homeland, even in Kurdistan, where we promise we will carry out other qualitative operations,” the Awliyaa al-Dam said, according to

the SITE Intelligence Group, an NGO that tracks online activity of armed organisations.

The US reacted angrily to the base assault outside the international airport in Erbil, capital of Iraq’s semi-autonomous Kurdish region.

“We are outraged by last night’s rocket attack in the Iraqi Kurdistan Region,” said White House press secretary Jen Psaki.

“As always, the President of the United States and the administration reserves the right to respond and the time in the manner of our choosing. But we’ll wait for the attribution to be concluded,” Psaki added.

The US State Department said Secretary of State Antony Blinken spoke to Iraqi Prime Minister Mustafa al-Kadhimi about the attack on Tuesday.

Blinken “conveyed his outrage” and sent his condolences to the victims, spokesman Ned Price said in a statement.

Blinken and al-Kadhimi also “discussed efforts under way to identify and hold accountable the groups responsible for yesterday’s attacks”, Price said, “as well as the Iraqi government’s responsibility and commitment to protect US and Coalition personnel in Iraq at the government’s invitation to fight ISIS”.

‘Terror attack’

Late on Monday, Iraqi President Barham Saleh tweeted the attack marked a “dangerous escalation and a criminal terrorist act”.

Masrour Barzani, prime minister of the autonomous Kurdish region, condemned the assault “in the strongest terms”.

Coalition spokesman Wayne Marotto said 14 “107mm rockets” were launched near Erbil Airport in northern Iraq and three directly hit the base. He said the contractor who was killed was not Iraqi, but could not give immediate details on the victim’s nationality.

The airport is where foreign troops are based as part of an international alliance fighting the armed group ISIL (ISIS). It was reportedly shut down and



A roof damaged after a barrage of rockets hit in and near Erbil International Airport last night in Erbil, Iraq [Azad Lashkari/Reuters]

flights were halted for safety issues.

Since Iraq declared victory against ISIL in late 2017, the coalition has been reduced to less than 3,500 troops in total, 2,500 of them Americans. Most are concentrated at the military complex at the Erbil airport.

‘Rejects any action’

Iran said on Tuesday it opposed any acts that harmed Iraq’s security and denied suggestions by some Iraqi officials that it had any link to the little-known group that claimed responsibility.

“Iran considers Iraq’s stability and security as a key issue for the region... and rejects any action that disturbs the peace and order in that country,” Iranian foreign ministry spokesman Saeed Khatibzadeh told state media. He condemned “suspicious attempts to attribute [the attack] to Iran”.

In December 2019, a US con-

tractor was killed in a rocket attack on a base in Kirkuk province, prompting the US to respond with air raids against Kataib Hezbollah. In March 2020, another rocket attack killed two Americans – a soldier and a contractor – and a British soldier.

Delovan Jalal, the head of the local health directorate, said at least five civilians were wounded and one was in critical condition, AFP news agency reported.

Barzani said he had spoken to Iraqi Prime Minister Mustafa al-Kadhimi “on ways to cooperate and identify the outlaws behind this terror attack”.

“I condemn in the strongest terms tonight’s rocket attacks on Erbil. I urge all Kurdistanis to remain calm,” he tweeted.

Western military and diplomatic sites have been targeted by dozens of rockets and roadside bomb attacks since 2019, but most of the violence has

taken place in Iraq’s capital, Baghdad.

Iran-backed militia groups have been blamed for orchestrating the attacks, including the Kataib Hezbollah group.

In October, these groups agreed to an indefinite truce, but there have been several apparent violations since then, the most recent of which prior to Monday night was a volley of rockets targeting the US embassy on December 20.

The US under the previous Trump administration blamed Iran-backed groups for carrying out the attacks. Tensions soared after a Washington-directed drone strike that killed top Iranian General Qassem Soleimani and powerful Iraqi militia leader Abu Mahdi al-Muhandis last year.

Trump had said the death of a US contractor would be a red line and provoke US escalation in Iraq.

Des tensions éclatent entre Ankara et Washington après la mort de 13 Turcs au Kurdistan irakien

Le soutien des Etats-Unis aux milices kurdes syriennes des YPG est depuis plusieurs années au cœur des tensions qui plombent les relations turco-américaines.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a ravivé, lundi 15 février, l'un des principaux points de contention entre la Turquie et les Etats-Unis : il a accusé Washington de soutenir les "terroristes" kurdes. Ces accusations surviennent après la mort dimanche, en Irak, de 13 Turcs, assassinés, selon les autorités turques, par des rebelles du PKK.

Mécontentes de la réaction de Washington à la mort de ces ressortissants turcs, les autorités turques ont convoqué l'ambassadeur américain à Ankara au ministère turc des Affaires étrangères, en guise de protestation diplomatique.

Après la découverte par des militaires turcs de 13 corps sans vie dans une grotte de la région de Gara, dans le nord de l'Irak, la Turquie a accusé dimanche le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) de les avoir exécutés. Le PKK a pour sa part reconnu la mort d'un groupe de prisonniers – membres des forces de sécurité pour la plupart, ils étaient retenu en captivité dans le nord de l'Irak depuis plusieurs années –, mais a réfuté la version d'Ankara, affirmant qu'ils avaient été tués dans des frappes aériennes turques.

L'expression "si confirmé" au cœur des tensions



Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, s'exprime lors d'un congrès, à Rize (Turquie), le 15 février 2021. (EMIN SANSAR / ANADOLU AGENCY / AFP)

Le département d'Etat américain a déclaré dimanche "déplorer" ces morts. "Si les informations sur la mort de civils turcs aux mains du PKK, une organisation classée terroriste, se confirment, nous condamnons ces actions dans les termes les plus forts", avait-il ajouté. Aussitôt, des médias pro-gouvernementaux turcs ont dénoncé le langage employé dans le communiqué américain, une source au ministère des Affaires étrangères estimant que l'emploi des mots "si confirmé" laissait planer le doute sur la véracité de la version d'Ankara.

"Les déclarations des Etats-Unis sont déplorables. Vous

dités ne pas soutenir les terroristes mais vous êtes bel et bien à leurs côtés", a déclaré Recep Tayyip Erdogan lors d'un discours. Le rejet de la condamnation américaine par Ankara traduit sa méfiance envers Washington en ce qui concerne sa politique à l'égard des rebelles kurdes.

Si Washington considère le PKK comme une organisation terroriste, il n'en soutient pas moins des milices kurdes qui y sont liées en Syrie dans le cadre de la lutte contre le groupe Etat islamique (EI). Ce soutien aux milices kurdes syriennes des YPG, qui a

commencé sous l'administration de Barack Obama, est depuis plusieurs années au cœur des tensions qui plombent les relations turco-américaines.

Sur le terrain, les forces de sécurité turques ont lancé un coup de filet dans les milieux prokurdes en Turquie. Lundi, le ministère turc de l'Intérieur a ainsi annoncé que les forces de sécurité avaient arrêté 718 personnes – dont des responsables du HDP, le parti prokurde de Turquie –, soupçonnées de liens avec le PKK, lors d'opérations qui se poursuivent dans 40 villes à travers le pays.



February 15, 2021
By Halgurd Sherwani

Prominent Kurdish politician Rowsch Shaways dies at 74

Shaways was a well-known political figure across Iraq and the Kurdistan Region, holding several top military and political posts in both the Kurdistan Regional Government (KRG) as well as its federal counterpart.

ERBIL (Kurdistan 24) – A prominent Kurdish political figure and key player in the history of the Kurdistan Regional Government has died at the age of 74.

The family of Rowsch Shaways announced his death on Monday, saying the politician had died at a hospital in the Kurdistan Region's capital Erbil without specifying the illness that caused it.

Shaways was a well-known political figure across Iraq and the Kurdistan Region, holding several top military and political posts in both the Kurdistan Regional Government (KRG) as well as its federal counterpart.

He was the prime minister of the KRG during the 1990s. In Baghdad, he held the post of deputy prime minister under



Rowch Nouri Shaways during an interview with Kurdistan 24, Sept. 18, 2020. (Photo: Screengrab)

three Iraqi premiers: Ibrahim Jaffari (2005-2006), Nouri al-Maliki (2006-2014), and Haider al-Abadi (2014-2018). He had been the vice president of the country after the toppling of former dictator Saddam Hussein.

Born in Sulaimani in 1947,

Shaways earned a PhD in engineering in Germany before joining the Kurdish armed struggle against successive Iraqi regimes.

He came from a family with a strong political background; his father Nouri Shaways was instrumental in the Kurdish re-

sistance movement as well as the KDP.

Shaways was the Speaker of the Kurdistan Parliament from 1999 to 2004.

Following the announcement of his death, both Kurdish and Iraqi political parties extended condolences to Shaways's family.

"Rowch Nouri Shaways was a seasoned struggler and politician," the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) wrote in a statement on Monday. The Iraqi Parliament's Speaker Mohammad Halbousi and his deputy likewise expressed their sadness over the death of the Kurdish politician.

Editing by Joanne Stocker-Kelly.



15 février 2021
avec AFP

La Turquie annonce 718 arrestations dans les milieux pro-kurdes

Les autorités turques ont arrêté 718 personnes, dont des dirigeants du parti pro-kurde HDP, a indiqué le ministère turc de l'Intérieur, lundi 15 février. Ces personnes sont soupçonnées de liens avec les rebelles du Parti des

travailleurs du Kurdistan (PKK) à qui Ankara a imputé dimanche "l'exécution" de 13 Turcs en Irak.

"Un grand nombre d'armes, de documents et du matériel numérique appartenant à l'orga-

nisation (terroriste) ont été saisis lors des perquisitions", a ajouté le ministère de l'Intérieur, précisant que des opérations dans 40 villes à travers le pays étaient toujours en cours.

Protestant contre la réaction

américaine, jugée molle par les médias pro-gouvernementaux, la Turquie a convoqué, lundi, l'ambassadeur des États-Unis à Ankara. "L'ambassadeur américain (David) Satterfield a été convoqué au ministère ce jour et notre réaction au

communiqué américain lui a été notifiée dans les termes les plus forts", a précisé le ministre.

Le PKK réfute la version d'Ankara

La Turquie a accusé dimanche le PKK d'avoir exécuté 13 de ses ressortissants, membres des forces de sécurité pour la plupart, qu'il retenait en captivité dans le nord de l'Irak depuis plusieurs années.

Selon le ministre turc de la Défense, Hulusi Akar, des militaires turcs ont découvert 13 corps sans vie dans une grotte située dans la région de Gara, dans le nord de l'Irak, où Ankara mène une opération contre le PKK, un groupe qualifié de "terroriste" par Ankara et ses alliés occidentaux.

Le PKK a reconnu, dimanche, la mort d'un groupe de prisonniers, mais a réfuté la version d'Ankara, affirmant qu'ils avaient été tués dans des frappes aériennes turques.

Tensions entre Washington et Ankara

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a ravivé l'un des principaux points de contentieux entre la Turquie et les États-Unis en les accusant de soutenir les "terroristes" kurdes après "l'exécution", selon Ankara, de 13 Turcs en Irak aux mains des rebelles du PKK.

Le département d'État américain avait déclaré, dimanche, "déplorer" ces morts. "Si les informations sur la mort de civils turcs aux mains du PKK, une organisation classée terroriste, se confirment, nous condamnons ces actions dans les termes les plus forts", avait-il ajouté dans un communiqué.

"Les déclarations des États-Unis sont déplorable. Vous dites ne pas soutenir les terroristes mais vous êtes bel et bien à leur côtés", a déclaré le président turc lors d'un discours, lundi.

Si Washington considère le

PKK comme une organisation terroriste, il n'en soutient pas moins des milices kurdes qui y sont liées en Syrie dans le cadre de la lutte contre le groupe État islamique.

Ce soutien aux milices kurdes syriennes des YPG, qui a commencé sous l'administration de Barack Obama, est depuis plusieurs années au cœur des tensions qui plombent les relations turco-américaines.

Lors d'une mise au point téléphonique avec son homologue turc Mevlüt Cavusoglu, le chef de la diplomatie américaine, Antony Blinken, a affirmé lundi que "les terroristes du PKK" sont responsables de la mort de 13 otages turcs en Irak.

"Le secrétaire d'État a fait part de ses condoléances pour la mort des otages turcs dans le nord de l'Irak et a affirmé que les terroristes du PKK en portent la responsabilité", a par ailleurs assuré le porte-parole de la diplomatie américaine, Ned Price, dans un communiqué.

Deux partisans de Fethullah Gülen arrêtés

Parmi les personnes arrêtées par les autorités turques figurent deux partisans présumés du prédicateur Fethullah Gülen, accusé par Ankara d'être le cerveau du putsch manqué de 2016. Urbuz Sevilay et Tamer Avci ont été "appréhendés" en Ouzbékistan et transportés en Turquie lors d'une opération menée par les services secrets turcs (MIT), selon l'agence étatique Anadolu.

Outre ses liens avec les réseaux du prédicateur Gülen, Urbuz Sevilay est accusé par Ankara d'avoir participé "à la fourniture d'armes" à des militaires affiliés aux rebelles kurdes du PKK en Syrie et en Irak, selon la même source.

Le prédicateur Gülen, installé de longue date aux États-Unis nie toute implication dans le putsch avorté du 15 juillet 2016 contre le président Recep Tayyip Erdogan.

**REPORTERS
SANS FRONTIÈRES**
POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION

15 février 2021

Kurdistan irakien : trois journalistes accusés d'espionnage

Au moins trois reporters kurdes irakiens sont jugés pour "atteinte à la sécurité nationale", des charges passibles de la prison à vie. Reporters sans frontières (RSF) demande leur libération immédiate.

Actualisation (16 février 2021) :

les trois journalistes indépendants Sherwan Sherwani, Guhdar Zebari et Ayaz Karam ont été condamnés à six ans de prison ferme par la Cour pénale d'Erbil mardi 16 février pour "atteinte à la sécurité nationale". Sherwan Sherwani est notamment accusé d'avoir

travaillé pour le compte de l'Iran.

Ils ont été emprisonnés lors d'une vague d'arrestations conduite par le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) : les journalistes indépendants **Sherwan Sherwani, Guhdar Zebari** et **Ayaz Karam** ont comparu pour la première fois,

ce lundi 15 février, devant la Cour pénale d'Erbil, selon plusieurs médias locaux. Ils sont **accusés** "d'atteinte à la sécurité nationale".

Sherwan Sherwani a été arrêté le 7 octobre tandis que Guhdar Zebari et Ayaz Karam ont été arrêtés le 22 octobre, dans un contexte particulièrement

tendu. Le Kurdistan est secoué, depuis plusieurs mois, par un mouvement de protestation contre la gestion économique de la pandémie de Covid-19 par le gouvernement régional. Les quatre journalistes s'étaient fait l'écho des manifestants en dénonçant sur leurs réseaux sociaux les retards de paiement aux fonc-

tionnaires ou encore la corruption d'Etat.

De son côté, le GRK s'est expliqué, le 10 février 2021, sur les journalistes et activistes emprisonnés ces derniers mois. Interrogé en [conférence de presse](#) et sans citer de nom, le Premier ministre Masrour Barzani a affirmé que "certains individus étaient des agents pour des renseignements étrangers" et que d'autres "étaient armés et complotaient pour faire exploser des bâtiments et attaquer des citoyens étrangers". Des accusations passibles de la prison à vie. Dans le même temps, le chef du gouvernement a souligné que le GRK "soutient le journalisme et les droits des journalistes sous toutes ses formes", tout en appelant à protéger le secteur des "activités illicites



pratiquées sous la bannière du journalisme".

"Nous appelons le Gouvernement régional du Kurdistan à libérer les reporters et à abandonner les charges qui pèsent sur eux, réagit la responsable du bureau Moyen-Orient de RSF, Sabrina Bennoui. Si le GRK dit soutenir les journalistes et respecter leurs droits, il doit consentir à les laisser publier sur tous les sujets d'intérêt public, y compris les plus critiques en-

vers sa politique actuelle, et en particulier dans ce contexte crucial qu'est la pandémie de Covid-19".

Fin novembre, RSF a [saisi](#) les Nations unies, avec l'organisation suisse MENA Rights Group pour dénoncer la détention arbitraire de Sherwan Sherwani, et les tortures qu'il a subies. Les deux organisations appellent à ce qu'une enquête impartiale et indépendante soit conduite sur sa disparition forcée et les sévices dont il a été victime en dé-

tention depuis son arrestation en octobre dernier.

Deux autres journalistes sont actuellement [emprisonnés](#) au Kurdistan irakien : **Omed Baroshki** a été arrêté le 18 août dernier et **Qahraman Shukri** le 27 janvier dans la capitale Erbil, à son domicile. Si les raisons de leur arrestation ne sont pas connues, ils avaient dénoncé la politique répressive du gouvernement régional. Qahraman Shukri est également le fils du journaliste **Shukri Zaynadin**, retrouvé mort en décembre 2016, dans des circonstances qui restent encore à élucider, son fils dénonçant, lui, un "assassinat politique".

L'Irak occupe la 162e place au [Classement mondial de la liberté de la presse](#) établi par RSF.



February 15, 2021
Reporting by Ali Kucukgocmen;
Editing by Jonathan Spicer and Gareth Jones

Turkish court jails four in pro-Kurdish newspaper trial, lawyer says

ISTANBUL (Reuters) - A Turkish court handed jail sentences on Monday to four employees of a now-defunct pro-Kurdish newspaper on terrorism charges, a lawyer in the case said, describing the verdict as politically motivated.

Ozgur Gundem newspaper was among more than 130 media outlets the government closed during a state of emergency it declared following a failed military coup in July 2016, in a crackdown whose scale alarmed Ankara's Western allies and rights groups.

Some two dozen Ozgur Gundem staff were detained in 2016 as part of an investigation

into their alleged links to Kurdish militants.

At the time, a court closed the newspaper on grounds of spreading propaganda of the militant Kurdistan Workers Party (PKK), which is classified as a terrorist organisation by the United States and the European Union as well as by Turkey.

Eren Keskin, a rights activist and the newspaper's co-editor-in-chief, along with two other Ozgur Gundem officials, were each sentenced to six years and three months in jail for membership of a terrorist organisation, lawyer Ozcan Kilic said.

Zana Bilir Kaya, the other co-

editor-in-chief, was sentenced to two years and one month for spreading terrorism propaganda, he said.

Kilic also told Reuters he believed the verdict was political and harsher than in other similar cases, and that he would appeal it.

"The court gave a very harsh verdict. We thought it was related to the developments in the operation in northern Iraq. Courts are influenced by conflicts," he said.

Turkish officials said on Sunday that militants of the outlawed PKK had executed 13 kidnapped Turks, including military and police personnel,

in a cave in northern Iraq amid a continuing military operation against the group.

Critics say Erdogan and his government have eroded the independence of courts and the media since 2016. Officials say the courts are autonomous and that the arrests are a response to serious security risks.

Ozgur Gundem had focused coverage on the PKK conflict in Turkey's mainly Kurdish south-east and long faced investigations, fines and arrests.

The PKK took up arms against the Turkish state in 1984 and more than 40,000 people have been killed in the conflict.

Une cinquantaine d'organisations kurdes appellent le KRG à s'opposer à l'occupation turque au Sud-Kurdistan

Une cinquantaine de partis et associations kurdes à travers le monde ont dénoncé les attaques d'invasion de l'armée turque contre la région de Garê, au Sud-Kurdistan (Irak) et appelé le Gouvernement régional du Kurdistan (KRG) à « prendre ouvertement position » contre l'occupation turque.

« C'est notre lutte qui débarassera le Kurdistan des restes du parti Union et Progrès [Parti nationaliste turc créé à la fin du 19^e siècle, appelé aussi 'Jeunes-Turcs', ndlr] », ont déclaré dans un communiqué commun une cinquantaine de partis et associations kurdes au Kurdistan et en Europe, dont l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et le Goran.

L'objectif n'est pas seulement le PKK

Le communiqué se poursuit ainsi : « [L'attaque de l'État turc](#) fasciste, colonialiste et envahisseur contre Garê est une



Le parlement du Sud-Kurdistan

tentative de réoccupation du Kurdistan. L'objectif de cette occupation est d'éliminer tous les acquis du peuple kurde. La guérilla du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) n'est pas la seule cible ici. Le but principal est de massacrer tous les Kurdes et d'anéantir leurs acquis au Sud-Kurdistan.

« Il est nécessaire de répondre aux [affirmations des Forces de Défense du Peuple](#) (HPG) selon lesquelles l'attaque de l'armée turque a été lancée de-

puis le Sud-Kurdistan (Irak) et non depuis la Turquie. Incapables de donner une réponse satisfaisante aux allégations des HPG, les responsables du Parti démocratique du Kurdistan (PDK, dominé par le clan Barzani) ont accusé le PKK. Ils ont considéré les attaques de l'État turc comme légitimes et liées à l'existence du PKK. Cela nous montre l'exactitude des affirmations des HPG. Cette attitude du PDK nous a profondément déçus. À notre avis, le PDK devrait abandon-

ner cette attitude dès que possible et prendre une position claire envers l'État turc. »

L'unité nationale contre l'occupation

La déclaration ajoute : « Tous les partis kurdes, en particulier le PDK, doivent s'opposer à cette attaque et à cette occupation en assurant l'unité nationale dès que possible. L'intérêt de notre peuple passe par là. Dans ce processus même, nos peuples du Nord (Turquie), du Rojhilat (Iran), du Rojava (Syrie) et du Sud (Irak) doivent étendre la résistance et réclamer l'unité nationale contre l'occupation. Notre appel au KRG (Sud-Kurdistan/Irak) est de prendre une position claire contre cette occupation et de se tenir aux côtés du peuple.

Ceux qui élèvent la voix contre l'occupation et descendent dans les rues doivent être soutenus. Le KRG devrait immédiatement libérer les jeunes, les journalistes et les femmes arrêtés lors des récentes manifestations. »

Le Monde

16 février 2021
avec AFP

Des roquettes frappent une base aérienne abritant des soldats américains dans le Kurdistan irakien

L'attaque d'Erbil, qui a fait un mort, a été revendiquée en ligne par un groupe qui se fait appeler Awliyaa Al-Dam. Les Etats-Unis « demanderont des comptes » à ses auteurs.

Au moins trois roquettes ont été tirées vers Erbil, la capitale du Kurdistan irakien (nord de l'Irak), lundi 15 février au soir. L'une a frappé une base aérienne sur laquelle des troupes améri-

caines sont stationnées, tuant un employé civil, a annoncé la coalition menée par les Etats-Unis. Le colonel Wayne Marotto, porte-parole de la coalition, a déclaré à l'Agence France-Presse (AFP) que l'em-

ployé civil mort n'était pas irakien, mais il n'était pas encore en mesure de préciser sa nationalité.

Delovan Jalal, responsable du département de la santé d'Er-

bil, a fait savoir à l'AFP qu'au moins cinq civils avaient été blessés, dont un se trouvait dans un état critique. Un militaire a également été blessé.

Outre le complexe militaire,

deux roquettes sont tombées sur des zones résidentielles de la périphérie de la ville. C'est la première fois depuis près de deux mois que de tels tirs prennent pour cible des installations militaires ou diplomatiques occidentales en Irak. L'attaque a été revendiquée en ligne par un groupe peu connu qui se fait appeler Awliyaa Al-Dam (« les gardiens du sang »).

« Une escalade dangereuse »

Le ministère de l'intérieur du Kurdistan a annoncé que les agences chargées de la sécurité avaient lancé « une enquête minutieuse » et avaient appelé les civils à rester chez eux jusqu'à nouvel ordre. Des forces de sécurité ont été déployées autour de l'aéroport après l'attaque, tandis que le bruit d'hélicoptères en vol pouvait être entendu à la périphérie de la ville, selon un correspondant de l'AFP.

Le président irakien, Barham Saleh, a déclaré sur Twitter

que l'attaque était « *un acte terroriste criminel* » et constituait « *une escalade dangereuse* » pour la sécurité dans la région. Masrour Barzani, premier ministre de la région autonome du Kurdistan, a condamné l'attaque « *dans les termes les plus fermes* ». Le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, a contacté M. Barzani, pour parler de l'incident : « *Je l'ai assuré de tout notre soutien pour enquêter et demander des comptes aux responsables.* »

Deux sources dans le domaine du renseignement ont précisé à l'AFP que les roquettes avaient été lancées depuis l'intérieur de la région autonome. Et un officier américain a précisé que les projectiles étaient des roquettes de 107 millimètres qui avaient été tirées à une distance de 8 kilomètres à l'ouest d'Erbil.

Des tirs de roquette stoppés lors d'une trêve

Des installations militaires et

diplomatiques occidentales ont été prises pour cibles en Irak depuis l'automne 2019 par des dizaines de roquettes ainsi que par des attaques à la bombe sur le réseau routier, mais la plupart de ces actions étaient menées à Bagdad.

Des missiles iraniens avaient toutefois été tirés vers l'aéroport d'Erbil en janvier 2020, quelques jours après le meurtre du général iranien Ghassem Soleimani par une frappe de drone américaine à Bagdad.

Des roquettes ont ensuite été tirées régulièrement contre l'ambassade américaine dans la capitale irakienne, des responsables américains et irakiens en attribuant la responsabilité à des milices pro-iraniennes, telles que le groupe Kataeb Hezbollah ou Asaib Ahl Al-Haq. Ces groupes luttent contre la coalition menée par les Etats-Unis, qui opère depuis 2014 en Irak pour aider les forces locales dans leur combat contre le groupe djihadiste Etat islamique (EI).

Depuis que l'Irak a déclaré sa victoire face à l'EI fin 2017, les troupes étrangères ont été réduites à 3 500 militaires, dont 2 500 Américains.

Malgré le retrait progressif des troupes étrangères, les attaques à la roquette se sont poursuivies, au grand dam des Etats-Unis. Washington avait menacé en octobre de fermer son ambassade si ces attaques ne cessaient pas. Après quoi plusieurs factions irakiennes pro-Iran ont accepté une trêve négociée sous l'égide du gouvernement irakien. Les tirs de roquettes se sont quasiment arrêtés.

Les tirs de lundi se sont produits dans un contexte de tensions croissantes dans le nord de l'Irak, où la Turquie voisine mène des combats intenses contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qualifié de terroriste par Ankara. La Turquie mène régulièrement des attaques dans les zones montagneuses du nord de l'Irak contre les bases arrières du PKK.

Le Monde

Par Hélène Sallon
16/02/2021

La frappe contre une base américaine en Irak, premier message des milices chiites pro-iraniennes à l'administration Biden

L'attaque contre la base d'Erbil lundi a fait un mort et neuf blessés. C'est la première entaille sérieuse à la trêve décrétée en octobre 2020.

C'est le premier message adressé par les milices chiites irakiennes et leur parrain iranien à la nouvelle administration américaine. Lundi 15 février, dans la soirée, une salve de roquettes a visé une base aérienne où sont stationnées des troupes américaines près de l'aéroport d'Erbil, au Kurdistan irakien. Un employé civil a été tué et huit autres blessés, ainsi qu'un

soldat américain, a annoncé la coalition internationale de lutte contre l'organisation Etat islamique (EI). Des roquettes se sont également abattues dans des zones résidentielles alentours, faisant au moins cinq blessés, selon les autorités de la région autonome kurde.

L'attaque, revendiquée par une milice peu connue du nom de Awliyaa Al-Dam (« les Gar-

diens du sang »), a été immédiatement condamnée par les autorités d'Erbil et de Bagdad, ainsi que par Washington. « *J'ai contacté le premier ministre du gouvernement régional kurde, Masrour Barzani, pour parler de l'incident et je l'ai assuré de tout notre soutien pour enquêter et demander des comptes aux responsables* », a déclaré le secrétaire d'Etat américain, Antony

Blinken. Un officier américain a indiqué à l'Agence France-Presse que les projectiles avaient été tirés à une distance de huit kilomètres à l'ouest d'Erbil.

Cette attaque est la plus sévère entaille à la trêve décrétée en octobre 2020 par les milices chiites pro-Téhéran dans leur harcèlement des intérêts américains en Irak. Si les attaques

visant Erbil ont été rares – celle de lundi est la troisième en un an –, les milices chiites pro-iraniennes ont mené depuis l'automne 2019 des dizaines d'attaques contre des installations militaires et diplomatiques américaines, ainsi que contre des convois militaires. Elles se sont ainsi exposées à des représailles de Washington, dont la plus cinglante a été l'assassinat dans une frappe de drone américaine à Bagdad, le 3 janvier 2020, du général iranien Ghassem Soleimani et de son lieutenant en Irak, Abou Mahdi Al-Mohandes.

Après cet assassinat et le vote au Parlement de Bagdad d'une résolution non contraignante demandant le départ des troupes américaines – et étrangères – d'Irak, le rythme des attaques s'est multiplié. Revendiquées par une myriade de milices chiites peu connues, elles sont imputées aux formations les plus loyales à Téhéran, à l'instar des Brigades du Hezbollah (« Kataeb Hezbollah ») ou de la Ligue des vertueux (« Asaib Ahl Al-Haq »).



A Erbil, au Kurdistan irakien, après des tirs de roquettes le 15 février 2021. SAFIN HAMED / AFP

Prise en étau

Invoquant la baisse de la menace posée par l'EI en Irak, l'administration de Donald Trump a amorcé un retrait partiel de ses troupes. Les soldats américains et de la coalition anti-EI ont évacué une dizaine de bases en Irak, tandis que les effectifs américains ont été réduits de plus de moitié, à 2 500 hommes. La quasi-totalité est stationnée dans le complexe militaire proche de l'aéroport d'Erbil, qui sert aussi de base arrière pour les opérations dans le Nord-Est syrien.

Les milices chiites pro-iraniennes s'étaient résolues à décréter un cessez-le-feu, en octobre 2020, face à la menace de Washington d'évacuer son ambassade à Bagdad si les attaques ne cessaient pas. Cette évacuation aurait pu, aux yeux des observateurs, être le prélude à une campagne de ciblage des milices chiites et au rétablissement de sanctions contre Bagdad. Au *Monde*, en décembre, plusieurs responsables de milices chiites pro-Téhéran ont affirmé vouloir respecter cette trêve jusqu'au départ de Donald Trump, puis

le temps que le nouveau président Joe Biden définisse ses orientations sur la présence militaire en Irak. Près d'un mois après l'installation de la nouvelle administration, le 20 janvier, le président Biden n'a pas encore dévoilé ses intentions sur le dossier irakien.

Or, l'Irak est pris dans l'étau de tensions régionales accrues. L'esquisse de négociations entre les Etats-Unis et l'Iran, d'une part, pour un retour dans l'accord sur le nucléaire iranien donne lieu à des pressions des alliés de Washington – dont Israël et le Golfe – pour y inclure les questions des missiles balistiques et de l'expansionnisme iranien dans la région. D'autre part, la menace d'une offensive élargie des forces turques dans le nord de l'Irak pour déloger les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) de leurs bases arrière s'intensifie. Les milices chiites pro-iraniennes, qui sont alliées au PKK, annoncent depuis plusieurs jours sur les réseaux sociaux l'envoi de renforts dans les monts Sinjar pour contrer une éventuelle offensive turque.

Le Monde

Par Marie Jégo
le 16/02/2021

Premières tensions entre Recep Tayyip Erdogan et l'administration Biden

Le président turc a reproché une première réaction jugée trop timorée de Washington après l'exécution de prisonniers turcs par le PKK.

Lundi 15 février a vu la première passe d'armes entre le président turc Recep Tayyip Erdogan et l'administration Biden, quand la Turquie a protesté contre la réaction américaine à la mort de treize de ses ressortissants en Irak. Ces tensions jettent un froid sur le sommet de l'OTAN qui doit se tenir mercredi et jeudi à Bruxelles.

Retenus en otages depuis des années par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), les otages ont, selon la partie turque, été exécutés par leurs geôliers lors d'une opération militaire turque dans la province de Dohouk, dans la région autonome kurde du nord de l'Irak.

Dimanche, le département

d'Etat américain a déclaré « condamner » ces morts « *selon les informations* » concernant l'implication du PKK « *étaient confirmées* ». Cette mise en doute a suscité l'ire d'Ankara. Lundi matin, l'ambassadeur américain David Satterfield a été convoqué au ministère des affaires étrangères et le mécontentement turc lui a été notifié « *dans les termes les plus*

forts ». Le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, a eu beau rectifier le tir lors d'un entretien téléphonique avec le ministre turc des affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu, assurant que Washington tenait « *les terroristes du PKK* » pour « *responsables* » de la mort des otages, le mal était fait.

Le président Erdogan a accusé

Washington de s'être rangé du côté « *des terroristes* » du PKK et de leurs affiliés YPG (Unités de protection du peuple) en Syrie, au lieu d'être solidaire avec la Turquie, son alliée au sein de l'OTAN. « *Si vous voulez que nous soyons du même bord au sein de l'OTAN, vous devez être sincère* », a-t-il déclaré.

« Des prisonniers de guerre »

Selon le ministère turc de la défense, des combattants du PKK ont exécuté par balles treize militaires, policiers et membres des services secrets turcs retenus en otage dans une grotte au nord-est de Dohouk. Le « *massacre* » a eu lieu au moment où l'endroit – l'une des multiples redoutes de l'organisation dans la région – était encerclé et bombardé par l'armée turque. Quarante-huit combattants du PKK ont été tués lors de cette opération. Ankara reconnaît avoir lancé cette opération pour libérer les otages, prisonniers du PKK depuis 2015 et 2016. « *Nous avons tout fait pour tenter de libérer nos frères* », a déclaré M. Erdogan.

Le PKK avance une autre version, selon laquelle les treize ressortissants turcs, « *des prisonniers de guerre* », ne sont pas morts d'une balle dans la tête, ils ont péri sous les bombardements de l'aviation turque, déployée en force depuis le 10 février dans la zone. Des sites prokurdes en Turquie ont publié des clichés du lieu lourdement bombardé. Des militants les ont ensuite relayés sur les réseaux sociaux pour contredire la version officielle livrée par Ankara.

En réaction, la police turque a arrêté 718 personnes dans 40 provinces du pays. Pour la plupart, ces personnes sont des dirigeants régionaux et des militants du Parti démocratique des peuples (HDP, gauche



Joe Biden alors qu'il était vice-président des Etats-unis (à gauche) s'entretient avec le chef de l'Etat turc, Recep Tayyip Erdogan, à Istanbul, le 22 novembre 2014. BULENT KILIC / AFP

prokurde), la deuxième force d'opposition au Parlement. La coalition au pouvoir en Turquie, islamo-conservateurs et ultranationalistes, ne cache pas sa volonté de faire interdire le HDP, qu'elle décrit comme « *la vitrine* » du PKK. Récemment, un parlementaire de la coalition a comparé les militants du HDP à des insectes qu'il faut « *écraser* ».

Par ailleurs, le parti d'opposition Deva, formé par l'ancien vice-premier ministre Ali Babacan (en 2014 et 2015), un ancien compagnon de route de M. Erdogan, a réclamé une enquête parlementaire sur l'opération, reprochant au gouvernement d'avoir trop tardé à libérer les captifs.

Ardeur militaire

La mort des otages pourrait servir de prétexte à Ankara pour renforcer son dispositif militaire au nord de l'Irak, avec l'aval du gouvernement régional du Kurdistan et de Bagdad. Pour déloger le PKK, la Turquie a renforcé ses opérations

militaires dans la région, causant d'intenses destructions avec les bombardements de centaines de villages.

L'intensification des opérations militaires turques était au menu de la récente visite en Turquie du premier ministre irakien Moustafa Al-Kazimi, reçu en grande pompe le 17 décembre 2020 au palais présidentiel à Ankara.

L'armée turque entend avoir les mains libres au mont Sinjar, près de la frontière irako-syrienne, où le PKK s'est implanté après avoir sauvé, à l'été 2014, ce qui restait de la population yézidie, une communauté kurdophone massacrée par les djihadistes de l'organisation Etat islamique (EI).

« *A dater d'aujourd'hui, aucun endroit n'est sûr pour les terroristes, ni Qandil (le QG du PKK à la frontière irako-iranienne), ni Sinjar, ni la Syrie* », a prévenu le président Erdogan lundi. En Syrie, l'armée turque mène la vie dure aux forces

kurdes YPG, la filiale syrienne du PKK dont le rôle a été crucial dans la lutte contre l'EI. Soutenus et formés militairement par Washington, les combattants kurdes contrôlent des enclaves situées le long de la frontière turque, au grand dam d'Ankara qui accuse Washington d'encourager leurs aspirations à l'autonomie.

Récemment, l'ambassadeur américain à Ankara a déclaré aux médias turcs que la coopération avec les forces kurdes syriennes allait se poursuivre. Il a conseillé à la Turquie de se défaire des missiles russes S-400, soit le plus sûr moyen d'obtenir la levée des sanctions américaines. Un message réitéré lundi par M. Blinken.

Le soutien américain aux YPG et l'achat par les Turcs de ces missiles, incompatibles avec les systèmes otaniens, empoisonnent les relations avec les alliés traditionnels de la Turquie, impuissants à contrer l'ardeur militaire frénétique de M. Erdogan.

16-02-2021
By Carlotta Gall

In Turkey's safe zone in Syria, security and misery go hand in hand

AFRIN, Syria —

In a tented camp on a hilltop above the city of Afrin, 300 Syrian families struggle to keep warm in the rain and mud. Displaced three times since they fled their farms near Damascus seven years ago, they survive on slim handouts and send the children out to scavenge.

"The situation is very bad, rain comes into the tent," said Bushra Sulaiman al-Hamdo, 65, lifting the ground sheet to show the sodden earth where her bedridden husband lay. "There's not enough food, there is no assistance organization, no drinking water."

President Recep Tayyip Erdogan of Turkey was widely criticized by the United Nations and Western leaders three years ago when he ordered Turkish troops across the Syrian border into Afrin, an action seen as opportunistic and destabilizing. Thousands of Kurdish families fled the Turkish invasion, along with the Kurdish fighters. In their place came hundreds of thousands of Syrians from other areas, who have swollen the population, taking over homes and camping on farming land.

Another Turkish intervention in 2019, further east in Syria, met still more opprobrium amid accusations of human rights violations under Turkey's watch.

But as an end to the decade-long Syrian civil war still confounds the world, Turkey has become the only international



Refugees, who were displaced during a Syrian regime offensive in nearby Idlib last year, live in a sprawling tent camp on a hill above the city of Afrin. Ivor Prickett for The New York Times

force on the ground protecting some five million displaced and vulnerable civilians. Today, the Turkish soldiers are all that stand between them and potential slaughter at the hands of President Bashar Assad's forces and those of his Russian allies.

Turkish officials recently escorted journalists on a rare visit to Afrin, a district of northwest-

ern Syria, where Turkey has created its own de facto safe zone along the border. The Turks were keen to show their achievements in infrastructure, education and health services.

But they also did not hide the continuing plight of the Syrians under their charge, who despite their evident hardship made clear that they were glad the Turks were there, at least



Turkish-backed Syrian security forces patrol the highly secured market area of downtown Afrin. Ivor Prickett for The New York Times

for now.

"Here, at least I can stay alive," said Amar Muhammad, 35, a porter in the market in Afrin. A former rebel fighter from Damascus, he said he risked death or detention by the Syrian government. "There, I would be dead. There, I would be thinking all the time, 'Will they arrest me?'"

The Turkish intervention in Afrin was not selfless. Turkey always had its own interests in mind. Its main aim was to root out Kurdish forces it considers a security threat and provide a space for the residual rebel forces fighting against Assad, a loathed rival. The Syrians who settled around Afrin have fled Syrian government forces.

Muhammad and his cousin Muhammad Amar were among the rebel fighters evacuated in a convoy of buses from the Damascus suburb of Ghouta and brought to Afrin under a peace deal arranged between Russia and Turkey three years ago.

"We were forcibly displaced," Muhammad said. Refused a chance to join the Turkish-backed security forces, they were demobilized and left to make a living how they could. "I swear to God some people go to sleep hungry. We don't know how we are surviving."

Turkey has set up its own administration, trained and incorporated friendly Syrian militias into a military police force and set up compliant local Syrian councils to run things. The city has been connected to the

Turkish electricity grid, ending years of blackouts; uses Turkish cellphones and currency; and has registered 500 Syrian companies for cross-border trade.

“Our main aim is to make their life more normal,” said Orhan Akturk, deputy governor of the adjoining Turkish province of Hatay, who is also responsible for Afrin. “Keep schools open, and hospitals working so people can resume their lives.”

But Turkey is also in Syria so that the Syrians do not end up in Turkey. Already the host of the largest Syrian refugee community in the world — 3.6 million Syrians are registered inside Turkey — Erdogan has long called for the establishment of a no-fly zone, or an internationally protected safe zone, in northern Syria.

As it stands, his forces have carved it out for themselves. While the U.N. supplies much of the assistance to the Syrians, Turkey has forced out many international aid groups to keep closer control itself.

Turkey first intervened in Syria in 2016 in a joint operation with the U.S. Army against the Islamic State group, then in Afrin in 2018, and again in 2019, after then-President Donald Trump abruptly withdrew U.S. forces from the region.

Erdogan’s agreement with Trump allowed Russia and the Syrian government to regain a footing in northeastern Syria, which was disastrous for the opposition. But then Ankara took an unexpected stand against a Russian and Syrian government offensive last year in the province of Idlib, showing the Turkish military was not only willing but able to defend the line.



Pedestrians in the "green zone" encompassing the main shopping street in the center of Afrin, Syria, on Feb. 1, 2021. Three years ago, Turkey was widely criticized when it sent forces into Syria. But today, the Syrians they protect are glad the Turks are there, despite their hardship. (Ivor Prickett/The New York Times)

Setting a red line in Idlib turned Turkey from a bad actor in the region to a good one, or at least one that shares mutual interests with Washington, said Mouaz Moustafa, executive director of the Syrian Emergency Task Force, a Washington-based organization involved in advocacy for Syria.

He called for the Biden administration to restart military-to-military communication with Turkey and provide it with logistical and intelligence support to bolster its defense of the part of Idlib that is still in rebel hands.

“Northwest Syria and Idlib is key to the whole,” he said. With 4 million people, 1 million of them children, crammed into an ever shrinking space, Idlib represents both a humanitarian and strategic necessity, he said. “Idlib alone, if attacked, would double the refugees in Europe.”

The Turks’ control, though welcomed by many Syrians who have fled from Assad’s government, is not uncontested. Turkey’s task in Afrin, in fact, has

since been bedeviled by persistent terror attacks — 134 in 2 1/2 years — including four car bombs in the region this month. Security forces have thwarted hundreds more, Akturk said.

The Turkish police chief in Afrin said 99% of the attacks were the work of the PKK, the Kurdish separatist movement, and its affiliate in Syria, the YPG, which is allied with U.S. forces in combating the Islamic State.

The recent car bombs were concealed in trucks brought in from the Kurdish-controlled area of Manbij by unwitting traders, one of whom lost his own son in an explosion in Afrin’s industrial area, Akturk said.

Turkey will raise the issue of U.S. support for the Kurdish militia as a priority with the Biden administration, Defense Minister Hulusi Akar said last week.

In Afrin the Turks have handled security like any NATO force, surrounding their administration building with high concrete

blast walls and sealing off a “green zone” that encompasses the main shopping street in the center of the city.

Said Sulaiman, the leader of the local council, pleaded for more assistance beyond what Turkey can provide. “We need more international support and more nongovernmental organizations to help,” he said.

For millions though, Turkey offers the only opportunity.

Syrian students are busy learning the Turkish language and seeking ways to get to Turkey to study or work, said Nour Hallak, a Syrian activist living in the Turkish-controlled part of Aleppo province. “It’s something that makes me laugh and cry at the same time,” he said. “Turkish language is spreading, it’s the choice of the people.”

For the families in the tented camp above the city, seeking protection from Turkey was their only option.

“If we were not scared, we would not have come here,” said Jarir Sulaiman, one of a group of elders leaning on canes outside their communal tent.

Once a wealthy landowner, he said the Syrian government had cut down his olive groves after seizing control of their village, Khiara, south of Damascus. He ruled out returning home while Assad remained in power.

“We won’t go back to our villages until Turkey gives us protection,” he said. “Without the Turks we cannot survive.”

Francophilie. L'université de Galatasaray prise dans les tensions entre la France et la Turquie

Les autorités turques ont pris une décision qui réduit l'accès des enseignants français à la prestigieuse université d'Istanbul. Ce qu'une partie de la presse assimile à une mesure de rétorsion contre la France risque d'hypothéquer l'avenir de l'un des fleurons de la coopération franco-turque.

Après le vote de la loi en France sur le séparatisme et le refus des deux fédérations islamiques turques, très liées à Ankara, de signer la Charte des principes pour l'islam de France, puis les nouvelles mesures prises pour encadrer les enseignements de langue et de culture d'origine dispensés par les professeurs turcs dans les établissements français, la tension se tend à nouveau entre Paris et Ankara, venant s'ajouter aux dissensions géopolitiques en Méditerranée et dans le Moyen-Orient.

Cette fois, c'est l'enseignement francophone en Turquie qui se trouve dans le viseur du pouvoir, alors qu'il était déjà critiqué de longue date par les médias proches du gouvernement. Il y a quelques mois, [un éditorialiste du quotidien islamiste Yeni Akit tréignait](#) :

On trouve treize lycées et une université francophone en Turquie, où l'on apprend la langue française et où l'on impose la culture française à notre jeunesse. Les agents de Macron viennent recruter des enfants issus de notre terre d'Anatolie



L'université de Galatasaray, au bord du Bosphore, en 2006 (photo d'illustration). PHOTO / LARS HALBAUER / DPA/AFP

pour en faire des admirateurs de la France. Il faut mettre fin à cet impérialisme éducatif."

Ces jours-ci, c'est l'université francophone de Galatasaray, à Istanbul, qui se trouve concernée par une nouvelle mesure qui impose désormais aux enseignants français qui désirent y enseigner d'obtenir un diplôme de maîtrise de la langue turque : *"Les enseignants qui échoueront au test ne se verront pas délivrer de permis de travail, cela signifie qu'il n'y aura désormais plus de professeurs français. On est en droit d'être en colère contre les politiciens français, mais ce n'est*

pas une raison pour détruire une telle institution éducative", regrettait dans les colonnes d'**Habertürk** le journaliste Fatih Altayli, dans un article rapidement retiré du site Internet du journal.

Pour le président de l'institution de l'enseignement supérieur, Yekta Sarac, interrogé par le quotidien **Milliyet**, il s'agit d'une *"mesure de rétorsion"* à la suite de la décision française de demander aux enseignants turcs intervenant dans les écoles françaises, au titre des enseignements de langue et de culture d'origine, de pouvoir justifier d'un certain niveau de maîtrise du français. *"Il ne faut*

pas donner à cette décision une intention qui n'est pas la sienne ni lui attribuer un sens politique", affirme le professeur Sarac.

Cette décision intervient alors que les étudiants et professeurs de l'université de Galatasaray, comme d'autres universités à travers le pays, ont organisé un rassemblement en solidarité avec la fronde de l'université du Bosphore, qui proteste depuis deux mois contre la nomination par le président turc Recep Tayyip Erdogan d'un nouveau recteur issu des rangs de son parti, relate **Cumhuriyet**.

Paradis fiscaux : l'Europe accorde un nouveau sursis à la Turquie

Ankara doit partager d'ici à fin juin ses données bancaires avec les Etats membres de l'Union européenne, sous peine d'être placé sur « liste noire ».

La Turquie ne figurera pas (encore) sur la « liste noire » des paradis fiscaux de l'Union européenne (UE). Le pays, qui ne partage pas de données bancaires avec six des Etats membres, dont la France, a, lundi 15 février, obtenu de Bruxelles un nouveau et dernier délai de quatre mois pour remédier à cette situation.

Les considérations géopolitiques, à l'heure où les tensions entre l'UE et Ankara autour de l'exploration d'hydrocarbures en Méditerranée orientale semblent s'apaiser, l'ont emporté sur le constat des maigres efforts de la Turquie en matière de transparence fiscale. Un accord a néanmoins été difficile à trouver entre les tenants d'une ligne dure face à Ankara (France, Grèce, Chypre, Danemark, Autriche) et ceux qui, à l'image de l'Allemagne, privilégiaient une approche conciliante.

« *L'intégrité de la liste est en jeu* », expliquait, lundi, une source proche du dossier, dénonçant les tentatives de « *politiser cet exercice pour exempter la Turquie de ses obligations* ». En vertu du délai déjà accordé début 2020, Ankara avait jusqu'au 31 décembre pour établir un échange automatique et sur demande d'informations fiscales avec tous les Etats membres.

« **Liste grise** »

Or la Turquie ne transmet tou-

jours rien à la France, à l'Allemagne, à la Belgique, à l'Autriche et aux Pays-Bas, qui accueillent environ 5 millions des 7 millions de Turcs vivant dans l'UE. Elle ignore aussi Chypre, dont elle ne reconnaît pas la légitimité. Si Ankara met en avant des difficultés techniques pour déterminer la résidence fiscale de ses ressortissants, le sujet est sensible pour la diaspora turque, qui craint des sanctions pour ceux qui, par exemple, auraient perçu des aides sociales dans l'UE, tout en « *dissimulant* » des revenus en Turquie.

« [La Turquie] *devra tenir ses promesses. Mais l'inscrire sur la liste [noire] maintenant aurait été interprété comme une agression, alors que les Turcs donnent des signes de rapprochement* », considère une autre source européenne. Ankara et Athènes ont repris le dialogue pour régler leur différend sur l'exploitation de gisements gaziers.

Lundi, à l'occasion de la mise à jour de la liste européenne des paradis fiscaux, les experts nationaux des Etats membres ont abouti à un compromis – qui doit être entériné, mercredi 17 février, par les ambassadeurs des Etats membres auprès de l'UE – pour garder la Turquie sur la « *liste grise* » des juridictions à surveiller. Ankara devra s'engager, en mai, à échanger des données avec les Vingt-Sept et activer ce mécanisme avant la fin juin. Le cas échéant, elle re-

cevra alors une mise en garde et atterrira sur la liste des pays non coopératifs à des fins fiscales, qui sera révisée par l'UE en octobre.

« **C'est le dernier délai qu'on accorde** »

« *C'est le dernier délai qu'on accorde à la Turquie* », assure une source diplomatique. Les pays inscrits sur la liste noire voient leur accès aux fonds européens limités et se retrouvent surtout dans une posture politiquement inconfortable.

D'autres sources n'excluent pas qu'un rebondissement dans la relation ambiguë entre l'UE et Ankara exige un délai supplémentaire. Trouver le « *bon moment* » pour épingle la Turquie s'annonce compliqué. L'UE compte sur son aide dans la lutte contre la migration irrégulière, selon l'accord conclu en 2016.

Reste que, de manière générale, « *la Turquie n'est pas le vrai problème, car elle ne provoque pas autant de dommages fiscaux à l'UE que d'autres pays qui ne figurent pas sur la liste* », rappelle Sven Giegold, député européen allemand du groupe des Verts et spécialiste du sujet.

Incohérences

Selon l'ONG Tax Justice Network (TJN), les juridictions recensées par l'UE dans sa « *liste noire* » des paradis fiscaux sont collectivement res-

ponsables d'à peine 1,72 % des pertes fiscales mondiales. Depuis sa création, en 2017, cette liste s'est révélée être un outil de pression efficace, mais essuie des critiques pour son caractère politisé et ses incohérences. Les Etats-Unis pourraient, par exemple, y figurer, notamment à cause du régime fiscal opaque du Delaware. En octobre 2020, l'UE a aussi retiré de cette liste le territoire britannique des îles Caïmans, qui se trouve pourtant en tête des classements des paradis fiscaux.

« *L'UE n'énumère pas les vrais paradis fiscaux, parce que les critères pour dresser cette liste sont faibles. Ils sont conçus de manière à ce que tous ses Etats membres les remplissent. On n'ose pas s'en prendre aux paradis fiscaux de l'UE* », souligne M. Giegold.

Selon TJN, la France aurait perdu, entre 2016 et 2017, 2,7 milliards de dollars (2,2 milliards d'euros) d'impôt sur les sociétés au profit des Pays-Bas. En 2019, le Parlement européen a estimé que ce pays « *présentait les caractéristiques* » d'un paradis fiscal. Une étiquette accolée également au Luxembourg, dont l'ampleur des fonds dissimulés par le centre financier du Grand-Duché a été dévoilée par l'enquête OpenLux, lundi 8 février, menée notamment par *Le Monde*.

3 journalistes et 2 activistes condamnés à 6 ans de prison au Sud-Kurdistan

Trois journalistes et deux militants des droits humains ont été condamnés à 6 ans de prison chacun par un tribunal de Hewlêr (Erbil), capitale du Sud-Kurdistan (Irak).

Les journalistes Sherwan Sherwani, Guhdar Zebari et Ayaz Karam, ainsi que les activistes Shivan Said Omar et Hariwan Isa ont été condamnés à 6 ans de prison chacun dans la capitale du Sud-Kurdistan, Hewlêr. Arrêtées l'année dernière dans la région de Dohuk, lors de manifestations contre la corruption gouvernementale, les 5 personnes sont



Devant le palais de justice de Hewlêr (Erbil)

détenues depuis plusieurs mois. Elles sont accusées d'avoir « nui à l'indépendance, à l'unité et à la sécurité du pays. »

La condamnation a suscité nombre de réactions de la part des parlementaires de la région.

Présent au procès, Belên Ismail, député du Mouvement Goran au parlement du gouvernement régional du Kurdistan (KRG), s'est adressé à l'agence de presse RojNews : « Lorsqu'une personne est détenue, il doit y avoir une accusation contre elle, mais il n'y a aucune charge pénale contre ces personnes originaires de Behdinan ».

Le parlementaire Dr. Shayan a, quant à lui, déclaré : « J'ai des doutes. Parce qu'ils ont tous été condamnés à la même peine. C'est suspect. Ils n'ont commis aucun crime. »

La CFWIJ demande la libération immédiate de deux journalistes kurdes

La Coalition pour les femmes dans le journalisme a demandé la libération immédiate des journalistes kurdes Şehriban Abi et Nazan Sala.

La Coalition pour les femmes dans le journalisme (CFWIJ) a publié une déclaration concernant l'acte d'accusation dressé contre les journalistes de l'agence de presse féminine Jin News, Şehriban Abi et Nazan Sala, ainsi que contre la correspondante de l'Agence de presse Mezopotamya (MA) Zeynep Durgut. [Şehriban Abi et Nazan Sala sont détenues depuis le 6 octobre](#). Les trois journalistes sont accusées de « terrorisme ».

« Si les journalistes sont reconnues coupables, elles risquent une peine allant jusqu'à 15 ans de prison », a déclaré la CFWIJ, ajoutant : « nous condamnons les



accusations infondées portées contre les journalistes, et nous demandons leur libération immédiate ».

L'acte d'accusation contre les journalistes a été accepté mardi par la Cour criminelle de

Van. La première audience de leur procès est prévue le 2 avril prochain.

Le procureur a demandé une peine allant jusqu'à 15 ans de prison pour « appartenance à une organisation terroriste

armée ». La journaliste Nazan Sala risque également jusqu'à 13 ans de prison pour « propagande terroriste par le biais de la presse ».

Nous réaffirmons une fois de plus que le journalisme n'est pas un crime, a poursuivi la CFWIJ. Les arrestations et les méthodes d'intimidation juridiques contre les journalistes sont des attaques flagrantes contre la liberté de la presse en Turquie. Nous affirmons que nos collègues Şehriban Abi et Nazan Sala exercent leur métier de journaliste et ne commettent pas de crimes dans le cadre de leur travail. Nous demandons leur libération immédiate. »

Selahattin Demirtaş: I condemn the massacre of our 13 people

Imprisoned politician Demirtaş has sent a message about Turkey's 13 security personnel who lost their lives in Gare. He has criticized the attempts to hold the HDP and the opposition accountable for the killings.

Behind bars in Edirne Prison since November 2016, former Co-Chair of the Peoples' Democratic Party (HDP) Selahattin Demirtaş has sent a message about the 13 police officers and soldiers who lost their lives during the Gare operation of the Turkish Armed Forces in Iraq's north.



His message has been shared on his Twitter account. "I openly condemn the massacre of our 13 people held by the

PKK [Kurdistan Workers' Party]. I sincerely share the grief of the families and extend my condolences to them. I am

really sorry for what happened," Demirtaş has said.

"It is also heedless to hold the HDP and the opposition accountable for the tragedy that unfolded as a result of an operation [carried out] with the aim of political show, rather than [using] diplomatic channels. Who needs to account to people is the government," Demirtaş has added.

"What matters is to establish peace by standing up against arms, violence and war under all circumstances," he has concluded his message.

Erdoğan encouraged tough police response throughout Boğaziçi University protests: HRW

Human Rights Watch (HRW) has slammed the Turkish authorities for cracking down on protests against President Recep Tayyip Erdoğan's appointment of a loyalist as rector of Istanbul's Boğaziçi University.

Erdoğan and senior government officials have "directly encouraged a tough police response throughout" the protests, said the HRW in a [statement](#) on Feb. 18.

Erdoğan initially referred to the student protesters as "lazy and narrow-minded" but, together with other government officials, later began to suggest they

had terrorism links, an allegation widely used by the Turkish authorities to criminalize democratic opposition and government critics, the HRW said.

The protests by Boğaziçi students and faculty members started after Erdoğan appointed Melih Bulu as the Boğaziçi University rector on Jan. 1, 2021.

The authorities have responded to demonstrations with excessive police force, arrests, and targeted house raids. They detained more than 560 protesters in all, 11 of whom were later arrested by a court order.

"Erdoğan's appointment of an unelected rector to Boğaziçi University and the violent arrests of students who had peacefully protested the move encapsulates the government's disregard for basic human rights," said Hugh Williamson, Europe and Central Asia director at Human Rights Watch.

"Imposing an unelected presidential-appointee rector on a university with no consultation demonstrates a lack of respect for academic freedom and the autonomy of universities in Turkey."

Turkish government officials

have used anti-LGBT rhetoric to appeal to conservative outrage and to delegitimize the protests, Human Rights Watch said.

"The authorities should protect and affirm LGBT students' rights to organize and express themselves, rather than attacking them," Williamson said.

"The Turkish authorities should respect the right to assembly, stop using abusive police power to silence dissent, and ensure the immediate release of students arbitrarily detained."

Feb. 18, 2021

Turkey: Student Protesters at Risk of Prosecution

Free Detainees; Respect Freedom of Assembly

(Istanbul) – Turkish authorities have placed hundreds of student protesters under possible criminal investigation, Human Rights Watch said today. The students were arrested during weeks of protests against President Recep Tayyip Erdoğan's appointment of an academic closely aligned with the government as rector of one of Turkey's top universities.

Students and the academic staff of Boğaziçi University in Istanbul have exercised their lawful right to peacefully express their opposition to the appointment, which they regard as a move to impose government control over the institution and undermine academic autonomy and freedom.

"Erdoğan's appointment of an unelected rector to Boğaziçi University and the violent arrests of students who had peacefully protested the move encapsulates the government's disregard for basic human rights," said Hugh Williamson, Europe and Central Asia director at Human Rights Watch. "Imposing an unelected presidential-appointee rector on a university with no consultation demonstrates a lack of respect for academic freedom and the autonomy of universities in Turkey."

Human Rights Watch interviewed eighteen students, including four who had been released from police custody, four lawyers, and two academics, analyzed images and legal documents, and monitored four student protests.



The protests by students and faculty members started after President Erdoğan appointed Melih Bulu as the Boğaziçi University rector on January 1, 2021. Bulu, a political ally of the president's Justice and Development Party (AKP), has worked in academia and in the defense industry, and previously served as rector of two private universities.

After police harshly dispersed protests at the campus on January 4, the Istanbul prosecutor at 3 a.m. on January 5 issued arrest warrants and ordered the confiscation of cell-phones, laptops, and data storage devices of at least 28 students, allegedly at the request of the city's governor. At around 5:30 a.m. police raided at least 17 houses, in a few cases the wrong houses, and broke down doors, and in one case walls, to arrest students

who took part in protests a day before.

In the following weeks, demonstrations in support of the Boğaziçi protests were held in other parts of Istanbul and in 38 cities across Turkey.

The authorities have responded to some of the demonstrations with excessive police force, summary arrests, and targeted house raids. They arrested more than 560 protesters in all, most of whom were released after a short time. Protesters detained in Istanbul in early January, all of whom were released, told Human Rights Watch that the police conducted strip-searches and verbally abused and threatened them in some cases. Three reported that police held guns to their heads during house raids, and two said the police also slapped and insulted them.

The president and senior officials have directly encouraged a tough police response throughout. President Erdoğan initially referred to the student protesters as "lazy and narrow-minded" but, together with other government officials, later began to suggest they had terrorism links, an allegation widely used by the Turkish authorities to criminalize democratic opposition and government critics.

Lesbian, gay, bisexual, and transgender (LGBT) students and protesters have been playing a key role in ongoing demonstrations. On January 29, the authorities initiated a targeted crackdown on LGBT students and protesters after students mounted an exhibition on Boğaziçi campus in solidarity with the ongoing protests that included, among many other pieces, an artwork depicting the Kaaba, the most im-

portant holy site for Muslims, combined with LGBT flags and a mythological creature that is half-snake half-woman. Police arrested two students who appear in a video of the exhibition that was streamed to the internet, and two others who were presumed to be among LGBT organizers on campus.

On the same day, the police raided a room used by a student LGBT club and confiscated flags and books. Two days later, Bulu, the new rector, shut down the students' LGBT club.

The interior minister and Justice and Development Party's (AKP) spokesperson called the students "perverts" on several social media platforms, apparently alluding to the artwork. Courts placed two of the students in pretrial detention and two under house arrest on suspicion of "inciting hatred and enmity" (Turkish Penal Code article 216/1).

Courts have placed at least 25 protesters under house arrest, and 9 remain in pretrial detention at the time of writing, on suspicion of "inciting hatred" and "violating the law on demonstrations" and for "resisting police orders." Dozens were released under judicial control. The arrests and detentions come against the backdrop of heavy restrictions on public protest in Turkey; abuses of power by the government to silence critical groups; and targeting of minority groups, including LGBT people. The authorities have sometimes justified bans on demonstrations by citing the risk of Covid-19 alongside unspecified threats to public order.

"The authorities should protect and affirm LGBT students' rights to organize and express themselves, rather than attacking them," Williamson said, "The Turkish authorities should respect the right to assembly, stop using abusive police power to silence dissent, and ensure the immediate release of students arbitrarily detained."



Students and academics mobilized against the Turkish president's appointment of a new rector,

During student protests against President Erdoğan's appointment of a rector to Boğaziçi University, police used handcuffs to keep the campus gate shut in Istanbul, Turkey, January 4, 2021 © 2021 Private

On January 1, 2021, President Recep Tayyip Erdoğan appointed rectors to head five universities including Boğaziçi University, a school that had been relatively exempt from a government crackdown on academia that started in 2016. Until 2016, faculty members had elected the rector of Boğaziçi University. In 2016 Erdoğan appointed a faculty member who had not run for election over the candidate who had received the majority of the votes. Despite some debate and protests over that appointment, the academics and the university students later accepted the appointee.

After his term ended in November 2020, the appointed rector became a candidate for a second term. However, President Erdoğan took the unorthodox step of appointing Melih Bulu, a candidate who was neither an academic at the school nor, faculty members said, met the academic criteria for being one.

On January 4, hundreds of students from Boğaziçi and other universities, along with faculty members and alumni, gathered inside and outside the campus to protest the appointment and to demand the rector's resigna-

tion and the right to choose university rectors. The police responded with teargas, rubber bullets, and water cannons to disperse the crowd.

Protests have been ongoing ever since. Alongside the student demonstrations, Boğaziçi academics have been holding silent protests every day in front of the new rector's office, turning their backs on the rectorate for 20 minutes.

Excessive Police Force

The Turkish authorities have consistently responded to the protests with excessive use of force and arbitrary detention.

Excessive use of force was evident on the first day of protests, January 4. One Boğaziçi university student who took part in the protests, and asked that her name be withheld to avoid reprisals, said that police grabbed and dragged her, injuring her wrists, arms, and back. Another student, who gave his first name as Muhammed, said that he saw police officers dragging a protester to a bus parked inside the university premises.

The police interference was even harsher on February 1,

when police blocked students inside the campus from leaving and protesters outside the campus from gathering. Human Rights Watch witnessed police officers use excessive force to arrest at least four peaceful protesters who showed no signs of aggression. Riot police entered the campus that evening to disperse the crowd and arrested more than 50 students.

On February 2, [the excessive use of force](#) escalated significantly, Human Rights Watch saw videos and images of students with broken teeth, faces covered in blood, and several police officers kicking protesters who were not attempting to resist arrest. Violent police crackdowns on protesters resumed in the following days.

Detentions

Turkish authorities have detained more than 560 protesters in at least 38 cities, with 9 currently in pretrial detention and more than 25 under house arrest. Hundreds were released, but many were subject to conditions such as travel bans and a requirement to sign in at the nearest police station on a regular basis until further notice.

The first arrests took place on January 5, following a 3 a.m. request by the Istanbul governor, lawyers said. An Istanbul prosecutor issued arrest warrants for at least 28 students, including orders to confiscate cellphones, laptops, and data storage devices. At around 5:30 a.m., special operations police units raided at least 17 houses.

At dawn, police raided a house where Yıldız İdil Şen and Havin Özcan, two trans women who had joined the protests, were staying. Şen said that police officers held guns to their heads and slapped them. Şen also said that police officers remained in the hospital room during a mandatory medical examination for detainees and used transphobic slurs throughout the detention. Şen said police officers threatened to rape her with a baton and told her, "You probably would enjoy this."

Burak Çetiner, a master's student at Boğaziçi University who was among those arrested on January 5, said:

I went to the protests on January 4 and police raided my house where I live with my mother and father, at dawn on January 5. We woke up to sounds of hammering on the door. The police officers in riot gear pushed us on the ground and held guns to our heads. They searched my room and confiscated my cellphone and later detained me. While in custody, police handcuffed our hands so tightly that several of us had bruises on our wrists.

A lawyer who was representing some of the students said:

The process was so fast that the prosecutor sent the orders to the police in a handwritten note. The prosecutor also issued a 48-hour long custody period for the detainees. This custody period is in violation of Turkey's domestic law considering how light the charges are. In their quest to detain students, police raided the wrong houses, broke down doors and walls, ill-treated residents, and used excessive force. Even

hours after the arrests, we as lawyers were not able to find a case number or a prosecutor to whom we could submit our appeals. Statements from officials alleging terrorism links are clearly misleading as there is no evidence to support it.

Information from lawyers and legal documents listed the grounds for the arrests as "violating the law on demonstrations" (Law 2911) and "resisting police orders."

On January 6, the Istanbul governor used the Covid-19 pandemic as a pretext to announce a ban until February 5 on all protests and public gatherings in the two Istanbul districts where the Boğaziçi University campuses are located. During student protests in Ankara, one student's leg was broken during their arrest. An opposition politician alleged that a university in Ankara abruptly laid off at least eight research assistants who joined protests, citing budget cuts.

Courts imposed judicial control measures and travel bans on 26 detainees released by Istanbul courts in early January, while 2 were released unconditionally.

On January 29, police cracked down on students whom they believed to be involved in mounting an exhibition on campus in support of the protests, which featured an artwork combining the Kaaba with LGBT flags and a mythological creature. After the exhibition, police arrested two students who had been visible in a video of the exhibition that had been streamed on the internet and two who were known as campus LGBT organizers. The prosecutor is investigating four of them on suspicion of "provoking hatred or hostility" (Turkish Criminal Code 216/1). Courts placed two students in pretrial detention and two others under house arrest. A fifth student briefly arrested was released.

On February 1, at around mid-

night, dozens of riot police entered the Boğaziçi campus and started arresting students who were protesting in front of the new rector's office. Police detained at least 51 students inside the campus and about 108 outside. The prosecutor is investigating several of them on suspicion of "damaging public property," "violating the law on demonstrations," and "depriving an individual of their physical liberty," which carries a prison sentence of one to five years.

The number of detainees increased enormously in the following days. The deputy interior minister announced on February 4 that 528 protesters had been detained in 38 cities in one month and added "No one should test our state's strength." Human Rights Watch estimates the total number of police arrests to be around 560.

Anti-LGBT Discourse

Government officials have used anti-LGBT rhetoric to appeal to conservative outrage and to delegitimize the protests, Human Rights Watch said.

Many LGBT students have been heavily involved in the protests, in part because of concerns that the new rector, who had posted views on social media that the students characterized as anti-LGBT, would crack down on LGBT organizing and threaten the precarious safe spaces they had carved out on campus. A trans woman studying at Boğaziçi University said:

There are minority groups who are more affected [by the appointment] than the majority, for instance, LGBTQIs [lesbian, gay, bisexual, transgender, queer and intersex people], especially trans women and men. At a time when trans women like me have very limited safe space, such an appointment seems like an attempt to strip us of this space. We just want to exist.

Other students expressed concern that the new rector might stifle the limited amount of free speech in the university by allowing police to enter the campus in cases of protests and student club activities deemed inappropriate, such as LGBT movie nights.

On January 29, the interior minister called LGBT protesters "perverts" on his Twitter account. Twitter placed a warning on the tweet soon after for violating its rules about "hateful conduct." President Erdoğan on the other hand, speaking at a public event of his party on February 3, described the students as "terrorists" and said "LGBT, there is no such thing. This country is national and moral."

The students' fears about the new rector were borne out on February 2, when Turkey's communication director, Fahrettin Altun, shared a document on his Twitter account and said students were protesting because Bulu signed a decision to shut down Boğaziçi University's LGBT club.

Crackdown on Academia

The laws and regulations on universities in Turkey have been amended and revised under political power shifts since the 1940s.

The universities had considerable autonomy in selecting their own rectors until 1981 when the then military junta established a body called the Council of Higher Education (YÖK) to select a pool of candidates for top university posts for the president of the country to choose from. In 1992, the government restructured the election system to allow faculty members to take part in selecting candidates.

The most recent amendments to the appointment of rectors came while Turkey was under emergency rule after the July 15, 2016 coup attempt. A state of emergency decree (KHK 676) granted the president the

authority to appoint rectors, and another decree in 2018 (KHK 703) reduced the requirement for candidates from five years as a professor to three.

Between 2016 and 2018, the government used decree laws to shut down 15 private universities, dismiss more than 6,800 academics, and prosecute hundreds of academics based on alleged terrorism links for signing a petition calling for a peaceful resolution to the decades-long Kurdish conflict in southeastern Turkey.

In addition to barring purged academics from working in universities in Turkey, the government also canceled their passports, leaving them unable to work or to travel to seek employment outside the country.

The government increased funding for Boğaziçi University after Bulu became rector. President Erdoğan announced through the Official Gazette on February 6 the formation of two new faculties at the university. Students and critics see the move as an attempt to bring in academics from other universities to allow the new rector to form a management team to determine decision-making structures as well as to exert influence over the university's policies. Many academics at the university have reportedly refused to work with him.

In 2020, President Erdoğan stripped Istanbul Şehir University of its permit to operate. Ahmet Davutoğlu, a former prime minister under Erdoğan and now a political rival, was the university's founder. Erdoğan's move to close it down was widely seen in the independent media as a reprisal against Davutoğlu.

Since the coup attempt, rectors, or academics linked with the ruling Justice and Development Party, have had a significant advantage with respect to promotions. President Erdoğan has appointed several former AKP members of parliament or former party members as rectors of leading universities in recent years.

"Ankara should understand universities are not government offices and academics are not mere civil servants," said Esra Mungan, an academic at Boğaziçi University. Burak Çetiner, a student in a master's program at the university said that "[t]here is pressure on all parts of life in Turkey including universities."

In 2018 a group of students peacefully protested a stand set up by another group of students on the campus of Istanbul's Boğaziçi University to support the Turkish military operation in the northwest Syrian district of Afrin. Thirty students who were at the protest were

first detained and later charged with "spreading terrorist propaganda." In 2020, an Istanbul court sentenced 27 of them to 10 months in prison and fined the other 3.

International Standards on Academic Freedom and Institutional Autonomy

Freedoms of expression and assembly, guaranteed under international law, including by articles 10 and 11 of the European Convention on Human Rights (ECHR) and articles 19 and 21 of the International Covenant on Civil and Political Rights (ICCPR) respectively, extend to everyone and protect the right to peaceful protest. In an academic setting and combined with the right to education (guaranteed under article 2 of Protocol 1 of the ECHR and article 13 of the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (ICESCR)), these freedoms take on a particular significance and are core to the principles of academic freedom and institutional autonomy.

Academic freedom is a broad principle that protects educators and students and applies to the complete range of academic pursuits – formal and informal, inside the classroom and beyond. The Committee on Economic, Social, and Cultural Rights (CESCR), which interprets the ICESCR, has

stated that "academic freedom includes the liberty of individuals to express freely opinions about the institution or system in which they work, to fulfil their functions without discrimination or fear of repression by the State or any other actor...." The committee underlined that "enjoyment of academic freedom requires the autonomy of institutions of higher education."

The Council of Europe requires member states such as Turkey to respect both academic freedom and institutional autonomy, and its Committee of Ministers has issued multiple recommendations to member states on this responsibility. The committee has noted that "academic freedom and institutional autonomy are essential values of higher education" that "serve the common good of democratic societies." The committee defines academic freedom as, among other things, guaranteeing "the right of both institutions and individuals to be protected against undue outside interference, by public authorities or others." The European Union, of which Turkey is not a member, includes the obligation to respect academic freedom in article 13 of its Charter of Fundamental Rights.

© 2021 Human Rights Watch



18 février, 2021
Par Amities Kurdes de Lyon

CIZRE, HISTOIRE D'UN MASSACRE

Rappel des faits

Cizre, 106 000 habitants (126 000 pour le district urbain) est une vieille ville au Sud Est de la Turquie, au bord du Tigre, proche de la frontière syrienne. C'est

une ville « historique » du Kurdistan de Turquie, une ville qui a toujours soutenu, depuis des décennies, les « mouvements de libération » kurdes.

En novembre 2002, l'AKP

(Parti de la Justice et du Développement, parti islamoc-conservateur de Recep Tayyip Erdogan) remporte les élections. Fort de ce succès et de l'évolution stratégique du mouvement kurde, des négociations

s'engagent, entrecoupées de périodes de fortes tensions. En janvier 2013, un « processus de paix » est mis en discussion.

Mais en juillet 2015, Erdogan et son gouvernement

mettent brutalement fin à ce processus. Une des raisons en est le succès du HDP (Parti Démocratique des Peuples, issu du mouvement politique kurde qui a repris dans son programme les revendications sociales et démocratiques de tous les peuples de Turquie.) aux élections municipales dans la plupart des grandes villes du Kurdistan. Aux élections législatives de juin 2015, il arrive en troisième position. En 2014, il remporte. Erdogan et son parti perdent pour la première fois la majorité absolue.

Des attentats, non clarifiés à ce jour, servent de prétexte à la Turquie pour mettre fin au processus de paix déjà en panne. Elle prétend engager une guerre contre le « terrorisme », mais la cible principale est le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan) ainsi que ses alliés en Syrie du Nord, qui ont arrêté les troupes de Daech à Kobané au Rojava (ou maintenant Fédération Démocratique de la Syrie du Nord). Les Kurdes y construisent une expérience politique et sociale d'auto-organisation des populations originale ; cette avancée des Kurdes vers un état fédéral est interprétée comme un séparatisme par Erdogan qui n'a jamais abandonné la vision traditionnelle du nationalisme turc dominateur.

Au mois d'août 2015, de nombreuses villes du Kurdistan de Turquie, dont Cizre, proclament une « autonomie démocratique », inadmissible pour l'état turc et Recep Tayyip Erdoğan qui a changé son discours de paix

pour celui d'un guerrier nationaliste. Ces villes sont encerclées et bombardées par l'armée et les forces « spéciales » turques qui emploient les grands moyens (artillerie lourde, chars d'assaut) contre des combattants kurdes.

C'est la politique de la terre brûlée contre un soulèvement urbain amateur des jeunes des quartiers en résistance. Dans chaque ville en guerre l'état suit la même stratégie. Un couvre-feu est annoncé pour une date très, voire trop proche et les habitants sont sommés de quitter le quartier ou la ville. Ceux et celles qui resteront seront considérés.e.s comme « terroristes » et en conséquence traités.e.s comme tel, ce qui signifie être éventuellement abattus.e.s sans jugement. Cizre en subira plusieurs couvre-feux, de plus en plus violents, et à chaque fois sans foi ni loi.

Le 14 décembre 2015 à 23 heures, un dernier couvre-feu est imposé aux habitants de plusieurs quartiers de Cizre. Il restera en vigueur jusqu'au 3 mars 2016. C'est un vrai siège qui va se dérouler dans des conditions terribles. Le député HDP du district de Şırnak dont Cizre fait partie, Faysal reste dans la ville, et en tient le récit sur son compte Twitter.

Pendant des mois, les habitants, sont privés d'eau (d'où les problèmes d'hygiène invraisemblables), d'électricité et de ravitaillement (qui ne peut arriver qu'au compte-goutte). Le tout sous les bombardements incessants : l'hôpital est partiellement

détruit et les ambulances qui y arrivent sont constamment victimes des tirs des snipers turcs.

A partir du 5 janvier 2016, des messages des forces turques diffusés par les haut-parleurs menacent même de gazer les habitants qui ne quitteront pas les quartiers assiégés ! Il s'agit effectivement, pour Erdogan, en plus d'écraser le mouvement kurde, d'obtenir un résultat supplémentaire : faire partir la population kurde de chez elle pour, à terme, la remplacer par une autre (en l'occurrence de réfugiés syriens) et y rendre les « indigènes » minoritaires.

Le froid, la faim, le manque d'hygiène, l'absence de soins et de médecine frappent durement. On apprend courant janvier que de nombreux habitants sont bloqués dans les caves et sous-sols de trois immeubles (rue Bostancı, rue Narin et rue Akdeniz). Radio France Internationale en fait état le 1er février 2016. Les députés du HDP, Faysal Sarıyıldız, Selahattin Demirtaş (co-président du HDP à l'époque, en prison), Meral Daniş Beştaş (co-présidente du groupe parlementaire), İdris Baluken (membre des négociations de paix, en prison pour une peine de plus de 15 ans) essaient de négocier, avec le gouvernement, l'évacuation de ces personnes. Ces discussions se font par téléphone et sont retransmises en direct par les haut-parleurs pour que la population soit tenue au courant en permanence (vous entendrez certains de ces enregistrements dans le

documentaire) : en vain ! Les snipers des forces turques empêchent la sortie de quiconque de ces caves et sous-sols, y compris en ambulance.

Début février, les immeubles dans lesquels se trouvent les réfugiés sont en flamme suite aux bombardements. Le 8 février, les grands médias turcs (dont la plupart sont normalisés par Erdogan) annoncent la mort de 30 à 60 « terroristes » lors de la destruction d'un « centre de commandement du PKK ». Faysal Sarıyıldız dénonce alors un « mensonge d'État ».

Fin février, le gouvernement turc annonce la fin des opérations militaires. Mais le siège est encore maintenu, le temps de faire disparaître les gravats et de disperser les corps. La zone est rasée. Aucune enquête des autorités turques ne sera menée. Les expertises des autorités médico-légales sur les cadavres calcinés retrouvés concluront à des « causes non identifiées », des décès par des « armes non répertoriées ».

Le bilan (non officiel évidemment) conclura à 251 morts « militaires » pendant le siège (Kurdes et soldats turcs) et 175 morts dans les caves, dont 150 cadavres calcinés. La Présidente de la Fondation Turquie pour les Droits de l'Homme, Şebnem Korur Fincancı, conclura à une « intention génocidaire ».



February 18, 2021
By Halgurd Sherwani

Symbol of diversity: Almost two decades after the assassination of Franso Hariri

“He was an umbrella under which athletes could gather,” Pareshan said, adding that he wished the politician would revive and “rescue Kurdish sports from crisis.”

ERBIL (Kurdistan 24) – Almost two decades ago, the Kurdistan Region’s capital Erbil lost one of its most popular governors when Franso Hariri was killed by a radical religious group in broad daylight.

Hariri, 64, was a beacon of diversity for the Region. The Assyrian-Christian was a well-known and popular figure in the political landscape and in 1996 he became governor, a post he held until his death on February 18, 2001.

Hariri was previously actively involved in Kurdish revolutionary movements, in which he played a critical role from the 1960s until his departure.

Symbol of diversity

“He had a deep belief in coexistence as he was respecting of all religions and social figures,” said Ali Hussien, a close friend and fellow cadre of Hariri in the Kurdistan Democratic Party (KDP).



Memorial to late Franso Hariri in the Kurdistan Region’s capital Erbil, Feb. 18, 2021. (Photo: Kurdistan 24)

Hariri came from a Christian-Assyrian family in the town of Harir, located to the northeast of Erbil city, but the Kurdistan Region is home to many ethnic and religious groups, namely Assyrians, Chaldeans, Yezidis (Ezidis), Sabeans, Zoroastrians, and Shabaks.

Despite his political career, Hariri devoted time to building the Region’s sports infrastruc-

ture. Under his leadership, Erbil became the site of an inter-



The late Franso Hariri presents a trophy to a winner in Franso Hariri Stadium. (Photo: Kurdistan 24)

national stadium, which later was named after him: Franso Hariri International Stadium. The stadium is a multipurpose arena which hosts different activities, mainly football matches.

Pope Francis is expected to hold a Mass in the stadium upon his arrival on March 7.

“I am surprised that Kurdistan [Region] could function without Franso Hariri,” said Jalal Pareshan, a member of Kurdistan Parliament, referring to the services he provided athletes.

“He was an umbrella under which athletes could gather,” Pareshan said, adding that he wished the politician would revive and “rescue Kurdish sports from crisis.”

Art, for Hariri, was another area of special engagement



The photo of Franso Hariri’s bullet-ridden car, in which he was assassinated. (Photo: Kurdistan 24)



18-02-2021
By Sura Ali

50 percent of Iraq's new COVID-19 cases are UK strain: Ministry of Health

ERBIL, Kurdistan Region — Iraq's Ministry of Health has said that 50 percent of new COVID-19 cases are from the UK strain of the virus, according to an official [statement](#) published on Thursday.

The strain has spread widely in the past three days, health minister Hassan al-Tamimi said in a press conference, with a number of children and adolescents in a critical condition.

"There is a significant increase in the rate of critical cases in hospitals, which puts great pressure on health institutions," Tamimi said, calling for implementation of the curfew, adherence to health advice, and assistance to security forces and health teams.

The UK variant, which was [first detected](#) in England in September 2020, poses "a great danger if preventive measures are not taken seriously," he added. The ministry [announced](#) its arrival to Iraq on Monday, saying several children had been infected with



The Ministry of Health press conference in Baghdad on February 18, 2021. Photo: Ministry of Health/Facebook

the variant strain of COVID-19. Iraq's national health and safety committee on Saturday announced [new restrictions](#) on movement and social gatherings starting from Thursday, as the number of cases continues to rise.

A curfew will be in place from 8 pm to 5 am for two weeks from February 18, state media reported.

Schools, universities, salons,

parks, wedding, and funeral venues and religious sites will be closed from February 15 until further notice, with schools and universities to return to virtual teaching.

Earlier this week, the Ministry of Education announced the [postponement of mid-year exams](#) until further notice. The ministry said in a statement on Tuesday.

The Kurdistan Regional Government (KRG) health ministry also

warned on Saturday of a new wave of coronavirus infections amid the rapid spread of new variants worldwide.

Kurdistan Region schools were reopened last week under new coronavirus guidelines announced by the Ministry of Education after they were ordered shut and re-opened several times over the past year due to the pandemic.

Coronavirus cases have spiked in Iraq beginning of this week, with 3,575 new cases and 12 deaths recorded on Wednesday. This brings the total number of registered cases to 653,557, and the total number of deaths to 13,204.

Baghdad signed a deal with Pfizer for 1.5 million doses of the COVID-19 vaccine in December. The vaccines are set to arrive by the end of this month.

Iraq will receive doses of the Chinese vaccine by the beginning of next week, Tamimi [told state media](#) on Tuesday.



Feb. 19, 2021
Secretariat of the National Council of Resistance of Iran (NCRI)

Iran: Coronavirus Death Toll in 480 Cities Exceeds 218,200

Iraj Harirchi, regime's Deputy Health Minister: We must assume that the British COVID-19 virus is spread all over the country. It has been seen more in Tehran, Alborz, Khuzestan, and Qazvin provinces. (Mehr news agency, February 18, 2021)

Minoo Mohraz, member of the National Coronavirus Combat Taskforce (NCCT): The rate of the spread of COVID-19 is currently rising significantly. We have to expect the fourth

outbreak in the country. (the state-run media, Khabarfori Online, February 19, 2021)

Head of the Medical Organization: Delays in preparing the vaccine can threaten people's health. Vaccination should be a priority for those in charge, regardless of political issues. (State-run media, Salamat news, February 19, 2021)

Head of Andimeshk (city, west Iran) Health Network: The number of COVID-19 patients and hospitaliza-

tions has doubled. (Mehr, February 19, 2021)

Secretary of NCCT in South Khorasan Province: The number of respiratory and COVID-19 patients hospitalized in the Province has increased by 27% compared to the previous week. (IRNA news agency, February 18, 2021)

Head of Mahshahr Health Network: 50% of PCR tests in Mahshahr are positive, which is very worrying. (IRNA, February 19, 2021)

The [People's Mojahedin Organization](#)

[of Iran \(PMOI/MEK\)](#) announced on February 19, 2021, that the Coronavirus death toll in 480 cities across Iran had surpassed 218,200. The number of victims in Tehran is 52,111, Khorasan Razavi 14,550, Isfahan 14,020, Khuzestan 11,035, Mazandaran 9,187, Lorestan 8,983, East Azerbaijan 8,243, Fars 6,552, Golestan 5,680, Alborz 5,513, Kerman 4,844, Kermanshah 4,459, Kurdistan 3,772, Semnan 3,350, Qazvin 2,444, Hormozgan 2,355, and Bushehr 2,204.



19 février 2021
Par Didier Billion

La question kurde au cœur des tensions turco – états-uniennes

Ces derniers jours les tensions se sont accentuées en Irak entre la Turquie et les forces kurdes du PKK. Ces derniers événements devenant un point de crispation entre la nouvelle administration américaine et la Turquie de Recep Tayyip Erdogan. Le point sur la situation régionale avec Didier Billion, directeur adjoint de l'IRIS, en charge du Programme Moyen-Orient/Afrique du Nord.

Quelle est la situation actuelle dans la région kurde, alors que les tensions entre les Kurdes et la Turquie s'accroissent ?

Il est nécessaire, tout d'abord, de préciser et de distinguer les termes pour ne pas céder aux simplifications. Il y a aujourd'hui des tensions extrêmement vives et préoccupantes entre l'armée turque et le PKK. Or, les Kurdes ne sauraient être réduits au seul groupe politico-militaire qu'est le PKK et il convient donc de ne pas procéder par des amalgames qui, au final, ne permettent pas de comprendre la situation. En outre, la question kurde ne se pose pas politiquement de la même façon en Irak, en Syrie, en Turquie ou en Iran, même s'il existe effectivement un sentiment identitaire kurde qui dépasse les frontières.

La situation la plus préoccupante ces derniers jours se décline en Irak. Depuis plusieurs semaines, l'armée turque conduit une suite d'opérations militaires dans le nord du pays, principalement dans la région de Kandil, où sont installées les bases logistiques du PKK. On peut d'ailleurs



supposer que lors de sa visite à Ankara au mois de décembre dernier, le Premier ministre irakien, Mustafa Al-Kazimi, a abordé cette question lors de ses entretiens avec les dirigeants turcs. On constate depuis lors une recrudescence desdites opérations militaires. La région concentre ces derniers jours les tensions en raison d'une énième opération militaire turque et de la mort de treize prisonniers turcs de longue date. La Turquie accuse le PKK de les avoir froidement assassinés, or les Kurdes du PKK répliquent que c'est dans le cadre des bombardements turcs qu'ils ont trouvé la mort.

En Syrie, la configuration est différente. Il n'y a pas actuellement de manœuvres militaires turques d'aussi forte intensité qu'en Irak, même si depuis l'été 2016 les six interventions militaires turques dans le nord du pays ont principalement été dirigées contre des forces nationalistes kurdes organisées par le PYD (Parti de l'union démocratique). De plus, l'armée turque occupe une partie du nord du pays, région de peuplement kurde important.

En Turquie, après une phase de négociations entre les auto-

rités turques et le PKK initiée à la fin de l'année 2012, le conflit armé, démarré en 1984, a violemment repris en 2015. Depuis lors, on peut constater un relatif affaiblissement des capacités militaires du PKK en Turquie. Le gouvernement turc mène un combat sans merci à son encontre, ainsi que contre le parti légal et parlementaire, le HDP (Parti démocratique des peuples), soutien à la cause kurde en Turquie.

Pour résumer, il y a, a minima, trois situations à différencier, avec un point commun : la lutte implacable des autorités turques contre le PKK et ses affidés.

Allons-nous vers une crise diplomatique entre Washington et Ankara ?

On constate que depuis quelques jours, les relations entre Ankara et Washington se sont compliquées en raison de l'exacerbation de plusieurs sujets de contentieux.

Le premier concerne la Syrie. Les autorités turques reprochent très fréquemment aux États-Unis de soutenir les forces kurdes liées au PYD, Ankara considérant ce dernier comme la franchise locale du

PKK, donc comme une organisation terroriste.

Le second point de contentieux est celui de la question des S-400, des missiles antimissiles russes achetés puis déployés sur le territoire turc depuis juillet 2019, sans pour autant qu'ils ne soient activés depuis lors. Les États-Unis condamnent cet achat, craignant que ces S-400 parviennent à percer le fonctionnement des chasseurs états-uniens F-35 et de leur équipement de haute technologie. Washington considère que c'est une question d'autant plus problématique que la Turquie est membre de l'OTAN.

Malgré ces contentieux, Erdogan avait bénéficié d'une sorte de mansuétude de la part de Donald Trump. En octobre 2019, par exemple, l'opération « source de paix » avait été mise en œuvre quelques jours après que Trump ait déclaré retirer les troupes états-uniennes de Syrie, ce qu'il n'a en réalité pas fait totalement. À l'époque, suite à un long entretien téléphonique entre les deux présidents, Trump avait *de facto* accordé son feu vert à Erdogan pour qu'il intervienne militairement dans le nord de la Syrie. Aujourd'hui, les relations turco – états-uniennes sous la présidence Biden pourraient s'avérer plus compliquées pour Ankara et la Turquie va probablement bénéficier d'une marge de manœuvre plus étroite. Rappelons que le nouveau président états-unien, bien avant le début de la campagne électorale aux États-Unis, avait, dans un long entretien au *New York Times* fin 2019, évoqué Erdogan comme un « autocrate », expli-

quant qu'il ferait tout ce qui était en son possible pour aider les forces d'opposition à se débarrasser de lui légalement. Joe Biden sera beaucoup moins ouvert que son prédécesseur à de bonnes relations avec la Turquie.

Nous sommes aujourd'hui dans un moment de test. Biden vient de prendre ses fonctions et chacun essaie de jauger son interlocuteur pour savoir jusqu'où il peut aller, c'est ce qui permet de comprendre l'aggravation des tensions ces derniers jours. À la suite de la découverte du corps des treize ressortissants turcs, le département d'État américain a dit qu'il condamnait leur mort, « si les informations étaient confirmées », déclaration néanmoins atténuée un peu plus tard par Antony Blinken lui-même. Ces quelques mots venaient donc remettre en cause la version officielle des autorités turques. La Turquie y a vivement réagi accusant les États-Unis de soutenir les terroristes du PKK. Bien que nous ne soyons pas dans une crise diplomatique à proprement parler, nous avons affaire à un moment de fortes turbulences.

Au-delà de ces questions, il faut se rappeler que l'alliance politique qui dirige aujourd'hui la Turquie est composée du parti de Recep Tayyip Erdogan (Parti de la justice et du développement) et du parti d'extrême droite le MHP dirigé par Devlet Bahçeli (Parti d'action nationaliste). Ce dernier fidèle à son histoire et son programme ultranationaliste en rajoute dans les attaques contre les États-Unis. Ces tensions vont ainsi s'inscrire dans la durée, mais elles ne devraient pas se transformer en rupture. Le dossier des S-400 sera certainement le principal point de discorde entre les deux pays dans les semaines et mois à venir, mais chacun sait jusqu'où ne pas aller.

Quelles sont les perspectives ? Pouvons-nous craindre une aggravation de la situation entre la Turquie et le PKK ?

Il y a un risque d'aggravation dans les jours et peut-être dans les semaines à venir. La question kurde est une question existentielle pour Ankara et son défi principal. Le PKK reste considéré comme l'ennemi public numéro 1 du pays par

les autorités turques. L'erreur de ces dernières est pourtant de penser pouvoir éradiquer le PKK militairement. Malgré les coups qu'il encaisse, le PKK trouvera en effet toujours les moyens de recruter de nouveaux militants. La preuve en est qu'il est plus puissant aujourd'hui qu'il ne l'était en 1984, année du début de sa lutte armée contre la Turquie. Une gestion purement militaire du conflit ne permettra pas d'aboutir au résultat escompté par les autorités d'Ankara.

Il faut revenir à une ou des options politiques donc à un processus de négociation. On se souvient qu'il y en avait déjà eu un entre fin 2012 et l'été 2015, ce qui indique qu'à l'époque la Turquie était capable de discuter avec une organisation qu'elle qualifie pourtant de terroriste.

Le HDP, parti légal parlementaire, subit depuis plusieurs années une répression très forte de la part d'Ankara. Son ancien président, Selahattin Demirtaş, est en prison depuis novembre 2016. Ces derniers jours, plus de 700 arrestations de militants, de cadres, de responsables du parti ont eu lieu.

Le HDP est accusé d'être la façade du PKK. Il y a certes de fortes relations et connexions entre les deux, mais il est erroné de le réduire à une organisation de type terroriste ou de soutien aux terroristes.

C'est en fait l'expression d'une dialectique assez classique entre un groupe légal et une organisation politico-militaire qui s'est déjà produite dans de nombreux pays. En Espagne, il y eut le même cas de figure entre le parti basque Batasuna, organisation politique légale, et l'ETA, qualifiée de terroriste. De même, en Irlande, entre le Sinn Féin et l'IRA, l'armée républicaine irlandaise, qualifiée de terroriste par les autorités britanniques. Dans chacun de ces cas, c'est une solution politique qui a prévalu.

Dans le cas turc, si l'on veut se donner les moyens de régler ce défi, il faut remettre le politique au centre de la problématique et relancer les négociations. C'est la seule voie qu'il faut tenter d'ouvrir par tous les moyens, sinon les combats continueront et aucune solution ne pourra être mise en œuvre.



19 février 2021

Nûdem Durak et les autres, toujours détenues en Turquie

Voilà déjà presque un an que *Kedistan* s'est associé à la campagne de solidarité "Free Nûdem Durak". Il n'y avait rien de plus logique que de rejoindre cette relance de solidarité pour les prisonnières politiques de Turquie.

Le nom "*Nûdem Durak*" était apparu sous nos yeux alors que nous entreprenions la traduction d'un journal clandestin, réalisé et conçu entre co-détenues à l'intérieur de la prison de Mardin, en 2016. Notre

amie Zehra Doğan y était alors détenue, et fut en pointe dans la réalisation de ce "*Özgür Gündem – Geôle*". Nûdem Durak y livra quelques articles.

Imaginez quelle fut notre émotion quand ce numéro manuscrit, réalisé sur papier kraft, arriva entre nos mains. Les deux numéros originaux sont désormais souvent présentés au public, lorsque Zehra expose. Ce sera encore le cas à Berlin, à partir du 26 février, au théâtre Maxime Gorki.

Notre première rencontre avec Nûdem Durak date donc de ce moment où nous nous sommes attelés avec d'autres à traduire ces pages, témoignages de la résistance de femmes emprisonnées en Turquie.

Mais avons nous vraiment besoin de justifier à nouveau cet engagement ?

Comme l'écrivent si bien Joseph Andras et Kaoutar Harchi dans un récent article sur *Re-*

gards "(..) Nûdem Durak n'est qu'une captive parmi tant d'autres. Il faudrait dès lors parler de chacun, de chacune, épeler les noms un à un, conter les moindres récits, décrire l'entier des familles ; il faudrait ne condamner aucun condamné à l'ombre qui l'étreint déjà. Seulement voilà : il arrive qu'un individu, soudain mis en lumière, donne à saisir l'ensemble qu'il a fait sien. Les gros chiffres nous glissent dessus : les listes révèlent la dictature mais peinent à agripper

les cœurs. Donc à dresser les corps. Alors disons Nûdem Durak pour dire d'un même élan tous les détenus : l'écrivain Ahmet Altan, le journaliste Nedim Türfent, l'ancienne élue Leyla Güven, les militants du HDP, les étudiants homosexuels ou encore les dirigeants politiques Selahattin Demirtaş et Abdullah Öcalan (..)".

Après la campagne de solidarité autour du nom d'Aslı Erdoğan, l'autrice, de celui de Zehra Doğan, l'artiste et journaliste, la chanteuse et musicienne Nûdem Durak, une troisième femme, s'imposait.

Condamnée à 19 années de prison, elle est incarcérée depuis 6 ans déjà. Bien sûr, durant les 5 premières années, ici et là, des artistes, musiciens, ont entrepris de la soutenir en chantant pour elle, en lui dédiant des concerts. Quelques télévisions lui consacrèrent un "sujet".

En 2020, après quelques articles qui parlèrent de Nûdem dans la presse française, un petit collectif de personnalités a pris le relais, autour de l'écrivaine Carmen Castillo, qui accepta de le marrainer. De proche en proche, et internationalement, s'y joignirent des noms connus et moins connus, des auteurs/trices, des artistes, des cinéastes, apportant sous diverses formes un message de soutien.

Vous trouverez ces messages et ces noms sur les deux outils que constituent les comptes "Free Nûdem Durak", sur Facebook, Twitter, Instagram, et YouTube... (Allez donc de suite renforcer les abonnés, pour ceux qui pratiquent).

Ainsi s'est constitué en une année un halo de soutien autour de Nûdem.

C'est en soi déjà une garantie qui la protège un peu. TouTEs les ex-détenuEs témoignent de l'importance de ce halo, et des correspondances qu'il induit, pour la personne et les co-dé-



tenuEs. Des associations comme Amnesty et d'autres en ont fait leur pratique. Lors de l'emprisonnement de Zehra Doğan, nous avons nous-même impulsé ces envois de courriers et de cartes, qui perdurent d'ailleurs au-delà de sa libération, avec les ex-co détenues.

Cela peut paraître dérisoire face à un Etat totalitaire. Mais c'est une arme qui permet d'informer, de relier, de reconforter, les détenuEs et leurs familles et proches. Il en est de même pour ces "noms" qui jouent un rôle de parapluie.

Aussi ne suffit-il pas de vitupérer contre la répression d'Erdoğan, ou de se faire plus Kurde que Kurde une fois par mois, pour Nûdem et les autres, encore faut-il entretenir ces liens, garder la flamme de la solidarité. Un grand merci à ceux qui l'ont fait depuis un an.

C'est donc ce qu'ont fait les quelques volontaires de "Free Nûdem Durak", durant cette année où la pandémie a réduit considérablement rassemblements, concerts possibles, rencontres et déplacements.

S'ajoutent à ces difficultés le durcissement tangible, si cela était encore possible, du régime en Turquie, et la continuité de sa politique de

criminalisation des Kurdes. Obtenir une libération dans ces conditions relèverait de l'exploit, d'autant que beaucoup de démarches et de "recours" légaux, devant une justice aux ordres, s'épuisent. Même devant des décisions pourtant "contraignantes" de la Cour de Justice Européenne, le régime turc fait la sourde oreille, ou trouve des subterfuges. C'est le cas pour deux prisonniers "otages" emblématiques : Osman Kavala et Selahattin Demirtaş. Un assaut du pouvoir contre le mouvement kurde et ses représentations politiques d'opposition est en cours pour les faire interdire.

Alors Nûdem, affublée du mot "terroriste" parce qu'ayant chanté en langue kurde, n'est qu'un dossier parmi tant d'autres dizaines de milliers.

Et c'est justement pour ne pas oublier ce dossier dans la pile, tout en désignant et dénonçant l'importance de cette pile, que cette campagne de soutien doit perdurer et s'amplifier. Pour soutenir Nûdem, mais aussi décrire cette situation totalitaire, et soutenir touTEs les autres.

Nous nous adressons à ceux parmi nos lecteurs/trices, qui sont aussi auteurs/trices, journalistes, artistes, poètes, pour qu'ils/elles ajoutent leur

contribution, à leur manière, selon l'endroit d'où ils/elles parlent, chantent, écrivent, créent... Toutes les idées sont bienvenues. Faites les parvenir à la petite équipe qui existe, via le compte Twitter ou la page Facebook "Free Nûdem Durak" ou, si vous êtes allergiques aux réseaux sociaux, à nous, magazine Kedistan, associé à cette campagne de soutien. Nous transmettrons, et réaffirmerons par la même occasion le premier engagement d'il y a un an, de toute l'équipe de Kedistan.

Et si, par cette voie, nous permettions de faire comprendre qu'il ne s'agit pas seulement de redonner une voix libre à Nûdem, mais de prendre conscience du fait que la politique répressive et belligérante du pouvoir en Turquie a, et aura, des répercussions en Europe, de facto, que ce soit par les déstabilisations géopolitiques qu'elle entraîne, ou directement par les ingérences de ses groupes affidés, ce serait aussi un pas en avant.

Car c'est d'un certain fascisme dont il s'agit. Celui qui est et celui qui peut venir, l'un cultivant l'autre. Et si pour contrer cette pandémie politique les remèdes sont difficiles à mettre en place, l'humanisme serait un bon début.

Kurdistan au féminin 19 février, 2021

La Journée internationale de la langue maternelle chez les Kurdes

En l'an 2000, l'UNESCO a proclamé le 21 février « La Journée internationale de la langue maternelle ». Depuis, chaque 21 février, les États-membres qui siègent à l'UNESCO célèbrent cette journée pour promouvoir la diversité linguistique et culturelle et le multilinguisme. La Turquie fait partie des États siégeant à l'UNESCO mais elle refuse aux Kurdes – qu'elle veut assimiler de force – d'avoir un enseignement dans leur langue maternelle. Retour sur un génocide linguistique visant les Kurdes en Turquie et en Iran...

Les Kurdes victimes d'un génocide linguistique

Les Kurdes vivant dans les régions occupées par l'État turc où un génocide ethnique, culturel et linguistique est en cours depuis près d'un siècle, subissent de plein fouet l'interdiction de parler leur langue. En effet, les Kurdes ne peuvent recevoir un enseignement en langue kurde, ne peuvent faire leur défense devant la justice, etc. ni même prétendre qu'ils ont une langue qui s'appelle le kurde car la Turquie nie l'existence même de cette langue millénaire et la fait passer dans registres comme « langue X » (X comme pour dire « inconnue ») !

Pour « couper » la langue kurde à la racine, dès les années 1980, l'État turc avait décidé de créer des internats pour les enfants kurdes. Dès l'âge de 7 ans, les Kurdes passaient leur année scolaire en internat à la merci des enseignants et des surveillants dont la mission était d'inculquer la langue turque à des enfants qui n'en connaissaient pas un

mot et de les turquifier en les coupant de leur familles, leur culture, leur langue.

Cette décision mise en œuvre a plutôt réussi, avec des effets dévastateurs qu'on peut facilement deviner sur le plan psychique et/ou socio-culturel chez les enfants kurdes et les adultes qu'ils sont devenus.

Dans les autres parties du Kurdistan, en Irak, Iran et Syrie, on avait à peu près les mêmes interdictions. Aujourd'hui, au Kurdistan autonome d'Irak et au Rojava, on enseigne en langue kurde tandis qu'en Iran, le kurde continue à être criminalisé... C'est pourquoi, aujourd'hui beaucoup de Kurdes, ceux en Turquie essentiellement, ne parlent plus leur langue mais ils sont nombreux à lutter pour avoir le droit de la réapprendre et de la parler; de s'approprier de nouveau leur musique, leurs us et coutumes, pillés et interdits par leurs colonisateurs. Le prix à payer pour les Kurdes, afin d'obtenir ce qu'ils veulent, reste très élevé. Cela coûte souvent des vies mais ils restent déterminés.

Pour finir avec les droits ou interdits concernant les langues, voici une histoire écrite par un écrivain kurde qui relate l'interdiction du kurde et ce qui nous attendait si on la bravait.

« *Un pain en turc* » ou comment interdire aux Kurdes de parler leur langue maternelle

Nous sommes dans les années 1980, dans une région kurde sous occupation turque. Un paysan court à la boulangerie de son village au retour de son champ et voudrait acheter



un pain avant le coucher du soleil qui est proche, car dans cette région kurde, l'État turc a décrété un état d'urgence avec couvre-feu au couché du soleil. Le paysan lance à la hâte « *ka nanakî, bi tirkî*.* » en kurde, qu'on pourrait traduire en « *un pain, en turc*. » Ce pauvre paysan ne sait pas parler le turc mais il faut bien qu'il achète son pain d'une façon ou d'une autre.

Maintenant, imaginons un instant que cette scène ait lieu en France, pendant l'occupation nazi : Un paysan corrézien de retour de son champ, court à la boulangerie de son village. Le soleil va bientôt se coucher, or, il y a le couvre-feu à la tombée de nuit. Les Nazis ont interdit de parler le français et ont imposé la langue allemande dans tout le pays mais notre paysan corrézien ne parle pas un mot d'allemand. Alors, il dirait, vraisemblablement : « *Un pain, en allemand*. »

En effet, l'État turc avait interdit le kurde dans tout le pays, y compris dans les régions kurdes et ce, depuis la création de la Turquie en 1923. Même au sein de leurs foyers, les Kurdes ne pouvaient parler leur langue sous peine d'être arrêtés et/ou torturés, en plus de payer une amende. (L'État turc avait dépêché des fonctionnaires à cet effet dans tout le Kurdistan.)

Encore aujourd'hui, en Turquie, la langue kurde reste interdite, même si dans le cadre de la vie privée on peut la parler...

* « *Ka nanakî bi tirkî / Bana türkçe bir ekmek ver* » est le nom d'une nouvelle de Cezmi Ersöz, écrivain et journaliste kurde.

Kurdistan au féminin 19 février, 2021

TURQUIE. Aveux turcs concernant l'assassinat de 3 femmes kurdes à Paris

TURQUIE – Ismail Hakkı Pekin, ancien chef du renseignement de l'état-major turc entre 2007 et 2011, vient d'avouer que la Turquie est derrière l'assassinat de trois militantes kurdes à Paris de 2013. L'aveu est intervenu lors d'une émission télévisée turque du 16 février au sujet de l'opération militaire turque visant le PKK dans le nord de l'Irak qui s'est soldée par un échec et la mort de 13 otages turcs tués par un bombardement turc.

Pékin appelle la Turquie à cibler et à tuer les politiciens et militants kurdes en Europe : « Ils ont aussi leurs éléments en Europe. Nous devons faire quelque chose dans ce sens en Europe. Cela a déjà été fait une fois à Paris ».

Les responsables turcs appellent maintenant publiquement au meurtre des politiciens et militants kurdes en Europe. Qui va garantir la sécurité des Kurdes en Europe ?

Dans une émission télévisée diffusée le 16 février sur CNN Türk, l'ancien chef du service des renseignements de l'état-major, Ismail Hakkı Pekin, a admis que les meurtres de Paris du 9 janvier 2013 étaient une opération de l'Etat turc. Le 9 janvier 2013, Ömer Güney a assassiné les trois militantes kurdes Sakine Cansız, Leyla Şaylemez et Fidan Doğan à Paris. De nombreux éléments de l'enquête ont toujours pointé la responsabilité des Services de renseignement turcs (MIT).

Ömer Güney, le meurtrier arrêté, est décédé dans des circonstances douteuses dans une prison française avant l'ou-



verture du procès. Les autorités françaises et allemandes font tout leur possible pour stopper l'enquête. Aujourd'hui, l'ancien haut fonctionnaire du gouvernement turc, Ismail Hakkı Pekin relance l'affaire avec un commentaire qui à la télévision turque. Lors d'une émission télévisée sur les attaques contre la région de la Gare dans les zones de défense de Medya, Pékin a déclaré qu'il devait y avoir des liquidations ciblées de dirigeants du PKK / KCK en Irak, en Syrie et en Europe. « Ils ont aussi leurs éléments en Europe », a déclaré l'officier du renseignement. « Nous devons faire quelque chose de ce genre en Europe... ça a déjà été fait à Paris ... »

Suite à cet aveu, la Confédération des Associations kurdes en Europe (KCDK-E) et le Mouvement des femmes kurdes en Europe (TJK-E) ont appelé les gouvernements européens et en particulier la France à agir face à ces menaces d'assassinat visant les Kurdes en Europe.

La KCDK-E et le TJK-E ont publié un communiqué appelant les gouvernements européens, en particulier la France, à traduire Erdogan et les autres responsables de l'assassinat des trois femmes devant un tribunal international.

« Après la lourde défaite de Garê, un représentant de l'État turc a reconnu en direct, devant les caméras, le massacre de Paris et répandu de nouvelles menaces et une propagande sale contre les Kurdes en Europe. Avec ces menaces, l'État turc veut dissimuler sa défaite et sa responsabilité dans le massacre des soldats turcs et des agents du MIT capturés. Ces déclarations dans les médias de l'État fasciste équivalent à des ordres de meurtre contre les représentants du mouvement de libération kurde. »

La France complice

Le communiqué se poursuit ainsi : « L'ancien chef des services de renseignement Ismail Hakkı Pekin a ouvertement annoncé dans ses propos que de

nouveaux massacres comme celui de Paris pouvaient être commis. Le dictateur Recep Tayyip Erdoğan a ordonné le massacre des trois révolutionnaires kurdes. Ce sont ses tueurs qui ont perpétré l'assassinat. L'État français a empêché l'enquête sur le massacre, se rendant complice des auteurs. Le gouvernement français devrait considérer ces aveux publics comme des preuves concrètes et rouvrir le procès sur les meurtres. Cela doit créer les bases permettant de traduire Erdoğan et les autres coupables devant un tribunal international et de les condamner. Sur la base de cette déclaration, tous les États européens doivent prendre des mesures pour prévenir les menaces de l'État fasciste turc contre les populations de Turquie et du Kurdistan vivant en Europe. » (ANF)

Les responsables turcs appellent maintenant publiquement au meurtre des politiciens et militants kurdes en Europe. Qui va garantir la sécurité des Kurdes en Europe ?

Impatient face à l'administration Biden, l'Iran multiplie les entorses à l'accord sur son programme nucléaire

La décision de Téhéran de limiter l'accès, dès le 23 février, des enquêteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique à certains de ses sites nucléaires provoque une vague de réactions inquiètes.

Front uni face à la pression diplomatique. Une forme de consensus ponctuel semble se dessiner en Iran sur le dossier nucléaire, entre aile conservatrice et plus modérée. Tandis que les Etats-Unis et les Européens, soutenus par la Russie et la Chine, poussent pour sauver l'accord sur le programme nucléaire iranien (JCPoA), Téhéran ne se dit prêt à respecter ses engagements qu'à deux conditions : si les sanctions américaines sont véritablement levées ; et si l'accord lui-même ne change ni de paramètres ni de périmètre. Pas question de modifier les dates ou les plafonds de production d'uranium, ni d'inclure dans l'accord des sujets qui n'y figuraient pas en 2015. C'est ce que le président Hassan Rohani a répété, mercredi 17 février, à Angela Merkel.

La chancelière allemande a appelé le président iranien pour lui faire part de son « inquiétude » face aux multiples entorses de Téhéran vis-à-vis de l'accord, signé en 2015 avec le groupe des « 5+1 » – les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies (Etats-Unis, Royaume-Uni, France, Russie et Chine) et l'Allemagne. En retour, le chef de l'Etat iranien a « critiqué les performances européennes » pour faire respecter les engagements prévus par le JCPoA, depuis le retrait unilatéral décrété par l'ancien président Donald Trump en 2018 et le retour des sanctions américaines qui asphyxient l'économie iranienne.

En annonçant, lundi 15 février, son intention de restreindre, dès le 23 février, l'accès des enquêteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à certains de ses sites nucléaires, Téhéran entendait mettre la pression sur les Etats-Unis pour revenir dans l'accord. L'administration Biden exige que l'Iran se mette

sées ont même été prises (...). Cette fois, [nous ne voulons] que des actes de la part de la partie adverse et nous agissons également de la sorte », a-t-il soutenu lors d'un discours diffusé en direct à la télévision iranienne.

Quelques heures plus tôt, le président Rohani, l'architecte



Le président Hassan Rohani lors d'un conseil des ministres à Téhéran, le 17 février. IRANIAN PRESIDENCY / AFP

en conformité avec le « deal » pour que les Etats-Unis fassent de même. Téhéran, de son côté, exige que le premier pas soit fait par Washington.

« Nous ne voulons que des actes »

Mercredi, le Guide suprême iranien, Ali Khamenei, la plus haute autorité du pays, a réclamé des « actes », non « des paroles » de la part des Etats-Unis. « Nous avons entendu beaucoup de belles paroles et de promesses qui, confrontées à la réalité, n'ont pas été tenues, et des décisions oppo-

de l'accord nucléaire de 2015, avait tenu un discours similaire en conseil des ministres. « S'ils lèvent aujourd'hui les sanctions, nous respecterons dès demain matin ou après-midi tous nos engagements. S'ils font un pas, nous ferons aussi un pas. S'ils font tous les pas, nous ferons aussi tous les pas », a-t-il dit, minimisant l'effet des mesures de désengagement prises par l'Iran, en rappelant qu'elles étaient toutes « réversibles ». Ce qui n'est pas le cas en matière de recherche et de développement, des savoirs acquis définitivement.

La suspension des mesures de surveillance de l'AIEA, étape critique dans la stratégie que la République islamique a menée depuis 2019 pour s'affranchir de ses obligations, a eu l'effet escompté, suscitant une vague de réactions inquiètes. Le directeur général de l'agence, Rafael Grossi, a annoncé qu'il se rendrait en Iran le 21 février pour « trouver une solution mutuellement acceptable », a annoncé l'agence onusienne, qui s'alarme du « sérieux impact » des limitations prévues par l'Iran. Les chefs des diplomaties française, britannique et allemande devaient discuter jeudi 18 février avec leur homologue américain Antony Blinken du calendrier à tenir.

La République islamique a multiplié, au cours des dernières semaines, les entorses à l'accord : **le 4 janvier, elle a commencé à enrichir de l'uranium à 20 %**, un niveau supérieur à celui permis dans le cadre du « deal », fixé à 3,67 %, ce qui raccourcit considérablement le délai dans lequel elle pourrait fabriquer une bombe nucléaire. Puis, le 11 février, Téhéran a lancé la production d'uranium métal – élément-clé dans la fabrication d'une arme nucléaire – et installé des centrifugeuses plus avancées sur son site souterrain-clé de Natanz (centre).

Sortir de l'impasse

A partir du 23 février, l'Iran entend cesser d'appliquer le protocole additionnel à l'accord de 2015, qui autorise l'AIEA à effectuer des inspections sur

court préavis dans les sites qui ne lui ont pas été déclarés. Il sera également mis fin, selon l'agence, à « l'accès régulier, y compris [l']accès quotidien » qu'elle demande au site de Natanz. Ces mesures font suite au vote d'une loi par le Parlement iranien, dominé par les conservateurs, visant à accélérer le programme nucléaire après [l'assassinat en novembre 2020, près de Téhéran, du scientifique Mohsen Fakhrizadeh](#), souvent présenté comme son architecte. La République islamique pointe du doigt la responsabilité d'Israël dans cet assassinat.

Le désengagement progressif de l'accord par l'Iran a pour but de « créer un sentiment d'urgence », explique Ali Fathollah-Nejad, politologue à Berlin et auteur de *Iran in an Emerging New World Order* (Palgrave, non traduit, à paraître). « Cela a tout de même un goût de déjà-vu. La stratégie de l'Iran, que ce soit celle de Rohani ou du Guide, consiste à faire monter les enchères pour avoir plus de marge de manœuvre lors de futures négociations avec les Etats-Unis, comme les Iraniens l'ont fait lors de la dernière crise nucléaire, lorsque les sanctions avaient

conduit Téhéran à mener de vrais pourparlers avec les puissances mondiales, ayant abouti à l'accord nucléaire de 2015, soutient-il. Aujourd'hui, comme alors, les Iraniens mettent les Américains et, plus largement, les Occidentaux face à un dilemme : voulez-vous un Iran qui possède la bombe nucléaire ou préférez-vous bombarder l'Iran ? »

Pour sortir de l'impasse de « qui fera le premier pas », le scénario le plus probable pour les parties américaine et iranienne est, selon Dina Esfandiary, conseillère pour le département du Moyen-Orient du cercle de réflexion International Crisis Group, « suspension contre suspension, conformité contre conformité ». « Nous pouvons imaginer des mesures simultanées et mineures. Par exemple, les Américains peuvent permettre à Téhéran de vendre une quantité limitée de son pétrole [visé par les sanctions américaines], pour que l'Iran arrive à respirer un peu économiquement et que cela conduise le pays à se mettre à nouveau en conformité avec certains de ses engagements dans le cadre du JCPOA. Et, de là, construire une confiance mu-

tuelle et avancer. »

Frustration iranienne

Cette confiance sera d'autant plus nécessaire, voire indispensable, si les Etats-Unis et les Européens veulent obliger Téhéran à négocier d'autres dossiers dont le programme balistique et l'expansion de l'Iran dans la région qui ont été, jusqu'à présent, des lignes rouges pour la République islamique. [Le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken](#), a réitéré le souhait de Washington d'élargir les pourparlers avec l'Iran dans un entretien à la radio nationale NPR, le 16 février. Le chef de la diplomatie américaine n'a pas détaillé la façon dont Washington entend amener Téhéran à négocier un accord élargi.

Le chemin semble semé d'embûches. « Négocier ces dossiers très sensibles aurait été possible si le JCPOA avait été entièrement respecté et appliqué, explique Dina Esfandiary. Mais la sortie unilatérale de Washington de l'accord a laissé un goût amer et beaucoup de frustration chez les Iraniens. Dans ce contexte, discuter du dossier balistique et des autres sujets sera, pour le moins, un vrai casse-tête. Si les

Iraniens acceptaient de le faire, ils demanderaient beaucoup plus, c'est-à-dire la levée des sanctions votées par le Congrès américain, ce qui est très compliqué à mettre en place. »

La frustration de Téhéran face à l'échec de l'accord nucléaire pourrait influencer sur le résultat de la présidentielle iranienne, qui doit se tenir en juin. En l'absence d'Hassan Rohani, qui ne peut se présenter à un troisième mandat, il faudrait au camp des modérés, affaibli par le retrait américain et accusé de « naïveté » face aux Etats-Unis par les conservateurs, que les négociations soient entamées et aient déjà donné lieu à la levée, au moins partielle, des sanctions avant le jour du vote. « Cela peut avoir un impact positif sur l'économie iranienne, ce qui est la principale préoccupation des électeurs, avance Dina Esfandiary. De ce fait, le dossier nucléaire est devenu un enjeu du scrutin. » L'absence d'avancée tangible en la matière pourrait, en revanche, avoir un effet démobilisateur sur l'électorat et favoriser l'aile dure des conservateurs, plus intransigente et moins expérimentée pour négocier avec l'Occident un sauvetage de l'accord.

Le Monde

19-02-2021
Par Louis Imbert

Tel-Aviv négocie la libération d'une Israélienne en Syrie

La Russie assure la médiation avec Damas, qui demande la mise en liberté de deux prisonniers syriens en Israël, en échange de la jeune femme de 20 ans, arrêtée dans la région du Golan.

Comment une Israélienne a-t-elle pu franchir « par erreur » la frontière avec la Syrie, dans la région du Golan ? Tel-Aviv négociait, mercredi 17 février, la libération de cette citoyenne sur des bases « humanitaires » par l'entremise de la Russie, alliée de Damas. Dans une interview

à la radio militaire, le premier ministre, Benjamin Netanyahu, s'est contenté d'affirmer qu'il « travaillait à sauver une vie », en « usant de [ses] connexions avec le président [russe, Vladimir] Poutine ».

Les deux hommes se sont entretenus ces derniers jours,

tout comme leurs ministres des affaires étrangères. Meir Ben-Shabbat, le patron du [Shin Beth, le service de renseignement intérieur](#), s'est rendu brièvement à Moscou, mercredi, avec le coordinateur pour les prisonniers de guerre et les soldats disparus au combat, Yaron Blum.

Mardi soir, M. Netanyahu avait convoqué un conseil des ministres exceptionnel sur la question. Puis, le gouvernement avait interdit à la presse israélienne de publier ces informations. Selon le quotidien [Yediot Aharonot](#), la jeune femme, âgée d'une vingtaine d'années, serait originaire de la co-

lonie juive ultraorthodoxe de Modiin-Ilit, en Cisjordanie. Elle aurait rompu avec sa communauté et serait « tombée amoureuse d'un citoyen syrien ». Se définissant comme une militante pour la paix, elle aurait tenté par le passé d'entrer dans la bande de Gaza, sous blocus israélien.

Pas d'explication

L'armée n'a pas expliqué comment une civile avait pu passer une frontière hautement surveillée, ouverte sur une région où Israël cherche notamment à se prémunir de l'activité de milices locales liées au Hezbollah libanais et à l'Iran. Selon les médias d'Etat syriens, la jeune femme a été arrêtée peu après avoir franchi le point de passage de Kuneitra.

L'aboutissement de ces négociations paraît avoir été retardé par le refus des deux prisonniers demandés par Damas de gagner la capitale syrienne

Pour prix de sa libération, Damas a demandé le retour de deux prisonniers syriens d'Israël. Une demande modeste, qui signale que la jeune femme était bien considérée comme une civile. L'aboutissement de ces négociations paraît cepen-

dant avoir été retardé par le refus des deux prisonniers demandés par Damas de gagner la capitale syrienne. Selon les médias syriens, tous deux ont préféré demeurer dans leurs villages d'origine, sur la partie du plateau du Golan conquise en 1967 par Israël, puis annexée en 1981.

services de détention israéliens avaient bien décidé de le libérer.

Soldats portés disparus

Selon le quotidien Haaretz, M. Kahamuz a quitté l'aile de sa prison de Ketziot mardi soir, sans pour autant sortir du bâti-

disparus depuis la bataille de Sultan Yacoub, au Liban, en juin 1982.

Déjà en 2019, la Russie avait servi de médiatrice pour permettre le retour du corps du troisième soldat porté disparu dans cette bataille, Zachary Baumel. En échange, Israël avait alors libéré Sidqi Al-Maqt, son plus ancien prisonnier syrien, détenu depuis près de trente ans pour espionnage.



Le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, à Jérusalem, le 14 février 2021. POOL / REUTERS

Le premier, Diab Kahamuz, 34 ans, avait été condamné à une peine de quatorze ans de prison en 2018, pour avoir passé des explosifs à la frontière libanaise, pour le compte du Hezbollah. Il avait également choisi de possibles sites d'attentats dans le nord d'Israël. Le Club des prisonniers palestiniens a affirmé que les

ment. Il aurait exigé de regagner son village de Ghajar, point sensible à la jonction d'Israël, du Liban et de la Syrie, et a été renvoyé dans son aile. Le quotidien de gauche israélien évoquait la possibilité que son transfert ait lieu si la Syrie autorisait le retour à Tel-Aviv des corps de deux soldats israéliens, qui demeurent portés

L'autre libération négociée par les autorités syriennes est celle de la sœur de M. Al-Maqt, Nihal. Condamnée à une peine de trois ans pour avoir traqué les mouvements de l'armée israélienne, elle demeurait jusqu'ici en résidence surveillée et effectuait des travaux d'intérêt général. Mercredi, elle est apparue sur la chaîne syrienne Al-Ekhabariya, dans une interview menée par Skype depuis son village de Majdal Shams, dans le Golan sous contrôle israélien. Cette femme affirmait être désormais libre de son contrôle judiciaire. La médiation russe lui avait permis, disait-elle, de demeurer chez elle plutôt que d'être envoyée à Damas.



By Caroline Rose and Rasha Al Aqeedi
February 19, 2021

Iran Using Iraqi Kurdistan Against the U.S. and Turkey

The rocket attacks in Iraqi Kurdistan's capital, likely by elements from within the Iran-aligned Iraqi Shiite militia nexus, are an opportunity for Washington to recognize it is without a policy, let alone a long-term strategy, in Iraq.

A series of [rocket strikes](#) in Iraqi Kurdistan's capital, Erbil, on Feb. 15 are the latest in a string of "resistance axis" activity that has undermined Iraq's security, endangered civilians, rendered the central state weak and in-

capable, and added the possibility of a larger regional escalation between Iran-aligned groups and their rivals. The attacks sent a warning message to the Kurdistan Regional Government (KRG), the federal government of Iraq, and for-

eign actors including the U.S. and Turkey.

Launched from within Iraqi Kurdistan, likely by a proxy of Iran-aligned Iraqi Shiite militias, a series of rocket attacks [targeted areas in and around the](#)

[city](#), with one landing in Naz City, one in Waziran, one in a livestock market, and two outside Erbil International Airport – a site surrounded by urban and residential areas and a base that houses U.S. military personnel. The rockets that

struck the airport killed one civilian contractor and wounded nine others, including a U.S. soldier.

A New Militia Playbook

The Popular Mobilization Forces (PMF) are an umbrella of Iraqi state-sponsored armed groups and militias under the command of Iraq's prime minister. The PMF have incorporated within their ranks some of the most notorious Shiite militias, namely Asaib Ahl al-Haq and Kataib Hezbollah, which have been [involved in human rights violations and organized crime](#). These militias overtly object to U.S. presence in Iraq in all forms and have boasted about attacking U.S. interests, referring to themselves as "the resistance" [They answer to Iran](#) despite being part of the Iraqi state's security apparatus.

During the Trump administration, the U.S. did not hesitate to [carry out strikes](#) against militias, killing scores of their cadre. To seek cover from a more hardline U.S., these groups adopted a new strategy, creating offshoot groups to act as facades to carry out high-stakes attacks. These groups were different in name only. By blurring lines of accountability, resistance militias can continue to pressure Baghdad and Washington through intimidating attacks and take cover with plausible deniability, ultimately blaming the attacks on "rogue elements" only loosely associated with established Shiite militias.

The militia that claimed responsibility for the Erbil attack is not a familiar one among Iraqi and Western security experts but a newly established group: Awliya al-Dam (which roughly translates to the "Protectors of the Blood"). Awliya al-Dam claimed responsibility just hours after the strikes took place, vowing that "Americans everywhere in Iraq, even Kurdistan, will be targeted" and posting a [graphic](#) on the resistance's Telegram channel depicting the rocket with the

description: "Surprise Baby Surprise." In a [statement](#) released a day after the attack, Awliya al-Dam threatened future assaults and warned Kurdish officials of the "wrong path" they have taken in supporting both the U.S. and Turkish "occupations," inflating the



death toll above American and KRG accounts.

Though casualties were relatively low, the rockets, which struck a main road during busy hours, could have killed many more people. The attacks were designed to convey a clear message to both the U.S. and the Iraqi federal government: No corner of Iraq, however populated or secure it may seem, is safe from militia interference.

It is difficult to entirely separate Awliya al-Dam and the attack on Erbil from Iran and its proxies. It is true that some resistance militias [occasionally act independently](#) of Iran, but an attack on a high-profile target like Erbil International Airport could not be carried out without Tehran's knowledge (if not orders). Additionally, Awliya al-Dam did not shy away from circulating Iran-sympathetic messages. The group's vow to continue seeking "revenge for the leaders of victory" was a reference to Iranian Gen. Qassem Soleimani and Kataib Hezbollah Secretary-General Abu Mahdi al-Muhandis who were killed in a U.S. drone strike in early 2020. The reference to these two figures sug-

gests that Awliya al-Dam is linked to Iran's Islamic Revolutionary Guards Corps and Kataib Hezbollah. And while Iran denied the attack and its proxy militias have remained silent, Iran-linked militias like the Islamic Resistance Zulfikar Forces [endorsed](#) the strikes.

Intimidating Erbil and Baghdad

The strikes appear to be designed as a warning to domestic opponents of Iran-aligned Shiite militias in Iraq's federal government and the KRG. Political and military elements of the resistance are looking to carve out further influence in Iraq, particularly ahead of parliamentary elections in October and pressure from Iraqi Prime Minister Mustafa al-Kadhimi. At stake is the [potential for al-Kadhimi to gain more comfortable control](#) over the country at the expense of the Fatah alliance, the political arm of the PMF. For hardline pro-Iran parties, reduced power in parliament could ultimately weaken Iran's hand in Baghdad and truncate Iran-aligned militias' leverage over the Iraqi Security Forces and national policy.

Additionally, resistance militias are threatened by recent [promises](#) from al-Kadhimi to expose and arrest 16 gang members that killed activists and journalists in Basra province – individuals suspected to be resistance militiamen. For Iran-aligned groups, attacks on

urban centers like Erbil are a vehicle to weaken governmental control, exacerbating tensions between regional governments, imposing fear among citizens, and creating distrust in Baghdad's ability to rein in "rogue" groups that threaten Iraqi security.

Within the same context, the ruling Kurdish Democratic Party (KDP) was another recipient of the militia's message of intimidation. Strengthened ties between the party and Turkey could jeopardize the presence of the Iran-aligned militias within the PMF in northern Iraq where they hope to expand influence, especially in the disputed Sinjar District. Sources within the KRG Peshmerga have [suggested](#) that the breach in Erbil's security could have been an inside job, made possible by collaboration between Iran-backed militias and KRG security personnel, reflecting emerging Iranian influence deep inside KRG territory.

The KDP also finds itself on the defensive, with Iran-aligned militias seeking ideological influence among Kurdish citizens; shortly after the attacks, the resistance axis circulated [critical messages](#) pushing anti-Turkey and anti-KRG propaganda intended for a Kurdish audience. By threatening Kurdish security from the inside, these militias wish to undermine Erbil's faith in the ability of Washington and Baghdad to curb the violence – thereby forcing the KRG to seek Tehran's help in halting attacks. The KRG finds itself in a hot spot once again between public anger at Turkey's impending military surge and the risk of more attacks by Iran-aligned militias.

Strong-arming Washington and Ankara

The timing and nature of the strikes also illustrate resistance militias' larger geopolitical designs with external actors, especially regarding U.S. pressure and Turkey's push into Iraq.

During former President Donald Trump's last months in office, the IRGC's top ranks instructed proxies to obey a months-long pause in attacks against U.S. assets in an effort [not to risk escalation](#) with the hawkish administration in Washington and sow seeds of goodwill with the incoming Biden administration. The promise of a renegotiated JCPOA nuclear deal, and the sanctions relief that would likely accompany it, was enough of an incentive for Tehran to press the brakes.

Yet the first month of the Biden administration shattered Tehran's hope for short-term sanctions relief, with President Joe Biden asserting that the U.S. would require Iran's return to the negotiating table before Washington turned back the dial on sanctions. In the [absence of an immediate shift in Washington](#), Iran turned back to its former strategy, twisting the coalition's arm in Iraq through successive strikes on its positions and assets in an effort to pressure an American withdrawal and create leverage in nuclear negotiations.

The strategy appeared to have worked for Tehran in the last year of the Trump administration: after the PMF perpetrated a string of attacks on bases such as al-Asad, K-1, al-Qaim, and Baghdad International Airport in early 2020, U.S. forces initiated [eight base transfers](#) and [withdrew almost 3,000 troops from Iraq](#). The U.S.-led coalition said it undertook these maneuvers to promote increased independence for the Iraqi army, but U.S. defense officials said [militia encroachment](#) was a key factor.

Turkey, too, was a target audience of the Erbil attack. Coordinating with its campaign for influence in northern Syria, Ankara has sought to project influence in Iraqi Kurdistan through a series of military operations against the Kurdistan Workers' Party (PKK) and by strengthening political and economic relations with the KRG.

While Iran and Turkey have engaged in [limited cooperation](#) in countering Kurdish insurgents in the Qandil Mountains along the Iraqi-Turkish-Iranian border, the countries have divergent aims in Iraq.

Ahead of signs that Turkey was seeking to expand its military footprint in northern Iraq with an [attack](#) on Ninewa province within the next few days, Iran-aligned proxies likely chose Erbil – the capital of Turkey's closest partner in Iraq – as a clear message to Ankara to back down. Shiite militias affiliated with Iran such as Harakat Hezbollah al-Nujaba [released statements](#) threatening Turkey's "occupation forces" with military action if Ankara acted against PKK factions in Ninewa province. Thus far, Iran's warning to Turkey may be in vain; Turkish President Recep Tayyip Erdogan [authorized plans](#) to expand military strikes in Iraq the day after the Erbil attack, building upon its four-day Operation Claw-Eagle 2 in Gara that will likely ruffle feathers among Iraq's Shiite militias.

Biden Needs A Strategy

This is not the first time that Iran-backed militias have targeted Erbil. On Sept. 30, 2020, militias [launched six rockets](#) from the borders of Ninewa province targeting U.S. forces at the Erbil International Airport, but those strikes were intercepted.

The Feb. 15 attack also is similar to one that killed a U.S. contractor in December 2019. That attack sparked American and Iranian tit-for-tat strikes that included the killing of Soleimani and al-Muhandis on Jan. 3, 2020, and an Iranian retaliatory ballistic missile strike on the U.S. al-Asad airbase that injured over 100 U.S. troops. But with a new Biden administration, all eyes now shift to Washington amidst its first major test from Iran and its proxies in Iraq.

Thus far, U.S. Secretary of

State Antony Blinken has [condemned](#) the attack and has vowed to work with the KRG to identify the perpetrators. And in a U.N. Security Council meeting the day after the Erbil attacks, acting U.S. Ambassador Richard Mills [said](#) Iran-aligned militias and sponsored destabilizing activities in Iraq must be addressed to create a ["conducive environment"](#) for the country's October elections. Mills' wording was stronger than Blinken's, but the brief statement did not outline any strategy.

The strikes in Erbil are an opportunity for Washington to recognize it is without a policy, let alone a long-term strategy, in Iraq. While the administration has vowed to continue coalition efforts against ISIS and re-approach the Iran nuclear deal, it has not constructed a [comprehensive plan for Iraq](#). Reviving the policy of compartmentalizing security priorities – a tendency of the Obama administration – will fail to address the malign activity of these groups. Without strategic foresight, the Biden administration will fall into the same habit of its predecessors, making ad-hoc, reactionary decisions that fail to address structural problems.

Washington should ensure it does not fall into the trap that Tehran wants it to, attributing responsibility to smaller offshoot Shiite militias that serve the larger interests of PMF factions and the IRGC. Instead, the U.S. should seek to work with the KRG and the Iraqi government to publicly spotlight these groups' connections through investigations that can reduce their plausible deniability. By collecting evidence that links resistance militias to Tehran and attacks, the U.S. can wield significant leverage in future negotiations on the nuclear deal and [compel Iran to reconsider its malign activities](#).

Newcomer militias linked to PMF factions have opened several fronts with the potential

to escalate a larger geopolitical quagmire among the KRG, the U.S., Turkey, and Baghdad itself. While Iraqi Shiite militias continue to focus on squeezing the U.S.-led coalition and creating offshoot groups to blur lines of accountability, there is a renewed focus on Iraqi Kurdistan, shifting to a more formal alliance with PKK elements, and countering Turkish influence in Iraq. The new pattern of militia behavior indicates that Iraqi Kurdistan – once widely thought of as the safest region in Iraq – will likely be the target of more strikes at the direct or indirect instruction of Tehran, complicating Washington's strategy in Iraq, Ankara's designs in Ninewa province, and Baghdad's and Erbil's ability to impose control.

Caroline Rose is a Senior Analyst and Head of the Strategic Vacuums program in the Human Security unit at the Newlines Institute. Her commentary and work on geopolitics and Middle Eastern affairs have been featured in Foreign Policy, The Independent, Alhurra, Limes Magazine, and the Atlantic Council's MENA-Source. You can follow her on Twitter at @CarolineRose8.

Rasha al-Aqeedi is a Senior Analyst and the Head of the Nonstate Actors program in the Human Security Unit at the Newlines Institute. Prior to joining the Newlines Institute, al-Aqeedi was the editor in charge of "Irfaa Sawtak", a U.S.-based platform that offers insights into post-conflict communities in Iraq and Syria.. She has also served as a Fellow with the Foreign Policy Research Institute and George Washington University's Program on Extremism and tweets at @RashaAlAqeedi.

The views expressed in this article are those of the authors and not an official policy or position of the Newlines Institute.

IHD: “Le ministre turc de l’intérieur met en danger la sécurité de nos membres”

L’Association des Droits de l’Homme de Turquie a vivement critiqué le ministre turc de l’intérieur Suleyman Soylu du fait des accusations proférées par celui-ci après la mort de 13 soldats lors d’une opération militaire turque dans la région de Garê, au Sud-Kurdistan (nord de l’Irak).

Réagissant aux accusations du ministre turc de l’Intérieur, l’Association des Droits de l’Homme de Turquie (IHD) a déclaré que le ministre visait l’association afin de couvrir sa propre responsabilité et que, ce faisant, il mettait en danger la sécurité des dirigeants et employés de l’association.

Süleyman Soylu avait, lors d’une session plénière à l’assemblée nationale, blâmé l’IHD pour la [mort de 13 soldats](#) lors de l’opération d’invasion menée par l’armée turque dans la région de Garê, au Sud-Kurdistan.

L’IHD a publié une déclaration intitulée « Réponse nécessaire aux déclarations du ministre de

l’Intérieur Süleyman Soylu visant l’IHD »

« Les efforts menés par l’IHD et d’autres organisations de défense des droits de l’Homme pour la libération des agents publics détenus n’ont malheureusement pas donné de résultats et 13 personnes qui n’étaient pas parties au conflit ont perdu la vie. Cependant, ni l’IHD, ni aucune autre organisation de défense des droits humains n’est responsable de cet échec », a déclaré l’IHD.

« Il est inadmissible, a poursuivi l’IHD, que les ministres qui ont mené l’opération blâment tout le monde avant la fin d’un processus d’enquête. Le bureau du procureur général doit s’occuper de l’incident et

mener une enquête impartiale.»

Soulignant que le ministre de l’Intérieur tentait de dissimuler sa responsabilité, l’IHD a déclaré ce qui suit :

« Le Ministre de l’intérieur n’a pas uniquement pour fonction de veiller à ce que les opérations de maintien de l’ordre soient menées conformément aux droits humains. Il est également tenu d’assurer la sécurité des membres de l’IHD comme de toutes les personnes qui vivent dans ce pays. Cependant, le Ministre Soylu, en s’exprimant en séance plénière, a ciblé notre association délibérément et cyniquement afin de dissimuler sa responsabilité et a ainsi mis en danger la sécurité

des dirigeants et employés de l’association. Il est inacceptable que le ministre cible les défenseurs des droits humains afin de jeter un voile sur ses erreurs. Après son discours, des messages menaçants ont été envoyés à notre association par e-mail et sur les réseaux sociaux. Nous signalerons les menaces du ministre aux institutions de protection des droits humains, tant en Turquie que dans le monde.

Si le ministre de l’Intérieur avait accepté nos demandes de rendez-vous, nous aurions pu lui parler de toutes ces questions en face à face et mieux se comprendre. Maintenant, à cette occasion, nous invitons le ministre Soylu à présenter ses excuses à l’IHD et à ouvrir les voies du dialogue. »

**The
New York
Times**

19 February, 2021
BY FARNAZ FASSIHI

Hostages in Tehran’s struggle with Washington

In 2017, an Iranian-American couple drew up a list of cities in the United States and Europe where they could settle, now that both their daughters had left for college.

Then an extraordinary idea struck the couple, Emad Shargi and Bahareh Amidi Shargi. Move to Iran.

They had an attachment to the language, culture and traditions of a homeland they had both left as children. They had traveled to Iran several times over the years and felt a welcoming vibe.

Mr. Shargi, 56, was a partner at a company in Abu Dhabi leasing and selling private airplanes. Ms. Amidi Shargi, 53, a

poet, gave public lectures at universities and hospitals — including a TEDx talk about the therapeutic power of poetry.

Family members in America, particularly Mr. Shargi’s father, warned them against the move, saying the Islamic Republic was “no place for them.” They dismissed the concerns as exaggeration, because

neither had ever been involved in politics.

That decision upended their lives. Mr. Shargi is the latest dual American citizen arrested in Iran. He was sentenced on Nov. 30 to 10 years in prison on murky charges of national security violations, after a trial that he not only did not attend but had no idea had been taking place.

Ms. Amidi Shargi is now living in Washington, navigating efforts aimed at securing her husband's release and containing the growing anxiety of their children and elderly parents. Ms. Amidi Shargi spoke out publicly in an interview for the first time about their ordeal.

"Iran felt like we were at home. We traveled all around, took in all the history," Ms. Amidi Shargi said. "We did not think this would happen to him. Not in a million years, not a drop in the sea."

Mr. Shargi's conviction came against the backdrop of other provocative steps that Iran has taken since the election of President Biden to push the new administration into reversing the "maximum pressure" policy of the former president, Donald J. Trump. Mr. Trump scrapped U.S. participation in the 2015 nuclear agreement and reimposed severe economic sanctions.

At least three other American citizens of Iranian descent have been held in Iran for years.

"In the past decade, Iran has frequently pursued its foreign policy goals through detention and hostage taking of dual nationals. This latest imprisonment of Emad Shargi is consistent with this track record," said Hadi Ghaemi, the director of the Center for Human Rights in Iran, a New York-based advocacy group.

As the Biden administration attempts to define how to deal with Iran, which could include a return to the nuclear deal, families of the imprisoned Americans are calling for the administration to give priority to returning their loved ones in any negotiations.

Besides Mr. Shargi, those held include Baqer Namazi, a former Unicef official, his son Siamak Namazi, a businessman, and Morad Tahbaz, an environmentalist entrepreneur.

Mr. Trump's administration en-

gaged with Iran in prisoner swap deals that won the release of two American citizens held by the Iranians — Xiyue Wang, a Princeton graduate student, and Michael R. White, a Navy veteran. The other imprisoned Americans are officially regarded by Iran as Iranian citizens, despite their United States passports.

Secretary of State Antony J. Blinken announced on Monday that the United States would join 58 countries in an initiative aimed at creating a universal approach to confront state-sponsored hostage taking and arbitrary detentions.

"We will work with our allies, many of which also have nationals currently detained by the Iranian government, to seek their release and to stand up to Iran's disgraceful practice of using unjust detentions of foreign nationals as a political tool," the State Department said through a representative.

When speaking of her husband, Ms. Amidi Shargi recited one of her poems about an angel with broken wings who after a long period of sitting discovers that resilience can help him fly again.

"That angel is Emad. He is by far the kindest gentlest partner, the most present father. He is sitting still in a jail cell without his wings," said Ms. Amidi Shargi breaking into tears.

Trouble with Iran's security apparatus started about a year after the couple moved to Tehran, she recalled. By then, Mr. Shargi was working as an international vice president of Sarava, a high-profile Iranian venture capital fund with 30 companies in its portfolio and \$200 million in foreign investments.

Security forces raided their house, confiscated their passports, electronic equipment and family albums and arrested Mr. Shargi. He was detained for eight months at the 2-Alef ward of the Revolutionary Guard's intelligence unit in-

side Tehran's Evin Prison and interrogated about his business ties and travels. Ms. Amidi Shargi was also interrogated several times, she said, and was threatened repeatedly with reprisals if she informed the American authorities or spoke with the media about her husband's case.

Mr. Shargi was released on bail in December 2018.

In December 2019, the Revolutionary Court issued an order informing Mr. Shargi that he had been cleared of all spying and national security charges, according to a copy of the order the family's lawyer shared with The New York Times.

"We thought our silence had paid off and it was over, and we could leave," said Ms. Amidi Shargi. But it was not that simple.

Families of imprisoned Americans are calling for the administration to give priority to returning their loved ones.

Two mysterious events worried them: A false Iranian news report that they had been arrested, and the inexplicable refusal of the authorities to return Mr. Shargi's passport.

They both agreed she should fly back to the United States to rejoin their children.

In 2020, he was called before the Revolutionary Court for three hearings. On Nov. 30, the court summoned Mr. Shargi and the judge told him he had been tried in absentia and sentenced to 10 years in prison. He was presented with a 35-page document convicting him of espionage. His lawyer filed an appeal.

Unknown to his family or lawyer, Mr. Shargi decided to flee through the border with Iraqi Kurdistan where smugglers have designated routes for trafficking people and goods across the border.

Ms. Amidi Shargi spoke to her husband on Dec. 4, she said, and then he did not return her calls or see her frantic texts. She asked acquaintances in Tehran to search for him in their house, at hospitals and the police station.

The Iranian authorities offered no information of his whereabouts and the family had no news of him for more than a month.

On Jan. 17, a website affiliated with the Revolutionary Guards reported he had been arrested at a checkpoint in the province of Western Azerbaijan about 12 miles from the Iraq border.

"It was devastating, we all found out through the news and we were calling each other trying to get information," said Ms. Amidi Shargi.

A spokesman for Iran's Judiciary, Gholamhossein Esmaeili, confirmed the arrest at a news conference in late January without identifying Mr. Shargi by name. Mr. Esmaeili's account also differed inexplicably from the Revolutionary Court order that had exonerated Mr. Shargi in December 2019. The spokesman said Mr. Shargi had been out on bail and had an "ongoing case against him" on espionage and other charges.

Iran's mission to the United Nations did not respond to an inquiry about Mr. Shargi's case.

Mr. Shargi called his wife last Saturday for the first time since he disappeared. In what she described as his trademark soft voice, he apologized for not having been in touch sooner.

"I got the girls on the speaker. We said 'we love you, we miss you, we are praying for you to come back home,'" said Ms. Amidi Shargi. He couldn't talk long or disclose much, she said, except that he was being held at the same place as before, meaning Evin Prison. [See page 6.](#)

Hillary Clinton et sa fille produisent une série sur les combattants kurdes, quelle en est la raison?

Hillary Clinton, l'ancienne secrétaire d'État américaine et sa fille Chelsea, ont obtenu les droits exclusifs pour transformer « Girls of Kobane » de l'écrivain et journaliste américaine Gail Lemon en une série télévisée.

Le livre, sorti le 16 février, met en lumière la vie des combattants kurdes et le secret de leur forte volonté qui était à l'origine de la création d'unités militaires pour les femmes en 2012, sous le nom de « Unités de protection des femmes », qui a joué un rôle de premier plan. rôle dans la défaite de l'Etat islamique et d'autres groupes militants.

Après que la nouvelle se soit répandue à propos de l'annonce de Clinton que sa nouvelle société (Hidden Light) avait obtenu le droit de produire cette série, de nombreuses personnes ont interagi avec les nouvelles, entre l'accueil et les exposants, et cela a suscité une controverse généralisée parmi certains politiciens turcs.

Les Unités de protection des femmes kurdes et les Unités de protection du peuple relèvent des Forces démocratiques syriennes soutenues par les États-Unis, qui comprennent des combattants de toutes origines religieuses et nationales, y compris des Arabes, des Kurdes, des Syriens et d'autres de la région.

Pourquoi « filles de Kobane » ?
À la recherche d'Hillary Clinton et de sa fille Chelsea Par le biais de leur entreprise, Hidden Light Production, pour se concentrer sur les problèmes



Hillary Clinton et Chelsea disent que « Les Filles de Kobane » est une histoire extraordinaire de femmes exceptionnelles, de lutteuses courageuses qui se battent pour la liberté, la justice et l'égalité des femmes.

des femmes principalement dans le but d'autonomiser les femmes du monde entier, a-t-elle déclaré.

Clinton cherche à lancer son projet de manière agressive, elle a donc choisi l'expérience des combattants kurdes que son pays avait fortement soutenue en 2015 lorsqu'elle occupait le poste de ministre des Affaires étrangères de son pays.

Clinton a déclaré qu'elle avait choisi l'expérience de ces femmes « parce que c'est une histoire complète qui raconte leur rébellion contre leur réalité injuste, et elles se sont battues aux côtés des hommes sur tous les fronts pour défendre leur terre contre des groupes militants tels que Jabhat al-Nusra et ISIS, pour la liberté des femmes, l'égalité et la jus-

stice. « Ces unités, le but principal de leur existence.

Et les filles de Kobani, cela ne signifie pas que tous les combattants viennent de cette ville, mais plutôt parce que la guerre à Kobani a été la plus féroce de cette période, car les combattants kurdes s'y sont dirigés non seulement depuis Afrin et les régions de Jazira en du nord-est de la Syrie, mais les femmes kurdes les ont rejoints. D'Irak, d'Iran, de Turquie et d'Europe, elles ont ensuite été rejoints par de jeunes femmes européennes.

L'image des femmes combattantes a émergé exceptionnellement entre 2014 et 2016, lors de la plupart des chaînes et chaînes de télévision internationales couvrant la guerre féroce qui a eu lieu à Kobané, dans laquelle les femmes sont

apparues fortement en première ligne face à l'assaut de la ville.

Ministère Auteur Gail Lemon-Plusieurs fois dans le nord de la Syrie; Les zones contrôlées par les Forces démocratiques syriennes maintenant, et elle a vécu avec eux et a mené de nombreux entretiens avec beaucoup d'entre eux jusqu'à ce qu'elle se familiarise avec les détails les plus précis de leur vie, de leur pensée et du secret de leur force.

« Les filles de Kobane », dit Lemon, « sont le résultat de centaines d'heures d'entretiens que j'ai menés avec les combattants et avec des personnalités expertes dans ces unités qui ont étudié leur mode de vie en profondeur, en dehors d'autres études connexes. »

'Des combattants exceptionnels'

«L'histoire des filles de Kobane», Hillary Clinton explique pourquoi elle et sa fille ont choisi cette histoire, «raconte l'histoire de femmes exceptionnelles et courageuses qui ont défié les probabilités et se sont battues pour la justice et l'égalité d'une manière qui a inspiré les femmes non seulement dans cette région mais partout dans le monde.»

«Nous avons fondé la Hidden Light Company avec Branson pour célébrer le courage de ces héroïnes et souligner leur expérience alors qu'elles sont devenues célèbres dans le monde entier et ces personnes oubliées dont la bravoure n'a pas été prêtée. À tous les téléspectateurs du monde.

Hidden Light Company, en coopération avec Branson de renommée internationale, cherche à produire des documentaires et des films de divertissement pour la télévision, le cinéma et Internet.

Hidden Light mettra en lumière les femmes audacieuses du monde entier. Et Banat Kobani est le premier drame écrit que vous produirez dès que possible.

« Les Filles de Kobane sont une histoire inoubliable et presque légendaire de la force et du courage d'une femme », a déclaré l'écrivain Elizabeth Gilbert. « Ce livre, brillamment recherché et compte rendu internationalement respecté à ce sujet, est une leçon d'héroïsme, de sacrifice et de la vraie signification de la fraternité. »

Le mécontentement turc?

Bien que cette idée ait été saluée et admirée par de nombreuses personnes dans le monde, elle n'a pas séduit certains nationalistes turcs, décrivant les combattants kurdes comme des terroristes où qu'ils se trouvent. Fatih Erbakan – le fils de Necmettin Erbakan, ancien Premier ministre turc et chef du parti turc « New Welfare » – a commenté avec ressentiment Dans un message vidéo qu'il a posté sur sa page Twitter: « Regardez, c'est la pensée de nos partenaires et alliés américains. Ils prévoient de produire une série sur les combattants dans les rangs de le Parti des travailleurs du Kurdistan, qu'ils ont qualifié de parti terroriste, et par les plus hautes autorités et personnalités d'Amérique. »

Il a ajouté: «C'est la preuve que les États-Unis ne considèrent pas la Turquie comme un partenaire stratégique».

D'autres ont appelé le gouvernement turc à agir de manière agressive: « La Turquie doit renforcer le lobby turc pour empêcher qu'une telle mesure ne se réalise ».

Il est à noter que la Turquie considère toutes les forces militaires kurdes syriennes (les Unités de protection du peuple, les Unités de protection des femmes et les Forces démocratiques syriennes) comme une branche du Parti des travailleurs du Kurdistan, qui mène une lutte armée depuis 40 ans contre le Gouvernement turc afin d'obtenir les droits kurdes en Turquie.

Un parcours d'écrivain inspirant

L'écrivain Lemon, également membre du Council on Foreign Relations, a passé un long moment avec les combattants, se

terminant cinq ans après avoir écrit son livre «Girls of Kobane», qui commence à être distribué aujourd'hui via Amazon, Penguin Random House et d'autres.

À travers son livre, l'auteur Khs raconte l'histoire étonnante de ce «pouvoir féminin pur, et comment leur victoire sur le champ de bataille a non seulement protégé les peuples de la région, mais aussi tracé un nouvel avenir pour les femmes du monde entier», comme le l'auteur décrit.

Lemon avait décidé d'arrêter complètement d'écrire sur la guerre, a-t-elle dit, jusqu'à ce que ce jour vienne où elle reçut un appel téléphonique d'un numéro inconnu.

L'appel était de son amie Cassie, qui était membre de l'équipe d'opérations spéciales américaine déployée à l'époque dans le nord-est de la Syrie en 2016, dans le cadre des forces de la coalition internationale.

Elle dit que Cassie l'a invitée à visiter le nord-est de la Syrie, pour voir les merveilles. «Gail, tu dois venir ici pour voir de tes propres yeux ce qui se passe ici. C'est vraiment incroyable.

Gayle continue de raconter ce que Casey lui a dit: «Chaque jour, je vois des femmes se battre contre Daech en première ligne, elles ont lancé une révolution pour les droits des femmes et elles ont des tendances démocratiques populaires de gauche dans lesquelles les droits des femmes sont égaux à ceux des hommes, et elles ont établi leur propres unités militaires appelées les YPG. « Elles ne sont pas confrontées à des restrictions comme celles auxquelles les femmes américaines ont

été confrontées lorsqu'elles sont allées à la guerre en Afghanistan et ailleurs, et comment elles ont assumé tous les emplois politiques et militaires et aux plus hauts rangs sans être perçues d'une manière inférieure. aux hommes. »

Et elle ajoute: « Cassie m'a dit, venez voir comment ces combattants combattent en première ligne et mènent même des hommes dans des batailles. »

Commentez l'image:

Les combattants ont entre 18 et 40 ans et les unités comprennent des femmes de divers horizons religieux, sociaux et nationaux.

« Honnêtement, je suis plutôt jalouse d'eux », dit Cassie. « Les hommes n'ont aucun problème avec eux ou leurs rôles du tout, c'est vraiment étrange.»

Gayle dit qu'après son arrivée en Syrie et après l'avoir rencontrée avec des combattants, elle a appris d'eux que «leur objectif n'est pas seulement de protéger les gens et la terre, mais que leur ambition est de devenir un modèle pour les femmes du monde entier pour une foire. , société démocratique dans laquelle l'égalité des sexes prévaut, et cela sans victoires. Femmes militaires, l'expérience politique ne pourra jamais prendre racine.»

«Toutes les combattantes étaient prêtes à affronter la mort et à combattre l'EIIS, à prouver aux femmes et au monde entier que les femmes sont capables de tout et que leurs capacités dépassent l'idée stéréotypée des femmes, si elles sont armées de foi en leurs objectifs. .»

Kurdistan au féminin 21.02.2021

Le Kurdistan à travers le regard féminin

Iran : Les forces iraniennes tuent 2 autres kolbars kurdes

IRAN / ROJHILAT

Bénéficiant d'une impunité totale, les gardes-frontières iraniens ont de nouveau attaqué les kolbars kurdes ce samedi, tuant d'eux d'entre-deux.

Selon l'Association des droits de l'homme du Kurdistan (KMMK), des soldats iraniens ont ouvert le feu sur des kolbars samedi.

İskender Mihemed, 35 ans, de la région de Pishder, au Kurdistan du Sud, et Ebubekir Mihemedi, 36 ans, du village de Goreshir dans la ville de Serdesht, sont tombés dans la rivière Kanimeres après avoir été touchés par des balles.

Selon KMMK, le corps de l'un des kolbars a été retrouvé, tandis que l'autre est toujours porté disparu.

La tragédie des kolbars

Le Kurdistan oriental a sombré de plus en plus dans la pau-



İskender Mihemed et Ebubekir Mihemedi tués ce samedi par des gardes iraniens

vreté au fil des ans en raison des politiques délibérées du régime iranien et se distingue comme l'une des régions les plus pauvres d'Iran. Par rapport à d'autres régions, la région a connu beaucoup moins d'investissements et le développement a été délibérément freiné. L'agriculture et l'industrie ne sont pas autorisées et, par conséquent, le chômage a atteint le niveau le plus élevé en Iran.

Face à des politiques de discri-

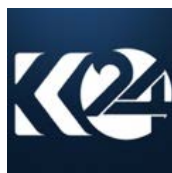
mination, d'oppression et d'appauvrissement, le transport de marchandises de contrebande n'est pas un choix mais un must pour survivre.

Kolbar vient des mots kurdes, «kol» (dos) et «bar» (charge). Les Kolbars gagnent leur vie en transportant des charges le long de la périlleuse frontière. Leurs charges comprennent des cigarettes, des téléphones portables, des chiffons, des articles ménagers, du thé et rarement de l'al-

cool. Ils marchent sur des terrains dangereux pour continuer ce commerce entre le Kurdistan méridional et oriental. Les marchandises qu'ils apportent sont vendues à des prix élevés à Téhéran, mais les kolbars qui risquent leur vie pour eux sont payés très modestement.

Les intermédiaires qui prennent les livraisons et trouvent des acheteurs dans les villes sont appelés kasibkars.

Les kolbars et kasibkars ont entre 13 et 70 ans. Certains n'ont terminé que l'école primaire, tandis que d'autres sont des diplômés universitaires. Ils transportent des charges, car ils ne peuvent trouver aucun autre emploi. Au cours des 5 dernières années, quelque 300 kolbars et kasibkars ont été tués de sang-froid. Il n'y a pas de statistiques réelles disponibles pour le meurtre de Kolbars et Kesikbars par les forces iraniennes ou turques.



By Wladimir van Wilgenburg
February 21, 2021

Americans, Russians compete for Kurdish support in northeast Syrian border area

ERBIL (Kurdistan 24) – An area currently under the control of US-backed Syrian Democratic Forces (SDF) in the northeasternmost parts of Syria has become a point of serious contention between Russian and American troops.

Dêrika Hemko (also known as Derik and in Arabic al-Malikiyah) is a district in Hasakah province that includes the unofficial Fish-

khabor border crossing with the Kurdistan Region of Iraq. Its [district center](#) is Derik city.

Compounding local fears of escalation, local [media reports](#) in January indicated that Turkey—which backs Syrian Islamist groups [accused committing of war crimes](#) against minority groups, including Kurds—might attack Derik and its surrounding

area. Ankara's [past assaults](#) on Kurdish-held territories in northern Syria have displaced hundreds of thousands of civilians and killed thousands more.

Kurdistan 24 on February 17 visited a Derik village embedded with a US-led Coalition patrol consisting of Bradley and M1224 MaxxPro MRAP vehicles a few kilometers from Fishkhabor, both

sides of which Kurdish forces control.

Russian Maneuvers

The Russian-backed Syrian government wants to control the area and stop Coalition troops, non-governmental organizations (NGOs), and journalists from entering northern Syria without its permission.

Damascus, which has forces stationed within the largely SDF-controlled northeast Syria—including in Qamishli city, about 80 kilometers west of Derik city—has protested such visits and the US presence to the United Nations Security Council in the past.

Russian forces have also repeatedly attempted to enter the area near the border during security patrols, seen as invasive by the local population. Kurdish villagers, however, have blocked Russian troops from entering it.

In September 2020, the US redeployed Bradley Fighting Vehicles as a deterrent to Russian threats. This came after Russian vehicles rammed a US convoy near Derik, wounding a number of US soldiers.

Lieutenant Samantha Stein, the Bradley Platoon leader, told Kurdistan 24 at an undisclosed military base that the Bradleys were sent there for “both US forces and the SDF, and maintaining the freedom of maneuver within northeastern Syria.”

She said that the villagers are mostly concerned about security and the threat of ISIS. “Although we don’t have any activity within the North Eastern area at the moment.”

“So it’s just reassuring that the SDF is here to maintain that security for them. So [it’ll] hopefully make them feel better that they are being protected.”

US soldiers on the patrol said they haven’t recently seen any Russian movements. During a visit to Derik’s Hemze Beg village, Grace added that they are trying to build close relations with all the villages in the area.

“The response is very good actually and they do love us here, and we like to provide security for them and it’s always fun to interact with kids as well with soccer balls, playing with them, and putting smiles on their faces and ours.”



Coalition patrol outside Hemze Beg village, northeast Syria, February 17, 2021 (Wladimir van Wilgenburg/Kurdistan 24).

A Kurdish farmer in the area told Kurdistan 24 after talking to the Coalition forces that the US should stand with the Kurds and help them achieve their democratic aspirations.

“The Kurds have preserved democratic values throughout history - so does the US. So the US must support the Kurds. We have helped the US based on our faith in brotherhood; we have not betrayed them,” he said.

“We hope that the US will not turn its back to the Kurds - the Kurds have long been oppressed. Tyrants in the region step on a nation of 60-70 million people.”

Kurdish villagers in the area say they prefer US forces to the Russians.

“I know that we can never trust the Russians. They have been the reason for the destruction of Kurdish areas [throughout history]; they betrayed the Republic of Kurdistan in Mahabad (in Iran in 1946),” the villager said.

“The Russians have not and will not do anything for the Kurds. They are only looking for their interests in the region. If they can, they might betray us again; I cannot imagine anything else.”

At the same time, many fear that Turkey might attack the area. After Ankara’s long-threatened military incursion into parts of northeast Syria to confront the

Kurdish elements of the SDF in October 2019, a ceasefire deal was first reached between the US and Turkey on October 17, 2019, and then another one between Russia and Turkey on October 22, 2019.

This deal outlines joint Turkish-Russian patrols in a 10-kilometer-wide strip of land along the border that began on November 1, 2019. Since then, the two sides have carried out dozens of such operations.

Local SDF sources say they do not rule out a new Turkish cross-border offensive near border areas similar to the one in October 2019.

After rumors emerged that Turkey would attack the area near Derik to potentially cut off SDF access to the Fishkhabor border crossing, local media reports claimed that the US-led Coalition was establishing a new base in [Ain Diwar](#), near the Syrian-Turkish border.

Ain Diwar was one of the areas where Kurdish villagers in the past stopped Russian patrols.

However, Major General Kevin Copey, Deputy Commander of the US-led Coalition in Iraq and Syria, told Kurdistan 24 on February 18 that “are no plans to create any new bases” in northeast Syria.

“The ones that we have at the moment provide us the ability to give Syrians the support that they need,” he added.

He also confirmed that there are “distractions by numerous state actors and non-state actors that could potentially distract the Coalition away from what it is doing which is helping the SDF going after ISIS.”

Although he acknowledged fears from the local population from possible new incursions (by Turkey) and the like, he underlined that this has to be dealt with on a political level so the Coalition can focus on its mission to defeat ISIS and provide support to the SDF to secure the notorious al-Hol Camp.

There are currently around 900 US service members in Syria, including a number of them in the al-Tanf base in southeast Syria.

Former US President Donald Trump wanted to pull all US forces out of Syria to fulfill a promise from his 2016 presidential campaign to end America’s “forever wars” in the Middle East that have followed the September 11, 2001 attacks on New York and Washington.

However, Trump’s attempts to withdraw from Syria met with protest, including from his own political base, and he backed down.

Now the current US administration, led by Joe Biden, is planning to maintain the Coalition posture in Syria.

Col. Wayne Marotto, Spokesman for the US-led Coalition, affirmed to Kurdistan 24 that the mission of the CJTF-OIR has not changed. “That is to defeat Daash (ISIS) in designated areas of Iraq and Syria and any Daash remnants.”

“So our mission has not changed. We’re still going after Daash,” he said.

However, Kurdish villagers still hope there would be more guarantees to prevent future Turkish incursions.

Editing by Khrush Najari

Le commandant des FDS reconferme sa détermination pour l'unité nationale kurde

« Une solution constructive à la question kurde au Rojava n'est pas possible tant que les conflits intra-kurdes ne sont pas résolus.

Par conséquent, toutes les parties doivent mettre de côté leurs intérêts personnels », a déclaré le commandant des FDS, Mazlum Abdi.

Selon le commandant en chef des Forces démocratiques syriennes (FDS), Mazlum Abdi, il y a des signes au Rojava démontrant que les conflits inter-kurdes prendront bientôt fin. « Nous ne pouvons voir aucun obstacle idéologique ou politique face à l'unité kurde. Certes, il y a des désaccords et des conflits mineurs. Mais si les deux parties font des concessions et des compromis, l'espoir d'une sortie rapide de la crise peut émerger », a déclaré Abdi lors d'un symposium organisé à Qamishlo par le Centre d'études stratégiques du Rojava intitulé « Conflits, problèmes et solutions inter-kurdes ».

Les discussions ont été bloquées à plusieurs reprises

Depuis le printemps dernier, à l'initiative des FDS et sous la médiation des États-Unis et de la France, des pourparlers sur l'unité entre les partis kurdes du Rojava et l'ENKS (Conseil national kurde en Syrie) contrôlé par l'État turc ont lieu. En mai, l'alliance «Partis pour l'unité



Mazlum Abdi, commandant en chef des Forces démocratiques syriennes (FDS).

nationale kurde» (PYNK) a été fondée à cet effet par 25 partis politiques représentés dans l'administration autonome du nord et de l'est de la Syrie. Un mois plus tard, le PYNK et l'ENKS ont déclaré à Qamishlo qu'un consensus avait été atteint dans le cadre de l'Accord de Duhok de 2014 (gouvernance, partenariat, sécurité et défense). Cependant, après de fréquentes visites rendu au dirigeants du Kurdistan du Sud à Hewlêr (Erbil) et dans la capitale turque Ankara, l'ENKS a rejeté l'enseignement dans la langue maternelle en kurde et le système de coprésidence et a voulu imposer une division du Rojava. En conséquence, les pourpar-

lers ont été bloqués à plusieurs reprises.

Mettre de côté les intérêts personnels

« Même si la guerre se poursuit et que des différences pourraient également survenir en conséquence, cela ne devrait pas être un obstacle pour la société kurde à surmonter ses problèmes existants. Souvenons-nous du passé du Kurdistan, lorsque la coexistence était caractérisée par des groupes familiaux et des luttes tribales. Les conflits n'ont pas empêché les différentes parties de s'unir dans la résistance kurde », a déclaré M. Abdi

et noté que les conflits internes entre Kurdes sont faibles par rapport à d'autres sociétés. « Cela témoigne de la conscience nationale des forces politiques du Kurdistan et du public kurde. Nous sommes tous conscients que la question kurde ne peut être résolue tant que nous n'éliminons pas les conflits entre nous. Par conséquent, nous demandons à toutes les parties de mettre de côté leurs intérêts personnels et travailler exclusivement pour les intérêts de notre peuple.

Nous sommes déterminés

Mazlum Abdi a poursuivi en disant que les interventions des « occupants du Kurdistan » torpillaient une unification des différents acteurs politiques au Rojava, mais que le processus de rapprochement avait évolué positivement. « Nous sommes en phase de parvenir à un accord et nous espérons que même les petites bagatelles seront résolues de manière constructive. Parce que nous sommes déterminés à mener à bien cette initiative. »

Irak : décès d'un civil blessé dans l'attaque à la roquette au Kurdistan

Un civil blessé dans l'attaque à la roquette ayant visé l'aéroport d'Erbil dans le nord de l'Irak la semaine dernière est décédé, ont annoncé lundi 22 février les autorités du Kurdistan irakien, portant le bilan à deux morts.

Une salve de roquettes a frappé le 15 février une base militaire accueillant des troupes étrangères dans l'aéroport d'Erbil, capitale du Kurdistan irakien, selon la coalition dirigée par les États-Unis et qui aide depuis 2014 l'Irak à combattre le groupe djihadiste État islamique (EI). De nombreuses roquettes ont aussi frappé tout le nord-ouest de la ville d'Erbil, y compris des quartiers résidentiels, où elles ont blessé cinq civils.

«L'un des blessés soignés à



L'attaque à la roquette a provoqué la mort de deux personnes selon les autorités du Kurdistan irakien. THAIER AL-SUDANI / REUTERS

l'hôpital est décédé lundi. Nous n'avons pas pu lui sauver la vie», a déclaré le porte-parole du ministère de la Santé de cette région autonome, Bajjar Mousa. La première victime de l'attaque du 15 février était un entrepreneur civil étranger travaillant avec la coalition antid-

jihadistes, selon le porte-parole de la coalition. Ce dernier n'a pas pu confirmer la nationalité de la victime mais a déclaré qu'elle n'était pas américaine. Neuf autres personnes travaillant sur la base militaire ont été blessées.

Il s'agissait de la première attaque de ce type depuis près de deux mois contre des installations militaires ou diplomatiques occidentales en Irak, après des dizaines d'incidents similaires l'an dernier attribués à des groupes chiites pro-Iran. L'attaque d'Erbil a été revendiquée par un groupe peu connu qui se fait appeler Awliyaa al-Dam ou «Guardians of Blood» («Les Gardiens du sang»). Le groupe a affirmé dans un communiqué en ligne qu'il continuerait à viser les forces américaines en Irak. Plusieurs pays occidentaux ont condamné ces tirs de roquettes, avertissant que des attaques contre la coalition ne seraient «pas tolérées». L'ONU a elle alerté que l'Irak pourrait plonger de nouveau dans l'instabilité.

The
New York
Times

Feb. 20, 2021

By Lara Jakes and Eric Schmitt

Seeking Fresh Start With Iraq, Biden Avoids Setting Red Lines With Iran

The administration's measured response to a rocket attack in Erbil sharply contrasts with a Trump-era campaign against Iran that, more often than not, caught Iraq in the crossfire.

Diplomatic and military officials said Mr. Biden's larger goal was to lower hostilities between the United States and Iran and its proxies in the region, including in Iraq, and to look for a path back to

diplomacy with Tehran. This week, the United States extended an opening to [new negotiations with Iran](#) to limit its [nuclear program](#).

The effort for rapprochement

comes as the Biden administration simultaneously stares down deadly militias in Iraq that officials believe are acting with Tehran's help and, perhaps, orders. Attacks against Americans by Iran or its

proxies could scuttle the broader diplomatic goal, the officials said.

They also could upend a fresh United States attempt to persuade Iraq to lean away from

Iran — without expecting to sever their spiritual, economic and cultural ties — by offering incentives instead of threats.

“In order for America to pursue our values and to pursue our interests around the world, we have to be engaged in the world,” Ned Price, the State Department’s spokesman, [said after the Erbil attack](#). “And, of course, engagement in some corners of the world carries added risks.”

So far, two senior Defense Department officials said, there has been no detailed discussion at the Pentagon’s Central Command about a specific military response to the strike in Erbil on Monday as American and Iraqi authorities investigate who launched the attack. Both Mr. Blinken and Defense Secretary Lloyd J. Austin III, who served three combat tours in Iraq, have spoken with their Iraqi counterparts to offer assistance with the inquiry.

Officials blame the Erbil rockets on Iranian-backed militias, such as Kataib Hezbollah and Asa’ib Ahl al-Haq, which had been held responsible for similar previous strikes. But representatives at the White House, State Department and Pentagon have stopped short of making any specific accusations.

“What an important test for the new administration,” Simone Ledeen, the Pentagon’s top Middle East policy official until last month, [said on Twitter on Monday](#). “Will be interested to see if there is a response.”

Iraqis have long been suspicious of American officials who, after ordering a military invasion in 2003 and deposing Saddam Hussein, are still blamed for the security vacuum that followed after U.S. occupation authorities disbanded the Iraqi Army. Anger toward the United States flared again last month, when the Trump administration [pardoned four American security contractors](#) for their roles in a



Damage from a rocket attack this week in Erbil, in northern Iraq, that left one foreign contractor dead and an American service member and several contractors wounded. Credit... Safin Hamed/Agence France-Presse — Getty Images

[2007 massacre of 17 Iraqi civilians](#) in Nisour Square in Baghdad.

As vice president during the Obama administration, Mr. Biden was among those who oversaw the end of the American-led war in Iraq and the withdrawal of the last 50,000 combat troops in 2011, only to be surprised by the rise of the Islamic State two years later.

Officials said Mr. Biden had a deeply personal interest in Iraq, where his son Beau served in the Army National Guard and was exposed to toxic burn pits that may have led to the brain cancer that [killed him in 2015](#).

His secretary of state, Mr. Blinken, has begun what one senior State Department official described on Friday as a



Secretary of State Antony J. Blinken is overseeing a review of policies in Iraq. Credit... Stefani Reynolds for The New York Times

review of American policy in Iraq that allows for a shift in approach. The review will include feedback from the Pentagon before it is presented to the White House, possibly as soon as next month.

The administration is considering returning hundreds of diplomats, security personnel and contractors to the embassy in Baghdad; the numbers [were reduced in May 2019](#) during a period of heightened tensions with Iran, touching off fluctuating staffing levels ever since.

The State Department is not yet ready to reopen its consulate in the southern Iraqi city of Basra, a key listening post near Iran’s border, which the Trump administration [closed in September 2018](#) after the airport compound where it was

based was rocketed by militias. Nobody was injured in that attack.

The department is also looking at extending [limits that the Trump administration imposed](#) on how much energy Iraq’s government can buy from Iran — an arrangement that critics warn could fund Tehran’s aggressions but provides a lifeline for millions of people who would otherwise go without electricity.

Iraqi banking officials met this week with American diplomats over the issue, which currently forces Baghdad to ask Washington every few months for a waiver to buy energy without facing sanctions.

Two other Biden administration officials said the United States Agency for International Development also is weighing sending more humanitarian aid to parts of Iraq, mostly in the country’s western and northern regions, that were hardest hit by the Islamic State.

But several Pentagon officials and senior military officers said it was unclear what the Biden team’s red lines were when it came to protecting American personnel in Iraq from Iran or its proxy fighters.

After a rocket attack that killed an American contractor in December 2019, the United States blamed Kataib Hezbollah, and bombed five of its bases. That led to a [siege at the U.S. Embassy](#), where protesters trapped diplomats inside the sprawling compound for two days and, in turn, prompted Mr. Trump to order a military strike that [killed Iran’s most revered general](#) while he was visiting Baghdad.

David Schenker, the assistant secretary of state for Middle East policy under Mr. Trump, said it was the responsibility of Iraq’s Shiite-led government to constrain the militias that were backed by Iran.

“I don’t think that by showering

blandishments on Iran that you're going to get better behavior in Iraq," Mr. Schenker, now a senior fellow at the Washington Institute for Near East Policy, said in an interview. "Ultimately, this is all about Iran — the missiles, the weaponry, the funding, the direction all comes from Tehran."

Military officials say that 14 107-millimeter rockets were launched in the Erbil attack, but six misfired. The attack from territory controlled by Kurdish forces has raised concerns about security gaps in what has been considered the safest region of Iraq.

A little-known group known as Awliya al Dam, or Guardians of the Blood, brigades claimed responsibility for the attack, but it offered no evidence. The group



The United States Embassy complex in Baghdad's heavily fortified Green Zone. After a rocket attack on the embassy last year, the Trump administration renewed its threats of withdrawing diplomats from Iraq. Credit: Agence France-Presse — Getty Images

claimed responsibility last August for two bombings targeting U.S. contractor convoys carrying military equipment.

An antirocket system was in place and operating at the Erbil airport at the time of the attack, but the rockets landed in an

area not covered by the system, an American military official said.

U.S. commanders have said that the 2,500 troops now in Iraq — about half the number from last summer — would be sufficient not only to act as a bulwark against Iranian proxies and other influences, but also to help Iraqi security forces hunt down remaining pockets of Islamic State fighters.

The secretary general of the North Atlantic Treaty Organization, Jens Stoltenberg, announced on Thursday that it would increase its military mission in Iraq to 4,000 troops from 500 personnel, and expand training beyond Baghdad.

Jane Arraf contributed reporting from Amman, Jordan.



22 février 2021

Les députés européens appellent l'UE à condamner les agressions d'Erdoğan contre le HDP

Les députés européens de gauche appellent à une action européenne contre le génocide politique mené par le gouvernement turc à l'encontre du HDP, demandant que l'attaque de la Turquie contre la démocratie soit abordée par les dirigeants européens lors du sommet européen qui doit se tenir dans quelques jours.

Le groupe de gauche au Parlement européen a publié une déclaration exprimant sa solidarité avec les membres persécutés du Parti démocratique des Peuples (HDP) en Turquie.

Le groupe de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique (GUE/NGL) a souligné que les dernières attaques du président turc Erdoğan contre les représentants du HDP en Turquie devaient être condamnées par tous les groupes politiques au Parlement européen, et appelé le président du Parlement, M. Sassoli, à prendre une position claire contre les assauts inces-

sants d'Ankara contre la démocratie.

La déclaration souligne que de plus en plus de députés du HDP sont réprimés, persécutés, fouillés à nu et emprisonnés par les tribunaux turcs. La déclaration fait aussi référence au fait que les immunités parlementaires des élus du HDP sont arbitrairement levées et que les peines de prison prononcées contre les membres du HDP sont basées sur des dossiers montés de toutes pièces.

Les députés ont noté par ailleurs que les dernières arrestations surviennent après un [arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme](#) (CEDH) ordonnant la li-

bération de l'ancien coprésident du HDP, Selahattin Demirtaş, détenu depuis plus de quatre ans sur la base d'accusations non fondées liées au terrorisme.

Le coprésident du groupe de gauche Martin Schirdewan (Die Linke, Allemagne) a appelé à une action plus large de l'UE. « C'est une attaque scandaleuse contre la démocratie, s'est-il indigné. Notre groupe appelle tous les groupes politiques du Parlement européen à prendre une position politique claire pour défendre les parlementaires du HDP. Comme nous, ils font leur devoir en exerçant leur mandat de représentants démocratiques ».

Et d'ajouter : « Le président David Sassoli doit prendre la défense des Kurdes et condamner l'agression d'Erdoğan au nom de l'ensemble du Parlement européen. »

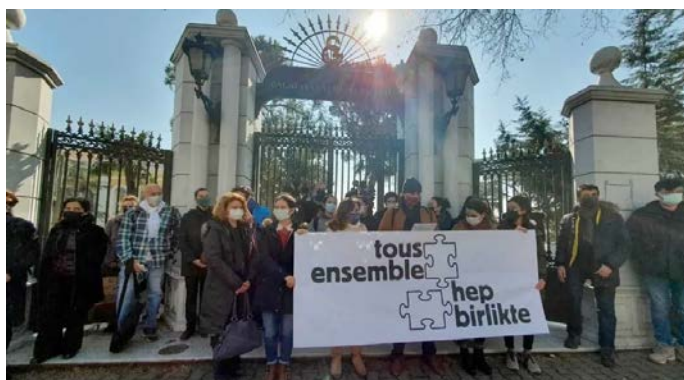
« Nous appelons les ministres des affaires étrangères de l'UE à aborder cette question urgente lors de la réunion du Conseil aujourd'hui. L'agression de la Turquie contre la démocratie doit également être discutée par les dirigeants de l'UE lors du sommet qui se tiendra plus tard dans la semaine. L'heure n'est pas à l'inaction. La démocratie doit être défendue à tout prix », a conclu Schirdewan.

Galatasaray University resists language rule that will limit French teaching staff

Academics of Istanbul's Galatasaray University gathered on campus to read a joint statement on Feb. 23 to resist legislation that requires all of the school's French staff members to learn advanced Turkish in order to be employed, a move interpreted as meddling with academic freedom.

Reports of the language sufficiency regulation came in the midst of controversy surrounding another prestigious Turkish university, Boğaziçi University, where President Recep Tayyip Erdoğan appointed a party member as rector in a move that prompted protests.

A mixture of French and Turkish nationals, the Galatasaray teaching staff were employed as part of a '92 treaty between the two countries, representing Turco-French camaraderie, the professors said in the statement,



Galatasaray University academics hold a banner that reads "all together" in Turkish and French.

adding that the French professors' employment is also sanctioned by a 2020 agreement.

The legislation in question restricts the pool of employable French educators, the statement noted, adding that it would in turn rob the student body of the multicultural and bilingual education the school offers.

On top of the interruption to education that the legislation caused, the way the staff was informed about the new regulation was also problematic, as they were only notified through informal channels, but not notified while attempting to renew their residency permits, the staff said.

"The language level expected

from French teachers is not only incredibly advanced, but also unnecessary, considering the language of education is in French," the professors noted in their statement.

The legislation will serve as a disincentive for foreign professors to come to Turkey, which will lower the level of education at the university, one of the few Francophone schools in the country, the staff added.

Urging the immediate reversal of the legislation, the staff said that the regulation posed a threat to the right to education, which is a human right, and called for further negotiations. "No academic or cultural institution should become a tool for political tensions, on the contrary, these institutions should be seen as mediators of peace and camaraderie."

Turkish prosecutors launch investigations into five HDP deputies

The chief public prosecutor's office in the eastern province of Van has launched investigations into five deputies of the Peoples' Democratic Party (HDP).

The charges against HDP MP Berdan Öztürk, representing the eastern province of Ağrı, concern his press statement that he held in Van on Jan. 8.

The charges against Van deputies Sezai Temelli, Muazzez Orhan Işık, Tayip Temel and Murat Sarısaç on the other hand concern their social media posts.

The Van Chief Prosecutor's Office accuses the five HDP deputies of "insulting the Turkish nation, Turkish state, the state's institutions and organs"

as well as "instigating people into hatred and animosity."

The files on the deputies have been sent to the Ankara Chief Public Prosecutor's Office.

The crackdown on the HDP in recent years has included the arrests of thousands of party officials and members, while dozens of its mayors and law-

makers elected in the 2019 polls have been ousted from their seats.

The HDP is often accused of having links with the Kurdistan Workers' Party (PKK) and its former co-chairs Selahattin Demirtaş and Figen Yüksekdağ have been imprisoned for over four years.

LA
PRESSE

23-02-2021

Syrie | Les premiers vaccins anti-COVID-19 attendus d'ici mars à Idlib

(Beyrouth) Le nord-ouest de la Syrie, dominé par des djihadistes et des rebelles, doit recevoir d'ici mars les premières doses du vaccin anti-COVID-19 AstraZeneca, a assuré mardi l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), une initiative intervenant dans le cadre du programme mondial de vaccination Covax.

La région d'Idlib et ses environs vont recevoir 336 000 doses du vaccin, « couvrant environ 4 % de la population totale du Nord-Ouest », a indiqué à l'AFP le bureau de l'OMS responsable de la Syrie.

Quelque « 35-40 % des vaccins seront disponibles au cours du premier trimestre et 60-65 % au deuxième trimestre », précise l'organisation.

Environ 120 000 doses du vaccin AstraZeneca devraient arriver d'ici mars dans le secteur, a indiqué à l'AFP un porte-parole de la Direction de la Santé locale.

« Elles couvriront 60 000 personnes » parmi le personnel médical, les personnes âgées et les malades souffrant de maladies chroniques, a précisé le porte-parole Imad Zahran.

Dans une Syrie morcelée par la guerre, les autorités locales dans les territoires insurgés du Nord-Ouest avaient réclamé l'inscription de leurs régions au programme Covax, mis en place par l'OMS pour distribuer les vaccins anti-COVID-19 aux pays défavorisés.

Quelque 4 millions de personnes vivent dans le Nord-

Ouest syrien, selon l'ONU. La région a officiellement enregistré 21 136 cas de COVID-19, dont 408 décès.

Elle englobe le bastion d'Idlib, dominé par les djihadistes de Hayat Tahrir al-Cham, l'ex-branche syrienne d'Al-Qaïda, mais aussi des petites poches insurgées à la frontière turque, gérées par des rebelles pro-Ankara.

De son côté, le gouvernement à Damas a adhéré au programme Covax en janvier, autorisant par ailleurs lundi l'utilisation sur son territoire du vaccin de l'allié russe, Sputnik V.

Le régime a été accusé par le passé d'empêcher l'arrivée d'aides vitales à des bastions de l'opposition qui échappent à son contrôle.

Début février, l'ONG Human Rights Watch avait plaidé pour une distribution « équitable » des vaccins, rappelant que « le gouvernement syrien ne s'est jamais gêné pour entraver l'accès aux soins médicaux ».

Les zones kurdes en particulier, dans le Nord-Est, sont à la merci du régime, ne bénéficiant plus du dispositif d'aides transfrontalières parrainé par l'ONU qui permettait autrefois d'y faire entrer plus librement des aides internationales.

« Des discussions sont en cours avec l'OMS pour se fournir en vaccins anti-COVID-19 », a assuré à l'AFP un responsable local kurde.

RÜDAW

23-02-2021

Kurdistan Region restricts travel to federal Iraq, as new coronavirus variant hits

ERBIL, Kurdistan Region — The Kurdistan Regional Government (KRG) announced on Monday that it would be restricting travel to and from federal Iraq, following a new variant of coronavirus hitting Erbil.

“We have authorized the provincial crisis cell to control the border points between Iraqi provinces and Kurdistan Re-

gion provinces,” KRG spokesperson Jotiar Adil announced at a press conference on Monday, noting that political and diplomatic missions are exempt from the rule.

The decision by the KRG came after the Kurdistan Region recorded 19 cases of the UK coronavirus variant in Erbil in recent days.

Experts believe the UK variant emerged in September, and may be as much as **70 percent** more transmissible or infectious. Newer **research** by Public Health England puts it between 30 and 50 percent.

A spike in cases led Iraqi authorities to decide last week on a partial curfew, which began on Thursday. A few days after the announcement, Iraq's

health ministry **said** that it had registered several cases of the UK coronavirus variant for the first time.

Adil also announced that Newroz and several other holidays would have to be celebrated without social gatherings.

“The celebrations in March will be respected, however without any social gathering,” Adil

added in the press conference.

The Kurdistan Region was under a full lockdown for last year's Newroz.

The spokesperson on Monday reiterated that schools would remain open, but pleaded that schools abide by the protection measures set out.

The Kurdistan Region recorded 157 new cases, 55 recoveries and one death in 24 hours, the health ministry announced on Monday.

Overall, the Region has recorded 107,933 coronavirus cases, including 103,011 recoveries and 3,508 deaths, since the beginning of the pandemic.



File photo of medical workers . Photo : Bilind T. Abdullah/ Rudaw



By Sirwan Kajjo, Zana Omer
February 23, 2021

More Syrian Nationals Released from al-Hol Camp

WASHINGTON - Local authorities in northeast Syria have released a new group of Syrian nationals from a detention camp, in an ongoing effort to reduce its population of at least 62,000.

Officials with the Kurdish-led autonomous administration in the region said they released more than 300 Syrian nationals this week from al-Hol Camp, which is also home to thousands of families of Islamic State (IS) foreign fighters.

"They can go anywhere they want to go now," Mounir Mohammad, an al-Hol Camp official, told VOA on Monday. "This step comes after we verified and approved the documents they provided to us."

According to camp officials, more than 1,500 Syrian

families have so far been released.

Most of these Syrians had been captured following a U.S.-led campaign in 2019 that destroyed IS's so-called caliphate in eastern Syria.

Unlike most of the recent releases, this group's departure did not require sponsorship from Arab tribal leaders. Instead, local authorities conducted background checks on the targeted individuals to ensure that they wouldn't pose any security threats.

The arrangement comes after local officials expressed concerns over growing violence caused by IS-linked foreign nationals inside the camp. Since the beginning of 2021, about 20 camp residents reportedly have been killed.

In addition to those held in al-Hol and other detention camps in northeast Syria, the U.S.-backed Syrian Democratic Forces, or SDF, a Kurdish-led military alliance, says it holds more than 10,000 IS fighters, including about 2,000 foreign nationals.

SDF officials have been calling on countries to take back their detained citizens, saying that they do not have enough resources to keep IS prisoners and their families indefinitely.

The United Nations has cautioned about the dangerous living conditions in al-Hol and other camps in northeast Syria.

"Thousands of people held in the camps are exposed to violence, exploitation, abuse and deprivation in

conditions and treatment that may well amount to torture or other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment under international law, with no effective remedy at their disposal," the U.N. Human Rights Council said this month.

While many of those released this week expressed joy over their freedom, others weren't certain about what to expect outside the camp.

"I have a big family and we don't have a breadwinner," said Um Mohammad, a woman who was among those released.

"Some of our family members are dead, and others are in prison," she told...



24-02-2021

Erdoğan 'inclined to decrease election threshold to 7 percent'

President Erdoğan is inclined to decrease the current 10 percent election threshold to seven percent, according to a pro-government columnist. The AKP is trying to decide whether it should be five or seven percent, but the majority is in favor of seven percent, the columnist noted.

President Recep Tayyip Erdoğan is reportedly inclined to decrease the 10 percent election threshold to seven percent, as the works of the commission that was formed to work on changing the election law are ongoing.

The commission, which is led by ruling Justice and Development Party (AKP) deputy chair Hayati Yazıcı, had previously laid out two options for the threshold, with one being five percent and the other seven percent.

Erdoğan, after listening to a presentation given by the commission two weeks ago, is inclined to choose seven percent, pro-government columnist Abdülkadir Selvi said on Feb. 24. The commission is currently



working on a text in line with Erdoğan's preferences, which will later be presented to the president again. It will then be presented to the government-allied Nationalist Movement Party (MHP). The final proposal will be submitted to parliament.

In terms of the election thresholds planned for alliances, the

AKP is considering seven percent for the alliances as a whole. The MHP, meanwhile, suggests keeping the 10 percent threshold, or even increasing it to 12 or 14 percent, for the parties that enter alliances.

Parties in Turkey compete in elections by forming alliances. While the AKP and the MHP

constitute the People's Alliance, the main opposition Republican People's Party (CHP) and the right-wing Good (İYİ) Party are within the Nation Alliance.

The works on changing the election law began after numerous polls showed that the People's Alliance is rapidly losing votes. Decreasing the threshold would serve the MHP, since its votes are below the current threshold.

The opposition agrees that the election threshold must be decreased, but is skeptical of the changes in the election law since it's widely perceived as Erdoğan's move to cling to power. The parties have also been calling for snap polls, citing the country's current economic downfall.



24-02-2021

Van, une ville sous état d'urgence permanent

Les politiques répressives mises en œuvre par l'État turc ont fait de de Van, une des plus grandes villes du Nord-Kurdistan, une zone où l'interdit règne en maître.

L'état d'urgence mis en œuvre par le gouvernement turc au lendemain du putsch avorté de juillet 2016 n'a, de fait, jamais été levé à Van, faisant de la deuxième

plus grande ville du Nord-Kurdistan, après Diyarbakir, une zone de non-droit absolu. Nous publions ici la traduction d'une chronique publiée par Firat News, dans laquelle, l'auteur,

Mîna Roj, décrit une ville où la vie culturelle, économique et sociale est étouffée par les interdits.

Dès que j'entre dans la métro-

pole kurde de Wan (Van), les canons à eau, les véhicules blindés, les barrières de chars, les murs et les postes de contrôle massivement fortifiés, ainsi que les forces spéciales

lourdement armées à chaque coin de rue, me rappellent que l'état d'urgence est en place ici sans interruption depuis cinq ans. Personne ne peut se déplacer à Wan sans être contrôlé plusieurs fois.

La province kurde de Wan, au nord, est limitrophe de la frontière turco-iranienne avec le Kurdistan oriental, à l'est. Cependant, les postes-frontières, l'une des plus importantes sources de revenus pour cette région appauvrie, sont fermés depuis le déclenchement de la pandémie de Corona. Alors que toutes les frontières sont ouvertes en Turquie, le point de passage de Kapıköy vers le Kurdistan oriental est fermé à long terme. La Chambre de commerce et d'industrie de Van et d'autres organisations de la société civile, ainsi que des partis politiques, ont protesté, à de nombreuses reprises, contre cette situation. Le gouvernement les a qualifiés de "terroristes". Le député de l'AKP [Parti de la Justice et du développement, au pouvoir en Turquie, ndlr] İrfan Kartal a déclaré qu'une éventuelle ouverture du poste-frontière de Kapıköy serait une "catastrophe".

Parler en kurde, c'est faire de la politique

Je marche dans les rues les plus fréquentées de la ville et, à travers le flot de personnes, dans les rues secondaires, vers la mosquée Hasrettin Omar. Tous ceux qui connaissent cet endroit savent qu'il y a des commerces partout. Il y a la rue des marchands de tabac, des marchands de fromage et des tailleurs. L'état d'urgence permanent se reflète dans les conversations des gens, dans leur vie. Avec la répression sur la ville, les gens ont cessé de parler. C'est du moins ce que je constate. Maintenant, si nous ajoutons l'extrême pauvreté de la population, nous pouvons comprendre à quel point la situation est dramatique.

Les étals sont pleins à craquer, mais personne n'achète rien. Je parcours tout le marché. Je vais de magasin en magasin et je



Une rue commerçante à Van

parle aux propriétaires. Je leur souhaite, en kurde, bon courage dans leur travail, mais ils ne répondent généralement pas en kurde. Un employé d'une boulangerie me dit : « Ma sœur, ne fais pas de politique ici ». Parler le kurde est bien sûr quelque chose de politique, mais je suis profondément frappée par la réaction de ce boulanger qui essaye simplement de gagner sa vie.

« Cet État veut nous affamer »

Faruk B., 60 ans, vend des outils, des piles, des chargeurs et des stylos à plume sur son stand. « Notre pays est pauvre », dit-il. Lorsque je lui demande à quel point il est affecté par la fermeture du poste-frontière, il répond à mes questions en regardant les gens qui vont et viennent : « Ils parlent de raisons de sécurité. Ceux qui meurent aux frontières sont aussi des gens du peuple. Les [Kolbars](#) risquent leur vie pour gagner trois sous. Cet État essaie délibérément de nous affamer. Edirne, bien sûr, n'est pas affectée par le virus. Que puis-je dire de plus ? »

« La pauvreté est aussi une forme de violence »

Que peut-il dire de plus ? Et un jeune homme dans le magasin d'à côté avertit : « C'est facile de parler, mais ensuite on s'inquiète. N'écrivez pas mon nom, ne me prenez pas en photo. Mon frère est en prison depuis sept ans. Je ne veux pas y aller aussi. Je viens ici tous les matins et j'ouvre mon étal. Mon revenu quotidien se situe entre 70 et 100 TL (entre huit et onze euros). Je m'occupe seul d'une grande famille. Je n'arrive pas à joindre les deux bouts. La pandémie est une excuse. Ils veu-

lent que les gens restent pauvres ici. La pauvreté est aussi une forme de violence. Regardez dans ces rues, des dizaines de milliers de jeunes qui vont et viennent. Ils n'ont pas de travail. »

Ciwan Haco [célèbre chanteur kurde, ndlr] chante dans un haut-parleur. Je voudrais m'arrêter un instant et filmer. Mais dès que je m'arrête, le marchand de CD éteint la musique. Quand je m'éloigne, il remet la musique en marche. Son comportement est logique : il a peur qu'on ne porte plainte contre lui et que son magasin soit fermé.

« Nous sommes affamés et nous avons peur »

Il en va de même pour le marché du tabac. On y vend surtout du tabac de Semsür (Adiyaman). Bien que Bedlîs (Bitlis) soit tout près, dit A.Y., le tabac qui vient de là-bas est trop cher, les gens n'ont pas assez d'argent pour l'acheter. « Cette ville avait une âme, soupire le vendeur de tabac. Maintenant, c'est un endroit sans âme. Je suis diplômé de l'université. Je suis né, j'ai grandi et j'ai étudié dans cette ville. Je ne peux même pas travailler au salaire minimum. Maintenant, je vends du tabac. Mais il n'y a personne pour l'acheter. Avant, on se plaignait du flot de touristes iraniens. Maintenant, nous avons besoin d'eux. Tant que le poste-frontière est fermé, il n'y a pas de commerce. Un Iranien peut prendre l'avion jusqu'à Istanbul et revenir à Wan, mais il ne peut pas faire quelques heures de route pour venir à Wan par la frontière. Le virus est un prétexte absurde. Ils parlent de raisons de sécurité plus que de

toute autre chose. Erdoğan devrait dire où se situe ce problème de sécurité. La pandémie existe depuis un an, mais l'état d'urgence est en vigueur ici depuis cinq ans. Demain, ils donneront une autre raison. Ils veulent que nous mourions de faim, que nous vivions dans la peur, sans identité. Ils ont réussi au moins en partie, nous sommes affamés et nous avons peur. »

« Nous attendons l'ouverture du poste-frontière »

Même son de cloche dans la rue où sont vendus les produits textiles traditionnels kurdes. Il n'y a pas de mariage, donc personne pour commander robes. De nombreux clients de ces magasins venaient d'Iran. « Si nous vendions une robe par semaine, dit le commerçant Sabri K, nous pourrions gagner de quoi vivre un mois. Les femmes achètent parfois des tissus pour coudre des jupes, mais ce sont des tissus à bas prix, environ 30 à 50 TL. Cet argent ne nous sauve pas. Nous attendons l'ouverture du poste-frontière. Peut-être qu'alors les choses iront mieux. »

« L'AKP veut maintenir un état d'urgence de facto au Kurdistan »

Je demande au député du HDP (Parti démocratique des Peuple) Murat Sarısaç de me faire part de ses observations. « L'AKP, dit-il, veut maintenir un état d'exception de facto au Kurdistan. Le peuple n'est pas seulement privé de ses droits politiques, mais aussi de ses droits économiques. D'un côté, la ville se voit imposer un administrateur d'État [agent désigné par le gouvernement en lieu et place des co-maires HDP destitués, ndlr], et de l'autre, les habitants de Wan ne sont pas autorisés à profiter des 395 kilomètres de frontière avec l'Iran. On ne parle de Wan que [lorsque des gens meurent à la frontière](#). Toutes les décisions à Wan sont prises par un gouverneur assisté de quelques bureaucrates. »

Des Françaises, détenues en Syrie après avoir rejoint l'organisation Etat islamique, entament une grève de la faim

Une dizaine de femmes protestent contre le refus de la France de les rapatrier et, selon leurs avocats, « ne demandent qu'une chose : être jugées pour ce qu'elles ont fait ».

Une dizaine de Françaises qui avaient rejoint l'organisation Etat islamique (EI), détenues dans les camps de Roj I et II, dans le Nord-Est syrien, ont entamé, dimanche 21 février, une grève de la faim « pour protester contre le refus obstiné des autorités françaises d'organiser leur rapatriement et celui de leurs enfants », ont indiqué M^{es} Marie Dosé et Ludovic Rivière. Dans un communiqué, les deux avocats dénoncent « une détention arbitraire qui se décline à l'infini et sans but », alors que « les autorités kurdes [qui administrent ces camps] exhortent la France à les rapatrier depuis des années ». « Elles ne demandent qu'une chose : être jugées pour ce qu'elles ont fait » en France, plaident M^{es} Dosé et Rivière.

Depuis la défaite de l'EI dans son dernier bastion de Syrie, à Baghouz en mars 2019, la France applique une politique de rapatriement au cas par cas des enfants et estime que les adultes doivent être jugés sur place. Toutefois, l'administration kurde, qui n'est pas reconnue internationalement, ne peut les juger, et l'option, un

temps envisagée, de les faire comparaître en Irak a été abandonnée.

Trente-cinq enfants ont été rapatriés, des orphelins pour la plupart. Des mères ont accepté de se séparer de leurs enfants pour permettre leur rapatriement en France. « Ces femmes sont épuisées, minées, après tous ces mois passés dans les camps. Certaines n'ont pas réussi à se séparer de tous leurs enfants. Les enfants qui sont rentrés n'ont plus de nouvelles de leur mère et de leurs frères et sœurs. Ils sont hantés par les images de leurs mères, frères et sœurs, restés sous la tente. C'est inhumain et contraire à l'intérêt supérieur de l'enfant », dénonce Marie Dosé au Monde.

Danger « immédiat »

Quelque 80 femmes et 200 enfants sont toujours détenus dans les camps d'Al-Hol et de Roj, gérés par les forces kurdes. Après un recensement mené à l'été 2020, la plupart des Françaises et leurs enfants ont été transférés à Roj. Les avocats Marie Dosé et Ludovic Rivière dénoncent des conditions de vie inaccep-

tables. « Certaines d'entre elles sont extrêmement malades, d'autres sont incarcérées dans une prison souterraine avec ou sans leurs enfants, toutes se sentent éminemment coupables du dépérissement de leurs enfants dont elles sont les seuls témoins », soulignent-ils dans le communiqué. « Une grève de la faim risque d'avoir des conséquences dramatiques » sur leur santé, soulignent M^{es} Dosé et Rivière.

Dans un avis rendu en novembre, le comité des droits de l'enfant des Nations unies a alerté sur le danger « immédiat » pour la vie de ces enfants, détenus dans des « conditions sanitaires inhumaines » et privées des denrées « les plus basiques ».

« Nous avons saisi la Cour de justice de la République pour deux d'entre elles ; l'une a un cancer du côlon, l'autre a besoin d'une greffe de rein. Il y a mission de porter secours », ajoute M^e Dosé. Saisi par Pascale Descamps, la mère de l'une de ces deux femmes, âgée de 32 ans et détenue dans un camp avec ses quatre enfants, qui se dit atteinte d'un

cancer du côlon, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU avait demandé à la France, en décembre, de « prendre les mesures nécessaires » pour permettre à cette femme d'accéder à des soins médicaux.

Le député (UDI) de Lozère Pierre Morel-A-L'Huissier et le sénateur communiste de Paris Pierre Laurent ont dénoncé, le 16 février, la « lâcheté » de la France, qui « abandonne » des femmes et enfants détenus « dans des conditions inhumaines » en Syrie, exhortant leurs collègues à réclamer avec eux un rapatriement général. Plusieurs pays européens ont entamé le rapatriement de leurs ressortissants, à l'instar de l'Allemagne et de la Finlande qui ont annoncé, le 20 décembre 2020, le rapatriement de cinq femmes et de dix-huit enfants. Le 8 février, les experts des Nations unies ont exhorté 57 Etats, dont la France, à rapatrier les femmes et enfants dont « le maintien en détention, pour des motifs peu clairs, (...) sape la poursuite de la responsabilité, de la vérité et de la justice ».

En Iran, le soutien feutré du Guide suprême à l'accord sur le nucléaire

Ali Khamenei a veillé, dans un discours, à apaiser la colère des députés conservateurs, après la signature d'un accord temporaire avec l'Agence internationale de l'énergie atomique dimanche 21 février.

« **L**e silence est signe d'approbation. » Ce proverbe persan prend tout son sens dans l'analyse des discours du Guide suprême iranien, Ali Khamenei. Lundi 22 février, la plus haute autorité du pays ne s'est guère prononcée [sur l'accord conclu la veille à Téhéran](#) entre le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Rafael Grossi, et le gouvernement de Hassan Rohani, prévoyant de maintenir une surveillance des activités nucléaires, bien que « *réduite* », pendant trois mois.

Le fait qu'Ali Khamenei passe sous silence l'accord conclu avec l'AIEA laisse penser que le Guide ne compte pas, à ce stade, s'opposer à la démarche du président Rohani. Ce dernier veut gagner du temps pour laisser la place à la diplomatie et tenter de sauver l'accord nucléaire, fragilisé depuis le retrait unilatéral américain en 2018. Dans son discours, Ali Khamenei a toutefois reconnu les différends entre le gouvernement et le Parlement, majoritairement conservateur et opposé à l'accord nucléaire.

Tenant de jouer les équilibristes, le Guide suprême a fait l'éloge de la loi votée en décembre par les députés pour réduire les engagements de l'Iran dans le cadre de l'accord, et notamment restreindre l'accès de l'AIEA à ses sites nucléaires et militaires. Selon cette loi, l'Iran doit, dès le

23 février, mettre fin à l'application du protocole additionnel à l'accord de 2015, autorisant l'agence à effectuer des inspections sur court préavis dans les sites qui ne lui ont pas été déclarés.

L'accès régulier, y compris l'accès quotidien des inspecteurs au site-clé de Natanz (Centre), sera également suspendu. « *Le gouvernement se voit obligé d'appliquer cette loi, qui est une bonne loi, a déclaré le Guide suprême. Le désaccord doit être résolu et il ne doit pas y avoir de divisions.* » Il a aussi veillé à rassurer l'aile la plus dure du régime, en évoquant la possibilité pour l'Iran d'enrichir l'uranium à 60 %, si besoin.

Colère des députés iraniens

Les déclarations du Guide suprême avaient pour but d'apaiser la colère suscitée chez les députés après l'annonce du compromis signé avec l'AIEA. Lundi matin, ces derniers ont, à une majorité écrasante, condamné cet accord, l'estimant contraire à la loi. Ils ont demandé à la justice de l'annuler et ont, en signe de protestation, suspendu l'examen de la loi budgétaire pour la prochaine année iranienne, qui débute le 21 mars.

Les députés ont demandé le renvoi immédiat de tous les inspecteurs de l'AIEA et l'arrêt des caméras installées par l'Agence sur les sites nucléaires iraniens. Selon l'accord conclu entre Téhéran et l'AIEA, dimanche, ces caméras

resteront allumées, mais leurs enregistrements ne lui seront transmis qu'après la levée des sanctions américaines. Et, si les sanctions ne sont pas levées passé le délai de trois mois prévu par l'accord, les images seront détruites.

En filigrane, les propos d'Ali Khamenei suggèrent que le gouvernement n'a pas violé les grandes lignes de la loi votée par le Parlement en passant cet accord avec l'agence. Afin de ménager les conservateurs iraniens, opposés à l'accord de 2015, Rafael Grossi avait également pris soin de préciser, à l'issue de sa visite à Téhéran, le 21 février, que la loi « *existe et va être appliquée* » à partir du 23 février. Selon lui, l'annexe technique, signée entre l'Iran et l'AIEA, restée secrète, n'aura pas d'effet sur le nombre des inspecteurs en Iran et permettra à l'agence de « *maintenir le degré nécessaire de surveillance et de vérification* ». « *Cela sauve la situation dans l'immédiat* », a précisé M. Grossi.

Une situation « en miroir »

Depuis 2019, Téhéran s'est affranchi de nombre des engagements qu'il avait pris dans le cadre de l'accord nucléaire, connu sous le nom de JCPoA. En janvier, conformément à la loi votée au Parlement, l'Iran a repris l'enrichissement de l'uranium à 20 %, contre 3,67 % auparavant, le seuil fixé par le « *deal* » de 2015. Il a également augmenté, en violation de l'accord, le nombre des

centrifugeuses avancées sur le site de Natanz.

Autant d'entorses qui ont pour but de mettre la pression sur la nouvelle administration américaine, menée par le président Joe Biden, pour la persuader de revenir dans l'accord et de lever, au moins partiellement, les sanctions américaines qui paralysent l'économie iranienne.

Le 18 février, l'administration Biden a déclaré être prête à accepter une invitation de l'Union européenne pour rejoindre des pourparlers avec l'Iran sur un retour dans l'accord. Mais M. Biden souhaite élargir les négociations au programme balistique iranien et à sa politique d'expansion au Moyen-Orient.

« *Ironiquement, la situation en Iran et aux Etats-Unis est en miroir*, explique Ali Vaez, directeur du programme Iran à l'International Crisis Group. *Les deux gouvernements auraient aimé restaurer le JCPoA en appuyant simplement sur un bouton mais, ils sont contraints par leur politique intérieure.* » En dépit de ces difficultés, l'expert voit toutefois des raisons d'espérer une sortie de l'impasse politique. « *Ces derniers jours, les deux parties, iranienne et américaine, ont trouvé des moyens créatifs [pour rétablir des négociations] et cela donne une réelle chance à la diplomatie* », conclut Ali Vaez.



Feb 25 2021

Turkey should stay out of Iraq's Sinjar province

A potential Turkish military invasion into Sinjar, a disputed region in northern Iraq, against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), would fail and hurt regional stability, said Nussaibah Younis, a visiting fellow at the European Council on Foreign Relations (ECFR).

Such an incursion would not succeed in ousting the PKK from Sinjar, Younis said in an article for the [ECFR](#) on Wednesday.

The PKK has bolstered its presence in Sinjar, about 80 kilometres southeast of the Turkish border, after intervening as part of a wider Kurdish militant force to protect the local Yazidi religious minority from attacks by the Islamic State in 2014. The group maintains influence in the region

through the Sinjar Resistance Units, a predominantly Yazidi militia.



In 2018, Turkish President Recep Tayyip Erdoğan [blamed](#) the PKK for attempting to establish what he called a second Qandil in Sinjar, referring to the Qandil Mountain base in northern Iraq where the PKK has its headquarters.

European countries should raise their opposition clearly to

any Turkish invasion and warn of its potentially dangerous results, Younis said.

According to Younis, it would not be easy for Turkey to make lasting gains against the PKK and its military would face significant resistance from Iranian-backed armed groups operating in the area.

Younis said a Turkish incursion would risk weakening the government in Baghdad and empowering

the political and military status of other armed groups, contaminating bilateral relations between Turkey and Iraq.

Turkey in January presented the Iraqi government with an action plan to deal with the PKK in Sinjar, according to Turkish media reports.

The proposals included the options of a joint Turkish-Iraqi operation, an Iraqi operation with Turkish air-support, a joint operation between Iraq and the country's Kurdish regional government, or Turkey going it alone, the *Türkiye* newspaper [reported](#) late last month.

The PKK is an armed group that has fought for Kurdish autonomy in Turkey for almost four decades. It is designated as a terrorist organisation by Turkey, the United States and the European Union.

AL-MONITOR

Feb 25 2021
Mohammed Hardan

Authorities in northeast Syria struggle to impose Kurdish curriculum

The education crisis has been exacerbating in the areas under the control of the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) in northeastern Syria after the latter failed to impose its Kurdish curriculum on schools and private institutes in their areas of control.

Teaching the Kurdish lan-

guage in the Kurdish-majority areas began in 2012 when the Syrian regime forces withdrew from the areas. Small schools were opened to teach the Kurdish language, then Kurdish was introduced to schools' curricula so that students were able to learn the basics of the language.

Following the formation of

the Autonomous Administration of North and East Syria in 2013, and the subsequent formation of a government and governmental bodies in northeast Syria, the Education Authority was established in 2014.

In 2016, the Education Authority trained some 2,600 teachers specializing in the Kurdish language to teach

primary school students. The authority also issued a decision to suspend the Syrian regime curriculum and began to impose its own curriculum in the Kurdish language. The decision, however, was rejected by several private institutes and teachers as well as students. The latter had to depart from the SDF-controlled areas to be able

to continue their education elsewhere.

On Dec. 14, 2020, the Education Authority in the Jazira region filed a lawsuit against 18 institutes teaching the Arabic curriculum in the city of Qamishli, based on the decision issued by the Education Authority of the Autonomous Administration in the Jazira region. This decision was issued on June 12, 2017, providing for the closure of institutes that teach the Arabic curriculum and the arrest of their officials, and fining them an amount of 1 million Syrian pounds (\$2,157) for each institute, with a stay of execution for the last two penalties.

The SDF-affiliated Autonomous Administration also arrested dozens of educators on charges of teaching the regime's curriculum in private institutes in the cities and towns of Hasakah, Qamishli and Deir ez-Zor.

During the spate of arrests, several students were also apprehended, before being later released. Teachers, on the other hand, remain behind bars in SDF prisons.

Al-Monitor tried to contact the SDF's Education Authority for comment but there was no reply.

A teacher, who preferred not to be named for fear of reprisal, told Al-Monitor, "After the Autonomous Administration imposed educational curricula in the Kurdish language, many families began to look for private schools or Syrian public schools to enroll their



A Kurdish girl reads a book at a library in Kurdish-majority Qamishli, north-east Syria, Jan. 11, 2017.

children since the regime's curriculum is officially recognized, while the Kurdish curriculum is not and this would affect the students' educational future."

The source noted, "Both Kurdish and Arab students also agreed to the need to follow the official curriculum taught in the Arabic language, which would allow them to be admitted to universities outside the SDF-controlled areas. This is why it is imperative for the Autonomous Administration to consider its decision to allow students to continue their education."

The teacher added, "I work in a private institute that follows the curriculum of the Syrian government. Most students from the [SDF-controlled] areas join these private institutes, ditching schools that are affiliated with the Autonomous Administration since they are not well equipped and the educational cadres are not specialized, just loyal to the [Kurdish-led] authorities. The curriculum taught at these schools was established by Kurdistan Workers Party leader Abdullah Oca-

lan. But even officials in the Autonomous Administration send their children to private institutes and schools, as they are the best in the area."

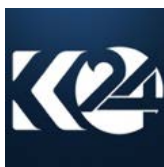
The father of one of the students told Al-Monitor on condition of anonymity, "When the armed factions took control of our areas, they deliberately obliterated anything related to the regime in schools and educational curricula. At the beginning of 2014, the Islamic State [IS] took control of these areas, and the educational process came to a complete halt and was replaced by religious studies by IS preachers in mosques, calling for killing and infidelity."

He said, "When the SDF took over, students were required to learn about the ideology of the Kurdish Democratic Union Party, which created a new problem. This did not help students to secure their future, especially since the Syrian regime does not recognize the Kurdish curriculum, which in turn was not in line with the reality of the community."

The parent added, "Parents here truly fear for their children's future, notably in high school, where students are readied to qualify for and enter university. The [high school] certificate is issued by the Ministry of Education in Damascus. Also, most of the Kurdish students — and not only Arabs — do not go to Kurdish schools but they rather choose private institutes or public schools within the security zones under the regime's control. Some warehouses in state institutions have been turned into classrooms, as every classroom has up to 100 students, which is not a wise decision in light of the coronavirus outbreak."

In light of all this, many parents send their children to the regime-held areas, especially those who are preparing for the official high school exams. "I sent my son to Damascus and registered him in an institute, which is of course very costly, not to mention that we are worried about him there. But we had no other choice," the father added.

In the face of these decisions, teachers in the SDF-held areas in eastern Syria began Feb. 21 a general strike in protest to SDF violations against educators and disregarding their demands. Teachers were calling for the abolition of the penalties imposed on private institutes and the release of teachers, in addition to increasing employees' salaries, supporting the education sector and schools.



25-02-2021

Armenia opens consulate in the Kurdistan Region

ERBIL (Kurdistan 24) – The Armenian government opened a consulate in the Kurdistan Region’s capital on Wednesday after years of planning, signifying closer ties between the autonomous region and its South Caucasus partner.

Safeen Dizayee, Head of the Foreign Relations Department of the Kurdistan Regional Government (KRG), on Wednesday tweeted that he was honored “to represent KRG in the inauguration of Consulate General of Armenia in Erbil.”

The Armenian Consulate was opened in the presence of Deputy Minister of Foreign Affairs of Armenia, Artak Apitonian; the new Consul General, Arshak Manoukian; and Ambassador Hrachya Poladian.

Two years ago Poladian, Armenia’s envoy to Iraq, told Kurdistan 24 that his country was planning to open a consulate in the Kurdistan Region.

“We have good ties with the Kurdistan Region in terms of economy, politics, and trade and we are planning in coordination with the KRG to open a Consulate General in Erbil, as the Armenian government have provided the needed budget in 2020 to achieve that, which will improve the rela-



Ceremony marking the opening of the Armenian consulate in Erbil, February 24, 2021. (Photo: Ministry of Foreign Affairs of Armenia)

tionship between us,” Poladian said.

On Thursday, Kurdistan Region President Nechirvan Barzani received the ambassador and new Consul General.

“The President valued the opening of an Armenian cultural center in Erbil Citadel and the efforts to launch direct flights from Baghdad and Erbil to Yerevan [the Armenian capital] as positive steps to strengthen Iraq and the Kurdistan Region’s relations with the Republic of Armenia,” Barzani’s office said.

According to a 2011 census, more than 37,000 Kurds live in Armenia, predominantly in western parts of the country.

According to the Armenian government office of Diaspora Affairs around 7,000 to

8,000 Armenians live in Iraq. Around 3,000 live in the Kurdistan Region, with the majority (between 850 to 900) living in the Duhok province.

The autonomous Kurdistan Region has a unicameral parliamentary legislature with 111 seats, with quota seats reserved for Turkmen and Christian parties and one specifically set aside for a member of an Armenian party.

In May 2019, the KRG opened the first Armenian Orthodox church in Erbil’s Christian-majority district of Ankawa.

Apitonian expressed “Armenia’s willingness to further strengthen ties with the Kurdistan Region in all areas and thanked the Kurdistan Region for safeguarding the rights of the Armenian community in the Region includ-

ing their representation in Kurdistan Regional Parliament and the opening of the Armenian Church in Erbil,” the presidency’s office said.

Apitonian, Consul General Manoukian, and Armenian Kurdish Yezidi MP Rostam Bakoyan also visited the Kurdistan parliament on Wednesday, meeting with Kurdistan Parliament Deputy Speaker Dr. Hemin Hawrami and members of parliament.

Chiya Hamid Sharif, a Kurdistan Democratic Party (KDP) MP, said that after the COVID-19 pandemic is over lawmakers will seek to improve relations with Armenian parliamentary committees.

“This is a good step to have good relations on a cultural, economic and political level with Armenia,” Sharif told Kurdistan 24 on Thursday. He added that they discussed improving academic ties, since many Kurds study in Armenia.

“Yesterday, we met with a Yezidi Armenian MP Rostam Bakoyan to discuss relations,” he said. “They also have experiences with genocide recognition and we will try to learn from their experiences to recognize the genocide of the Yezidis.”

Editing by Joanne Stocker-Kelly.

9 Députés du HDP visés par des demandes de levée d'immunité parlementaire

Neuf députés du Parti démocratique des Peuples (HDP) sont menacés de perte de leur immunité parlementaire. Des motions en ce sens adressées à l'Assemblée nationale turque ont été renvoyées à la commission parlementaire de justice.

Les requêtes tendant à la levée de l'immunité parlementaire contiennent un résumé des conclusions du parquet d'Ankara dans le « [dossier Kobanê](#) ». Elles sont dirigées contre Pervin Buldan qui est par ailleurs Coprésidente du HDP, Fatma Kurtulan, Garo Paylan, Hüda Kaya, Meral Daniş Beştaş, Saruhan Oluç, Serpil Kemalbay, Sezai Temelli et Pero Dundar.

Si la commission approuve la levée de l'immunité, les motions seront soumises à l'Assemblée nationale pour décision finale.

Le « dossier Kobanê »

Au total, 108 dirigeants et membres du HDP – dont les anciens coprésidents emprisonnés du parti, Selahattin Demirtas et Figen Yüksekdağ – et acteurs de la société civile kurde sont poursuivis, en lien avec des manifestations survenues en octobre 2014 pour protester contre le siège par Daesh de la ville kurde de Kobanê, au nord de la Syrie. Le parquet général réclame contre certaines personnes la réclusion à perpétuité pour « destruction de l'unité de l'État et de l'ensemble du pays ». Les mis en cause sont accusés de 37 meurtres et de dizaines de tentatives de meurtre. Plus de 2500 personnes ainsi qu'un certain nombre de ministères, d'institutions publiques et de partis politiques figurent parmi les plaignants, notamment les ministères de l'Intérieur, de la Justice, de la Défense, du Tra-

vail, des Affaires sociales et de la Famille, l'Autorité centrale de la police turque, les services secrets turcs (MIT), les partis de la coalition au pouvoir AKP et MHP, le CHP (Parti républicain du Peuple, kémaliste) et le parti Hüda Par (affilié au Hezbollah). Plusieurs membres du comité exécutif du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), dont Murat Karayılan, Duran Kalkan et Cemil Bayık, sont également poursuivis dans cette affaire.

L'acte d'accusation de 3530 pages est fondé essentiellement sur les activités politiques des accusés, ainsi que sur leurs déclarations publiques et leurs entretiens avec la presse.

Contexte des manifestations de Kobanê

Dans la soirée du 6 octobre 2014, après 21 jours de résistance des forces kurdes

YPG/YPJ, les djihadistes de Daesh ont réussi à pénétrer dans la ville de Kobanê, au nord de la Syrie. Au vu de la situation critique, le HDP a appelé à manifester dans tout le pays pour dénoncer le soutien du régime turc à Daesh. Au cours des mouvements de protestation survenus les jours suivants, des affrontements de rue ont éclaté entre les forces de sécurité turques et les manifestants dans de nombreuses villes, après que les forces de sécurité turques, appuyées par des gardes de village et des partisans du Hezbollah, aient violemment attaqué les manifestations. Le nombre de personnes tuées, des manifestants pour la plupart, est estimé entre 46 et 53. Selon un rapport de l'Association des droits de l'Homme de Turquie (IHD), 682 personnes ont par ailleurs été blessées pendant les manifestations et au moins 323 arrêtées.

Diyarbakir: 20 ans de prison requis contre un journaliste kurde

Jugé sur la base d'accusations liées au terrorisme, le journaliste kurde Abdurrahman Gök, connu pour ses photos sur le meurtre d'un étudiant kurde par un officier de police, à Diyarbakir en 2017, encourt 20 ans de prison.

Le journaliste kurde Abdurrahman Gök est en procès depuis cette semaine à Diyarbakir. Si le parquet obtient gain de cause, l'homme de 40 ans pourrait être condamné pour violation de la législation antiterroriste. Le

parquet réclame une peine de 7 à 20 ans de prison. Le correspondant de l'agence de presse Mezopotamya (MA) est accusé d'appartenance à une organisation armée et de propagande terroriste, au motif qu'il serait membre du « comité

de presse » de la KCK (Union des Communautés du Kurdistan, organisation faïtière du mouvement kurde).

Les charges retenues contre le journaliste remontent à une enquête préliminaire d'octobre

2018. La police turque avait alors perquisitionné près de 200 locaux d'organisations kurdes, de médias et de partis politiques, et arrêté 141 personnes. Des mandats d'arrêt ont par la suite été émis contre 25 personnes sur des accusa-

tions de terrorisme. Le photjournaliste avait alors été placé en garde à vue pendant quatre jours avant d'être libéré sous contrôle judiciaire.

Les allégations contre le journaliste sont fondées sur les déclarations d'un témoin anonyme ainsi que sur ses reportages jugés critiques envers le gouvernement, ses messages et ses conversations téléphoniques. Abdurrahman Gök est connu pour ses photos sur le meurtre de Kemal Kurkurt, un étudiant kurde abattu par un policier en mars 2017 lors des célébrations du Newroz (nouvel an kurde) à Diyarbakir. Les clichés qu'il avait pris de la scène avaient alors mis à mal la version officielle selon laquelle Kurkut était un « kamikaze ».

De nombreux collègues du journaliste étaient présents mardi au tribunal pour exprimer leur solidarité avec le journaliste.

Accusations fondées sur des photos de Kobanê et Shengal

Parmi les éléments à charges retenus contre l'accusé, figure un article sur le pillage de la culture musicale kurde, dans lequel le journaliste avait dénoncé le plagiat de la mélodie



Le journaliste kurde Abdurrahman Gök, devant la salle d'audience du tribunal de Diyarbakir où il est jugé pour "terrorisme"

de l'hymne national kurde « Ey Raqîp » par le chanteur d'extrême droite turc Mustafa Yıldızdoğan, dans une chanson intitulée « Je meurs pour toi, ma Turquie ».

Outre un discours de Gök à l'occasion de la Journée du journalisme kurde (22 avril) et un certain nombre de publications sur Twitter, l'acte d'accusation comprend plusieurs minutes de conversations téléphoniques, y compris la réponse du journaliste à la question d'un collègue sur qui est le président actuel du mouvement kurde TEV-DEM au Rojava.

Le procureur se base par ailleurs sur des photos représentant des membres des Unités de Protection du Peuple et des

Femmes (YPG/YPJ), prises par Gök lors de la libération de Kobanê en 2015, ainsi que des photos des forces de défense de Shengal, pour dire que le journaliste est membre du « comité de presse de la KCK ».

Le journalisme sur le banc des accusés

L'avocat du journaliste, Resul Tamur, s'est indigné des accusations portées contre son client, ainsi que de la traduction "incorrecte" des transcriptions d'entretiens en kurde et d'autres détails de l'acte d'accusation. « Les noms des interlocuteurs de mon client, a-t-il dit, ont été donnés par la police comme étant des "personnes non identifiables", bien qu'ils soient bien connus des autorités, puisqu'ils sont également

journalistes. On veut ainsi donner l'impression qu'il s'agit de contacts liés à des structures criminalisées. Ceci n'est qu'une des nombreuses indications de l'« intention malveillante » des forces de l'ordre qui déforment les faits. Il est clair que le journalisme est sur le banc des accusés ici ». En conclusion, M. Tamur a demandé l'acquittement de son client. Le procès a été ajourné au 3 juin.

Épée de Damoclès suspendue au-dessus des journalistes

« Une épée de Damoclès pèse sur les professionnels des médias ». C'est ainsi que l'Association des journalistes Dicle-Firat (DFG) a décrit la situation des travailleurs de la presse dans son dernier bilan de la répression et des violations des droits dans le domaine de la liberté de la presse en Turquie. Selon l'organisation, 88 journalistes étaient derrière les barreaux à la date du 6 février 2021. « Cependant, l'intention du gouvernement de contrôler cent pour cent des médias est contrariée par notre volonté déterminée de défendre la liberté de la presse », a déclaré la DFG.



Friday, February 26, 2021
By David L. Phillips

No Nuclear Diplomacy Until Iran Stops Supporting Shiite Militias in Iraq

US airstrikes in Syria on February 25 targeted bases near the Iraqi border used by Iranian-backed militia groups, known as "Popular Mobilization Units (PMUs)." The strikes were retaliation for recent rocket attacks on US fa-

cilities in the Kurdistan Region's capital of Erbil. Iran's support for foreign terrorist organizations – Kata'ib Hezbollah and Kataeb Sayyid al-Shuhada in Syria and Iraq – is an impediment to diplomacy. The US should not consider

negotiations with Iran on renewing the nuclear accord until Iran stops inciting violence by the PMUs.

Diplomacy backed by a credible threat of force will help coerce concessions from Iran.

Recent airstrikes were not intended to escalate conflict between the US and Iran or destroy infrastructure of the PMUs. The US sought to send a signal: Stop attacking US interests in Iraq or suffer serious consequences.

The US and Iran are on a collision course. The spiral of deadly violence intensified after a US drone strike at the Baghdad airport on January 3, 2020, which killed Qassem Soleimani, head of Iran's Quds Force, and Jamal Jafaar al Ibrahim, AKA **Abu Mahdi al Muhandis** [npr.org], an Iraqi national and career terrorist, trained, funded, and supported by Iran.

Kata'ib is responsible for the kidnapping, torture, and murder of tens of thousands of Iraqi civilians. It committed countless human rights violations during the Shiite-Sunni civil war in Iraq, which started in 2008. Kata'ib expanded its operations, invading and occupying so-called disputed northern areas (e.g. Kirkuk, Khanaqin, Tuz Khurmatu, and others) in October 2017.

Muhandis's demise was welcome in Washington. However, it did not deter the sinister activities of his PMU followers. His targeted killing may have addressed an immediate threat but it did not suppress the

broader movement of Iranian-backed terror groups.

Two days after the Baghdad drone strikes, a **senior Kata'ib Hezbollah commander** [ctc.usma.edu] encouraged all Iraqi Shiite militias to strike American targets throughout Iraq. They orchestrated dozens of **deadly attacks** [defense.gov], including on the US airbase at Camp Taji in March 2020, as well as rocket attacks on the Green Zone, home of the US Embassy in Iraq. Recently, Shiite militias expanded activities by attacking Erbil, killing a US contractor, and injuring a US service member, as well as coalition forces. The PMUs will continue operations against the US until their Iranian sponsors tell them to stop.

The US should anticipate reprisals from Shiite militias for its airstrikes on February 25. Expect Shiite militias will counter-attack at a time and place of their choosing. Rather than focus on hardened targets like US diplomatic facilities, terrorists will also go after soft tar-

gets. Many US businesses and business people operate in Erbil. They are vulnerable to kidnappings and assassinations.

Under normal circumstances, the US would rely on the Iraqi Government to root out the terror groups. However, Baghdad is in cahoots with Shiite militias, feigning cooperation with the US while carrying out the deadly agenda of the **Iranian Revolutionary Guard Corps** and its overseas arm, the Quds Force.

To address the immediate threat, the US should work with Kurdish intelligence, "Asayish", and Peshmerga forces to systematically dismantle Shiite terror groups and eliminate their leaders. A proactive Asayish would help preserve peace in Iraqi Kurdistan and stabilize Iraq as a whole.

While targeted killings may deter PMU actions in the short term, they are no substitute for a diplomatic solution. An exit strategy from Iraq, whole and free, is impossible with Iran's

backing of the PMUs and its stranglehold of the Shiite-led Iraqi government. The PMUs will only be forced to stand down when Iran withdraws its support.

To realize the goal of "one Iraq", the problem of Shiite terror groups must be addressed. There is no need for a public declaration on conditionality, but negotiations between the US and Iran will be stillborn with if PMU operations continue.

The future of Iraq hangs in the balance. Unless Shiite militias stop attacking US interests in Iraq, the US should rethink its whole approach, refocusing on the Biden-Gelb plan to confederate Iraq's regions and work with Iraqis to manage the country's deconstruction.

David L. Phillips is Director of the Program on Peacebuilding and Human Rights and a former senior Adviser to the State Department who worked on "The Future of Iraq Project".

LA CROIX

26 février, 2021
Par Cécile Jaurès

« Honour », le fléau des crimes d'honneur sur Arte

Critique

Inspiré d'un fait divers qui a ému la Grande-Bretagne en 2006, « Honour », diffusé vendredi 26 février à 20h55 sur Arte, retrace la longue enquête menée par l'inspectrice Caroline Goode pour faire éclater la vérité au sein d'une communauté kurde tétanisée par l'omerta.

Banaz Mahmud, une jeune fille de 20 ans, s'est volatilisée du jour au lendemain. Bien que ses parents, des Kurdes irakiens installés en Angleterre depuis une dizaine d'années, ne se disent pas inquiets, son petit copain Rahmat, qui a signalé sa disparition à la police, se ronge les sangs.

Récemment divorcée d'un homme violent auquel elle avait été mariée de force à 17 ans, Banaz se sentait menacée et avait plusieurs fois alerté la police. Trois semaines auparavant, elle avait même fourni au commissariat une liste de noms d'agresseurs potentiels, dont son propre père et son oncle,

mais l'affaire avait été classée sans suite.

Omerta et impunité

Inspiré d'un fait divers qui a ému la Grande-Bretagne en 2006, *Honour* retrace la longue enquête menée par l'inspectrice Caroline Goode, décorée de la « Queen's police medal », la plus haute

distinction de la police britannique. Aussi prenant que poignant, le téléfilm réalisé par Richard Laxton permet de mesurer la ténacité dont la policière a fait preuve pour faire éclater la vérité au sein d'une communauté kurde tétanisée par l'omerta.

À travers le regard à la fois

perspicace et bouleversé de la policière, ce polar âpre lève le voile sur les « crimes d'honneur » et sur la terrible condition de nombreuses femmes kurdes, mariées de force, réduites au silence, humiliées et maltraitées, en toute impunité.

Quelques voix s'élèvent pour dénoncer ces traditions d'un autre âge et les défaillances des autorités britanniques. Autour de l'enquêtrice, remarquablement interprétée par Keeley Hawes, se des-

sinent de touchants portraits de résistantes, à l'image de Diana Nammi, courageuse militante kurde, et de Behkal, la sœur aînée de Banaz.

La jeune femme partagera avec Rahmat, le petit ami qui se suicidera quelques années plus tard, le sentiment de culpabilité de ne pas avoir réussi à protéger la douce et gentille Banaz d'une famille pour qui la « réputation » comptait plus que la vie de son enfant.



À travers le regard de la policière (Keeley Hawes), ce polar âpre lève le voile sur la condition des femmes kurdes. Itv Global Entertainment Limi.

LA CROIX

26 février, 2021
Par Cécile Jaurès

Raids américain en signe d'avertissement contre des milices pro-Iran en Syrie

Le président américain Joe Biden a fait bombarder une position de militaires pro-iraniens en Syrie vendredi avant l'aube, en signe d'avertissement après une série d'attaques antiméricaines en Irak.

«Vous ne pouvez agir en toute impunité. Faites attention», a déclaré M. Biden alors qu'on lui demandait quel était le message de ces frappes.

Le président «envoie un message sans ambiguïté selon lequel il va agir pour protéger les Américains et selon lequel quand il y a des menaces, il a le droit d'agir au moment et de la façon de son choix», a par ailleurs indiqué la porte-parole de l'exécutif américain, Jen Psaki.

Deux bombardiers F15 ont largué sept bombes à guidage de précision sur un complexe utilisé par les milices pro-iraniennes près de Boukamal, non loin de la frontière entre l'Irak et le nord-est syrien, dé-



Une photo fournie par la marine américaine montre deux F-18E Super Hornets américains soutenant des opérations contre les jihadistes au-dessus de l'Irak, le 4 octobre 2014 / US AIR FORCE / AFP / Archives

truisant totalement neuf bâtiments et partiellement deux autres, a précisé le porte-parole du Pentagone, John Kirby.

Selon lui, ce complexe est «connu» pour faciliter les opérations des factions irakiennes Kataëb Hezbollah et Kataëb Sayyed al-Chouhada, membres de la puissante coalition de paramilitaires du Hachd al-Chaabi, intégrée à l'Etat irakien depuis des mois.

L'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) a

indiqué qu'«au moins 22 combattants de milices irakiennes pro-Iran ont péri, tous membres du Hachd al-Chaabi».

M. Kirby s'est quant à lui abstenu de donner un bilan. «Nous avons des informations préliminaires faisant état de victimes sur les lieux», a-t-il simplement déclaré.

Le régime syrien, dont le pays est dévasté par la guerre depuis 10 ans, a fustigé une «agression» qui «constitue un signe de mauvais augure pour

les politiques de la nouvelle administration américaine», mettant en garde contre une «escalade».

Ces frappes interviennent dans un contexte de tensions entre Washington et Téhéran sur le programme nucléaire iranien.

- «Dissuasion» -

La position officielle du Pentagone est que cette frappe était «préventive». «Tous ces bâtiments se trouvaient au sein d'un complexe utilisé par ces groupes pour faciliter le transport vers l'Irak de ressources, de matériel, d'armes pour mener ces attaques», a assuré M. Kirby.

«Nous voulons qu'il y ait un message de dissuasion, qui leur soit directement envoyé, sur les répercussions qu'ont les attaques contre nos hommes et nos partenaires irakiens sur nos bases en Irak», a-t-il souligné, alors que ces deux dernières semaines, trois

attaques à la roquette ont visé des intérêts occidentaux en Irak, faisant deux morts et plusieurs blessés.

Ces tirs ont été attribués à Kataëb Hezbollah par les Etats-Unis, qui avaient fait savoir que l'Irak serait tenu «responsable des actions de ses affidés qui attaquent des Américains» en Irak.

Dans un communiqué, Kataëb Hezbollah a dénoncé une «agression barbare» et fait état de la mort d'un de ses combattants, assurant que celui-ci était «stationné à la frontière syro-irakienne» dans le cadre de la lutte contre le groupe Etat islamique (EI).

Des milices irakiennes pro-Iran sont engagées depuis plusieurs années au côté du régime de Bachar al-Assad. Elles sont notamment implantées dans l'Est où les transferts d'armes transfrontaliers sont monnaie courante. Leurs positions sont aussi la cible de frappes imputées à Israël, grand ennemi de Téhéran.

Le Hachd al-Chaabi a été déployé du côté irakien de la frontière poreuse avec la Syrie depuis l'annonce en 2017 de la victoire de l'Irak contre l'EI. Le Hachd dément agir hors d'Irak mais certaines factions qui en sont membres combattent -- en leur nom propre -- au côté du régime syrien.

L'Irak a condamné «fermement» les frappes américaines, jugées «illégalles». Ces raids à l'initiative «de la nouvelle administration américaine risquent d'intensifier les conflits



Image d'archive diffusée le 19 février 2021 par la chaîne de télévision Kurdistan 24 et montrant les dégâts causés deux jours plus tôt par une attaque contre une base militaire où sont déployées des troupes étrangères à Erbil, dans le nord de l'Irak / KURDISTAN 24 CHANNEL / AFP / Archives

et de déstabiliser davantage la région», a déclaré le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Saïd Khatibzadeh.

- «Régler des comptes» -

La Russie, alliée du régime syrien, a condamné les frappes américaines et rejeté toute tentative «de transformer la Syrie en arène pour régler des comptes».



Frappes américaines en Syrie / AFP

En Irak, le ministère de la Défense a nié toute coordination

avec Washington au sujet des frappes.

Mais le porte-parole du Pentagone a assuré que le gouvernement irakien avait bien donné des informations à Washington liant ces milices pro-iraniennes aux récentes attaques antiméricaines.

«C'était du travail d'équipe», a déclaré M. Kirby. «Il y a eu du bon travail en termes de ren-

seignement, ce qui a conduit au succès de ces frappes.»

Ces raids apparaissent comme un avertissement à l'Irak, peut-être tenté d'augmenter sa marge de manoeuvre en cas de négociations avec Washington pour relancer l'accord de 2015 censé encadrer le programme nucléaire iranien.

La France a apporté son soutien aux Etats-Unis. «Face à ces attaques inacceptables et que nous avons fermement condamnées, nous nous tenons aux côtés de nos alliés américains», a-t-on indiqué au Quai d'Orsay.

Côté israélien, le chef du gouvernement Benjamin Netanyahu a affirmé dans une déclaration publiée vendredi: «Tant que je serai Premier ministre, l'Irak n'aura pas l'arme nucléaire. Je ferai tout pour empêcher cela, et je l'ai dit aussi au président Biden. Accord ou pas accord.»

L'Irak dément chercher à fabriquer l'arme nucléaire.

Fin 2019, l'armée américaine a frappé cinq bases en Irak et en Syrie des Kataëb Hezbollah, après la mort d'un Américain dans une attaque en Irak.

Le conflit syrien, déclenché par la répression de manifestations pro-démocratie, s'est complexifié avec l'implication de factions armées et de puissances étrangères, et la montée en puissance des jihadistes. La guerre a fait plus de 387.000 morts.

Turquie : l'étau se resserre sur le HDP, parti de la gauche prokurde

Le gouvernement islamo-conservateur a demandé au Parlement de lever l'immunité de vingt-cinq députés du Parti démocratique des peuples.

Des sympathisants du Parti démocratique des peuples (HDP, gauche prokurde) lors d'un rassemblement de soutien aux étudiants de l'université du Bosphore, à Istanbul, en Turquie, le 4 février 2021.

Le ministère turc de la justice a demandé au Parlement, jeudi 25 février, de lever l'immunité parlementaire de vingt-cinq députés de l'opposition, visés par des enquêtes judiciaires. Parmi eux figurent vingt élus du Parti démocratique des peuples (HDP, gauche prokurde), accusés de soutien au « terrorisme ». Dominé par le Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur) du président Recep Tayyip Erdogan et ses alliés ultra-nationalistes, la Chambre devrait prendre sa décision dans les semaines à venir.

Le numéro un turc, qui est aussi le chef de l'AKP, n'a aucun doute sur l'issue du vote : « A l'Assemblée, les mains se lèveront immédiatement », a-t-il assuré mercredi lors d'une rencontre avec les élus de sa formation.

C'est un nouveau coup dur pour le HDP, la deuxième force d'opposition au Parlement, dont les militants, les cadres et les élus sont victimes d'une répression impitoyable de la part de la coalition islamo-nationaliste au pouvoir. Arrestations, lourdes condamnations, perquisitions, attaques sur les locaux du parti sont autant de coups portés à sa survie. Jusqu'ici, 59 maires de localités kurdes affiliés au HDP et



Des sympathisants du Parti démocratique des peuples (HDP, gauche prokurde) lors d'un rassemblement de soutien aux étudiants de l'université du Bosphore, à Istanbul, en Turquie, le 4 février 2021. UMIT BEKTAS / REUTERS

élus démocratiquement lors des municipales de 2019 ont été destitués, arrêtés et remplacés par des administrateurs nommés par le pouvoir.

Fort de 58 députés au Parlement depuis les élections législatives de juin 2018, le HDP a déjà perdu une dizaine d'élus, aujourd'hui emprisonnés, dont Selahattin Demirtas, son fondateur. Ecroué depuis 2016, cet avocat risque cent quarante-deux ans de prison dans le cadre de procédures judiciaires iniques. On lui reproche par exemple d'avoir prononcé le mot « Kurdistan » dans un discours prononcé il y a sept ans. Sa détention provisoire a été dénoncée par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), qui réclame sa libération.

Versions divergentes sur la mort d'otages turcs

Visiblement, tous les prétextes

sont bons pour faire taire le parti de la gauche prokurde. Récemment, le parquet d'Ankara a réclamé la levée de l'immunité parlementaire de neuf élus du HDP, accusés d'avoir « provoqué » les violentes manifestations qui avaient éclaté à travers le pays en octobre 2014, faisant une cinquantaine de morts. A l'époque, les manifestants s'étaient élevés contre l'inaction des autorités turques face au calvaire enduré par Kobané, une ville syrienne en majorité peuplée de Kurdes, alors encerclée et pilonnée par les djihadistes de l'organisation Etat islamique (EI).

La mort récente, en Irak, de treize otages turcs, des militaires, des policiers et des agents des services, détenus depuis des années par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), un mouvement armé autonomiste en guerre contre Ankara, a remis de l'huile sur le feu. Selon Ankara, les otages ont été exécutés par le PKK

lors d'une opération de sauvetage qui a mal tourné. Le HDP avance une autre version, à savoir que les captifs ont péri sous les bombardements de l'aviation turque, soit 41 bombardiers déployés dans la zone des combats, au nord-est de Dohouk, au nord de l'Irak.

Des partisans de Selahattin Demirtas, fondateur du Parti démocratique des peuples (HDP, gauche prokurde), emprisonné depuis 2016, devant le palais de justice d'Istanbul, le 3 février 2021.

Des sites prokurdes en Turquie ont publié des photographies du lieu lourdement bombardé. Des militants du HDP les ont ensuite relayées sur les réseaux sociaux pour contredire la version officielle livrée par Ankara.

Suite à cet événement, 718 militants et responsables du HDP ont été arrêtés à travers tout le pays, et le président Erdogan a promis d'intensifier sa campagne contre le parti prokurde, qu'il accuse d'être la vitrine politique du PKK. Devlet Bahçeli, son allié du Parti d'action nationaliste (MHP, extrême droite) n'a cessé d'appeler à la fermeture du parti, « la jambe du PKK au Parlement », qu'il faut « couper », selon lui.

« Maintenir l'apparence d'une démocratie »

Interdire le HDP, un parti légal, n'est pas sans risques – des manifestations de soutien pourraient embraser les régions majoritairement peuplées de Kurdes dans le

sud-est du pays, tandis que le gouvernement serait une nouvelle fois critiqué à l'international pour ses manquements à l'État de droit. « Il n'y aura pas d'interdiction du HDP. La coalition au pouvoir veut un Parlement avec seulement deux ou trois députés du HDP, de façon à maintenir l'apparence d'une démocratie », estime Baris Yarkadas, un responsable du Parti républicain du peuple (CHP, opposition).

La semaine dernière, un tribunal a confirmé la condamnation à deux ans et six mois de prison du député du HDP Omer Faruk Gergerlioglu pour « apologie du terrorisme », ce qui ouvre la voie à son exclusion du Parlement. En cause, une phrase publiée par lui sur les réseaux sociaux il y a cinq



Des partisans de Selahattin Demirtas, fondateur du Parti démocratique des peuples (HDP, gauche prokurde), emprisonné depuis 2016, devant le palais de justice d'Istanbul, le 3 février 2021. MURAD SEZER / REUTERS

ans. Membre de la commission des droits de l'homme du Parlement, ardent défenseur des libertés, M. Gergerlioglu a

surtout tapé sur les nerfs du gouvernement lorsqu'il a dénoncé publiquement, en décembre 2020, les fouilles

corporelles dégradantes infligées par la police turque aux prévenus et personnes appréhendées, surtout, visiblement, dans des affaires à connotation politique.

Ainsi, tout récemment, certains des étudiants contestataires de l'université du Bosphore ont subi des mises à nu, des fouilles corporelles poussées, des insultes et des coups au moment de leur garde à vue.

Ces révélations ont aussitôt été démenties par le ministre turc de l'intérieur, Süleyman Soyly. « La personne qui lance sans preuves une telle allégation sur la police est un vaurien, sans honneur, méprisable. Gergerlioglu est un terroriste », a déclaré M. Soyly.

Le Parisien

27 février 2021

Syrie : une femme et deux enfants périssent dans un incendie dans le camp d'Al-Hol

L'explosion d'un poêle a provoqué la mort de deux enfants et d'une femme dans le plus grand camp de réfugiés en Syrie. Une trentaine de blessés sont également à déplorer.

Au moins trois Syriens, deux enfants et une femme, ont péri ce samedi dans un incendie provoqué par un poêle dans le [camp de déplacés d'Al-Hol en Syrie](#), a indiqué un responsable local en faisant état d'une trentaine de blessés.

Tenu par les forces kurdes dans le nord-est du pays en guerre, le vaste camp - le plus grand de Syrie, devenu une véritable cité de tentes - accueille près de 62 000 personnes, dont 93 % de femmes et d'enfants selon l'ONU. Il y a principalement des Syriens et des Irakiens, mais également des milliers d'étrangères et leurs enfants originaires notamment d'Europe ou d'Asie,

qui sont des proches de djihadistes du [groupe Etat islamique \(EI\)](#).

« Un incendie a été provoqué par la chute et l'explosion d'un poêle pendant que des déplacés syriens célébraient un mariage », a indiqué Cheikhmous Ahmed, responsable du dossier des déplacés au sein de l'administration autonome kurde.

Des conditions humanitaires « difficiles »

« Il y a trois morts, deux enfants et une femme », a-t-il précisé joint par téléphone par l'AFP depuis Qamichli (nord-est), ajoutant qu'une trentaine

de personnes souffrant de brûlures, dont deux dans un état critique, ont été hospitalisées.

Plusieurs ONG ont tiré la sonnette d'alarme sur les conditions de vie et le manque de soins médicaux dans le camp d'Al-Hol. Début février le bureau de l'ONU pour la coordination des affaires humanitaires (Ocha) a une nouvelle fois exprimé sa préoccupation, rappelant que le camp accueille plus de 31 000 enfants âgés de moins de 12 ans.

Même avec les aides internationales « les conditions humanitaires à Al-Hol demeurent indéniablement difficiles », a estimé Ocha, pointant du doigt

une augmentation des violences qui font que le camp « n'est pas un endroit où un enfant doit grandir ».

Le camp a connu ces derniers mois plusieurs incidents impliquant parfois des partisans de l'EI, dont des tentatives d'évasion et des attaques contre des gardes ou des employés d'ONG. [Au moins 14 meurtres, dont trois décapitations, ont été enregistrés](#) parmi les déplacés depuis début janvier.

Pour désengorger le camp surpeuplé, les autorités locales ont autorisé les sorties de Syriens, et plusieurs milliers ont déjà quitté al-Hol en vertu de médiations avec des chefs tribaux.

Does Biden have to fix the Iran deal ?

As in 2015, the deal's critics are calling on the president to extract more concessions from Iran. They've been quick to point out that just last week, a militia group believed to have ties to Iran launched a rocket attack on an American military base in northern Iraq that killed a civilian contractor and wounded an American service member, prompting Secretary of State Antony Blinken to describe the United States as "outraged." "The State Department vowed that the U.S. would 'hold accountable those responsible,'" The Wall Street Journal editorial board writes. "Yet the U.S. has responded with a major concession on Iran sanctions that will help empower such groups. Tehran will reasonably think Mr. Biden is so eager for talks that he'll ignore attacks on Americans." As long as Iran's proxies engage in such attacks, some think Biden would do better to retaliate, not negotiate. Eli Lake argues in Bloomberg that he could learn something from Trump, whose administration did not make distinctions between Iran and its various proxies when deciding whether to respond to attacks on U.S. forces. "Biden is not Trump, of course," he writes. "But if he wants to calm tensions in the region, he must convince Iran and its proxies that he, too, is willing to escalate and respond to their provocations. If Iran concludes that it can obtain sanctions relief while sowing further chaos, then Biden will be returning the Middle East to a status quo of dangerous instability." Even

those who support rejoining the deal say it has deficiencies that need to be addressed, according to Sanam Vakil, the deputy director of Chatham House's Middle East and North Africa Program, who interviewed 210 experts on the subject. Most told her that the United States should re-enter the deal, but with a clear plan for resolving regional conflicts that might ensue, recalling how Iran expanded its influence in Iraq, Yemen, Lebanon and Syria after signing in 2015.

"The Biden administration should therefore come back into the agreement with a clearly delineated plan for the parallel, multilateral, regional processes that will swiftly follow," she writes. "By creating those parallel conflict resolution tracks, our respondents indicated, the Biden administration can show that it is charting its own course rather than repeating history"

Supporters of the Biden administration's move argue that America's "maximum pressure" campaign has been a moral and strategic failure. In September, Iran argued before the International Court of Justice that U.S. efforts to seal off the Iranian economy from the rest of the world were "ruining the lives of millions of Iranians," especially during the pandemic: Food prices in the country have skyrocketed, rents have surged, and the supply of essential medicines, from epilepsy medication to chemotherapy drugs, has dwindled. That's why Barbara

Slavin, director of the Future of Iran Initiative at the Atlantic Council, has called the current U.S. approach "sadism masquerading as foreign policy."

Food prices in the country have skyrocketed, rents have surged, and the supply of essential medicines, from epilepsy medication to chemotherapy drugs, has dwindled. That's why Barbara Slavin, director of the Future of Iran Initiative at the Atlantic Council, has called the current U.S. approach "sadism masquerading as foreign policy."

And yet for all that suffering, Iran hawks are no closer to getting what they want, argues Assai Rad, a research fellow at the National Iranian American Council. "Despite four years of 'maximum pressure' on Iran under the Trump administration, which included unprecedented sanctions, extrajudicial assassinations, sabotage, threats, and belligerent rhetoric, the Islamic Republic continues to stand - as it has done in the face of enormous pressure over several decades - and the domestic movement for human rights in Iran has been weakened," she writes for the Quincy Institute for Responsible Statecraft. "And while sanctions have brought unjust hardship to millions of ordinary Iranians, Iranian officials remain unscathed."

With nowhere else to go now but war, rejoining the Iran deal would bolster U.S. leverage for future negotiations, not forfeit it, argues Mahsa Rouhi, a re-

search fellow at the National Defense University's Institute for National Strategic Studies. "By returning to the deal, the United States would both retain the leverage it has built by demonstrating the devastating economic effects of its unilateral sanctions and use its leverage through sustained diplomacy and multilateral efforts to produce more desirable policy outcomes," she writes for Foreign Policy. "Restoring the deal would also put the Biden administration in a much stronger position moving forward to negotiate a follow-on agreement that addresses other issues and concerns, such as Iran's missile program and destabilizing activities abroad in a regional forum." But perhaps the simplest case for rejoining the Iran deal is fairness: Iran complied with a deal the United States brokered, the United States broke the deal, and now the United States must be the one to fix it.

"Iran, for its part, has declared on numerous occasions that it is ready to return to the obligations initially agreed under the nuclear deal and expeditiously reverse the measures we have taken since, if all of the sanctions are withdrawn that were imposed and reimposed by the Trump administration after its illegal withdrawal from the accord," writes Majid Takht-Ravanchi, Iran's ambassador to the United Nations, in The Times. "Any halfhearted or partial fulfillment of the United States commitments will undermine what Mr. Biden has promised,"

Kurdistan au féminin 27 février 2021

IRAN. Les mines terrestres tuent encore au Kurdistan d'Irak

IRAN / ROJHILAT – Dans les régions kurdes frontalières d'Irak et d'Irak, les mines terrestres posées par les gouvernements irakiens et iraniens pendant la guerre Iran – Irak ainsi que celles posées par les mollahs iraniens plus récemment ont tué 10 personnes et blessé 30 autres en 2020. Ni l'Irak, ni l'Iran ne veulent nettoyer la région des mines qui tuent surtout les civils kurdes.

Les explosifs de mines terrestres laissés par la guerre de huit ans entre l'Irak et l'Irak, ainsi que les mines posées par le Corps des gardiens de la révolution islamique iranienne ces dernières années, continuent de faire des victimes au Kurdistan iranien.

Selon les statistiques enregistrées dans le centre de données statistiques et de documentation de Hengaw, organisation des droits de humains, en 2020, dans la région



frontalière entre le Kurdistan d'Irak et d'Irak, au moins 10 citoyens ont été tués et 30 autres blessés à cause des mines terrestres et des explosifs laissés par la guerre de huit ans entre l'Irak et l'Irak et celles posées ensuite par le Corps des gardiens de la révolution islamique iranien. Ces mines avaient fait 27 victimes en 2019.

Bien que le droit international coutumier ne considère pas les mines terrestres comme des

interdictions absolues, il existe des limites pour minimiser leurs effets. Par exemple, les parties à un conflit doivent maintenir une carte des champs de mines ou, à la fin du conflit, nettoyer les champs de mines pour soutenir les civils.

La Convention d'Ottawa oblige les gouvernements à s'abstenir de produire et de stocker des mines antipersonnel, auxquelles la République islamique d'Irak n'a pas encore

adhéré malgré les pertes causées par les mines terrestres.

Selon une étude menée par la Croix-Rouge pour élaborer des règles coutumières régissant le droit humanitaire, plusieurs restrictions des règles nos 21, 22 et 13 sur les mines terrestres ont été définies comme le droit coutumier.

– Lors de l'utilisation, des précautions doivent être prises pour réduire les pertes humaines.

– Le côté qui utilise les mines terrestres doit enregistrer les emplacements

– À la fin du conflit actif, les gouvernements doivent offrir l'option de déminage

Cependant, les gouvernements irakien et iranien refusent de s'engager à respecter le droit international coutumier contraignant.

Le Monde

27 février 2021
Par Hélène Sallon

Joe Biden trace sa ligne rouge face aux menaces de l'Irak et des milices chiites

Des frappes américaines ont été menées contre des milices irakiennes dans l'est de la Syrie en représailles d'attaques contre des intérêts américains en Irak.

Trente-sept jours après son entrée en fonctions, Joe Biden s'est engagé dans la confrontation qui oppose les Etats-Unis à l'Irak et aux milices chiites qui lui sont loyales en Irak. Dans ce conflit amorcé sous son prédécesseur Donald Trump, le nouveau président américain a

tracé sa ligne rouge en ordonnant, jeudi 25 février, des frappes contre ces milices, tout en veillant à éviter une nouvelle escalade sur le territoire irakien.

Cette première opération militaire – « défensive », « calculée », « proportionnée », s'est

empresé de souligner le Pentagone –, menée dans l'est de la Syrie, se profilait depuis l'attaque meurtrière contre une base abritant des soldats américains à Erbil, au Kurdistan irakien, le 15 février.

Si la réponse de Washington s'est fait attendre, Joe Biden a

finalement montré qu'il n'entendait pas céder face aux menaces de l'Irak et de ses affidés dans la région en dépit de sa volonté de rompre avec la politique de « pression maximale » de l'administration Trump et de revenir dans l'accord sur le nucléaire iranien. « Vous ne pouvez agir

sans impunité. Soyez prudent », a lancé le président Biden, vendredi, à l'adresse de l'Iran.

« Agression barbare »

L'attaque d'Erbil, qui a tué un consultant civil étranger et blessé plusieurs Irakiens et étrangers sur la base, dont un soldat américain, était la première entorse sérieuse à la trêve décrétée en octobre 2020 par les milices chiites pro-iraniennes. Depuis le retrait américain de l'accord sur le nucléaire en 2018, et surtout après l'assassinat dans une frappe de drone américaine à Bagdad du général iranien Ghassem Soleimani en janvier 2020, ces groupes armés ont multiplié les attaques contre des intérêts américains avec l'objectif affiché de « *bouter les forces américaines hors d'Irak* ». Elles s'étaient dites prêtes à maintenir la trêve le temps de l'installation de M. Biden, à condition qu'il s'engage à retirer ses troupes d'Irak. Leur patience a fait long feu, alors que la nouvelle administration dit vouloir réévaluer le dossier irakien avant de clarifier sa position.

Téhéran et ses affiliés locaux avaient nié toute implication dans l'opération du 15 février. De son côté, Washington a temporisé, disant laisser le temps aux autorités irakiennes de mener l'enquête, tout en promettant qu'il « *demandera[it] des comptes* » aux auteurs de l'attaque. Comme une majorité d'attaques menées contre des intérêts américains en Irak, celle d'Erbil a été revendiquée par une milice chiite peu connue, servant, selon les experts, de paravent aux milices loyales à l'Iran. Deux autres attaques

ont, depuis, visé la base militaire de Balad, au nord de Bagdad, et la zone verte, qui abrite l'ambassade américaine dans la capitale.

La réplique américaine, jeudi, a entraîné la destruction « *de multiples infrastructures situées à un poste-frontière utilisé par des milices soutenues par l'Iran* », a indiqué le porte-parole du ministère de la défense, John Kirby, désignant deux factions irakiennes, les brigades du Hezbollah et les brigades Sayyid Al-Shuhada.



Manifestation à Bagdad, le 1er janvier 2021, pour réclamer le départ des forces américaines d'Irak. AHMAD AL-RUBAYE / AFP

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), qui évalue à 15 000 le nombre de combattants irakiens, pakistanais et afghans déployés dans la région de Deir ez-Zor (sud-est), en soutien au régime syrien, les frappes ont détruit trois camions de munitions qui arrivaient d'Irak au niveau d'un poste-frontière illégal au sud de la ville syrienne d'Al-Boukmal, faisant au moins 22 morts. Les brigades du Hezbollah ont dénoncé, vendredi, une « *agression barbare* » et font état d'un mort dans leurs rangs, selon elles « *stationné à*

la frontière syro-irakienne » dans le cadre de la lutte contre l'organisation Etat islamique (EI). L'Iran a, de son côté, condamné des attaques « *illégalles* » qui risquent de « *déstabiliser davantage la région.* »

Rééquilibrage

Le choix de répliquer en Syrie est vu comme une façon d'éviter une nouvelle escalade face à ces milices sur le territoire irakien. Ce choix a d'ailleurs été condamné par Damas et

premier appel téléphonique à un dirigeant arabe. Il s'est engagé à poursuivre le dialogue stratégique lancé en 2020 avec Bagdad, pour redéfinir la relation bilatérale et l'avenir de la présence américaine en Irak, qui a été réduite à 2 500 hommes en janvier.

L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) – dont le passage graduel de 500 à 4 000 hommes en Irak a été acté en février – devrait prendre le relais d'une partie des missions de formation de la coalition internationale anti-EI, emmenée par les Etats-Unis.

Face aux milices chiites pro-iraniennes, les intérêts des deux hommes convergent. Mustafa Al-Kadhimi est en quête de soutiens pour mettre au pas les milices qui gangrènent les institutions de l'Etat et son économie. Le porte-parole du Pentagone a d'ailleurs confirmé, vendredi, que le gouvernement irakien avait donné des informations à Washington liant ces milices pro-iraniennes aux récentes attaques anti-américaines.

Joe Biden dit, quant à lui, vouloir inclure dans les négociations avec Téhéran la question de son expansion dans la région. Au côté du Hezbollah libanais, les milices chiites irakiennes sont devenues un instrument important de la projection iranienne en Irak, mais aussi en Syrie et au-delà. Selon des responsables irakiens cités par l'Associated Press, l'attaque de drones explosifs qui a visé le palais royal saoudien, le 23 janvier, aurait été menée depuis l'Irak.

Les Kakaïs, la minorité que l'Irak ne reconnaît pas

Forte de plus de 120 000 membres pratiquant une religion hétérodoxe et habitant principalement dans le nord de l'Irak, la communauté des Kakaïs souhaite être officiellement reconnue en tant que telle.

“Le Kakaï est facile à reconnaître”, affirme un long article du site panarabe **Raseef22** consacré à cette communauté méconnue d'Irak.

“Les hommes appartenant à cette minorité religieuse se distinguent par leur moustache fournie, que certains ne rasent jamais et arborent comme un patrimoine culturel. Ils portent un costume particulier composé d'une sorte de robe plus courte que l'abaya appelée 'saya' et d'un bandeau ceignant la tête”, explique **Raseef22**. Les femmes issues de cette minorité sont plus difficiles à identifier, affirme le site.

Le nombre de membres de la communauté kakaï est difficile à déterminer mais, selon le site, il oscille entre 120 000 et 200 000. Elle est principalement installée dans le Kurdistan irakien, dans la partie nord du pays.

Religion hétérodoxe

Selon la présidente de l'association culturelle Methra, Rajab Assi, sollicitée par **Raseef22**, les membres de la communauté kakaï – terme dérivé du kurde qui signifie “frère” – pratiquent le yarsanisme, religion dont le nom, également dérivé du kurde, peut être traduit par “peuple de la vérité”.

Pour l'historien kurde Mehdi Kakani, le yarsanisme, créé au XIV^e siècle en Iran, est une re-



Des membres de la communauté kakaï dans la localité de Tell El-Laban, en Irak, en 2016. PHOTO / Maciej Moskwa / NurPhoto via AFP.

ligion dérivée du yazdanisme, un “culte des anges” pratiqué par une partie des peuples perses avant leur islamisation.

La mort n'existe pas dans cette religion qui n'a ni prophète ni messager envoyé par le Créateur. Ses adeptes croient en la réincarnation.”

Comme les Druzes, cette communauté pratique la *taqiya*, la dissimulation. Pour échapper aux persécutions, ils prétendaient être musulmans. En outre, explique l'historien, “personne ne peut se convertir” à cette religion.

Représentation politique

Comme l'ensemble des habitants du Nord irakien, la communauté a souffert de la prise de contrôle par le groupe terroriste **État islamique** d'un grand nombre de leurs villages dans les régions de Kirkouk et

de Mossoul entre 2014 et 2016, explique Ghazi Kakani, un membre du parti politique Union patriotique du Kurdistan, indiquant qu’“environ 300 Kakaïs ont été tués et des milliers d'autres déplacés” durant cette période.

“En 2015, le gouvernement autonome du Kurdistan a créé une unité militaire spéciale afin de protéger les villages des Kakaïs de Daech, mais cette unité a été rapidement dissoute en raison de conflits politiques entre partis kurdes”, explique-t-il.

Pour le responsable politique, la communauté kakaï souffre également d'un manque de représentation politique.

Les Kakaïs n'ont aucune représentation au sein du Parlement irakien car la Constitution ne les reconnaît pas. Ils n'ont aucune représentation officielle au sein des institutions fédérales.”

Reconnaissance officielle

“Se fondant sur le fait que la Constitution irakienne garantit la liberté de culte, les membres de la communauté kakaï réclament que la Constitution reconnaisse officiellement leur culte, comme elle reconnaît l'islam, le christianisme, le yézidisme ou le mandéisme”, lance l'activiste Leïla Taher Kakaï, citée par **Raseef22**.

Nous ne demandons que nos droits les plus élémentaires.”

Ainsi, indique-t-elle, la fête du jeûne, la plus importante fête religieuse de la communauté, “n'est pas reconnue comme un jour férié”.

Elle explique également que les membres de la communauté, “minorité au cœur d'une majorité musulmane”, sont la cible de “discours de haine” et de “campagnes d'intimidation”.

La Turquie proteste auprès de l'Iran

La Turquie a convoqué dimanche l'ambassadeur iranien à Ankara afin de lui signifier qu'elle réclamait son soutien pour combattre "le terrorisme", intensifiant une querelle en cours sur la présence turque en Irak, a rapporté l'agence étatique Anadolu.

La Turquie, qui intervient régulièrement contre les rebelles kurdes en Irak, a accusé le 14 février le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) d'avoir exécuté 13 de ses ressortissants, membres des forces de sécurité pour la plupart, qu'il retenait en captivité dans le Nord de l'Irak.

Les autorités turques ont ensuite précisé la semaine dernière, après confirmation des identités, qu'il s'agissait de 12

Turcs et un Irakien. Leurs corps ont été découverts selon Ankara dans une grotte par des militaires turcs qui tentaient de les secourir. Le PKK, qualifié d'organisation "terroriste" par Ankara et ses alliés occidentaux, a affirmé que les 13 otages avaient été tués par des frappes turques, version balayée par Ankara.

Dans un entretien télévisé à la télévision kurde Rudaw basée à Erbil, diffusé samedi, l'ambassadeur iranien à Bagdad, Iraj Masjedi, a averti que les forces turques ne devaient pas "menacer ou violer le sol irakien". "Nous n'acceptons pas du tout, qu'il s'agisse de la Turquie ou d'un quelconque autre pays, une intervention militaire en Irak (...) ou une présence militaire en Irak", a déclaré cet ambassadeur.

L'ambassadeur turc à Bagdad, Fatih Yildiz, a immédiatement réagi en tweetant que l'ambassadeur iranien était "la dernière personne à pouvoir donner des leçons à la Turquie" à propos du respect des frontières irakiennes.

Le ministère turc des Affaires étrangères a convoqué l'ambassadeur iranien Mohammad Farazmand pour lui dire que la Turquie s'attendait à voir l'Iran à ses côtés dans le "combat contre le terrorisme", a rapporté l'agence Anadolu.

Des responsables du ministère ont également dit à l'ambassadeur que la Turquie "rejetait fermement" les déclarations de l'ambassadeur iranien à Bagdad, soulignant qu'Ankara informait toujours les parties concernées y compris l'Irak de

ses projets contre les rebelles kurdes.

La Turquie mène régulièrement des attaques dans les zones montagneuses du Nord de l'Irak contre les bases arrière du PKK, qui livre depuis 1984 une sanglante guérilla sur le sol turc ayant fait plus de 40.000 morts. Des forces spéciales mènent parfois des incursions d'ampleur limitée. En janvier, la Turquie a bombardé une région proche de Sinjar, le président Recep Tayyip Erdogan menaçant même d'y faire débarquer des forces turques "en une nuit". "Qu'est-ce que le Sinjar a à faire avec la Turquie?", a lancé l'ambassadeur iranien à Bagdad. "C'est aux Irakiens eux-mêmes de résoudre la question".

Appel à une enquête sur l'utilisation de gaz chimiques dans une opération turque au Sud-Kurdistan

Malgré les déclarations de Murat Karayilan, membre du Comité exécutif du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), sur l'utilisation de gaz chimiques par l'armée turque lors de son opération dans la région de Garê, au Sud-Kurdistan, les organisations internationales, telles que l'OIAC, gardent le silence.

Le 22 février 2021, Murat Karayilan, membre du conseil exécutif du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a déclaré, dans une émission sur la chaîne de télévision kurde Stêrk TV, que l'armée turque avait utilisé du gaz chimique lors de l'[attaque sur la région de Garê](#), au Sud-Kurdistan (nord de l'Irak), entre le

10 et le 14 février. Il a, par la même occasion, appelé les institutions internationales à se rendre dans la région pour enquêter à ce sujet.

« La résistance de nos amis a infligé une lourde défaite à l'armée turque, a-t-il expliqué. Lorsque l'armée turque a compris qu'elle était encerclée,

elle a utilisé des gaz chimiques et a pris la fuite sans un regard en arrière. »

Le commandant en chef a souligné que, contrairement à ce que prétendait le régime turc, l'opération militaire n'avait pas été menée pour sauver les prisonniers de guerre turcs détenus par le PKK, mais pour

occuper la région de Garê. Il a déclaré : « Est-il possible de libérer des prisonniers d'un camp souterrain en utilisant des bombes et du gaz toxique ? C'est tout simplement absurde. Les attaques, aussi féroces qu'elles aient été, ont été repoussées par le commandant Şoreş, forçant l'armée turque à se retirer du camp.

Cette scène a été répétée des dizaines de fois : Bombardements – tentative d’infiltration – retraite. Finalement, des agents chimiques ont été utilisés. En résumé, rien n’a été fait pour sauver les prisonniers de guerre, bien au contraire. Toutes les armes mortelles ont été utilisées. »

Des images prises sur le terrain, diffusées par l’agence de presse Firat News (ANF), montrent que des masques à gaz figurent parmi le matériel laissé par les troupes turques lors de leur retraite de la zone de combat.

Lors d’un discours d’ « information » au Parlement concernant l’opération militaire au cours de laquelle **13 prisonniers de guerre turcs ont été tués**, le ministre turc de la défense, Hulusi Akar, a déclaré que « seul du gaz lacrymogène » avait été utilisé pendant l’opération, ce qui était de fait un aveu de l’utilisation de gaz chimique.

Malgré les aveux du ministre turc de la défense et les comptes-rendus de M. Karayilan, les organisations in-



La zone de Siyanê, dans la région de garê où 13 soldats et policiers turcs détenus par le PKK ont été tués par l’armée turque

ternationales, telles que l’Organisation pour l’interdiction des armes chimiques (OIAC) gardent le silence.

Interviewée à ce sujet par ANF, Gisela Penteker, représentante en Turquie de l’Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire (IPPNW), a déclaré que la guerre de la Turquie contre les Kurdes était illégale à plusieurs égards en vertu du droit international, même sans utilisation d’armes chimiques. Se référant aux allégations d’utilisation de gaz chimiques au cours des années passées par le régime d’Assad, Mme

Penteker a ajouté : « Nous savons, d’après notre expérience en Syrie, combien il est difficile de prouver l’utilisation de gaz toxiques. En observant les photos, on ne peut généralement que supposer une utilisation. »

À la question de savoir si, à sa connaissance, la Turquie possédait des armes chimiques, Mme Penteker a répondu : « Je ne sais pas. Mais je pense que c’est possible, même si cela ne devrait pas se faire dans le cadre de l’OTAN. Cette guerre de la Turquie contre les Kurdes, tant en Turquie qu’en Syrie et en Irak, est à plusieurs

égards illégale au regard du droit international, même sans l’utilisation d’armes chimiques. Et les puissances occidentales en sont complices. »

Suite aux déclarations de M. Karayilan, ANF a contacté l’OIAC pour demander si l’organisation comptait prendre des mesures pour enquêter sur les allégations d’utilisation de gaz chimiques par l’armée turque à Garê. À ce jour, l’OIAC n’a pas répondu.

Les relations étroites de l’OIAC avec la Turquie ont été mises en lumière suite à l’invasion par l’armée turque de Girê Spî (Tal Abyad) et Serêkaniyê (Ras al-Ain), au nord de la Syrie, en octobre 2019. Alors que des appels répétés étaient lancés pour une enquête internationale sur l’utilisation par la Turquie d’armes interdites lors de l’agression militaire, il est apparu le 17 octobre 2019 que le gouvernement turc avait contribué à hauteur de 30 000 euros à un fonds spécial de l’OIAC pour soutenir le projet de modernisation de son laboratoire et de son magasin d’équipement.

Une dirigeante du HDP et deux activistes kurdes arrêtés à Nusaybin

Hevidar Dinç, coprésidente de l’antenne locale du HDP à Nusaybin, dans la province kurde de Mardin, et 2 autres personnes ont été arrêtées dimanche matin, dans des raids menés par la police turque à Kızıltepe et Nusaybin.

Hevidar Dinç, coprésidente de district du Parti démocratique des Peuples (HDP) à Nusaybin, Abdullah Ayav, membre de l’Association culturelle et artis-

tique de Mésopotamie, et Mehmet Sait Sırdaş, membre de l’Assemblée des jeunes du HDP, ont été arrêtés à l’issue de différentes perquisitions menées simultanément à

Kızıltepe et Nusaybin, dans la province de Mardin.

Selon les informations obtenues de source locale, d’autres

militants kurdes font l’objet de mandats d’arrêts.

Les personnes arrêtées ont été emmenées à la Direction régionale de la sécurité de Mardin.